GEORGES CADOUDAL

I

GÉDÉON

L'ÉCOLE SAINT-YVES

Rennes est en liesse ; l'année 1788 s'achève et les États de Bretagne viennent d'ouvrir leur session, traditionnelle occasion de bombances et de ribotes. Rien n'a changé depuis le temps où Mme de Sévigné écrivait : « C'est un jeu, ma chère, une liberté jour et nuit qui attire tout le monde, quinze ou vingt grandes tables, des bals éternels, des comédies trois fois la semaine, une grande beuverie... voilà les États. J'oublie trois ou quatre cents pipes de vin qu'on y boit... » Chaque année il semble que les membres de « l'auguste assemblée » luttent à qui soutiendra la gaillarde réputation bachique des Bretons; en 1786, le comte de Boisgelin, président des États, soucieux de donner l'exemple, était trépassé sur la brèche des suites d'une terrible indigestion, et cet événement désastreux n'avait pas interrompu la fête : nos seigneurs de la noblesse, venus de tous les points de la Bretagne, pour s'amuser, ne souffraient pas un seul manquement au folâtre programme et, comme ils étaient en écrasante majorité, ils donnaient le ton à leurs collègues des autres ordres et à la ville de Rennes tout entière (1).

Pourtant, en ce mois de décembre 1788, la session des États

(1) Ne pouvant encombrer les pages de la *Revue* de notes et de références sans intérêt pour la plupart des lecteurs, on doit néanmoins mentionner ici deux

tournait à l'orage : l'ordre de la noblesse comptait 965 membres, tous gentilshommes, le clergé 30, tous prélats, et le Tiers 42 seulement, tous roturiers qui, dès avant la première séance, manifestaient bruyamment leur lassitude de représenter en si faible minorité la classe la plus nombreuse des habitants de la province. Ils s'étaient donc concertés pour obtenir des deux autres ordres l'acceptation d'un plan de réformes réclamées par toute la bourgeoisie et le peuple de la Bretagne : répartition égale des impôts entre les trois ordres; admissibilité de tous les citoyens aux charges et emplois publics; augmentation du nombre des représentants du Tiers aux États, en raison d'un député par 10 000 habitants; impôt somptuaire sur les chiens de chasse, les laquais, les équipages de luxe, les gens d'affaires et les financiers; égalité d'honneurs entre les élus du Tiers-État et ceux des deux autres ordres, et, peut-être, était-ce ce dernier vœu qui tenait le plus au cœur des plébéiens bretons, révoltés, à la longue, de la séculaire arrogance de leurs seigneurs et maîtres : elle apparaissait surtout lors de la réunion des États, alors que, précédé de hérauts, tout brodés d'hermines et de fleurs de lys, montés sur des chevaux caparaçonnés de housses traînantes en drap d'argent, le clergé s'avançait au son des trompes, portant robes violettes et rochets de guipure, mitres en tête, croix d'or au cou, suivi des 965 nobles en habit à la française, avec le catogan poudré et l'épée au flanc. Les gens du Tiers venaient derrière, obligatoirement vêtus de noir, comme s'ils devaient à jamais porter le deuil de leurs légitimes revendications.

Dès la première séance, le 29 décembre, le président du Tiers, Borie, eut l'audace d'interpeller les privilégiés : « Messieurs, dit-il, quand l'assemblée se fut constituée, vous n'irez pas plus loin sans nous entendre... » Le Clergé et la Noblesse font sourde oreille. Le 31, nouvelle protestation de Borie exigeant l'examen des griefs de son ordre. On ne l'écoute

sources principales de documentation : les cinq volumes, opulents en révélations inédites, que l'éminent historien, M. Émile Sageret, a consacrés aux annales du Morbihan sous le Consulat, sans lesquels la vie de Georges n'aurait pu être écrite, et le précieux ouvrage, composé il y a quelque cinquante ans, par M. Georges de Cadoudal, le neveu du héros breton, d'après les archives de sa famille.

pas. Alors le Tiers tout entier, aux enthousiastes acclamations des tribunes publiques, déclare qu'il se retire, frappant ainsi d'impuissance et de nullité toute délibération des États. La guerre était déclarée : pamphlets, libelles, batailles dans les rues de Rennes. Un journal rédigé par « un écrivailleur », — qui n'est autre que Volney, — prêche au peuple la révolte ; on colporte des mots qui font traînée de poudre : un gentilhomme a écrit : « Le Tiers veut nous faire descendre jusqu'à lui ou s'élever jusqu'à nous ; c'est un petit nombre d'avocats ambitieux qui ont conçu ces beaux songes... » Et on raconte que, un jour, comme on parlait d'établir une école navale pour la noblesse pauvre, un membre du Tiers ayant gémi : « Et nos fils ? Qu'auront-ils? — L'hôpital ! » riposta le marquis de Trémargat ; « mot qui, tombé dans la foule, germa promptement ».

Un jeune homme de vingt-cinq ans, prévôt des étudiants en droit, organise la résistance : il se nomme Jean-Victor Moreau ; sa famille le destinait au barreau, mais, emporté par ses goûts batailleurs, il a déserté l'école pour s'engager. Son père, avocat estimé, l'a forcé de quitter l'armée et de reprendre ses études de droit. Le jeune Moreau obéit bien à contre-cœur, et c'est ainsi qu'on le retrouve à Rennes, au début de 1789, portant à travers les rues un drapeau sur lequel sont inscrits ces mots : *vaincre ou mourir*, et menant au combat ses camarades de la Faculté. Il les conduit à l'assaut du couvent des Cordeliers où s'est réfugiée la noblesse ; les gentilshommes ont tiré l'épée, le tocsin sonne, des coups de fusil blessent des gens dans la foule, la mêlée s'engage, se prolonge durant trois heures et se termine par un armistice qu'imposent aux combattants des citoyens aussi sages qu'intrépides. Mais Moreau ne désarme pas : à son appel, la jeunesse de Nantes, d'Angers, de Saint-Malo, afflue à Rennes et, de toute la Bretagne, lui parviennent des adhésions et des offres de concours. Un ordre du Roi, suspendant la tenue des États et ordonnant au clergé et à la noblesse de se séparer immédiatement, mit fin à ces manifestations inquiétantes. La bataille allait se continuer, quelques semaines plus tard, aux États généraux de Versailles.

L'une des adresses approbatives reçues par Moreau émanait des étudiants du collège Saint-Yves, de Vannes ; au nombre des signatures de ces jeunes démocrates, ardents champions de la

cause du peuple, se lisait celle de Georges Cadoudal : c'était le nom, bien obscur alors, d'un élève de cette institution fameuse dans la région et qui fut « le véritable foyer de la chouannerie morbihannaise ». Dirigée par des prêtres séculiers, le collège Saint-Yves occupait, rue d'Auray, de beaux bâtiments, construits naguère par les P. P. Jésuites et précédés d'une très vaste cour ; les classes formaient une suite de salles immenses garnies de bancs de bois courant le long des murs, ni tables, ni pupitres, ni poêle, ni cheminée ; l'hiver, le froid était intense dans ces pièces empierrées, « situées en contre-bas, éclairées par des fenêtres mal jointes »; la neige s'amoncelait si épaisse dans la cour qu'on en avait « par-dessus les genoux ». Tel était le décor, d'après les souvenirs d'un futur grand-maître de l'Université qui fut élève au collège Saint-Yves à l'époque de la Restauration. Rien alors n'y avait été changé, ni locaux, ni régime, ni programme d'études depuis le temps de Louis XVI et le chroniqueur qui les dépeint ainsi disait, en entrant à l'École normale : « Il me semble que j'ai fait mes études il y a cent cinquante ans. »

Il n'y avait pas de dortoirs au collège Saint-Yves; les élèves, tous externes, étaient répartis entre plusieurs institutions tenues par de vieilles demoiselles qui les hébergeaient et les nourrissaient pour quelques francs par mois. Les plus pauvres, paysans de la banlieue de Vannes, trouvaient à se loger chez quelque petit ménage et, retournant chez eux le samedi, revenaient le lundi matin rapportant un énorme pain de seigle qui durait toute la semaine; ils le coupaient en tranches dans une écuelle où leur logeuse versait un peu de bouillon. Le tableau d'un si rigoureux régime explique en partie le granitique endurcissement et l'anormale résistance de ces jeunes hommes destinés aux privations et aux fatigues de la vie errante.

Georges n'était point parmi les besogneux; son père, Louis Cadoudal, fermier et cultivateur aisé de la paroisse de Brech, près Auray, résidait à un quart de lieue de cette ville, au hameau de Kerléano, où il possédait une maison qui existe encore, bien modifiée, probablement, mais dont les gros murs et les dispositions générales semblent avoir été respectées. C'est là que Georges était né le 1er janvier 1771. D'après une tradition transmise dans sa famille, un jour que la mère du nouveau-né, assise à la porte de sa maison, le tenait sur ses genoux,

un mendiant s'approcha et, posant la main sur le front de l'enfant : « Celui-ci, dit-il, sera cause de grands malheurs pour lui et pour les siens. » Le nom de Cadoudal était lui-même un présage : il signifie en idiome celtique *Guerrier aveugle*.

Mme Cadoudal, née Marie-Jeanne Le Bayon, était d'une grande beauté ; elle donna le jour à dix enfants dont cinq seulement devaient vivre encore à l'époque de la Révolution : Georges, Julien, Joseph, Louis et Marie. Outre cette nombreuse progéniture, Kerléano abritait l'oncle Denis, frère du fermier; membre du tiers-ordre de Saint-François et célibataire, il dirigeait avec compétence les travaux champêtres, et il y avait encore, régnant sur la maisonnée, du fond de son fauteuil, la grand-mère Cadoudal, « femme de tête et de résolution », qu'immobilisaient ses infirmités dues à une extraordinaire corpulence : c'est d'elle que paraissait tenir Georges dont le fort embonpoint et la constitution athlétique se développèrent de très bonne heure. Il était déjà singulièrement robuste lorsque, après quelques mois de classes élémentaires à l'école d'Auray, il entra au collège de Vannes où, dès son arrivée, il fit preuve d'une humeur rétive et d'une fermeté qui le posèrent dans l'esprit de ses camarades : à la porte de Saint-Yves était une pierre que, par tradition, tout « nouveau » devait humblement baiser en franchissant le seuil pour la première fois. Georges refusa de se soumettre à cette brimade et, comme ses anciens voulaient l'y contraindre, il fonça sur eux, tête basse, et s'ouvrit un chemin parmi les écoliers ameutés. Ce début prometteur valut au jeune Breton, « dépourvu des grâces de l'enfance et taillé à coups de hache », une considération qu'il mit à profit pour former, aux heures de récréation, ses condisciples en bandes adverses, qui combattaient à coups de poing, voire « à coup de pommes ou de pierres ».

Vers la même époque, à trois cents lieues de là, un autre jeune garçon, presque du même âge, se plaisait à séparer ses camarades de l'École militaire de Brienne en deux camps qu'il lançait l'un contre l'autre. Ces deux enfants, si distants par l'origine, la naissance et l'éducation, si égaux en ténacité, en résolution, en audace, se chercheront un jour et seront rivaux dès leur première rencontre. Le duel qui alors s'engagera entre le Breton Cadoudal et le Corse Bonaparte, est le sujet du présent récit.

A Saint-Yves, outre le français, on enseignait les mathématiques, la physique, l'histoire et la géographie; mais ces études restaient rudimentaires; seule, celle du latin était poussée assez loin, car les élèves se destinant, pour la plupart, à la prêtrise ou aux emplois judiciaires, devaient se familiariser avec la langue de l'Église et du droit. L'instruction religieuse était l'objet de soins particuliers et, pour pénétrer du mieux possible l'impétueux héros de la chouannerie bretonne, il importe d'indiquer que, dès l'enfance, son âme s'ouvrit à des sentiments de foi qui ne devaient jamais s'affaiblir. On le trouvera toujours animé d'une piété candide, ne se distinguant point d'ailleurs en cela de l'immense majorité des Bretons, profondément attachés à la religion de leurs pères. Ce qui, aujourd'hui, peut surprendre, c'est que, malgré cet état d'esprit, ils étaient tous, dès 1789, partisans de la révolution naissante; la noblesse de Cour, futile et méprisante, n'était pas aimée; le clergé lui-même, le « bas-clergé » surtout, plein d'illusions qui devaient être éphémères, approuvait ostensiblement l'ambition des bourgeois du Tiers d'obtenir « leur place au soleil dans la hiérarchie gouvernementale ». Ainsi s'explique l'enthousiasme démocratique de Georges Cadoudal et de ses condisciples de Saint-Yves quand, au début de 1789, ils se solidarisaient avec Moreau, champion déclaré de la cause du peuple. Cet enthousiasme redoubla, en mai, lors de l'ouverture des États généraux et se perpétua durant de longs mois. La France croyait assister à la reconstitution du Paradis terrestre et les curés lisaient en chaire les comptes rendus de l'Assemblée nationale. Ce naïf enchantement se calma et se refroidit aux premières attaques d'une minorité haineuse et envahissante contre le clergé.

On accepta, avec une généreuse résignation, les premières réformes touchant les privilèges pécuniaires des communautés religieuses, la suppression du casuel et des dîmes; on accueillit même sans résistance l'interdiction des vœux monastiques et la fermeture des couvents; mais quand, au début de 1791, on connut la nouvelle constitution du clergé, avec l'obligation du serment civique, l'élection des évêques et des curés par les citoyens, fussent-ils calvinistes, israélites ou notoirement athées; quand le Pape eut condamné solennellement cette loi néfaste; quand les « intrus » remplacèrent dans les presbytères

les prêtres vénérés, déclarés rebelles et perturbateurs du repos public ; quand on constata que toutes les religions étaient reconnues, sauf celle qui, depuis dix-huit siècles, avait été liée au destin de la France; quand, enfin, commença, au nom de la liberté, cette persécution fameuse, véritable cause des catastrophes qui suivirent, le peuple, le peuple breton surtout, se cabra ; dès le 13 février 1791 « toute la région de Vannes était en feu » ; trois mille paysans s'avancèrent vers le chef-lieu, réclamant leurs prêtres ; une bataille s'engagea entre la garnison bien armée et les insurgés sans commandement ; treize de ceux-ci furent tués, seize blessés, trente et un restèrent prisonniers de la troupe et cet événement désastreux, attisant les colères, laissa « d'implacables souvenirs ».

RÉVOLTÉ

Georges Cadoudal sortit à vingt ans de Saint-Yves, à l'époque où on en expulsait ses maîtres ; il se plaça comme clerc chez un notaire d'Auray, maître Glain, et fréquentait le soir au club local. Discernant les lacunes de son éducation, il cherchait à s'instruire en pénétrant les causes et les répercussions probables des événements qui troublaient si profondément sa province. Réduit à l'horizon rétréci de sa petite ville, il hésitait à prendre parti et seulement quand la persécution contre les prêtres demeurés fidèles à leurs vœux se fit violente, il décida qu'un homme de cœur, épris de liberté, ne pouvait rester spectateur.

On le trouve, en mars 1793, mêlé à un rassemblement de paysans, armés de fourches et de bâtons, résolus à s'emparer d'Auray en protestation contre la levée des 300 000 hommes qu'ordonnait la République. Cette bande indisciplinée est reçue à coups de canon ; Georges est dénoncé et emprisonné durant quelques jours. Pris par la réquisition parmi les conscrits qui vont combattre les Vendéens, il met à profit la première occasion de passer dans l'armée catholique et royale, déjà puissamment organisée et commandée par des chefs d'élite. Il s'enrôle dans les troupes de Bonchamp ; il est de toutes les batailles, du passage de la Loire, de la marche sur Grandville, de la retraite harcelante et désespérée ; il échappe au massacre de Savenay où l'armée vendéenne trouva son tombeau, et il revient vers le Morbihan, accompagné d'un camarade de guerre, Pierre Mer-

cier, de trois ans plus jeune que lui. Ils parvinrent à gagner ensemble Kerléano; Mercier fut accueilli à l'égal d'un fils par les parents de son ami et considéré désormais comme faisant partie de la famille. C'était un jeune homme d'allure délicate, de manières distinguées, instruit et lettré, « fait, a-t-on dit, pour être remarqué dans le meilleur monde »; — « un esprit vif, une âme ardente, une pénétration peu commune, la pureté d'un ange et la candeur d'un enfant, jointes à l'intrépidité d'un vieux guerrier ».

Mercier avait quitté le collège de Beaupréau pour s'engager dans l'armée royale : on le surnommait, depuis la campagne d'outre-Loire, *Mercier la Vendée*. C'est sans doute de son séjour chez les Cadoudal, au printemps de 1794, que date la première rencontre de Georges avec Lucrèce Mercier, sœur de son ami, venue, pour voir son frère, de Château-Gontier, en Maine-et-Loire, où leurs parents tenaient une auberge. La remarquable beauté de Lucrèce, sa piété, sa réserve, inspirèrent à Georges Cadoudal un sentiment passionné; elle avait dix-sept ans; il en comptait vingt-trois : ils se fiancèrent, ajournant d'un commun accord leur mariage à l'époque où le Roi aurait reconquis son trône. Et c'est alors que, sans argent, sans relations, sans prestige, Georges et Mercier, presque des écoliers qui, à deux, avaient à peine quarante ans, résolurent d'entrer en lutte contre la révolution devant laquelle reculait l'Europe épouvantée.

Les premières tentatives ne furent pas encourageantes. Georges avait recruté quelques partisans parmi la jeunesse d'Auray; l'un d'eux le trahit; l'administrateur au district réunit huit braves et, dans la nuit du 30 juin 1794, se dirige avec eux vers Kerléano. A trois heures du matin, il en surprend les habitants en plein sommeil; on y découvre un moule à balles, des pistolets, des fusils et, à la pointe du jour, Georges, son père, sa mère, son frère Julien qui avait seize ans, son oncle Denis, son ami Mercier, liés de cordes, sont conduits à la prison d'Auray d'où, un mois plus tard, on les évacua sur le château de Brest, antique et sombre assemblage de tours, de fossés, de ponts, de casernes, d'échauguettes, de salles voûtées, enté sur le roc battu par les flots. Cette sinistre bastille regorgeait de détenus entassés pêle-mêle, prêtres, paysans, femmes, aristocrates, chouans et bourgeois. Mme Cadoudal ne put supporter le méphitisme de cette insalubre geôle; transportée à

l'hôpital de Brest, elle y mourut en donnant le jour à un enfant qui ne vécut pas. L'oncle Denis ne résista pas non plus aux rigueurs de la captivité ; avant de quitter la prison pour l'hospice où il allait mourir, il prit soin d'indiquer à son neveu Georges la cachette où, dans les derniers temps de son séjour à Kerléano, il avait enfoui tout l'argent qu'il possédait, — 9000 francs en louis d'or et en écus, — et qu'il lui léguait en toute propriété.

On était alors au début de l'an III et quoique les lois de la Terreur fussent encore en vigueur, leur application subissait quelque détente ; Georges et Mercier profitèrent du relâchement des surveillances pour s'évader du château de Brest sous des costumes de marins que des amis du dehors leur avaient procurés. Georges courut à Kerléano ; il revit séquestrée, dévastée, la maison familiale ; deux de ses frères et l'une de ses sœurs, trop jeunes pour la prison, y étaient restés, confiés aux soins d'une servante. Les bestiaux confisqués avaient été conduits à Auray. Crainte d'être repris, Georges ne séjourna pas dans ce modeste domaine où s'était écoulée son enfance : il repéra la cachette de l'oncle Denis, trouva l'argent, se chargea de ce premier trésor de guerre et s'enfonça dans l'intérieur du pays, gagnant la région des landes sans fin et des forêts profondes qui, pendant dix ans, allait être son royaume.

Alors commença cette existence énigmatique de fugitif volontaire, sans asile fixe, tapi, le jour, dans les ajoncs ou sous la pierre brisée de quelque antique dolmen ; parcourant, la nuit, de longues distances pour visiter ses partisans ou embaucher de nouveaux affidés ; dormant, au hasard de ces randonnées, chez des paysans, dans ces chaumières isolées qu'un contemporain décrit comme « des cahutes sans air, pleines de fumée, partagées par une claie : les porcs et les bestiaux d'un côté, de l'autre les gens. Point de parquet, ni de pavé, ni de carrelage : le sol nu, bosselé, creusé de trous où s'accumule le purin de l'étable voisine. » C'est là que Georges ira recruter ses agents et ses soldats.

Quels éléments vont composer cette armée dont l'effectif se complétera ou se restreindra suivant les circonstances? — Quelques émigrés ; un certain nombre de déserteurs et de réfractaires, tous gens qui, de par la loi, sont sans asile, sans ressources et sans nom. Leurs casernements seront des « caches »

éparses dans les bois et les landes, les chaumières perdues, loin des routes, où ils recevront l'hospitalité. A ce contingent permanent se joindront, en cas d'appel, les paysans, petits laboureurs, pêcheurs ou métayers, séduits par la prime d'engagement qui monte parfois jusqu'à 300 francs, et la paie, — irrégulière, il est vrai, — de 15 sols par jour. Les recruteurs de Georges parcourront le pays, exhortant les villageois à s'enrôler pour la défense des bons prêtres et des propriétés; en certains endroits « ils enlèveront de force tous les hommes non mariés au-dessus de quinze ans ». Beaucoup les suivent volontiers, car ils n'aiment pas la révolution qui menace leurs croyances religieuses et leurs séculaires traditions. A ces hommes méfiants, misérables et fiers, à qui l'oppression est insupportable, la Convention a dépêché des missionnaires de sa façon pour leur prêcher la philosophie et l'irréligion : on a mutilé les statues de leurs saints, souillé leurs églises, persécuté leurs prêtres : aussi ont-ils pris en haine cette république qui, en leur prohibant le seul idéal à leur portée, tente de les reléguer au rang des bêtes.

Monsieur Georges, lui, parle leur langue; il est, comme eux, un paysan; aucun intérêt personnel ne le guide; ils le savent honnête et scrupuleux, il croit en Dieu, vénère la bonne Vierge et sainte Anne. Pourquoi ne le suivraient-ils pas? L'insurrection royaliste du Morbihan se distingue de la chouannerie par son caractère populaire : partout ailleurs un gentilhomme commande les rebelles : M. d'Autichamp a l'Anjou et le Haut-Poitou, M. d'Andigné succédera à M. de Scépeaux et à M. de Châtillon dans le Bas-Anjou et la Haute-Bretagne; M. de Boisguy commande la région de Fougères; M. de Frotté règne en Normandie. Seul le soulèvement de la Basse-Bretagne a pour chef un homme sorti du peuple; dans son entourage immédiat, rien que des roturiers; aucun d'eux n'est préparé au labeur que Georges leur impose ; mais sa prodigieuse initiative les actionne.

Peut-on imaginer ce qu'il faut d'habileté, de ruse, de prudence pour organiser une armée clandestine en un pays occupé par des troupes adverses ayant successivement comme chefs les Hoche, les Brune, les Bernadotte. Telle fut pourtant la paradoxale entreprise de Georges : il divisa son territoire en neuf légions, comprenant chacune plusieurs paroisses, sut imposer à ses bandes un code militaire rigoureux; il parvint même à

créer un corps de cavalerie, une compagnie de canonniers, un service sanitaire. Pour nourrir, armer, payer, entretenir tout cela, on rançonnait les acquéreurs de biens nationaux, on attaquait les courriers chargés des fonds de l'État, ou bien on se rendait en force à la côte où la croisière anglaise débarquait des fusils, des munitions et des barils de guinées.

Le plus grand miracle de cette organisation clandestine fut l'établissement du service de la correspondance et des éclaireurs. Il importait, en effet, de déjouer la surveillance de l'immense armée de fonctionnaires, administrateurs de districts, municipaux, procureurs, syndics, agents nationaux, comités divers, clubistes, espions de tous rangs dont disposaient les Bleus. Pour lutter contre tant d'Argus, Georges a d'abord presque toute la population campagnarde du Morbihan : dès qu'une troupe républicaine se risque hors de la ville ou du bourg où elle est cantonnée, « la nouvelle s'en répand en une minute à des distances éloignées ». Aperçoit-on un Bleu armé, des femmes, des enfants sortent des villages : « *La nation! Voilà la nation!* » C'est le cri d'alarme; la corne des pâtres le propage. Si *la Nation* pénètre à l'improviste dans un hameau, des appels, des mots de convention signalent le danger : « *Les pourceaux sont dans nos choux !* » En même temps que Chappe, les chouans ont inventé le télégraphe optique : les ailes des moulins à vent, placées de certaines façons, parlent un langage muet qui est compris au loin. Leur position annonce-t-elle l'approche d'une patrouille, les hommes disparaissent, gagnent leurs caches; les femmes seules recevront les Bleus; mais vainement on les interroge; elles ne savent pas un mot de français.

Georges comptera partout des affidés : il en aura dans la police de Lorient, de Vannes, de Paris; dans les administrations et dans les municipalités; « ils se glisseront dans les délibérations, prendront place près des administrateurs, feuilletteront les registres »; « il aura les mendiants qui traînent dans tout le pays; les sauniers qui vont de village en village vendant leurs argiles ou leur sel »; ses correspondances seront plus rapides que celles confiées à la poste du gouvernement; ses agents parcourent en toute sécurité les routes de Bretagne, grâce à des maisons de refuge où ils sont assurés de trouver asile sûr et complices dévoués; ils peuvent ainsi gagner la

côte où des barques toujours prêtes les passent aux îles anglaises; ainsi entretient-il ses communications avec les royalistes réfugiés à Londres. Telle sera l'œuvre immense qu'il a conçue et entreprise; elle était encore en préparation quand, au printemps de 1795, il se rendit, en qualité de chef de légion, aux conférences de La Prévalaye, château voisin de Rennes, où les délégués de la Convention allaient se rencontrer avec les chefs de la chouannerie pour y traiter de la pacification.

Cent vingt royalistes y discutent de l'apaisement : la Convention accorde aux « rebelles » la liberté des opinions et des cultes, l'amnistie pour les émigrés rentrés et le retrait des troupes républicaines, si, de leur côté, les chefs des révoltés s'engagent par serment à reconnaître la république, à se soumettre à ses lois et à ne jamais porter les armes contre elle. A l'énoncé de ces conditions, des murmures, des rumeurs, des mots aigres couvrent la voix du lecteur. Eh! quoi! la soumission aux régicides! Une voix s'élève, celle d'un Breton, presque inconnu; ce n'est, d'ailleurs, qu'un paysan; il ne fréquente pas « le beau monde » qu'a groupé à Rennes la conférence. C'est Georges. Les traits crispés, le cou nu, la poitrine découverte, il fait de vains efforts pour réprimer son dégoût : « Monsieur, crie-t-il, au nom de tous les royalistes de Bretagne et de Vendée, je vous défends de poursuivre! » Il sort de la salle, entraînant deux de ses compagnons de lutte, Guillemot et Saint-Régent. D'autres le suivent; il retourne à ses landes, sans attendre la fin des pourparlers.

Elle fut tumultueuse; vingt seulement des chefs royalistes acceptèrent les conditions de la Convention; paix plâtrée, s'il en fut jamais et qui devait durer seulement quelques semaines. Dès le milieu de juin, la flotte anglaise débarquait à Quiberon une armée d'émigrés qui établit ses cantonnements sur le seul point du littoral où elle pouvait être immobilisée par une poignée d'hommes. Néanmoins, la république se crut perdue; les royalistes exultèrent; tous les chouans de Bretagne accoururent pour se joindre aux arrivants et marcher avec eux sur Rennes et sur Paris.

Cadoudal est là avec ses Morbihannais; admis au conseil, il y parle haut, dédaigneusement écouté par les gentilshommes de l'État-major qui jugent inconvenant le sans-gêne de ce plébéien.

Il maudit cette expédition de Quiberon qui, prévoit-il, « ne tend à rien moins qu'à faire écraser le parti royaliste ». Il prend pourtant une part active à l'action, fait de ses vaillantes bandes un rempart qui résiste durant plusieurs heures à l'étreinte des Bleus de Hoche; il sauve ainsi d'un effroyable massacre des milliers de femmes, de vieillards et d'enfants venus de tous les points du Morbihan pour voir flotter le drapeau blanc, crier *Vive le Roi!* et assister aux messes du camp. Pressentant le désastre final, Georges préconise un mouvement tournant qui placera les républicains entre deux feux; entraîné par quelques jeunes officiers nobles dans une diversion inopportune, loin du champ de bataille, vers Josselin et Saint-Brieuc, il obéit docilement, mais la rage au cœur, exhortant à la discipline ses quatre mille soldats, mécontents, qui se révoltent enfin, refusent de suivre plus longtemps les gentilshommes inexpérimentés qui les mènent; ils confient leur sort à Georges. En cinq jours, celui-ci les reconduit au Morbihan, parcourant vingt-cinq lieues de pays sans perdre un homme et dépistant les troupes de Hoche lancées à sa poursuite. Sa vaillance au combat, sa prudente fermeté dans la retraite ont révélé ses éminentes qualités militaires. Le 21 août 1795, les commandants des légions royalistes du Morbihan, réunis au château de Grandchamp, l'élisaient leur major-général. Georges n'avait pas encore 25 ans.

C'est, à cette époque, un garçon d'une corpulence anormale : une tête énorme « sur un cou de taureau »; les épaules très larges, des bras d'Hercule, de grosses jambes. Sa figure bouffie est « pâle et gracieuse », encadrée de légers favoris aussi blonds que ses cheveux qui bouclent comme ceux d'un enfant. Malgré sa lourdeur apparente, il est d'une agilité, d'une résistance et d'une adresse singulières; sa vigueur est telle « qu'il saisit un fort poulain par les pieds de derrière et l'immobilise, tandis qu'on excite l'animal à grands coups de fouet ». On montra longtemps à Meudon un puits dont il soulevait la margelle à bout de bras.

Au moral, il est aussi indéfinissable qu'il est exceptionnel au physique : « Farouche soldat de la guerre civile », a-t-on dit. Le portrait est sommaire. Certes, il y a chez Georges de la dureté, de la rudesse, de la brutalité même : ses yeux « fixes et scrutateurs » sous d'épais sourcils, sa gravité froide accusent « une inébranlable ténacité et une fierté pleine de puissance ».

Son regard, parfois, « s'illumine d'éclairs » et souvent décèle une douce bonhomie. Sa dignité habituelle, sa fierté même, n'excluent point par moments une gaîté et des gamineries d'écolier. Fin, madré même, en affaires, énergique et violent dans l'action, il reste en cela le paysan breton, ataviquement méfiant et colérique. Georges était vraiment « l'homme de sa contrée », aussi rude, aussi robuste que « les cailloux, les chênes trapus de la lande », aussi énigmatique que les mystérieuses pierres levées des sinistres grèves de Carnac. C'est pourquoi les paysans l'adoraient; aussi longtemps que vécurent ses contemporains, sa vie faisait l'objet de leurs continuels entretiens, tant il avait profondément frappé les imaginations.

La légende grandissait sa populaire figure. On le voyait peu souvent; on savait que son quartier général résidait ordinairement, soit au château de Reste, en Grandchamp, soit dans quelque ruine abandonnée telle que la tour d'Elven, d'un caractère si mélancolique dans sa solitude qu'animent seuls le vol et les croassements des choucas, soit encore dans quelque maisonnette au plus profond des bois. On ne le voyait guère qu'aux jours de bataille, le plumet blanc de son feutre au plus fort de la mêlée. Certains pourtant assuraient l'avoir rencontré, sans escorte, dans la campagne, marchant à grands pas, « armé d'un fusil à vent qui foudroyait les bleus sans bruit, et toujours suivi par un grand levrier sale et très laid, portant sous son collier la correspondance du parti ». Mais tant de fables ont germé sur cette ténébreuse histoire qu'on doit se méfier des imaginations paysannes. Dans l'âme du plus rude bas-breton se perpétue un besoin de poétiser qu'entretiennent la solennelle solitude des landes, le gémissement perpétuel de l'Océan, l'énigme de ces mystérieux menhirs dont abonde le Morbihan et le souvenir qu'a laissé Georges Cadoudal s'est orné de tous ces prestiges. Au vrai, s'il se montrait rarement, il ne restait pas oisif. Des réduits où il se retire, il donne des ordres, devient « une puissance » et gouverne le Morbihan « autant et plus peut-être que les agents de l'administration républicaine du chef-lieu ». Soit pour assurer son incognito, soit pour mieux dépister les espions, ses affidés l'ont surnommé *Gédéon*, sobriquet biblique, l'assimilant au terrible juge d'Israël qui, à la tête de trois cents braves déterminés, affranchit ses compatriotes de l'oppression des Madianites.

PACIFICATION DE HOCHE

Georges Cadoudal dispose donc de toute une armée, comme lui invisible. En apparence, le pays est parfaitement tranquille ; « les paysans travaillent aux champs ; ils vont exactement aux foires pour s'approvisionner et vendre leurs denrées » ; mais, à la tombée de la nuit, la lande bretonne bourdonne de chuchotements, de pas étouffés, d'abois, de cris d'oiseaux qui sont des appels ; des individus « à figure de brigands », commencent à se déplacer, à tenir des conciliabules, à chevaucher parmi les chemins creux ; ce sont les estafettes de M. Georges qui se mettent en campagne : au moyen de ces agents de liaison, il avertit et rassemble ses hommes, lorsqu'il a décidé une expédition. S'il est avisé, — et il l'est toujours, — que les troupes républicaines dirigent une reconnaissance vers son territoire, il mobilise d'un mot quatre ou cinq cents de ses gars, se tapit avec eux dans les fossés broussailleux qui bordent la route et tombe à l'improviste sur « l'ennemi ». Durant la belle saison, ces rencontres sont fréquentes, souvent simples escarmouches, parfois batailles rangées dont il serait fastidieux de consigner le détail, le but de Georges n'étant pas de vaincre, mais de conserver la liberté de ses mouvements et de préserver ses paysans des réquisitions et des tracasseries des Bleus. Il y réussit à miracle, puisque, à plusieurs reprises, sur un signe de lui, dix à douze mille de ses fidèles, conduisant une centaine de charrettes, et dont certains « arrivent de plus de vingt lieues », se trouvent, à l'heure fixée, sur la côte, pour y recevoir un débarquement de munitions. Et de pareils rassemblements s'effectuaient sans qu'il se rencontrât parmi cette masse d'hommes, misérables pour la plupart, un seul qui succombât à la tentation de dénoncer aux commissaires du gouvernement l'expédition projetée. Au cours d'un de ces débarquements, un capitaine de la marine britannique se fit conduire à terre dans l'espoir de voir ce Georges Cadoudal dont la renommée s'étendait déjà jusqu'en Angleterre ; il s'attendait à quelque Tamerlan hautain et inabordable, armé de pied en cap, entouré de gardes et régnant par la terreur sur un état-major de brutes domptées. Il le trouva, dans l'eau jusqu'aux hanches, soulevant sur ses épaules une barque échouée qu'il aidait ses hommes à remettre à flot.

Abondamment pourvu d'armes et d'équipements, assisté de lieutenants intrépides, Georges, naguère simple partisan, était devenu le plus redoutable adversaire de la révolution. Hoche, qui commandait toutes les armées républicaines de l'Ouest, reconnaissait en ce paysan un rival qu'il n'était pas certain de vaincre : « On ne peut se dissimuler, écrivait-il, que la guerre prend, dans le Morbihan, un caractère très inquiétant. Nous la ferons; je ne puis dire que nous la finirons. »

Trop éclairé pour ne point discerner les causes du péril, il conseillait au Directoire, qui depuis l'automne de 1795 succédait à la Convention, de rayer de son programme la persécution religieuse, source de tout le mal. « Faites punir les rebelles aux lois; mais, je vous en conjure, ne vous mêlez pas de ce qui a rapport au culte, si vous ne voulez pas rendre la guerre interminable. » Il s'occupait à grouper en Bretagne toutes ses troupes; mais sa magnanimité valait une armée; il est difficile d'imaginer avec quelle surprise, quelle méfiance ensuite, quel enchantement bientôt, furent reçues ses paroles de paix. Après les conventionnels bourreaux et les aventuriers pillards déchaînés sur l'Ouest de la France par l'acharnement du Comité de salut public, on n'en revenait pas qu'un général républicain proclamât hardiment son désir d'accorder aux rebelles « l'impunité absolue » et comptât, « au nombre des droits naturels, celui d'adorer Dieu dans la langue et la posture qui convient à chacun ». Toutes ses proclamations, en ce début de 1796, prêchent la concorde et l'union, et il recommande à ses lieutenants de désarmer les villages « en ménageant les populations et en garantissant la liberté du culte ».

La nouveauté d'un tel langage provoque chez les royalistes une griserie empreinte de perplexité. A Angers, où Hoche réside momentanément, c'est « l'enthousiasme »; une dame de la ville écrit : « Nous irons toutes l'embrasser, lui baiser les mains, lui porter des couronnes. » Des gentilshommes qui, depuis quatre ans, combattent pour la cause royale, quittent leurs marais ou leurs bois pour contempler « ce général qui n'aime pas le sang » et s'entretenir avec lui; ils se déclarent « absolument séduits ». Sûr indice que ces prétendus « brigands » n'étaient pas intraitables et n'avaient pris les armes que pour lutter contre la déshonorante tyrannie de la Terreur. Aux premiers mots de conciliation, confiants en l'honneur

d'un loyal adversaire, ils consentaient à remettre l'épée au fourreau.

En revanche, ceux que révolte l'attitude de Hoche, ceux qu'enrage l'éventuelle pacification, ce sont les jacobins impénitents qui jamais n'ont combattu que de la langue et qui, écume des clubs abolis et des comités révolutionnaires dissous, se cramponnent encore aux places qu'ils ont usurpées dans le bon temps de la guillotine. Plus on pénètre dans les dessous de l'Histoire où grouillent ces comparses mal connus, plus l'évidence éclate que cette tourbe, rapace, turbulente et insociable, porte la responsabilité de tous les stigmates dont la révolution restera marquée à jamais, en dépit du zèle de ses apologistes patentés. Dès que s'ébruitent les tendances pacifiques de Hoche, monte contre lui vers le Directoire un flux de délations et de calomnies, — armes jacobines. « Grâce aux grandes mesures du Général, écrit l'un, la guerre reprend avec plus de fureur que jamais. — Si vous ne rappelez pas Hoche, tout est perdu... Il s'agit peut-être de la vie de cent mille citoyens », affirme un autre. Des « patriotes » de Fontenay qui s'intitulent « *hommes de 89* », assurent que « Hoche a rallumé la guerre de Vendée par une méthode qui prouve l'impéritie ou la trahison la plus saillante ». Ailleurs il est dépeint comme « une espèce de Sardanapale, affectant les tendresses du maréchal de Soubise pour les grandes dames qui flattent sa vanité et son amour immodéré pour le plaisir ». Des fonctionnaires civils qu'il a morigénés vont jusqu'à reprocher l'humilité de son origine à ce sabreur, « né dans le chenil du ci-devant roi et qui tranche du Cromwell à l'égard d'hommes que leur âge et leur position mettent au-dessus de ses insolences », et certains, (des solides), préconisent, pour terminer la guerre, un moyen bien préférable à celui proposé par cet épauletier « pernicieux pour la république » : « Nous demandons que nos bras et nos baïonnettes pacifient ces contrées par l'extermination entière des rebelles. »

Hoche est réduit à se justifier; il impute ces inepties « à ces faux patriotes qui font à la république plus d'ennemis que les armées n'en sauraient détruire... » Il la connaît bien, cette racaille, ramassis des traînards de la ménagerie robespierriste : « Découvre-t-on leurs turpitudes, on est royaliste !... Mes projets ne peuvent avoir contre eux que les malintentionnés,

les méchants garnements, les fourbes... S'ils ont cru trouver en moi un chef d'incendiaires et un dépopulateur; s'ils ont cru que je favoriserais le pillage et les vengeances particulières, ils se sont trompés... » L'implacable acharnement des « rouges », incriminant l'habile modération de Hoche, constitue un épisode caractéristique de cette bataille qui se prolonge depuis plus d'un siècle entre la gloire, le talent, la noblesse de caractère d'une part, et, de l'autre, la paresse, la convoitise, la bassesse envieuse et exigeante. Hoche méprisait ces agitateurs qui, trouvant à gagner aux convulsions de la Patrie, souhaitaient leur pérennité. Intrépide soldat lui-même, il ne pouvait, au contraire, se défendre d'une déférente estime pour les paysans qu'il avait combattus et dont ses lieutenants admiraient le courage. Aussi, lorsqu'il connut que Georges Cadoudal manifestait l'intention de parlementer, il le traita, non en brigand traqué, mais en adversaire réduit à déposer les armes.

Oui, Georges lui-même cédait; on était avisé de sa détermination par une lettre de lui saisie sur le curé réfractaire de Berric, que des Bleus avaient surpris caché dans un tonneau sans fond. Par cette lettre Georges confessait à cet ecclésiastique son découragement : « Il nous reste, pour tout, le malheureux Morbihan, écrivait-il... L'absolue majorité des puissances de l'Europe reconnaît la république; le Pape, lui aussi, traite avec elle! » Par un bref du 5 juillet 1796, Pie VI, tout en maintenant l'interdit contre la constitution civile du clergé, allait, en effet, autoriser les fidèles à se soumettre au gouvernement. Et le pauvre Georges, plaintif, concluait : « La république ne peut pas manquer, sous bien peu de temps, de devenir légitime. Elle existe réellement parce qu'il n'y a pas un seul être qui puisse dire raisonnablement : j'ai des forces suffisantes pour la détruire. »

Après Scépeaux, d'Andigné, Bourmont et tous les chefs royalistes de l'Ouest, il se soumit donc; son fidèle Mercier l'imita et Hoche put écrire au Directoire : « Les armes et munitions des fiers Bretons du Morhiban sont dans nos arsenaux. » Mais il ne s'illusionnait pas : « Je les vois vaincus, mais non persuadés », disait-il. De fait, cette pacification est aussi illusoire que la précédente; elle lèse trop d'intérêts sordides et envenime trop de rancunes; en autorisant la liberté du culte, elle désavoue les prêtres constitutionnels, les *intrus*, d'autant

plus irritables qu'ils se sentent méprisés; en stipulant que les rebelles rentreront en possession de leurs biens séquestrés, elle exaspère les profiteurs qui les ont acquis à bon compte, et ceux-ci, afin de détourner ce désastre, protestent que les « brigands » n'ont pas traité de bonne foi; les dénonciations pleuvent, réclament des mesures de rigueur contre ces chouans incorrigibles et ces prêtres insinuants imprudemment pardonnés. Les prisons se rouvrent; on arrête les chefs pacifiés : Scépeaux est pris à Nantes, les Béjarry et La Robrie sont capturés en Vendée; une légion d'espions et de mouchards s'abat sur la province; des prêtres sont massacrés ou embarqués pour la Guyane; on fusille sans procès des ci-devant chouans, rentrés chez eux sur la foi des traités, et leurs anciens compagnons de guerre retrouvent leurs fusils pour les venger. L'un d'eux, Francœur, écrit aux administrateurs de son chef-lieu : « J'ai reconnu la paix que M. Hoche nous a offerte; mais j'espérais que les bleus la respecteraient aussi. Il n'en est rien, et je fais comme eux. La police de vos camps, celle même de Paris, a parmi nous des affidés qui nous dénoncent; c'est à ceux-là que je déclare une guerre à mort. Faites cesser les assassinats journaliers... et nous suspendrons les vengeances... » C'est maintenant une guerre abjecte de représailles, d'embûches et de guets-apens; les troupiers de la République, excités par les jacobins locaux, se comportent comme en pays conquis; le général Tuncq, vieux soldat de l'ancien régime qui commande une division, gémit de l'indiscipline de ses hommes, « féroces scélérats, bourreaux indignes de servir la liberté à laquelle ils ne reconnaissent plus d'autre sens que l'exercice illimité du meurtre et du brigandage »; et il arrivait que les prétendus pacifiés, dans leur exaspération et leur désespoir, rivalisaient de cruauté avec leurs persécuteurs. Nul n'entrevoyait quel pourrait être le terme de cette lutte atroce entre des adversaires qui se croyaient également trahis.

CHEZ LES PRINCES

Georges avait disparu. Bourrelé de regrets, isolé dans une retraite inviolable, il attendait que sonnât l'heure inéluctable où la machiavélique déloyauté de ses ennemis l'obligerait à reprendre les armes. A force de réflexions et de retours sur

le passé, il discernait qu'un commandement unique aurait groupé tous les éléments épars de la résistance à l'oppression révolutionnaire. Seul un prince de la famille royale aurait pu assumer un tel rôle et plier sous son autorité les personnalités rétives et les prétentions ombrageuses de tant de chefs locaux soucieux de leur indépendance. Le comte de Provence, errant en Allemagne, proclamé roi un an auparavant sous le nom de Louis XVIII, à la nouvelle de la mort de son neveu, le fils de Louis XVI, était trop peu ingambe et trop sédentaire pour se travestir en général d'armée; mais son frère, le comte d'Artois, résidant en Angleterre, beau cavalier, prince affable, l'ex-*Galaor* de Versailles, n'aurait qu'à se montrer pour rallier tous les cœurs français. Tel avait été le rêve de Charette, tel était celui de Georges Cadoudal, qui, avant même de capituler, s'était permis de conjurer Son Altesse Royale de passer en France pour y prendre le commandement de tous les insurgés de l'Ouest. La réponse du prince à « son cher Georges » avait été aussi flatteuse qu'évasive; non point qu'il reculât devant le danger; mais trop de difficultés l'obligeaient à maitriser son impatience. D'ailleurs l'ordre du Roi était de « ménager le sang de ses sujets » et de substituer aux coups de fusil l'action parlementaire.

L'opinion publique se déclarait, en effet, presque unanimement hostile à la révolution et les électeurs envoyaient chaque année aux deux Chambres des députés royalistes ou, du moins, extrêmement modérés. Louis XVIII conseillait donc de « travailler les élections »; Georges appréciait peu cette tactique; il ne s'illusionnait guère sur les vertus du régime parlementaire : « Que peuvent de beaux parleurs sans convictions, des avocats qui brouilleraient Dieu avec les anges? » disait-il. Néanmoins, docile, il obéit et, à la veille des scrutins de l'an V, on le vit à Vannes se mêlant à une réunion préparatoire. Là, comme ailleurs, les candidats de la réaction obtinrent la majorité et à cette manifestation éclatante de la lassitude et du dégoût de la France, les triumvirs du Directoire ripostèrent par le coup de force du 18 fructidor; ils annulaient les élections de 49 départements, remettaient en vigueur les lois de la Terreur, expédiaient à Cayenne 42 membres du Conseil des Cinq cents, 11 membres de celui des Anciens et tous les journalistes, rédacteurs et imprimeurs des feuilles entachées d'opposition au

régime. Les prêtres, réfractaires ou non, étaient déclarés « déportables » et les émigrés rentrés, condamnés à mort dans les vingt-quatre heures, s'ils étaient rencontrés sur le territoire de la République.

Ce coup d'État déliait les chefs chouans de la parole donnée; la persécution s'aggravait pour la région bretonne de mesures odieuses : le ministre de la police, Sotin, écrivait aux administrateurs du Morbihan : « La loi est bonne pour les temps de calme; mais pendant l'orage le pilote doit se mettre au-dessus de la consigne et l'outrepasser, quand besoin est. » Sur quoi il ordonne de courir sus aux ennemis de la République : « Il faut les mitrailler sans scrupule, les arrêter au premier soupçon et les faire disparaître si bon vous semble. » Aussitôt recommencent les battues, les fusillades, les emprisonnements arbitraires. Plus de résistance possible, la plupart des paysans ont rendu leurs armes : vont-ils donc se laisser, sans révolte, piller et égorger? La situation semblait désespérée; Georges se décidait à passer en Angleterre, afin d'y porter l'alarme à Holy-Rood, asile du comte d'Artois; on était sûr d'y trouver le prince à demeure, car il ne pouvait sortir, crainte d'être appréhendé par ses créanciers.

Georges fut reçu avec honneur; les compliments et les promesses ne lui manquèrent pas; à Londres il fréquenta au Comité royaliste, et, là encore, on lui fit fête. Sept mois durant il attendit autre chose que des louanges; il exposait l'état lamentable de la Bretagne expirante sous la botte des jacobins triomphants, sa certitude que, d'Évreux à La Rochelle, tout le pays se lèverait avec enthousiasme si l'un des princes de la maison de France consentait à prendre la direction du mouvement.

En vain essayait-il de se reconnaître dans le labyrinthe d'arguties, de réticences, de demi-révélations qu'on lui opposait. Louis XVIII suivait une politique qui n'était pas celle du comte d'Artois; chacun des deux frères avait ses partisans, ses agents également exclusifs et butés, « clique d'intrigants incapables de faire entendre à nos malheureux princes la voix de la vérité ».

Quant aux brevets et aux décorations, la Cour des exilés n'en fut pas avare : Georges était déjà chevalier de Saint-Louis et maréchal de camp ; il obtint pour son ami Mercier le même

grade et la même distinction; quand il rentra en Bretagne, au mois de juin 1798, il était chargé de diplômes et de croix à distribuer entre ses braves, lesquels, vivant solitaires dans les ajoncs et les bois, auraient préféré de la poudre et des balles. En outre, pour marquer l'intérêt qu'il portait à ses fidèles de l'Ouest, le comte d'Artois leur envoyait comme généralissime le comte de Béhague, vieil officier très noble et très infirme; il risqua une courte apparition dans le département d'Ille-et-Vilaine, s'attendant sans doute à y rencontrer des troupes d'hommes armés, marchant parés de la cocarde blanche et déployant des drapeaux fleurdelisés; n'ayant rien vu de semblable, Béhague retourna en Angleterre et s'empressa d'assurer Son Altesse « qu'il n'y avait pas plus de symptômes de royalisme en Bretagne qu'à Édimbourg »! Le résultat de cette inspection fut une nouvelle lettre du comte d'Artois à Georges; il y témoignait pour la vingtième fois de « son impatience », mais recommandait de ne point reprendre les armes présentement; de se tenir prêt en attendant le signal décisif. « Puissé-je vous le porter moi-même! » ajoutait le Prince.

Georges s'accroche à ce fêtu d'espoir. Quelqu'un a dit qu'il était de taille à rétablir le trône des Bourbons en se passant d'eux et c'est à quoi peut-être il est intimement résolu. Il revise ses cadres, il reforme secrètement ses légions. Elle est singulièrement touchante l'opiniâtreté de cet homme, isolé dans la tourmente, ne recevant qu'atermoiements et vagues promesses de ceux pour lesquels il s'expose quotidiennement à mourir du supplice des bandits, et, comme il doute parfois de lui-même, s'appliquant à s'instruire de l'art de la guerre, des principes de la théorie, des manœuvres, de la tactique, de la réglementation. Pour se sentir digne de commander ses braves, il veut savoir, tout aussi bien qu'un officier de carrière, reconnaître le terrain, faire évoluer une troupe, assurer sa subsistance et la fournir de munitions. Son autorité sur ses hommes est absolue, au point qu'il exige d'eux la chasteté et leur interdit le mariage; en quoi il prêche d'exemple; car il aurait honte d'imposer à ses soldats un sacrifice dont il s'affranchirait lui-même; nul n'ignore dans son entourage qu'il aime Lucrèce Mercier, la sœur de son compagnon d'armes préféré, qu'il est aimé d'elle, et qu'il attend le retour du Roi, — la fin de sa tâche, — pour s'unir à cette belle et pure jeune fille.

On comprend combien était redoutable un tel adversaire pour les troupes indisciplinées de la république et leurs officiers démoralisés. Tout était prêt dans le Morbihan pour une nouvelle insurrection; Georges attendait seulement la venue tant sollicitée du Prince qui devait prendre la direction du mouvement, ou quelque nouvelle provocation du Directoire qui justifiât la rupture de la pacification : cela ne manqua point et la « loi des otages » mit le feu aux poudres. Elle autorisait les administrations départementales à emprisonner, non plus seulement les coupables ou les suspects, mais leurs parents, « aïeuls, aïeules, pères, mères, frères et sœurs », fussent-ils innocents, à séquestrer leurs biens, et Fouché, nouveau titulaire du ministère de la police, recommandait à ses subordonnés « d'élargir » encore cette odieuse prescription : « Il ne s'agit pas de faire le triage des bons et des méchants dans ce pays maudit; *il n'y a, et il ne peut y avoir que des coupables*... Il est à craindre que beaucoup de ceux qui seront déclarés otages ne cherchent un refuge dans les landes : qu'ils soient, *au premier soupçon de fuite*, frappés de mort. »

Cet appel à l'assassinat entraîne aussitôt de sanglantes représailles; les vieux fusils sortent des caches; la chouannerie renaît et, de tous les points du territoire naguère insurgé, les chefs des anciennes bandes s'acheminent vers Pouancé, gros bourg situé aux confins des quatre départements de la Loire-Inférieure, de l'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire et de la Mayenne dont il fait partie. Il y a là, dans un pays d'étangs et de grands bois où les bleus n'aiment pas à se risquer, un antique manoir qui, durant les plus mauvais jours, a servi de refuge aux prêtres proscrits : c'est la Jonchère. Le 14 septembre 1799, deux cents chefs royalistes s'y trouvent réunis; afin qu'ils puissent délibérer en sécurité, douze cents paysans surveillent les abords. La reprise d'armes est mise aux voix; quelques hésitants proposent de solliciter et d'attendre les ordres du Roi ; mais Georges est là, bouillant de fiévreuse indignation : « La guerre! La guerre! » s'écrie-t-il; et il s'inscrit le premier, entraînant les autres. N'est-il pas sûr de la victoire? Le comte d'Artois n'a-t-il pas promis de quitter sa retraite et de prendre le commandement de toutes les forces royalistes? Il est décidé que les hostilités recommenceront le 15 octobre, qu'on débutera par des coups d'éclat en s'emparant des chefs-

lieux de départements, et que le comte de Châtillon, — un évadé de Quiberon, commandant pour le Roi la rive droite de la Loire, — justifiera le prochain soulèvement par une adresse au Directoire.

Ce manifeste est beau, et vaut qu'on en cite quelques traits : « Nous tirons l'épée parce que, à part les forfaits commis chaque jour par vos troupes, il nous répugne de voir la France tombée si bas... La révolution a eu le temps de nous donner son dernier mot : ce dernier mot, c'est LA HONTE. A Paris on trafique de notre honneur national dans les orgies du Luxembourg... Les Conseils législatifs vendent aux plus offrants leurs votes et leurs lois. » Nous nous levons « pour qu'il ne soit pas dit que des Français ne se sont pas voilé la face en présence de tant de turpitudes; pour prouver qu'il y a encore des cœurs qui s'indignent... » Il semble à tous que, sous l'effort combiné de tant de braves, « l'édifice vermoulu du gouvernement révolutionnaire doive s'écrouler ». De fait, il est à la merci d'un coup de force, tant, partout, se propagent le découragement et l'exaspération

Ah! si un Bourbon était là! En trois semaines : Le Mans, Nantes, Mayenne, Bayeux, Pont-Château, Guérande, Craon, Laval, Château-Gontier, Saint-Brieuc, Ancenis, Candé sont attaqués et occupés temporairement par les chouans qui, en outre, tiennent en échec Rennes, Angers, Saumur, Alençon, Vire, Saint-Lô, Domfront et Avranches. Georges, lui, s'est chargé de bloquer Vannes; dans la nuit du 25 au 26 octobre, il se jette sur la ville avec ses Morbihannais qui sont repoussés; une seconde attaque, le 27, n'est pas plus heureuse; mais ce n'est là qu'une diversion, le but de Georges est de dégager la presqu'île de Ruiz : il s'empare de Locminé, de Muzillac, de la Roche-Bernard, de Sarzeau; s'il fait des prisonniers, il les relâche aussitôt, se contentant du butin en munitions de guerre, car il prépare une expédition des plus importantes qui, grâce à une savante tactique et à une minutieuse préparation, réussit miraculeusement : à la barbe des troupes républicaines, il parvient, en effet, à mobiliser 12 à 15000 paysans, une centaine de charrettes, à les amener à la côte en vue de laquelle croise l'escadre anglaise, à recevoir, sans être inquiété, un chargement de 30000 fusils, 4 pièces de campagne, 2 obusiers, une grande quantité de poudre et 6 caisses d'or. En un jour et une nuit tout est mis à terre, placé sur les charrettes et l'immense colonne défile vers Ques-

tembert et Elven pour se fondre et disparaître dans les landes de Lanvaux. On était au 30 novembre 1799.

BONAPARTE APPARAIT

Quinze jours auparavant, on avait quelque peu parlé d'un événement politique dont la nouvelle parvint à Vannes le 23 brumaire : le Directoire était renversé et remplacé par trois Consuls dont l'un, le général Bonaparte, portait un nom déjà connu de toute la France; son prestige inspirait la confiance, mais, depuis dix ans s'étaient produits tant de bouleversements dans le personnel gouvernemental que, la première surprise passée, l'événement fut accueilli avec indifférence. Georges régnait toujours en maître sur la Bretagne et l'influence des autorités, confinées au chef-lieu du département, ne rayonnait pas au delà des limites de la ville, mise en état de siège. Pourtant, lorsqu'on apprit, en même temps que la révolution du 19 brumaire, la nomination du général Hédouville au commandement des armées de l'Ouest, il sembla qu'une « brise de paix » passait dans l'atmosphère. Hédouville, d'origine lorraine, ancien page de la reine Marie Leczinska, avait naguère assisté Hoche et on gardait bon souvenir de ses façons engageantes et de sa modération. Comme don de joyeux avènement, il annonçait la cessation des hostilités.

Une correspondance courtoise s'établit entre Hédouville et Georges; celui-ci l'avisait de son départ pour Pouancé où les chefs royalistes allaient de nouveau se réunir pour discuter les bases de la suspension d'armes. Il se mit en route aussitôt, mais il s'arrêta chez les parents de son ami Mercier qui tenaient à Château-Gontier l'auberge du *Lion d'Or*. Il voulait vivre là durant quelques jours auprès de Lucrèce, sa fiancée, tandis que Mercier le remplacerait à la conférence et l'y appellerait, s'il jugeait sa présence nécessaire. Fut-ce une faute? Ce séjour chez celle qu'il avait élue pour épouse, indique, semble-t-il, que Georges est résolu à se soumettre. Ayant ajourné, on l'a dit, son mariage jusqu'à l'époque où il pourrait déposer les armes, à peine a-t-il vu Lucrèce depuis les jours lointains de 1794 où elle est venue passer quelques semaines à Kerléano. Cette fois, s'il sent le besoin de se rapprocher d'elle, n'est-ce point indice qu'il entrevoit prochaine l'heure où il pourra conduire à l'autel la

sœur de son ami ? Mais combien est court ce dernier rêve de calme bonheur ! De Pouancé, Mercier le tient au courant de la marche des conférences : les chefs royalistes se prononcent en général pour la paix : ils se bercent d'illusions sur Bonaparte et imaginent que le héros d'Arcole et de Rivoli va remettre le pouvoir au roi légitime. A quoi bon, dès lors, combattre pour un résultat qu'on va pacifiquement obtenir? Or Bonaparte ne veut rien promettre, et Mercier, flairant une trahison, appelle son frère d'armes à l'aide : « Arrive, mon cher Georges, arrive au plus vite, et que Dieu nous soit propice ! »

Georges quitte Lucrèce, accourt à Pouancé : déjà chacun a pris position. En vain atteste-t-il que jamais les royalistes n'ont eu la partie plus belle; ils disposent en abondance d'armes et de munitions. Il ne répugne pas à traiter avec Bonaparte, mais d'égal à égal et non en vaincu. N'est-ce pas un leurre de s'engager sans garantie sur la simple parole d'un homme qu'un autre ambitieux peut renverser du jour au lendemain? Ce sage appel à la prudence reste sans écho. Georges a l'impression que ses anciens compagnons d'armes cherchent à l'isoler, que, de Paris, Bonaparte dirige cette conférence entre royalistes, et le perspicace Breton entrevoit que l'ère commence où toutes les têtes devront se courber. Or la sienne se courbera seulement le jour où on la détachera de ses épaules.

Au vrai, l'homme extraordinaire qui tient la France dans sa main semble déjà être présent partout; il se joue de ces royalistes, si imbus de nobles préjugés, si chevaleresques, si rétrogrades; il les flatte, il les menace, il les brutalise, il les cajole, il les bouscule. Il proteste de sa clémence; mais il en excepte ceux qu'il sent indomptables : il les désigne à mots couverts : « des traîtres, vendus à l'Anglais ou des brigands qui ne cherchent dans les discordes civiles que l'aliment et l'impunité de leurs forfaits. » Georges se voit improuvé par tous ses pairs, sauf par Bourmont, qui commande le Maine et hésite encore, et par Frotté, le Normand indéfectible.

Le 28 décembre, il quitte Pouancé où il n'y a plus rien à faire et revient en Morbihan; ses paysans croient à la guerre; ils s'en réjouissent; mais la trêve impose l'obligation de ne rien tenter avant le 15 janvier 1800. Bonaparte, lui, ne la respecte pas : il précipite les événements, les devance, les pétrit au gré de son impatiente volonté; dès le 4 janvier, il adresse une pro-

clamation à l'armée de l'Ouest, l'excitant contre « les brigands, les stipendiés de l'Angleterre », lui recommandant d'être « inexorable ». L'honnête Hédouville tente de le modérer, l'exhorte à ménager « ces hommes que l'Histoire grandira »; et, de sa propre autorité, dans l'espoir d'un arrangement, il proroge la trève jusqu'au 22 janvier. Il est aussitôt privé de son commandement, et le Premier Consul expédie pour le remplacer, Brune, le « terrible » Brune, qui, naguère séide de Danton et champion de Marat, est devenu l'un des plus braves et des plus habiles généraux de la république. « Détruire Georges », telle est sa consigne. En même temps, le Morbihan est mis hors la loi, et, se détournant des autres régions de l'Ouest, l'orage s'accumule sur la tête du chouan rétif. Ses ennemis mêmes s'apitoient et s'émeuvent de son désastre imminent; le général Harty, qui l'a combattu, et qui l'estime, lui écrit : « Tout le monde vous abandonne, il faut vous rendre... » Georges riposte, par bravade, en fusillant deux espions : une femme Legoff et un ex-chanoine septuagénaire, apostat et marié, coupable d'avoir dénoncé et fait périr plusieurs prêtres fidèles.

Il accepte donc sa situation désespérée; sachant qu'il est perdu, il veut finir en gloire. L'armistice se terminait le 23 janvier au matin et, dans la nuit, le général Harty sort de Vannes, à la tête de 4 000 hommes; il s'avance sur la route de Locminé, afin de réquisitionner des denrées qui manquent au chef-lieu. Georges, avisé de cette incursion, quitte ses cantonnements, et marche avec son armée à la rencontre des républicains, comptant les prendre à revers et leur couper la retraite. La mêlée s'engage au Pont du Loc; et dès le premier heurt elle est acharnée. Ce fut le Malplaquet de la chouannerie bretonne : monté sur un superbe cheval, Georges parcourt incessamment le front de bataille; on le voit charger vingt fois, entraînant ses soldats là où la mitraille fait rage, s'efforçant, par d'habiles manœuvres, d'envelopper l'armée des bleus; mais, au début de la nuit, après huit heures d'une lutte sanglante, Harty parvient à rompre l'étreinte et à se retirer sur Vannes avec sa troupe. Le terrain restait aux chouans, mais non la victoire; ils comptaient 400 morts et un très grand nombre de blessés. On dit que Georges renvoya les bleus capturés au cours de l'affaire, « donnant à chacun d'eux un écu de trois livres et des voitures à ceux

qui étaient éclopés ». Par malheur, son lieutenant Guillemot, celui qu'on surnommait le roi de Bignan, parce que les soldats de Harty avaient fusillé 16 de ses hommes, fit tuer sous ses yeux 36 républicains prisonniers. Comptait-il, par ces affreuses représailles, mettre obstacle à la pacification? C'est probable : furieux partisan de la guerre, Guillemot était résolu à ne point se soumettre et à poursuivre « sa douloureuse existence de proscrit, errant d'asile en asile, et traqué comme un loup par les limiers de la police consulaire ».

Au lendemain de ce combat inutile où tant de ses fidèles paysans ont péri, Georges apprend que, le 23, Bourmont a capitulé : l'effort des Bleus se portera donc tout entier sur le Morbihan qui va connaître les horreurs des colonnes infernales; il sera dépeuplé, incendié, rasé, ruiné comme l'a été jadis la Vendée; déjà Brune est à Vannes et annonce pour dans dix jours le début de « la guerre dévastatrice »; des troupes se rassemblent de toutes parts; dans un mois elles formeront une armée de 50 000 hommes. Pour sauver sa terre natale, Georges doit donc céder et, le 28 janvier, il écrit à Brune qu'il accepte les conditions imposées aux autres chefs royalistes : c'est le premier escarpement du Calvaire que le malheureux Breton doit gravir; il entreprit courageusement la douloureuse montée : le 4 février, accompagné d'un aide de camp, il se rendit aux environs de Theix, bourg situé sur la route de Nantes à Vannes et distant de deux lieues de cette dernière ville. Il savait, par son service de renseignements, que Brune passerait là dans la journée. Quand parut le commandant en chef de l'armée républicaine escorté d'un officier d'ordonnance, Georges, qui se tenait à l'écart, « lui fit demander s'il pouvait lui parler », et sur l'assentiment de Brune, il se montra. « J'ai vu cet homme! » écrivait Brune le lendemain au Consul, mot qui trahit, sinon un peu d'émotion, du moins une vive satisfaction de curiosité. Les quatre cavaliers mirent pied à terre et causèrent durant deux heures en se promenant le long d'une haie qui bordait la route.

Elles sont bien précieuses ces lettres de Brune à Bonaparte; on doit les lire avec précaution, comme tout document émané d'un correspondant qui tient à se faire valoir et à montrer qu'il domine son interlocuteur. L'ancien ami de Danton nous y présente Georges comme très disposé à servir plus tard la république et

protestant « que les égards que le gouvernement aurait pour lui ne seraient pas perdus ». Ce qui surprend Brune, c'est que ce pauvre Breton a l'air fort bien renseigné : « Il doit avoir une correspondance très suivie à Paris et il sait des choses qui tiennent, pour ainsi dire, à la domesticité du gouvernement. » Il discerne également, tant sa pénétration est vive, que Georges lui paraît « n'être pas décidément royaliste, mais très amoureux (*sic*) de passer pour l'homme influent de sa contrée », ce qui s'explique sans doute par l'attitude du vaincu justement soucieux de tenir son rang et dont la fierté ne s'abaissait pas devant un général républicain. N'est-il pas, lui aussi, à vingt-huit ans, maréchal de camp et chevalier de Saint-Louis?

Quelques jours plus tard, Georges et Brune se réunissaient de nouveau : il fut convenu que les chouans rendraient leurs armes, que l'impunité serait accordée à tous et que les chefs désigneraient l'endroit où ils désiraient se retirer. Au nombre des onze articles du traité se lisait celui-ci : « Le commandant en chef des chouans, après la reddition des armes, se rendra à Paris, près du gouvernement; il lui sera délivré les passeports nécessaires. » Était-ce là un ordre, une invitation, un simple conseil? Qui exigeait ce voyage? Brune désireux de faire parade, aux yeux des Parisiens, de son habileté pacificatrice, ou Bonaparte, curieux de juger par lui-même ce Georges extraordinaire, dont le prénom, comme celui des rois, éclipsait le nom de famille?

Le *Moniteur* du 19 février annonçait, en termes sympathiques, la prochaine arrivée du grand chouan breton; pourtant celui-ci ne se pressait pas; il lui répugnait d'abandonner tout espoir. Il avait dit à Brune : « Bonaparte n'y sera pas toujours », et il aurait voulu garder ses cadres intacts en prévision de cette inéluctable éventualité. La plupart de ses fidèles s'étaient dérobés à la soumission ; outre Guillemot, Mercier et Saint-Régent se cachaient; combien d'autres, voire de simples paysans, considéraient la pacification comme un leurre et la déclaraient éphémère! C'est pourquoi Brune, redoutant quelque perfidie, pressait Georges de partir pour Paris. « Il affecte des lenteurs qui me laissent quelques doutes », écrivait-il au Consul. De fait, Georges temporisait sous de vains prétextes : quand on apprit, vers le 22 février, que Frotté et six de ses officiers, pacifiés comme lui, venaient d'être fusillés, au mépris

de toute justice, en dépit d'un sauf-conduit signé de deux généraux républicains, bien des gens soupçonnèrent que ces invitations à se rendre aux ordres de Bonaparte cachaient un odieux traquenard.

Pour ne point paraître redouter semblable félonie, Georges décida son départ. Il quitta Vannes le 25 février, emmenant avec lui deux de ses lieutenants, Le Ridant et Achille Biget, ainsi que son payeur, l'abbé Joseph Le Leuch, dit *Yves Mathieu*. « Vous aurez de la sorte un état-major complet de cette séquelle de malheureux qui voulaient rétablir les Bourbons avec l'or de M. Pitt », ricanait Brune, en annonçant au Consul la prochaine arrivée des Bretons. Georges portait sur lui 40 000 francs destinés aux frais du voyage; tout ce qui restait des 300 000 francs composant le trésor de ses légions, dont il avait distribué le surplus à ses soldats. Le chef de brigade Pastol, aide de camp de Brune, escortait les voyageurs. Le 26, ils étaient à Nantes, où ils séjournèrent deux jours, et, le 28, la berline emportant vers de nouveaux destins Georges et ses trois compagnons, en société d'un général de la République, roulait sur le grand chemin de Paris.

G. Lenotre.

(A suivre.)

LA RÉSURRECTION D'UN PEUPLE
LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La République tchécoslovaque s'apprête à célébrer son dixième anniversaire ; c'est le 28 octobre 1918 qu'elle a proclamé son indépendance; le 21 décembre, M. Masaryk, le premier Président de la République, faisait son entrée à Prague... Aujourd'hui l'État tchécoslovaque est le plus fortement constitué des États de l'Europe centrale, ses hommes d'État sont écoutés dans les grands conseils internationaux, ses finances sont prospères, ses marchandises sont répandues sur tous les marchés. Mais au moment où la nouvelle République commençait son existence, l'attention du monde, appelée, il est vrai, par bien d'autres objets, ne se porta pas sur cet événement qui était pourtant d'importance.

Peut-être pensera-t-on qu'un intérêt d'actualité s'attache aux souvenirs de l'un des rares Français témoins de ces faits.

Au mois de novembre 1918, je me trouvais à Copenhague, de retour d'une mission en Russie, quand un télégramme de M. Berthelot, alors directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, m'offrit d'être le premier représentant diplomatique français à Prague. J'acceptai d'enthousiasme et me mis aussitôt en route, car il était nécessaire de ne pas perdre de temps.

Le voyage de Copenhague à Paris ne s'accomplissait pas aisément à cette époque. Il fallait passer par Bergen, Aberdeen, traverser l'Écosse et l'Angleterre. En outre, depuis que

l'armistice du 11 novembre avait été signé, il semblait que le monde entier se fût mis en mouvement. Les trains, les bateaux étaient pris d'assaut, toutes les places étaient retenues quinze jours d'avance. Grâce à un peu d'ingéniosité et à beaucoup de chance, je pus accomplir, sans trop de péripéties, ce voyage en moins d'une semaine, ce qui, pour l'époque, pouvait passer pour un record.

DÉPART POUR PRAGUE

A mon arrivée à Paris, j'allai voir M. Berthelot. Il m'exposa à grands traits ses idées sur le rôle que pouvait jouer dans la nouvelle Europe la Tchécoslovaquie. Tout cela était si précis et si clair que je n'en ai pas oublié un mot, malgré le temps écoulé, et l'événement a pleinement justifié les prévisions d'alors.

Je fis aussi visite à M. Beneš, dès ce moment, destiné à devenir le ministre des Affaires étrangères de la nouvelle République. Je le trouvai installé rue Bonaparte, dans de fort modestes bureaux où régnait cependant un grand affairement. M. Beneš n'avait guère alors que trente-cinq ans. C'était un petit homme vif, nerveux, à la figure très mobile, avec des yeux pétillants d'intelligence. Quand il sut que j'étais définitivement nommé ministre de France à Prague, que j'étais prêt à partir, il ne put contenir sa joie. M. Masaryk, désigné par acclamation par l'Assemblée nationale provisoire tchécoslovaque pour être le premier Président de la République, venait justement d'arriver à Paris (le 7 décembre). M. Beneš me proposa de partir pour Prague avec M. Masaryk. L'idée me souriait trop pour que je pusse balancer à l'accepter. Ainsi j'entrerais, dès mon départ de Paris, dans mes nouvelles fonctions. Je prendrais contact avec cette grande personnalité. Je bénéficierais de l'accueil enthousiaste que ne manquerait pas de faire à M. Masaryk la population de Prague. L'attention serait attirée sur le fait que, de tous les pays alliés, la France était la première à reconnaître pleinement le nouvel État, en déléguant auprès de lui un ministre dûment accrédité.

Je rencontrai quelques difficultés pour l'organisation du voyage. Je ne pus obtenir, et encore à grand peine, qu'une voiture de wagons-lits et un wagon de bagages, ce qui était le strict minimum nécessaire de dignité et de commodité. Ces

voitures ne nous servirent d'ailleurs que de Paris à Modane : à la frontière, nous trouvâmes un train complet tout préparé par les soins de l'administration italienne.

Il avait été décidé en effet que nous passerions par l'Italie. M. Masaryk désirait visiter les légions tchécoslovaques formées en Italie et le roi Victor-Emmanuel, ayant été informé de cette intention, avait aussitôt invité M. Masaryk à être son hôte au quartier général, à Battaglia, près de Padoue.

Dans le wagon spécial, au départ de Paris, prirent place, en même temps que le Président, un certain nombre de personnes, sa fille cadette Olga, quelques-uns de ses secrétaires. Je mentionnerai notamment M. Plesinger Božinof qui est depuis lors devenu mon collègue dans la carrière diplomatique, jeune homme extrêmement intelligent, ingénieur de profession, que la guerre avait trouvé occupé à des constructions en ciment armé dans le sud de la Bavière, mais qui, depuis lors, s'était mis remarquablement au courant de la politique européenne; et M. Markovič, plus jeune encore que M. Božinof, qui devint ensuite le chef du parti social-démocrate en Slovaquie.

VISITE AU ROI D'ITALIE

La villa dans laquelle le roi d'Italie avait décidé de nous loger était charmante. Située au sommet d'une colline, elle possédait de nombreuses fenêtres qui, sur les quatre faces de la maison, s'ouvraient toutes sur d'agréables horizons. Cette villa, qui appartenait aux comtes Emo, avait été réquisitionnée pendant la guerre pour hospitaliser les hôtes de passage. Très confortablement installée, elle était aussi décorée avec beaucoup de goût. Les pièces principales étaient ornées de grandes fresques, probablement anciennes, assurément restaurées, mais dans un bon style. Les galeries étaient garnies d'une profusion de gravures authentiques. Nous étions entourés de gardes du corps, coiffés de l'immense casque à la romaine, qui donnaient une allure militaire à cette gracieuse maison de plaisance. Nous prenions nos repas à la table du Roi, dans la villa où il résidait et qui était distante de quelques kilomètres seulement de celle où nous habitions. Le président Masaryk était assis en face de Victor-Emmanuel, qui avait à sa droite M[lle] Olga Masaryk. J'étais à la gauche du souverain.

— Ainsi, me dit le Roi, votre gouvernement s'est décidé à envoyer, sans plus tarder, un ministre à Prague.

— Oui, Sire, et je suppose que Votre Majesté ne tardera pas à désigner aussi un représentant italien.

— Mais non, je ne crois pas... Au fait, peut-être ne m'en a-t-on pas informé.

Le Roi est plein de bonhomie, ce qui n'exclut pas la finesse; son esprit prend souvent une tournure caustique et son ironie s'exerce souvent sur lui-même. Il est fort actif, et, de son petit pas pressé, il fatiguait aisément M. Masaryk, de grande taille, mais peu entraîné à la marche.

M. Masaryk passa en revue, comme il se l'était proposé, les légions tchécoslovaques. Il m'avait prié de l'accompagner. Très grand, un peu raide, vêtu d'un long manteau de voyage et coiffé d'un feutre mou, le Président défila simplement devant les troupes tchèques. Il ne prononça aucun discours et aucune acclamation ne retentit. Les jeunes soldats, le torse bombé, la tête relevée, étaient immobiles et muets, mais sur plusieurs de ces jeunes visages basanés, brunis par la vie au grand air, je vis couler silencieusement de grosses larmes. C'était plus émouvant que tous les vivats du monde.

De Battaglia, nous regagnâmes Padoue, où nous reprîmes notre train. Nous emmenions avec nous le général Piccione, officier général italien sous les ordres de qui avaient été placées jusque-là les légions tchèques d'Italie. Celles-ci devaient être peu à peu transportées en Bohême et c'était pour les commander que le général Piccione se rendait dans ce pays. Ce fut un compagnon de voyage parfaitement agréable.

Nous prîmes aussi en chemin le colonel anglais Cunningham, qui était, avant la guerre, attaché militaire à l'ambassade britannique à Vienne. Il était destiné à reprendre les mêmes fonctions; mais il interprétait sa mission dans le sens qu'il était par là-même attaché à Prague comme à Budapest. Il nous accompagna jusqu'à Prague où il ne séjourna que très peu de temps.

Le voyage s'accomplit lentement, mais sans encombre, à travers un pays très pittoresque. On manquait de charbon et les locomotives étaient en très mauvais état : il ne fut pas rare d'entendre retentir les coups de marteau des réparateurs. Une partie de la voie était gardée par des troupes italiennes. Nous rencontrâmes néanmoins beaucoup de soldats autrichiens qui,

de même que les civils, nous regardaient curieusement.

Ce fut le 20 décembre, vers 10 heures du matin, que nous passâmes la frontière tchèque à Dvorište. Je pensai que l'accueil s'adresserait uniquement au Président, que je n'aurais pas à paraître. Soudain je suis pris de force et poussé hors du wagon. Je me trouvai alors en face d'un homme tout rasé, de forte corpulence dans sa vaste redingote, avec je ne sais quoi d'ecclésiastique dans l'allure : je sus plus tard que c'était un prémontré se préparant à jeter le froc aux orties. Ce personnage tira de sa poche un grand papier et se mit à me lire un discours en français, conçu dans les termes les plus chaleureux. C'était le ministre des Chemins de fer du nouveau Gouvernement, M. Zahradnik. Quand il eut terminé sa harangue, la *Marseillaise* retentit et elle fut suivie de vivats assez nourris pour me permettre de préparer un peu ma réponse.

A toutes les stations, même réception, avec un discours spécial à mon adresse, le plus souvent en français. Lorsque les stations étaient de trop peu d'importance pour que nous nous y arrêtions, la gare n'en était pas moins pavoisée : quelques milliers ou, dans les moindres localités, quelques centaines de patriotes s'entassaient aux abords de la gare pour pouvoir dire plus tard qu'ils étaient là lorsque le président Masaryk était rentré en Bohême, accompagné du premier représentant étranger, le ministre de France.

Il pouvait être quatre heures, la nuit tombait et un petit soupçon de neige flottait dans l'air lorsque nous arrivâmes à Budojevice, la seule ville un peu considérable de notre trajet en Bohême. Il avait été décidé que nous devions faire un tour en ville. Toutes les voitures disponibles avaient été réquisitionnées. On fit monter le Président, avec le Maire de la ville, dans la première voiture; je pris place dans la seconde et nous défilâmes pendant trois bons quarts d'heure dans les rues avant d'arriver à l'Hôtel de ville où l'on échangea force discours. Nous passâmes la soirée et la nuit dans notre train, à Budojevice. Le lendemain matin, je fus invité à prendre place dans un magnifique wagon-salon qui m'était réservé dans un train spécial tchèque. Ce wagon était littéralement rempli de fleurs superbes nouées aux couleurs françaises et tchèques. Les inscriptions les plus touchantes étaient imprimées sur les rubans.

L'ARRIVÉE DE M. MASARYK

Je ne sais si quelque imprévoyance avait présidé à l'organisation de la réception du président Masaryk à Prague ou si, au contraire, un très habile metteur en scène avait ménagé des effets surprenants. Toujours est-il que, de ma vie, je n'ai eu, comme ce jour-là, l'impression d'une foule compacte, infinie, vivante quoique calme, d'un enthousiasme profond quoique contenu. La gare, dès le premier moment, apparut noire de monde : le quai, les abords, les fenêtres, les toits, toute place disponible était couverte de gens pressés, criant, gesticulant, avec un ensemble, une continuité incroyables.

Au sortir de nos wagons, on nous introduisit dans une monumentale salle d'honneur, décorée de belles peintures et autrefois réservée aux souverains. C'était là que devaient s'échanger les discours. M. Kramař, président du Conseil du nouveau Gouvernement, en était principalement chargé. Très jeune en dépit de ses soixante ans, passionné, parfois jusqu'à la violence, il était très sympathique par ses défauts autant que par ses qualités. Personnel et autoritaire, il devait son ascendant à sa stature, à son aspect énergique, à l'éclat de ses yeux brillants, en même temps qu'à son éloquence naturelle. Il adressa au Président de la République une allocution bien sentie, rappelant les services que celui-ci avait rendus à la cause tchèque en s'en faisant l'apôtre à l'étranger. Le ton était cordial, la parole chaude. M. Masaryk répondit, de sa voix un peu sourde, en termes plus mesurés. Les deux hommes faisaient contraste : très grand, très mince, la maigreur de M. Masaryk s'opposait à la corpulence de M. Kramař; comme sa figure un peu triste et rêveuse; mais les yeux séduisaient par leur bonté, par leur expression de réflexion profonde et soutenue.

Pendant les trente dernières années, ces deux personnages avaient dominé l'histoire de la Bohême; sauf à de rares intervalles, ils avaient été en opposition plus ou moins déclarée l'un vis-à-vis de l'autre. Pourtant, en novembre 1914, ils s'étaient solennellement réconciliés; après quoi, M. Masaryk était parti pour l'étranger, où il demeura pendant toute la durée de la guerre. M. Kramař resta en Bohême. Le 21 mai 1915, il fut arrêté, sous l'inculpation d'entretenir des relations avec les

Puissances de l'Entente. Emprisonné, conduit à Vienne, condamné à mort pour haute trahison, il n'échappa à la pendaison que grâce à des circonstances providentielles et fut remis en liberté en juin 1917.

Quand M. Masaryk eut terminé sa réponse, les deux hommes s'embrassèrent sur la bouche, à la mode slave. Après quoi M. Kramař se tourna vers moi et me décocha aussi un speech. Il dit notamment qu'il ne pouvait être étonné de voir la France être la première à envoyer un représentant diplomatique en Bohême, car, toujours, c'était vers la France généreuse que s'étaient tournés les regards de la Bohême au temps de l'oppression : la France était, pour les Tchèques, le symbole du droit et de la liberté. Je répondis par une improvisation que le chroniqueur de *l'Illustration,* le seul journaliste étranger présent, voulut bien qualifier, dans son article, d'éloquente. Je voudrais croire qu'il dit vrai. Une fois les discours terminés, nous montâmes en voiture. Ici un tout petit incident : on avait préparé pour le président Masaryk une voiture à quatre chevaux gris, de l'ancienne écurie impériale, bien connus comme tels, car ils appartenaient à une race particulière, tout spécialement élevée et soignée par les Habsbourg et qui a pour caractéristique une largeur de croupe peu banale. Le Président refusa de monter dans cette voiture et préféra une simple automobile, qu'il occupa avec le président de l'Assemblée nationale, M. Tomašek. Je montai dans une autre auto avec M. Kramař.

Alors commença, à travers la ville, une sorte de procession qui dura près de deux heures et qui restera dans ma mémoire comme un de mes plus curieux souvenirs. Nous nous dirigeâmes d'abord vers la place Saint-Venceslas, sorte de boulevard qui va du Musée à la grande artère commerçante Ovočni Třida (rue aux Fruits, aujourd'hui rue du 28-Octobre). Devant le Musée, sur le perron monumental qui précède ce beau monument, on avait groupé quelques centaines de jeunes filles en costume national : jupes et corsages aux couleurs claires, avec beaucoup de broderies et de rubans, coiffures originales, de formes variées; cela formait un charmant tableau. Tout le milieu de la place Saint-Venceslas était réservé au cortège; mais, sur les côtés, une foule immense se pressait, frémissante et visiblement émue. Elle était facilement contenue par de vieux *Sokols*, vêtus de l'uniforme traditionnel de cette associa-

tion : chemise rouge à la garibaldienne, petit dolman ouvert brun clair, plume de faucon à la toque. On sait que les *Sokols* sont les membres d'une sorte de société de gymnastique dont le but véritable était d'entretenir le sentiment national parmi les Tchèques.

Les maisons étaient décorées d'immenses drapeaux pendant vers le sol d'une manière presque perpendiculaire, suivant la coutume du pays, et ayant, dans bien des cas, cinq à six mètres de longueur. J'eus la satisfaction de constater que, parmi ces drapeaux, un bon nombre étaient aux couleurs françaises. D'autre part, beaucoup de manifestants, désireux d'afficher, — c'est le cas de le dire, — leurs sympathies pour la France, avaient fait faire de grandes pancartes portant ces mots : « Vive la France ». Ces placards étaient fixés au bout de grandes perches et on les promenait au passage presque sous mon nez pour qu'il me fût impossible de ne pas les voir. Je remerciais au moyen de ce mot tchèque si commode pour les étrangers, puisqu'il peut servir, en quelque sorte, de passe-partout : « *Nazdar* » (Salut).

Le cortège défila devant le grand théâtre, puis le long du quai François (actuellement quai Masaryk) et s'engagea sur le pont Charles IV. Ici le caractère romantique de la ville ne pouvait pas ne pas frapper un étranger. Après avoir franchi les guichets, nous passâmes entre les statues de style baroque que les Jésuites, au XVIIIe siècle, érigèrent sur ce pont du moyen âge. Nous gravîmes une partie de la pente du Hradcany pour aboutir au petit bâtiment, à vrai dire assez modeste, qui avait été utilisé jusque-là pour la Diète de Bohême et qui fut affecté à la première assemblée tchécoslovaque. C'était là que le Président devait prêter serment de fidélité à la République.

Arrivés dans la salle, les acclamations redoublèrent : les discours les plus enflammés furent prononcés à l'honneur de M. Masaryk et aussi en l'honneur de la France. Placé dans une tribune qui fut depuis lors réservée au corps diplomatique, je dus remercier à diverses reprises, au milieu de manifestations sans fin.

Après cette cérémonie devait avoir lieu un grand raout au château. Nous reprîmes donc, toujours en cortège, la montée de la colline, en suivant cette pittoresque rue Neruda, dont toutes les maisons ont une histoire : ici a habité Mozart, là

Casanova; nous finîmes par aboutir au Palais Royal. Les plus belles salles de cet immense édifice, qui ne compte pas moins de 750 chambres, avaient été ouvertes et illuminées, mais elles se trouvaient dans un assez grand désordre; la foule des invités était nombreuse et bigarrée.

Quand la réception se termina, le Président me pria à un dîner intime. La réunion fut pleine d'attraits par la qualité des convives et en raison des aventures qu'ils avaient à se raconter. En dehors du général Piccione et de moi-même, il se trouvait là M. Masaryk, qui évoqua ses souvenirs de Russie, des États-Unis, d'Angleterre et de France, Mlle Alice Masaryk, la fille aînée du Président, qui avait passé en prison, à Vienne, la plus grande partie de la guerre, et dont ses geôliers disaient qu'ils n'avaient jamais vu de prisonnier ayant plus d'humour, car elle les criblait de sarcasmes; M. Kramař, qui nous dit comment, au moment même où on le menait au gibet, il apprit qu'il était grâcié; M. Habermann, le ministre de l'Instruction publique du nouveau Gouvernement, ancien ouvrier mécanicien, qui avait aussi, jadis, connu les prisons de Vienne, s'en était échappé et avait parcouru la plus grande partie du monde, s'instruisant lui-même de toutes choses au point de devenir un des cerveaux les mieux remplis que l'on puisse rencontrer et un causeur charmant; M. Šamal, alors maire de Prague, aujourd'hui chancelier de la Présidence de la République, dont la maison à deux issues avait servi à tous les conciliabules secrets des conspirateurs tchèques pendant toute la guerre.

Quand, en 1920, au moment où je quittai Prague, M. Masaryk offrit, à l'occasion de mon départ, un dîner d'apparat dans la grande salle à manger du château, il me rappela le premier dîner que nous avions fait ensemble dans cette même résidence. Nous tombâmes d'accord que cette soirée, pour tous ceux qui y avaient assisté, était inoubliable.

LE NOUVEL ÉTAT

Pour rendre compte, même d'une façon sommaire, de ce qu'était alors le nouvel État, il est peut-être nécessaire de revenir un peu en arrière.

Le 27 octobre 1918, M. Tusar, député tchèque au Reichsrath de Vienne, dont il était l'un des vice-présidents, se trouvait par

hasard dans cette ville lorsqu'il fut prié par le chef d'état-major de l'armée austro-hongroise d'intervenir auprès des soldats tchèques, engagés sur le front de la Piave, dont la fidélité inspirait des inquiétudes. Au dire de cet officier général, la situation était désespérée et de l'offensive qui allait être tentée dépendait le sort de la guerre. M. Tusar se garda de laisser tomber un avis aussi précieux. Il le transmit aussitôt à Prague. Aussi, dès le lendemain, 28 octobre, M. Švehla et M. Soukup, au nom du Conseil national tchèque, se rendirent auprès des deux commandants des corps d'armée stationnés en Bohême et du gouverneur de Prague pour les inviter à remettre leurs pouvoirs au Conseil national tchèque. Les généraux ne se faisaient aucune illusion sur l'état d'esprit des troupes placées sous leurs ordres. Ils se laissèrent interner sans difficulté. Quant aux soldats, ils furent laissés libres de regagner leurs foyers ou de demeurer au service de la nouvelle République. C'est l'ensemble de ces événements que l'on appelle la révolution du 28 octobre, révolution toute pacifique et qui ne coûta pas une goutte de sang.

Les Tchèques avaient un gouvernement tout prêt depuis longtemps. Le Conseil national s'était formé dès les premiers temps de la guerre; les principaux membres en étaient : MM. Matus, directeur de la Banque de Bohême, déjà âgé et qui, pour cette raison, ne joua plus de rôle au moment décisif, Kramař, Švehla, qui est actuellement président du Conseil, et qui était déjà et est encore le chef du parti agraire, Smeral, Hotts, Kalina. A côté de ce Comité en quelque sorte officiel existait un Comité secret, plus agissant, que l'on désignait sous le nom de *Maffia* et dont faisaient partie, outre M. Šamal, déjà nommé, MM. Kramař, Rašin, qui fut ministre des Finances et fut assassiné quelques années plus tard par un détraqué, Soukup, Heine, Bénèš; ce dernier avait quitté la Bohême en 1916 pour organiser à l'étranger la propagande nationale.

Il n'y avait qu'à choisir entre ces noms pour constituer le cabinet. La chose fut vite faite, la directive principale étant de donner à tous les partis une représentation dans le gouvernement, en particulier aux partis suivants : le parti national-démocrate (parti de M. Kramař); le parti agrarien (parti de M. Švehla), le parti social-démocrate (parti de MM. Soukup et Habermann), le parti socialiste-national, qui fut représenté par M. Klofač, directeur d'un journal important, et M. Bénèš.

M. Klofač devint ministre de la Défense nationale. M. Beneš fut nommé ministre des Affaires étrangères. M. Kramař était président du Conseil. Il quitta d'ailleurs Prague en janvier 1919, ayant été désigné comme premier plénipotentiaire tchécoslovaque à la Conférence de la paix. M. Beneš, qui se trouvait toujours à Paris, était le second plénipotentiaire.

Quant au Parlement, il fut formé, sans élections, de la façon suivante. Les chefs de partis, s'étant réunis, discutèrent entre eux sur le nombre de sièges auquel chaque parti avait droit et, après entente, les chiffres suivants furent adoptés : agrariens 55, sociaux-démocrates 46, nationaux-démocrates 40, socialistes-nationaux 29, députés slovaques 41.

Nous ne parlerons que de ces cinq partis qui obtenaient à eux seuls 211 sièges sur les 250 dont se composait le Parlement provisoire, les 39 autres sièges étant répartis entre cinq autres partis de moindre importance. Le parti agraire a toujours eu et a encore en Bohême une très forte position : c'est le parti des petits propriétaires campagnards et des paysans; c'est un parti de gauche, mais composé de gens raisonnables et modérés. Le chef de ce parti, M. Švehla, qui est, en ce moment, président du Conseil, est une personnalité éminemment respectable et qui jouit d'une grande autorité en raison de sa sagesse et de son habileté. Le parti social-démocrate, le parti le plus considérable par le nombre, professe naturellement des idées avancées en matière sociale, mais il est très patriote et très discipliné. Le parti national-démocrate, dont le chef est M. Kramař, représente une nuance démocratique modérée; bien qu'il n'ait pas un très grand nombre d'adhérents, il a gardé de l'influence parce que c'est dans ce parti que se rencontrent surtout les gens instruits et préparés aux affaires : c'est le parti bourgeois. Les socialistes-nationaux forment un parti intermédiaire entre les sociaux-démocrates et les nationaux-démocrates; attachés aux réformes sociales, ils mettent en avant, plus encore que le parti social-démocrate, leur attachement à l'État et au pays.

Ce fut ce Parlement provisoire, composé comme il vient d'être dit, qui élut par acclamation M. Masaryk comme président de la République.

L'État tchécoslovaque était constitué.

Mais d'abord pourquoi ce nom? On s'étonna quelque peu, à l'époque, que le nouvel État ne se fût pas intitulé République

de Bohême. Or la Bohême était autrefois une simple province de l'Empire autrichien; cette province ne comprenait que le territoire limité par le « quadrilatère de Bohême ». Au temps de l'Autriche-Hongrie, la Moravie était une autre province dont le sort, il est vrai, était lié depuis longtemps à celui de la Bohême. Au surplus, le mot de Bohême sonnait aux oreilles des Tchèques comme un nom allemand; or, ce qui a fait l'indépendance de la nouvelle République, c'est la volonté de la population slave de Bohême et de Moravie, c'est-à-dire tchèque, de se libérer des Allemands. D'autre part, la Slovaquie n'aurait pas admis aisément qu'elle fût annexée purement et simplement à la Bohême.

Les choses de Slovaquie étant peut-être encore assez peu connues du grand public, il n'est sans doute pas inutile d'en dire quelques mots.

La Slovaquie s'étend au nord du Danube jusqu'à la région de la Theiss à l'est, jusqu'à la Moravie à l'ouest. Sa limite septentrionale est formée par les Carpathes. Elle a donc la forme d'une demi-cuvette, appuyée au Danube et se relevant, par gradins, du grand fleuve vers les montagnes. Assez habitée, assez riche, sauf dans les parties les plus montagneuses, on y rencontre des populations de diverses origines, principalement des Slovaques, autre rameau du grand arbre slave, et des Hongrois. Ceux-ci sont venus, à une date fort lointaine, du sud-est, ont conquis le pays, mais ne se sont souciés d'occuper que les régions les plus fertiles et les plus accessibles, les plaines, en particulier celles qui sont près du Danube. Ils ont laissé les hauteurs aux Slovaques qui s'y sont réfugiés. Les villes sont généralement assez hongroises, à moins qu'elles ne soient allemandes : le Slovaque est surtout un campagnard et un montagnard. On trouve un assez grand nombre d'Allemands en Slovaquie, particulièrement groupés dans les trois îlots suivants : Bratislava (Presbourg) et les environs; un groupe à l'est de Nytra; l'îlot de Kežmark, dans l'ancien comté de Špis. Il y a aussi quelques éléments polonais dans la région de Špis comme dans celle d'Orava; enfin des Ruthènes à l'est de Košice (Kassa).

Les Slovaques, soumis aux Hongrois depuis dix siècles, n'avaient cessé de protester contre leur joug. Seulement, avant la dernière guerre, c'était surtout vers la Russie qu'ils tournaient les yeux. Mais, tandis que les hostilités se développaient de 1914 à 1918, le prestige de la Russie allait diminuant. Les

Tchèques, au contraire, se faisaient connaître, prenaient de l'influence à Paris, à Londres, aux États-Unis, en Russie même, et les hommes politiques slovaques les plus jeunes et les plus entreprenants inclinaient de plus en plus vers l'union de la Slovaquie avec la Bohême et la Moravie. Après la révolution russe, les Slovaques émigrés aux États-Unis (ils étaient près d'un million et c'est la partie la plus éclairée de la population slovaque) firent parvenir à M. Masaryk une déclaration, connue sous le nom de déclaration de Pittsbourg, par laquelle ils demandaient la réunion de leur pays à la République tchèque.

Il convient de mentionner aussi le rôle important joué par Stefanik. Fils d'un pasteur protestant des environs de Bratislava, Stefanik avait commencé par être astronome et attaché à l'Observatoire de Paris. Naturalisé Français, envoyé en mission à Tahiti, aux Indes, il jouissait déjà au commencement de la guerre d'une certaine notoriété, bien qu'il n'eût qu'une trentaine d'années. Il s'engagea dans l'armée française, se fit remarquer, gagna ses grades avec une rapidité inusitée, entra dans l'aviation, y accomplit des prouesses sans nombre, devint général au titre français et, en 1917, commandait en Sibérie les légions tchécoslovaques qui s'étaient formées en Russie. Il s'était, dès le début de la guerre, rallié à l'idée de l'union de la Slovaquie avec la Bohême et il était, avec M. Masaryk et M. Bénès, parmi les champions les plus connus en Europe de la cause tchèque. Nommé ministre de la Guerre du nouvel État, il ne se dirigea toutefois vers son pays qu'en juillet 1919. Arrivant d'Italie en avion, au moment où il allait atterrir sur l'aérodrome de Bratislava, il s'écrasa sur le sol par suite d'un accident dont la cause est restée inconnue.

Le premier ministère tchécoslovaque, présidé par M. Kramař, n'eut pas une existence bien longue ni bien effective. Le pays prenait conscience de lui-même. Il se préoccupait aussi d'assainir ses finances, de réorganiser sa production, notamment par l'achat de matières premières pour l'industrie. En mars 1919, on procéda à des élections municipales (sauf en Slovaquie). Ces élections donnèrent des résultats sensiblement différents des données sur lesquelles avait été formé le cabinet Kramař. Les socialistes-démocrates obtenaient 29,80 pour 100 des voix, les agrariens 21,36 pour 100 ; les socialistes-nationaux 15,93 pour 100, les cléricaux 9,81 pour 100 ; les nationaux-démocrates 8,58

pour 100. Ainsi le parti de M. Kramař ne recueillait pas même un dixième des suffrages; on ne pouvait guère, dans ces conditions, laisser la présidence du Conseil au chef de ce parti. On la confia à M. Tusar, dont il a été question plus haut et qui, entre temps, était devenu ministre de Tchécoslovaquie à Vienne; il appartenait au parti socialiste-démocrate. Quelques autres modifications intervinrent dans la formation du cabinet. M. Rašin, ministre des Finances, fut remplacé par M. Horaček. Le ministre de la Défense nationale, M. Klofač, conserva ce portefeuille, mais démissionna bientôt.

L'Assemblée provisoire avait, presque dès sa réunion, entrepris de donner au pays une Constitution. Celle-ci fut promulguée le 29 février 1920. Elle n'était pas sans analogie avec la Constitution française, bien qu'on puisse relever aussi de grandes différences.

Le Président de la République est élu par la Chambre et le Sénat pour sept ans; il n'est immédiatement rééligible qu'une fois, mais il est stipulé que cette disposition ne s'applique pas au premier Président, c'est-à-dire à M. Masaryk. Il y a donc lieu de présumer que celui-ci pourra conserver pendant toute sa vie la présidence. Les pouvoirs du Président sont assez analogues à ceux du Président en France. Les deux Chambres sont élues au suffrage universel, égal, direct et secret, suivant un système de représentation proportionnelle qui utilise les restes jusqu'à l'extrême. Le vote est obligatoire pour tous les électeurs. Pour l'une ou l'autre des deux Chambres, les femmes et les soldats sont admis au vote. Pour la Chambre des députés, les électeurs doivent avoir 21 ans; pour le Sénat 26 ans.

Les premières élections législatives eurent lieu au mois de mai 1920, à la fois pour la Chambre des députés et pour le Sénat. Les résultats de ces élections fournirent des indications intéressantes. Elles s'effectuèrent certainement dans des conditions d'impartialité. Les Allemands et les Magyars recueillirent assez exactement le nombre de sièges que les statistiques de la population faisaient prévoir. Sur les 281 sièges attribués (la constitution en avait prévu 300, mais 19 furent réservés pour des raisons diverses) les Allemands et les Magyars en obtinrent 82 (Allemands 72, Magyars 10), contre 199 pour les Tchèques et les Slovaques. Au Sénat, sur 142 sièges attribués (au lieu de 150 prévus par la Constitution), les Tchèques et les Slovaques en

obtinrent 302, les Allemands et les Magyars 40 (Allemands 37, Magyars 3).

A la Chambre des députés, parmi les Tchèques et les Slovaques, les sièges se répartirent de la façon suivante : socialistes-démocrates 74 ; agrariens 40 ; parti populaire (clérical) 33 ; socialistes-nationaux 24 ; nationaux-démocrates 18. Parmi les Allemands : socialistes-démocrates 31 ; agrariens 11 ; socialistes-chrétiens 10 ; nationaux-allemands et socialistes-nationaux 15 ; *Deutsche demokratische Freiheitspartei* 5. Parmi les Magyars : socialistes-démocrates (comprenant les voix des socialistes-démocrates allemands de Slovaquie, en particulier de Bratislava) 4 ; socialistes-chrétiens 5 ; agrariens 1.

Nous n'indiquerons pas le détail de la répartition des sièges du Sénat, parce qu'elle fut tout à fait analogue.

La Chambre des députés élut pour président M. Tomašek, qui avait déjà été le président de l'Assemblée provisoire. Socialiste-démocrate, M. Tomašek est un ancien ouvrier, autodidacte, mais qui est arrivé à une culture étendue et qui, en outre, a le don de l'éloquence populaire. Je lui disais un jour que je le considérais comme mon meilleur professeur de tchèque, en ce sens que, ne connaissant que très peu cette langue difficile, je pouvais assez bien suivre ses discours, tant son élocution était claire et sa parole expressive. « Eh bien, me répondit M. Tomašek, savez-vous qui a été mon professeur d'éloquence ? Jean Jaurès ! Quand j'étais très jeune, j'ai eu l'occasion de l'entendre. Je savais peu de français, et cependant je pus le comprendre, en raison des qualités que vous venez d'indiquer. J'ai essayé de l'imiter. »

Le président du Sénat fut M. Horaček, professeur d'économie politique, qui avait été ministre des Finances. Les deux Chambres issues des élections de 1920 confirmèrent M. Masaryk dans les fonctions de Président de la République.

Dès lors la République tchécoslovaque entrait dans la vie normale d'une nation moderne. C'est donc là que doit s'arrêter cette étude qui a seulement pour objet de rappeler ce que furent les premiers jours du nouvel État.

F. Clément-Simon.

LES BOUCHES CLOSES

DERNIÈRE PARTIE (1)

XII

Le capitaine-commissaire du gouvernement arrivait à la fin de son réquisitoire. Mince et frêle dans sa tunique bleu foncé de chasseur à pied, dont la manche droite pendait vide le long de son buste, il semblait épuisé. Dans cette salle presque obscure où l'on avait dû allumer l'électricité, une lampe placée au-dessus de sa tête mettait des scintillements sur son front en sueur et sur le triple rang de médailles dont sa poitrine était chargée. Il marqua un temps, puis faisant face aux sept juges, rigides dans leur uniforme et impénétrables, il prononça d'une voix que l'émotion faisait trembler :

— Messieurs les membres du Conseil, je pourrais vous rappeler que vous êtes des soldats jugeant un soldat. Je ne le ferai pas. Vous êtes des juges et cela suffit. Aucun juge ne pourrait absoudre l'homme placé devant vous. Chargé d'une parcelle de l'autorité qui assure l'ordre dans le pays et pleinement conscient de son acte, il a trahi son devoir, violé sa consigne à l'un des moments les plus douloureux et les plus tragiques de l'histoire du pays. Ce faisant, il aura peut-être rompu la digue qui protège notre sol contre le flot mortel de la révolution.

« Messieurs les juges, n'écoutez pas les voix du dehors. Les

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre.

menaces se heurtent aux murs de cette salle et vous ne pouvez pas, vous ne devez pas les entendre. Seule votre conscience doit parler.

« Or, je vous l'ai démontré en m'appuyant sur des faits indiscutables, le soldat Combarlot est coupable... Il est coupable d'abandon de poste en présence de rebel'es armés, crime passible de l'article 211 du code de justice militaire. Vous en connaissez la sanction effroyable. La mort.

Il s'arrêta un instant au milieu d'un silence poignant. A cette seconde, chacun évoquait l'image sinistre, le petit jour, le mur gris, le peloton l'arme au pied devant le misérable fléchissant.

D'une voix plus calme, le commissaire du gouvernement poursuivit :

— Si, placé en face du terrible devoir que j'assume, je me pose cette question : L'accusé a-t-il droit à des circonstances atténuantes? je n'ose me répondre. Et pourtant des souvenirs se dressent devant moi ; je relis des articles infâmes, j'entends des discours, j'envisage la somme écrasante de conseils criminels dont l'intelligence de cet homme a peu à peu reçu l'empreinte, je respire l'air de cette ville où se livre depuis tant de jours la guerre abominable des partis. Ces souvenirs, vous les évoquerez vous aussi tout à l'heure dans la chambre du conseil.

« Messieurs les juges, j'ai terminé. Je m'en remets à votre conscience. Vous vous interrogerez comme je me suis interrogé et vous condamnerez le soldat Combarlot avec la sévérité que comportent et son crime et les circonstances où il l'a commis. Par votre bouche, la justice de la France aura parlé. »

Il se rassit, haletant. Un instant, sa tête vacilla comme s'il allait perdre connaissance. Le sergent greffier se pencha, inquiet, et lui parla à voix basse. Alors on vit le mutilé se redresser. Sans doute avait-il repris la juste notion de son rôle; il avait compris que, porte-parole de la loi, il devait se montrer inaccessible à toute faiblesse. Torse droit, tête haute, il fixa son adversaire. Cet adversaire, tassé au banc de la défense dans sa robe noire, ramassé sur lui-même comme un dogue en arrêt, c'était le défenseur de Combarlot, l'avocat et député communiste Ricordès.

— Maître, vous avez la parole, dit le lieutenant-colonel Combette d'un ton ouaté.

Au milieu du silence mortel on perçut le léger frémissement qui parcourut la salle.

D'une détente des jarrets et des reins, le célèbre avocat surgit dans un grand envol de manches. Il jeta vers le commissaire du gouvernement un regard de défi, puis, tourné vers la gauche, il sembla quêter l'approbation des gens entassés debout dans le fond du prétoire.

Son public était là, quelques douzaines de partisans entrés un à un sous l'œil impuissant de la police, la loi ordonnant que la séance fût publique. Ils étaient d'ailleurs encerclés de gendarmes et mêlés à une multitude d'agents en bourgeois. Les uns comme les autres étaient empoignés par le troisième acte du drame. Ils subissaient cette manière de vertige, cette palpitation insurmontable que donne au spectateur la dernière phase d'un combat dont l'enjeu sera peut-être la vie d'un homme. Les cous se tendaient, les épaules se glissaient et les occupants des derniers rangs se dressaient sur la pointe des pieds, s'accrochaient les uns aux autres pour tâcher d'apercevoir leur tribun. Combarlot n'existait plus. Seule comptait maintenant la lutte entre deux sociétés qui s'affrontaient.

L'avocat commença à parler. L'exorde fut débité à voix basse, avec un masque douloureux. Il ne fallait pas du premier coup heurter le sentiment des juges et gaspiller les effets d'un organe habile à dominer le tumulte des assemblées; il fallait paraître dans tout le calme, dans tout le sang-froid d'un juriste décidé à une stricte impartialité. La tactique ne manquait pas d'adresse, mais Ricordès n'était pas homme à s'y plier longtemps. Son tempérament balaya vite sa volonté. Son gosier aux sonorités d'airain déployait davantage sa puissance à chaque période; son geste s'amplifiait, son poing martelait la barre.

Bientôt le défenseur disparut; il n'y eut plus que l'orateur de réunion publique accoutumé à remuer le marécage des âmes, à en faire jaillir les plus viles passions. De l'accusation elle-même il n'était plus question. Il ne pensait plus à Combarlot, mais aux soi-disant prolétaires encaqués dans le fond de la salle, aux journalistes entassés dans l'espace réservé et dont les dépêches porteraient jusqu'aux confins de l'Asie son discours chargé de venin. Sa voix eut des mugissements de tempête. Dans la salle immobile les nerfs étaient tendus à se

briser. La voix de Ricordès paraissait y accumuler l'électricité. On attendait le mot, l'étincelle qui ferait éclater la foudre. Secoué par l'infernale musique, le public haletait.

André s'imposa d'abord la peine d'écouter l'orateur, de le suivre, mais il y renonça bientôt. Son dégoût était trop fort. Une pareille forme de défense ne lui inspirait que du mépris. A quoi bon tant de paroles? L'interrogatoire avait suffi pour renforcer son opinion première, celle de la culpabilité entière de l'accusé. D'ailleurs celui-ci avait répondu avec arrogance, s'appliquant à réciter des phrases apprises par cœur dans le répertoire bolchévique et à laisser entendre qu'il ne regrettait rien de son acte. Il montrait l'assurance d'un individu n'ayant aucune inquiétude du lendemain. Il se rengorgeait, prenait des poses de victime sûre d'être vengée. Et André, plus d'une fois, avait rougi de voir le lieutenant-colonel Combette laisser passer les digressions de ce soldat révolté, à figure bilieuse, à cheveux trop longs dont une mèche bouclée cachait un œil.

Puisqu'il était interdit de barrer le torrent déchaîné par l'avocat Ricordès, le mieux était d'attendre avec résignation. Pour la première fois André laissa son regard se poser sur la salle, véritable eau-forte de Rembrandt. Les lampes électriques du tribunal laissaient dans l'ombre l'enceinte réservée au public. Là, sur un fond d'encre, les visages émergeaient en taches blafardes; leurs traits, déformés par le jeu des ombres, leur donnaient des apparences démoniaques; les yeux semblaient creusés dans des crânes, les bouches avaient des rictus squelettiques.

Grouillant jusque sur l'estrade et emboîtés les uns dans les autres, les journalistes griffonnaient sur leur genou, sur la barre des témoins, sur le dos d'un confrère, levant à peine les yeux pour saisir un geste, une mimique de l'orateur. Exténué, tassé comme un cadavre, le commissaire du gouvernement dépassait tout juste de la tête le bord de sa stalle et les juges militaires se raidissaient pour dissimuler leur lassitude après ces quatre heures d'audience dans une atmosphère devenue irrespirable. Sur les murs ripolinés l'humidité suintait.

Inlassablement Ricordès continuait à agiter son tonnerre. André, malgré lui, accrochait des lambeaux de phrases : « ... le régime capitaliste avec ses crimes, ses assassinats, son exploita-

tion des masses laborieuses et son cortège de misère... pas de pitié, messieurs, de la justice! »

« Pourquoi, songeait André, Combette laisse-t-il cet animal débiter de telles âneries? Il y a un règlement. Qu'il en use donc pour lui interdire de sortir de son sujet. C'est avec ces turpitudes que l'on excite la haine et déchaîne le meurtre. » Et, s'échappant du présent, il retrouvait l'impression douloureuse ressentie le matin même en traversant la ville pour rentrer chez lui endosser sa grande tenue.

La grève générale avait été déclarée dans la nuit et l'effet en était complet. Tout travail, tout trafic étaient arrêtés; aucun véhicule ne circulait. Un étrange silence enveloppait la cité où le bruit des pas lui-même semblait évanoui. Les passants zigzaguaient d'une démarche molle en jetant des regards de côté. Pas de paroles, aucun geste. Chacun circulait avec la sensation de la catastrophe inévitable et la guettait à chaque coin de rue. Nul ne reconnaissait le décor journalier. Ces boutiques closes, ces éventaires disparus, cette chaussée vide, tout cela donnait aux rues une physionomie funèbre. Et puis, — illusion ou réalité? — c'était au loin, du côté des faubourgs, comme le bruissement d'une vaste houle déferlant vers la ville. La peur, invisible, rôdait.

Arrivé chez lui, André avait appris avec stupeur que sa femme était sortie.

— Madame est partie depuis un quart d'heure... Madame ne se doutait pas, que Monsieur passerait à la maison... Elle a dit comme ça de n'ouvrir à personne... qu'elle rentrerait peut-être tard...

Il était huit heures et demie. Que signifiait cette absence à pareille heure? Déjà André s'était inquiété de n'avoir reçu aucune réponse à sa lettre; cette fugue matinale de sa femme, venant après sa frayeur de la veille, lui serra le cœur. Sans doute, se dit-il, elle est chez Mme de la Grèverie pour s'entendre avec elle; elle prépare sa venue et celle des enfants. Cette explication l'avait satisfait en partie, mais un point restait obscur : pourquoi Lucienne n'en avait-elle rien dit à leur vieille domestique?

— Bah! murmura-t-il à demi rassuré, quand je repasserai tout à l'heure, elle aura déjà fait ses paquets et pris le chemin de la rue Vieille-du-Rempart.

Il embrassa tendrement Guy et Geneviève et se hâta vers le conseil de guerre.

Maintenant sa pensée s'échappait à nouveau et flottait, précise et douloureuse, autour de la maison familiale. Son inquiétude le déchirait encore. Des mots vinrent à ses lèvres et il les arrêta à grand peine. Mais il se les répéta mentalement avec l'espoir secret qu'ils seraient entendus, malgré l'espace, malgré les obstacles :

— O Lucienne, Lucienne, je te cherche et ne te trouve plus. Tu n'es plus toi depuis ce jour marqué pour notre malheur où tu as passé le seuil de Fauvarques.

A ce nom, tenu à l'écart de son esprit avec une obstination réfléchie, voulue, la silhouette de l'homme exécré se dressa devant lui. Il la chassa aussitôt, dégoûté de lui-même pour avoir une seconde effleuré d'un soupçon la pureté de Lucienne. Non, l'épreuve était passagère ; la lumière ne pouvait s'éteindre après avoir pendant dix années illuminé sa vie. Elle avait pâli un instant au souffle de leur misère, mais il saurait la préserver, la ranimer.

Ricordès arrivait à sa péroraison. André fut secoué de sa torpeur par ces paroles lancées d'une voix qui parut brasser l'air vicié de la salle :

— ... Et si, messieurs, au mépris de toute justice, — je dirai mieux : au mépris de toute raison, — vous condamnez tout à l'heure le citoyen sans reproche placé devant vous, messieurs, je vous le crie de toute la force de mon cœur, vous aurez commis la plus effroyable, la plus redoutable erreur judiciaire de l'histoire. Vous n'aurez pas seulement frappé le soldat innocent Combarlot, vous aurez souffleté les prolétaires du monde entier. Alors, messieurs, prenez garde. Ce serait le peuple lui-même qui demain vous répondrait !

Au fond de la salle une voix hurla :

— Bravo !

Mais le lieutenant-colonel Combette frappa la table de la main et ordonna le silence. Son regard disait clairement sa volonté de ne tolérer aucune manifestation. Le cri n'eut pas d'écho.

Le président prononça alors la phrase rituelle :

— Combarlot, levez-vous. Avez-vous quelque chose à ajouter pour votre défense?

L'homme s'était levé avec un déhanchement et une lenteur affectés.

— Rien, grasseya-t-il.

— Emmenez l'accusé.

Sans ménagement les gendarmes avaient saisi Combarlot et l'entraînaient à vive allure, tandis que le lieutenant-colonel Combette levait la séance. Devant le piquet d'infanterie présentant les armes, les juges se retirèrent dans la chambre du conseil.

C'était une petite pièce rectangulaire blanchie à la chaux, éclairée par une seule fenêtre garnie de gros barreaux et prenant jour sur une cour déserte. N'ayant plus à présenter au public un visage impassible, les juges laissèrent voir leur épuisement. La tension de leur esprit et de leurs nerfs pendant ces quatre heures d'audience ininterrompue, les avait mis à bout. Aussitôt entrés, ils jetaient leur képi et leur sabre sur la table, s'épongeaient la face, marchaient de long en large sans se regarder, sans mot dire. Seul le lieutenant-colonel Combette s'était assis à sa place devant le dossier apporté par l'adjudant. Il prit juste le temps d'allumer une cigarette, puis invita ses collègues à prendre les sièges qui leur étaient réservés.

— Messieurs, dit-il, votre conviction doit être faite sur la question de la culpabilité. Je mets donc aux voix la question suivante : Combarlot est-il coupable d'abandon de poste en présence de rebelles armés ?

A l'unanimité la réponse fut affirmative.

— Le commissaire du gouvernement vous a indiqué la peine encourue dans ce cas : la mort... Je vais poser la seconde question. Que chacun exprime son opinion librement et sans crainte. L'acte a-t-il été commis dans des circonstances qui rendent l'accusé excusable d'après la loi ?

D'après le règlement, le sous-officier devait parler le premier. C'était un adjudant d'infanterie aux joues fleuries, au regard d'enfant, aux lèvres à peine teintées d'un soupçon de moustache. Il prononça d'une voix ferme :

— L'accusé, à mon avis, n'a aucune excuse. Je demande qu'il ne lui soit accordé aucune circonstance atténuante.

Cela dit, il crispa les poings sur la table, ses narines s'enflèrent, ses yeux indiquèrent la résolution d'un gaillard décidé à défendre ses idées. Ce petit homme d'aspect bonasse eût accepté sans hésitation de commander le peloton d'exécution.

Le juge suivant était un grand lieutenant d'artillerie à physionomie flegmatique. Il déclara d'une voix traînante et presque basse :

— Je me rallie à la thèse suggérée par le commissaire du gouvernement. On peut tenir compte à cet homme des entraînements qu'il a subis. J'accorde les circonstances atténuantes.

Le deuxième lieutenant opina dans le même sens, ainsi que le capitaine d'infanterie placé à côté d'André. Celui-ci exprima sa conviction sans aucune hésitation :

— Je vote également les circonstances atténuantes. Non que je ressente la moindre compassion pour Combarlot, mais, à mon sens, sa responsabilité n'est pas absolument entière. C'est une intelligence médiocre, malgré ses airs de bravache. Cette soi-disant culture dont il fait parade, il l'a puisée uniquement dans les manuels et dans les feuilles révolutionnaires. Comment voulez-vous qu'une aussi pauvre cervelle n'ait pas été troublée par les théories meurtrières dont on l'a saturée? Les vrais coupables sont les misérables qui les lui ont inculquées. Ce sont eux qui méritent la mort et on les laisse continuer à prêcher leur évangile néfaste. Nous pouvons, je crois, tenir compte à l'accusé des mauvais conseils qu'il a reçus, à condition d'exprimer nettement les raisons de notre indulgence dans les attendus du jugement.

La parole fut alors à un chef d'escadron d'artillerie au poil roux, aux épais sourcils, à l'abri desquels allaient et venaient deux prunelles d'un bleu presque blanc. Il parla d'un ton saccadé :

— Je refuse les circonstances atténuantes. Cet homme, par son attitude, par son obstination, par son refus d'exprimer le moindre regret, a pris nettement l'entière responsabilité de son crime. Je la lui laisse. A cette heure, toute indulgence est faiblesse. Je vote contre.

— Messieurs, dit avec douceur le lieutenant-colonel Combette, je me rallie à ceux qui admettent la responsabilité mitigée... A la majorité de cinq voix contre deux, les circonstances atténuantes sont donc accordées. Nous allons délibérer sur l'application de la peine.

La discussion fut brève. Il y eut accord sur la peine de cinq ans de travaux publics, sanction prévue par le code en cas d'abandon de poste sur un territoire en état de siège. Le colo-

nel s'occupa de rédiger rapidement les attendus du jugement et les communiqua aussitôt aux autres membres du conseil. Puis ils rentrèrent en séance.

Quand les juges furent tous à leur place debout derrière la grande table, le silence fut tel qu'on aurait pu croire la salle peuplée de personnages de cire; seul le tic-tac d'une horloge placée au-dessus du public mettait dans le prétoire une impression de vie.

— Je préviens le public, dit le président, que toute manifestation sera punie avec la dernière rigueur. Gendarmes, vous appréhenderez et amènerez devant le conseil tout perturbateur.

Puis, avec solennité, il commença la lecture du jugement :

— Au nom du peuple français...

André n'écoutait pas. Maintenant, le sort du coupable fixé, il pensait de nouveau à lui-même et l'inquiétude l'avait ressaisi. Déjà l'explication qu'il s'était donnée de l'absence de sa femme ne le satisfaisait plus. Il se répétait : « Où est Lucienne? Où est Lucienne?... » Il eût voulu abréger cette fin de séance et son cérémonial fastidieux, courir vers la rue François-Villon et y trouver explications et apaisement.

Il fallut la ruée du public vers la sortie, le brouhaha soudain des voix pour l'arracher à son engourdissement. Ses collègues avaient déjà quitté l'estrade. Il s'empressa de les rejoindre.

Dans le vestibule ils entouraient un officier de la place chargé de leur communiquer l'ordre de rejoindre leur corps sans délai. Trois automobiles les attendaient; elles les déposeraient à leur domicile, le temps de reprendre la tenue de campagne; puis elles repasseraient un quart d'heure plus tard et les emmèneraient dans leurs quartiers respectifs.

L'auto dans laquelle André monta avec le capitaine d'infanterie prit à toute vitesse la direction de la ville haute. Les rues avaient déjà mauvaise figure. Quelques passants à peine fuyaient, rasant les murs; aux fenêtres des visages collés aux vitres épiaient le moindre mouvement, sursautaient au premier bruit. Plus de flâneurs; la chaussée était livrée aux patrouilles ou à des détachements d'infanterie allant occuper les monuments publics; on ne voyait plus aucun véhicule, sauf quelques autos particulières chargées de bagages et fuyant la ville.

Une grosse berline de voyage les dépassa, remontant vers le centre. Toutes ses glaces étaient en miettes et à l'intérieur, à côté d'une jeune femme aux yeux fous, un homme à barbe blanche étanchait le sang coulant de son front blessé. Le chauffeur, grand escogriffe en livrée bleue, agitait alternativement chaque bras et criait avec une face tragique :

— Ne passez pas par les Récollets... On y tue le monde... Ne passez pas...

L'auto militaire s'engagea sur le Pont-Vieux où le poste de gendarmes avait été doublé d'une section de fantassins.

— Cela va mal, dit à André le capitaine d'infanterie assis à ses côtés.

— Vos hommes?

— Peuh!... Chaque commandant de compagnie vous dira qu'il est sûr de siens... Pardine! A condition qu'on ne leur demande pas de cogner. Pour moi, je vais vous dire : si on les laisse entrer en contact avec le peuple, pfft!... ils nous fileront entre les doigts.

On arrivait rue François-Villon. André quitta vivement son compagnon et entra dans le pavillon.

Au bruit de la porte, la vieille bonne était accourue sur le palier, la mine inquiète. Elle se rasséréna en voyant qu'elle avait affaire à son maître, mais ce fut pour manifester sa désolation. Madame venait de repartir à l'instant... Si elle avait su! ... elle était rentrée un peu avant midi et avait déjeuné tout de suite avec les enfants. A une heure, elle avait pensé que monsieur ne repasserait plus par la maison, qu'il avait dû retourner au quartier directement. Alors madame était sortie...

Apercevant la pâleur de son maître, elle expliqua :

— Madame m'a dit : « Ma bonne Amélie, je suis absolument obligée de repartir. Je n'ai pu trouver ce matin la personne à laquelle je dois parler; il faut que je la voie aujourd'hui coûte que coûte. »

— Madame ne vous a pas dit qu'elle irait coucher ce soir avec les enfants chez Mme de la Grèverie?

— Eh! mon Dieu non, monsieur. Pourquoi donc madame irait-elle coucher hors d'ici? D'ailleurs madame m'aurait dit de préparer son sac. A moins que... dame, madame m'a assurée qu'elle rentrerait le plus tôt possible.

— C'est bien, Amélie. Faites ce que vous dira madame,

mais surtout, jusqu'à son retour, tenez la porte soigneusement fermée. Il y a beaucoup de vilaines gens dans les rues aujourd'hui. Il faut être prudent.

André se rendit dans sa chambre et changea rapidement de tenue. Sa vue était devenue trouble et un insupportable bourdonnement agaçait ses oreilles. Il avait des gestes maladroits et ses mains étaient agitées d'un tremblement impossible à réprimer. Maintenant le doute n'était plus possible : Lucienne... Non, pas ça, pas ça!... Mais elle agissait en cachette, donc contre lui. La figure de Fauvarques surgit de nouveau dans son esprit.

Alors la rancune qui commençait à poindre contre Lucienne s'évanouit, mais il sentit que sa haine contre Fauvarques s'exaspérait. Et, pour la première fois, il maudit son métier, ce métier qui charge l'officier de chaînes. Ah! s'il eût été un citoyen comme les autres, comme il aurait couru chez cet homme. André serrait les poings; il s'imaginait face à face avec Fauvarques, demandant des comptes et, — oui, — châtiant... Car maintenant, il n'en doutait plus : Lucienne était chez Fauvarques.

Une voix cria sous la fenêtre :

— Geslain!... Eh! Geslain!

Il se pencha. Dans le jardin le capitaine d'infanterie, casqué, jugulaire au menton, revolver au côté, levait la tête vers lui.

— L'auto est là. Preste! on vous attend. La police est déjà débordée aux Récollets...

— Je descends.

André boucla son ceinturon, coiffa son casque et sortit d'un pas ferme de la chambre.

A l'appel du devoir, toute préoccupation avait disparu de son esprit.

XIII

Lucienne, en effet, était allée le matin même chez Fauvarques. A la clarté de son entrevue avec Feugères, la vie de ces dernières semaines lui était apparue comme un cauchemar, comme une abdication, presque comme une chute. Son instinct de femme l'avait guidée pendant tout ce tête-à-tête et elle en était sortie avec l'horreur d'elle-même. Rien ne lui avait

échappé du danger qu'elle avait couru quand, accablée de lassitude, elle avait failli se blottir dans ce cœur épris d'elle. Le trouble de son ami avait passé en elle et peu s'en était fallu qu'une minute d'abandon les jetât aux bras l'un de l'autre. Ainsi le désespoir de la femme et le désir de l'homme leur eussent fait commettre un geste dont ils fussent restés inconsolables.

Mais cette seconde de vertige avait fait sentir à Lucienne combien son amour pour André avait de profondes racines. Elle avait regardé avec épouvante la fausse route suivie depuis sa première visite à Fauvarques et, en quittant la maison du quai Rollon, sa décision était prise. Elle avouerait tout à son mari et reprendrait la lutte à son côté, avec leurs seules forces étroitement conjuguées et après avoir définitivement rejeté tout ce qui rappellerait le mauvais rêve.

Elle était donc partie dès huit heures. La vision sinistre de la ville l'avait à peine frappée, tant au fond d'elle-même la volonté de sauver leur bonheur la possédait, la brûlait. Elle avait pourtant souffert de la dure montée à pied vers les quartiers neufs. Soutenue par l'espoir de sa libération prochaine, elle avait grimpé la rue Saint-Leu, franchi les terrasses superposées du Jardin des Plantes. Tout de même, en approchant de la maison du maire, elle eut un instant d'hésitation. De nombreux agents en surveillaient les abords et faisaient circuler les curieux attirés par ce déploiement de police inusité. Elle craignait d'être interrogée et d'avoir à prononcer le nom de Geslain accouplé à celui de Fauvarques. Sa hâte d'en finir la décida cependant. Elle parvint sans être arrêtée jusqu'à l'hôtel et sonna. Le portier entr'ouvrit le lourd battant juste assez pour lui donner passage et ce fut pour lui dire que M. le maire était déjà descendu à l'hôtel de ville et n'avait pas dit à quelle heure il rentrerait.

Ce contre-temps enleva à Lucienne une partie de son courage. Elle gagna pourtant le salon où elle donnait habituellement ses leçons et, résolue à tout pour accomplir la rupture nécessaire, attendit. La vaste maison paraissait vide. Aucun bruit ne montait ni de l'étage inférieur, ni des appartements voisins et le tic-tac de la pendule prenait dans le silence une sonorité hallucinante. Lucienne ne put bientôt en supporter le bruit; elle se leva et se mit à marcher dans la pièce, mais elle dut bientôt s'arrêter, tant sa course matinale l'avait harassée.

La fièvre s'empara d'elle. A chaque oscillation du balancier elle avait l'impression de voir les murailles se rapprocher; elle étouffait. Et l'aiguille semblait immobilisée sur le cadran dont elle ne parvenait pas à détourner les yeux. Elle changea vingt fois de place, essaya de lire et ne put y parvenir; elle se mit au piano, plaqua quelques accords, mais il lui sembla troubler la maison d'un mort et elle y renonça. Elle se rassit alors, le dos tourné à la pendule, appuyant à ses mains glacées un front et des tempes vibrant d'un martèlement douloureux.

Et tout à coup elle entendit sonner midi. Affolée à la pensée de l'inquiétude où l'on devait être rue François-Villon, elle prit le parti d'appeler le maître d'hôtel.

— Vous direz à M. Fauvarques que j'ai absolument besoin de le voir pour une affaire très importante. Priez-le instamment de m'attendre jusqu'à une heure et demie. Je viendrai aussitôt après déjeuner.

Elle reprit en sens inverse le chemin parcouru quatre heures avant.

Elle arriva toute haletante. Ce fut pour apprendre de la vieille Amélie la venue de son mari. Vraiment le destin s'acharnait contre elle, au moment où elle consacrait toutes ses forces à rétablir la paix et l'amour dans leur foyer. Elle eut grand peine à retenir ses larmes. Qu'avait dû penser André? En quel état d'esprit serait-il pour remplir son devoir de juge? Mais la séance du conseil ne pouvait guère se prolonger au delà de midi. Il trouverait certainement la possibilité de s'échapper une minute pour repasser par la maison. Qu'il vienne. Elle se jetterait dans ses bras et se confesserait entièrement. Il pardonnerait son imprudence devant son ferme propos de reprendre la route à son côté, quelles que soient les épines, et désormais leurs deux cœurs libérés seraient plus étroitement unis.

Mais quand elle entendit le carillon de la cathédrale sonner une heure, une nouvelle frayeur la saisit. Comment différer plus longtemps? André avait dû être contraint de retourner directement au quartier et Fauvarques, lui, n'attendrait pas. Peut-être, à la réflexion, était-ce mieux ainsi. Il était préférable de ne se présenter devant son mari que la rupture définitivement accomplie. Qui sait si, dans le cas contraire, André ne voudrait pas prendre à son compte l'explication avec Fauvarques? Elle se décida à repartir.

Afin d'attirer le moins possible l'attention, la jeune femme revêtit une simple redingote noire et se coiffa d'une petite cloche en feutre de même couleur, puis elle sortit. Dans les quartiers riches qu'elle dut traverser, la ville semblait à l'abandon. Les habitants qui n'avaient pas pris la fuite s'étaient barricadés chez eux. Les rues étaient vides. Dans ce décor de catastrophe elle avançait avec la sensation de milliers de regards invisibles suivant sa silhouette, mince et sombre sur la blancheur des trottoirs. Malgré sa fatigue elle courait presque, tant elle avait peur que Fauvarques ne s'impatientât et ne l'attendît point.

Quand elle commença à gravir la rampe de la rue Saint-Leu, elle sentit ses forces l'abandonner. Ses genoux fléchissaient, ses pieds étaient de plomb et ses os lui perçaient le dos. Mais à chaque pas elle se disait : il le faut, il le faut. Quel calvaire et comme elle payait cher son erreur !

Mais quand elle atteignit le Jardin des Plantes et qu'elle en aperçut les grilles fermées, elle fut sur le point de renoncer. Ses membres brisés ne la soutenaient plus et elle songea à se coucher là comme une bête prête à mourir. Comment eût-elle trouvé la force de faire le tour de ce parc immense, de gravir les cent vingt marches escaladant la hauteur le long de l'enceinte? Appuyée à la grille, elle ferma les yeux. Une prière montait à ses lèvres. Non, il n'était pas possible de succomber par simple faiblesse physique. Elle reprit son souffle, rassembla ses forces et aiguillonna sa volonté. Enfin elle put se remettre en route. A pas traînants elle longea la clôture jusqu'à l'extrémité du parc et, une à une, monta les marches de l'interminable escalier.

Quand elle parvint au faîte, elle s'aperçut du changement survenu dans la physionomie du quartier. Au travers des arbres et des massifs du jardin public, elle distinguait une troupe d'infanterie massée. A l'autre extrémité de la rue, des gendarmes, pied à terre à la tête de leurs chevaux, faisaient barrage. D'autres gendarmes s'étaient joints aux policiers et encerclaient l'hôtel Fauvarques.

Le portier l'accueillit avec un sourire goguenard.

— M. le maire n'est pas rentré... Le conseil siège en permanence à l'hôtel de ville... Monsieur a fait prévenir qu'il y passerait peut-être la nuit.

La jeune femme, par un effort de volonté, parvint à cacher son désespoir. Elle se retourna sans hâte, franchit d'un pas ferme le cordon de police, mais dès qu'elle eut tourné l'angle du parc elle eut une défaillance et fût tombée si elle n'était parvenue à s'accrocher à la grille. Elle dut appuyer son front dans le pli de son bras pour échapper à la ronde infernale du paysage. Ainsi tout était perdu. Elle allait devoir redescendre, rentrer au logis sans avoir accompli le geste libérateur. Mais à cette pensée une révolte la souleva. Non elle ne reparaîtrait pas devant André avec, cachés dans son sac, ces vingt billets qui maintenant lui apparaissaient comme le prix d'une trahison.

Elle était seule. Se laissant glisser le long de la grille elle s'assit à demi sur le mur bas où cette grille était scellée. Peu à peu elle échafaudait un nouveau plan. Elle irait à l'hôtel de ville et demanderait Fauvarques. Celui-ci ne pourrait lui refuser une minute d'entretien. L'explication, après tout, serait plus facile et plus rapide là-bas que dans le décor habituel de leurs tête-à-tête.

De toute sa volonté tendue elle trouva la force de se redresser et pas à pas redescendit l'escalier; mais au lieu de suivre jusqu'au bout la rue Saint-Leu, elle tourna à droite dans l'avenue Félix-Faure et se dirigea vers le centre de la ville. L'épuisement et la fièvre lui troublaient la vue au point qu'elle heurta une haie de curieux contenue par un barrage et obstruant la ruelle débouchant sur la place. Elle voulut se frayer un passage, mais les badauds résistaient.

— Inutile, la petite dame. L'entrée est interdite.

— Si, si, fit-elle avec désespoir. J'ai affaire à la mairie.

Comme elle était jolie, les hommes la laissèrent se faufiler jusqu'au premier rang; mais là un agent étendit le bras.

— On ne passe pas.

Elle eut soudain une inspiration. Le mot écrit la veille par Fauvarques était toujours dans son sac. A tout hasard elle le sortit et, montrant la signature du maire et le papier à en-tête de l'hôtel de ville, elle affirma que Fauvarques l'attendait. Un brigadier de police, appelé, se laissa convaincre.

— Je vais vous faire accompagner, dit-il.

Escortée par un agent, elle traversa l'espace qui la séparait de l'entrée de l'édifice.

Elle eut alors l'impression d'un vide immense étendu autour

d'elle. Sur cette vaste place d'ordinaire si mouvementée, coupée de cars, de tramways, de véhicules de toute sorte et sillonnée par des centaines de passants, régnait un silence pesant, et dans ce désert, la femme du capitaine Geslain cheminait dans l'ombre d'un policier. Elle osait à peine lever les yeux. D'un coup d'œil rapide elle avait cependant pu constater qu'à l'autre extrémité de la place le cours de Juillet s'étendait, également vide, jusqu'aux bâtiments de la Faculté de droit, donnant la même sensation de mort. Sur la place même on ne voyait que quelques escouades d'agents rangées le long des murs et un commissaire faisant les cent pas en compagnie de quelques civils. Cependant, quand elle pénétra sous le porche de la maison commune, Lucienne aperçut dans la cour des groupes de soldats autour de leurs armes en faisceaux. Mais son esprit ne s'arrêtait pas à ces signes d'une tragédie possible. Cette heure était toute remplie de la mission qu'elle s'était fixée.

L'agent la fit entrer dans un vestibule et la confia à un huissier. Celui-ci l'accueillit hargneusement.

— Voir M. le maire en ce moment!... Impossible. Le conseil est en séance depuis ce matin, 8 heures, et le comité patronal siège en permanence dans le bureau de la commission du budget... M. le maire ne reçoit personne.

Lucienne le toisa.

— M. le maire me recevra, dit-elle sèchement.

Et, sans se soucier du fonctionnaire abasourdi, elle prit une de ses cartes de visite, saisit une plume sur la table et écrivit : « Il faut absolument que je vous parle. »

— Remettez-lui ceci immédiatement, ordonna-t-elle.

Et elle alla s'asseoir sur une des banquettes garnissant le pourtour de la pièce.

L'huissier se balança un instant sur les pieds de derrière de sa chaise, tourna et retourna la carte entre ses doigts, puis se leva, ouvrit une porte et, appelant un garçon de bureau, il lui remit le carton après lui avoir parlé à l'oreille.

Persuadée de toucher au port, Lucienne reprenait courage. De la porte à tambour par où le garçon avait disparu, venait une rumeur assourdie, dominée de temps à autre par des hurlements. Derrière les vitres de l'entrée, passaient et repassaient des gens affairés. Le vestibule lui-même était traversé à chaque instant par des groupes d'hommes discutant avec

éclat. On se sentait à la minute où se dénoue le drame et où les responsables se battent entre eux, s'accusent les uns les autres pendant qu'en face la révolte gronde.

Un autre huissier parut, une pile de dossiers sous le bras, avec dans le regard et sur les lèvres un sourire de voyou satisfait. En passant il jeta à son collègue :

— Ça barde!... Coffinet était pour la capitulation... Le patron lui a sauté à la gorge; on a dû les séparer... La motion a été repoussée, mais seulement à six voix.

Derrière sa table, l'autre hochait une tête indécise. L'homme aux dossiers, avant de disparaître par une porte, gouailla :

— Prépare ton veston et ton chapeau... Il ne fera peut-être pas bon ce soir à avoir la livrée de la boîte sur le dos.

La porte retomba. Sous les fenêtres, une troupe à cheval défilait dont on entendait les fers sonner sur le pavé.

Des minutes passèrent. Enfin le garçon de bureau reparut et remit un papier à l'huissier auquel il glissa quelques mots à voix basse. Celui-ci vint vers Lucienne et lui dit :

— M. le maire vous fait remettre ce mot... Il vous prie de l'attendre dans le bureau des secrétaires... Le garçon va vous conduire.

Lucienne ouvrit une feuille pliée en quatre et lut ces mots écrits en lettres presque informes et au crayon :

« Attendez-moi. Je m'échapperai tout à l'heure. Excusez-moi, mais je suis en pleine bataille. Votre

FAUVARQUES. »

Derrière le garçon, elle monta un escalier de pierre majestueux et morne. Arrivé au premier, son guide frappa à une porte et l'introduisit dans une vaste pièce meublée de façon cossue. Quatre bureaux s'y faisaient face deux à deux. L'un était occupé par un petit vieillard à barbiche, un autre par une jeune fille plate au visage fané; les deux autres étaient libres.

Après avoir reçu les confidences du garçon de bureau, le petit vieux se leva, salua et dit d'une voix chevrotante :

— Asseyez-vous, madame, je vous en prie.

Il avait des manières avenantes et une mine de bon chien habitué aux coups de cravache. Il indiqua à la jeune femme un fauteuil situé au fond de la pièce. Lucienne, gênée par le

regard de la jeune fille, y prit place sans mot dire. Le vieillard s'inclina derechef, sourit et dit :

— Je crains que vous ne soyez obligée de patienter longtemps. M. le maire est en séance depuis ce matin, huit heures...

N'obtenant aucune réponse, il reprit sa place, se pencha sur son ouvrage et s'appliqua à mouler des jambages ; la jeune fille tapait sur sa machine par brusques rafales ; entre temps, des murmures lointains montaient, venant de la salle des séances ou de la cour.

Lucienne sentait croître sa fièvre. Quand donc viendrait Fauvarques? Viendrait-il seulement?... Et ses chers petits, tout seuls, là-bas?... Mais non, il ne pouvait rien leur arriver de fâcheux, l'ordre régnant au centre de la ville et la rue François-Villon étant située entre l'hôtel de ville et la Préfecture. Il fallait attendre, se décharger à tout prix de ce poids écrasant... Et André?... Cher André! Comme elle était coupable d'avoir méconnu la grandeur de son obstination et aspiré à un bien-être payé d'un tel prix! Comme elle saurait le consoler, son cher mari, et lutter avec lui coude à coude!... Pour la santé de Guy, on trouverait un moyen coûte que coûte... A quoi bon conserver ces meubles anciens, cette argenterie, tous ces souvenirs d'un temps révolu? Mieux valait disperser ces témoins d'un bonheur fini et devenus gênants dans l'atmosphère de leur bonheur nouveau... Ah! comme ils seraient heureux encore, après une telle épreuve, dans la simplicité de leur foyer!... Pourvu qu'André sorte sain et sauf de cette journée maudite, pourvu que la guerre impie n'éclate pas avant qu'elle ait pu le reprendre dans ses bras et dans son cœur!

Elle regarda sa montre. Quatre heures. Il y avait près de deux heures qu'elle attendait. C'était à périr de chagrin.

Elle s'apprêtait à demander au vieux secrétaire d'aller rappeler sa promesse à Fauvarques quand tout à coup on entendit au loin une immense clameur, puis, très nettement, deux, trois coups de feu ; puis le silence ; après quoi la clameur reprit, déferla sans interruption.

Dans la cour une voix commanda :

— Rassemblement!

Les pieds des hommes coururent sur le gravier.

— Rompez les faisceaux!

Le cœur de Lucienne battait avec une telle force qu'à chaque pulsation répondait un coup dans sa tête. Elle crut qu'elle devenait folle. Elle se leva, tourna sur elle-même sans raison, puis s'arrêta, glacée d'effroi. La jeune fille s'était levée aussi et fixait Lucienne avec des yeux de démente. Elle gémissait : « Oh!... Oh!... Oh!... » puis tout à coup elle s'enfuit en courant. Le petit vieux s'était renversé dans son fauteuil en baissant les paupières.

— Monsieur, s'écria Lucienne, je m'en vais. Vous direz à M. Fauvarques...

Le bruit d'une porte ouverte brusquement l'empêcha d'achever. Elle se retourna. C'était Fauvarques, un Fauvarques méconnaissable avec des traits crispés, des yeux brûlés de fièvre et un visage couleur de cendre. Il traversa la pièce d'un pas saccadé.

— Venez, dit-il à voix basse.

Elle fut épouvantée de voir le tremblement de sa main quand il la posa sur le loquet de la porte. Où était le Fauvarques froid, maître de lui, qu'elle était accoutumée à rencontrer?... Comme il s'effaçait pour la laisser passer, elle n'eut pas une seconde d'hésitation malgré sa frayeur et entra dans le cabinet du maire. Pour elle c'était l'heure de la libération, le salut; peu importaient les désagréments passagers. Fauvarques la suivit et rejeta brutalement la porte derrière lui.

Ils se trouvaient maintenant face à face, elle debout au milieu de la pièce, lui arrêté devant l'entrée comme pour en barrer l'accès.

— Alors?... questionna-t-il.

Toutes les phrases préparées à l'avance s'échappaient du cerveau de Lucienne en présence de cet homme dont les yeux, loin de la fixer, erraient ici et là comme ceux d'une bête traquée. Dans le silence ils percevaient la rumeur lointaine dont les remous tantôt proches, tantôt presque imperceptibles, semblaient apportés ou refoulés par le vent. Et soudain le cœur de la jeune femme s'arrêta, glacé. Les regards de Fauvarques s'étaient abattus sur elle, l'enveloppant de leur flamme mouvante, montant et descendant le long de son corps. Lucienne éperdue songea à fuir, mais l'ennemi lui coupait la route. Non, plutôt la lutte. Il fallait couper les ponts, d'un seul coup, rendre impossible tout retour en arrière.

Elle fouilla dans son sac, y saisit l'enveloppe contenant la somme prêtée et dit d'une voix mal assurée :

— Je vous rapporte votre argent. J'ai longuement réfléchi. Accepter serait trahir la confiance de mon mari. Et cela, comprenez-le, il ne le faut à aucun prix.

Fauvarques, muet, conservait la même attitude. Elle posa l'enveloppe sur le vaste bureau placé près d'elle. Mais son courage l'abandonnait en se trouvant si faible, si seule, devant la fureur, invisible et certaine, de cet homme. Elle balbutia :

— Votre générosité m'a profondément touchée et je vous remercie de tout mon cœur. Néanmoins...

— Néanmoins? répéta Fauvarques.

Et il aspira avec force. Lucienne reprit :

— Pardonnez-moi, je m'explique mal. Cet acte si... généreux m'a ouvert les yeux sur le danger de prolonger mes visites chez vous. S'il est une chose dont je dois avoir souci avant tout, c'est du bonheur de mon foyer...

Ces paroles amenaient progressivement un tel changement sur le visage de Fauvarques qu'elle n'osa poursuivre. Les sourcils froncés, les mâchoires contractées, il donnait l'impression d'un être hors de lui-même. Elle se tut et, pour indiquer sa volonté d'en finir, elle ferma son sac d'un coup sec et ajusta ses gants comme pour se disposer à sortir. Fauvarques leva la main.

— Une minute, dit-il.

Il croisa ses mains derrière son dos et, s'élevant de temps en temps sur la pointe des pieds, puis retombant lourdement sur le tapis, il se mit à parler d'une voix sourde :

— Vous songez au bonheur de votre foyer et tous vos actes, dites-vous, doivent tendre à ce bonheur... Parfait... Et moi?... que faites-vous de moi dans tout cela?

Devant l'attaque Lucienne se cabra. Puisqu'il jetait le masque, elle n'avait plus de ménagements à garder. Elle toisa son adversaire avec hauteur.

— Je ne comprends pas, dit-elle. En quoi ai-je à me soucier de vous? Je suis entrée sous votre toit comme simple répétitrice de piano; j'en sors quand et comme il me plaît. Si j'acceptais votre prêt, ma situation serait tout autre et c'est cela dont je ne veux à aucun prix.

Fauvarques baissa les paupières et son visage se contracta

comme si une arme avait fouillé sa chair. Quand au bout d'un instant il rouvrit les yeux, son regard s'était adouci, mais un coin de sa bouche se crispa dans une sorte de rictus.

— Est-ce bien votre droit? dit-il. Oui, oui, je sais... en agissant ainsi vous ne violez aucune loi humaine, mais votre conscience est-elle en paix?

— Je comprends de moins en moins, répondit Lucienne avec froideur.

Alors Fauvarques reprit, en s'animant un peu plus à chaque phrase :

— Vous ne comprenez pas?... Allons donc! Vous ne comprenez pas que vous êtes entrée dans ma vie, que vous y avez pris la première place!... Car le reste... Tenez, en ce moment où se joue une partie formidable, où tout à l'heure la populace viendra peut-être battre ces murs et demander ma tête, eh! bien, je songe à vous, je rêve de vous, je ne veux que vous. Et vous venez ici m'enlever ma force en essayant de me porter un coup effroyable! Non, vous n'avez pas le droit de commettre cette lâcheté.

L'aveu était net, brutal et la situation était du coup comme inondée de lumière. Lucienne sourit, sûre d'elle-même, maintenant qu'elle pouvait combattre à visage découvert.

— Voilà donc, dit-elle, à quoi se réduisait ce désintéressement dont vous faisiez si grand étalage. Brisons là. Plutôt la mort qu'une générosité obtenue à ce prix. Adieu, monsieur.

Elle fit quelques pas pour s'éloigner, mais il se plaça devant elle, interceptant la route.

— Je vous en conjure, supplia-t-il. Ne brisez pas ma vie.

— Vous voulez rire. Votre vie n'est nullement mise en jeu, du moins par moi. Allons, laissez-moi passer.

Elle eût voulu fuir et l'essaya en vain, mais à chaque tentative, Fauvarques se dressait devant elle. Soudain, comme, poussée à bout, elle levait la main pour l'écarter, elle ne put retenir un cri d'épouvante. Le visage de Fauvarques était devenu hideux. Toutes les basses pensées, tous les stupres si longtemps refoulés se lisaient dans son regard. Lucienne éprouva l'effroi du blessé à la vue de l'arme qui va l'achever.

De fait, elle voit luire dans les prunelles du mâle une étincelle meurtrière. Elle veut reculer, mais il lui saisit le bras avec une telle violence qu'elle a la sensation d'avoir les os rompus.

Que faire ? Où trouver un appui ? Dans de telles minutes, la raison disparaît, l'instinct seul commande. Lucienne oublie où elle est, qui l'entoure, quelles questions se poseront ceux qui viendront à son aide. Elle ne songe qu'à échapper au contact de cet homme. Elle crie de toutes ses forces :

— Laissez-moi... Lâche ! Lâche !... Laissez-moi.

Elle espère être entendue, mais Fauvarques, sans se soucier de ses clameurs, l'attire vers lui, l'enserre dans ses bras. Entre ses dents des paroles sifflent, coupées de halètements :

— Rire ?... Vous n'y songez pas... Rire ?... A deux doigts de la mort ?... A deux doigts du bonheur ?... Rire ?... Non. Mais vous aimer, Lucienne... Vous aimer, car je vous aime... Vous avez bien fait de venir... Sans vous la journée n'eût pas été complète.

Renversée en arrière, elle se débat de toutes ses forces décuplées par le désespoir. Au travers du drap léger les doigts de Fauvarques meurtrissent sa chair et des deux bras il écrase la taille de la jeune femme contre lui. Ah ! quelle force insoupçonnée dans ce corps mince, dans ces mains longues et maigres... Jamais elle ne pourra échapper à cette étreinte qui, à chaque seconde, devient plus étroite. Et soudain elle sent une de ces mains glisser le long de son dos, la saisir à la nuque comme dans un étau. Elle secoue désespérément la tête ; son chapeau tombe. Lentement, brisant toute résistance, Fauvarques rapproche de ses lèvres le visage de Lucienne, son souffle brûle sa face. Alors le dégoût la rend folle. Elle parvient à dégager une de ses mains, en plante les ongles dans la joue de l'homme, les ramène vers sa paume, férocement. Avec horreur, elle éprouve la résistance de cette chose tiède et molle que laboure l'extrémité de ses doigts.

— Misérable ! hurle-t-il.

Mais son étreinte s'est relâchée et, d'un coup de reins, elle se dégage. D'un bond elle est de l'autre côté du bureau ; derrière elle, le pas lourd de Fauvarques foule le tapis. Elle court, court, espérant atteindre la porte avant qu'il l'ait rejointe. Une main s'abat sur elle, empoignant le collet du manteau. Prompte comme la pensée, elle arrache un bouton, dégage ses épaules et le vêtement glisse le long de ses bras, reste au poing brandi de Fauvarques. Lucienne atteint la porte, l'ouvre, sort. La rejeter violemment derrière elle, traverser en courant le bureau

des secrétaires, autant d'actes qu'elle accomplit comme une folle et sans réfléchir aux conséquences possibles. Mais le bureau est vide et elle n'entend plus derrière elle le pas de Fauvarques.

Le grand escalier de pierre est également désert. Hors d'haleine, les membres brisés, elle descend maintenant les marches une à une, avec crainte. Elle hésite. Sans chapeau, sans manteau, les mains vides, avec cette simple petite robe noire qui colle à son corps, elle a l'impression d'être nue et couverte d'opprobre. Qu'importe? Fuir, il faut fuir, gagner l'air libre, aller pleurer ailleurs, toute seule.

Voici le vestibule, également vide. Tout le monde est donc parti? On dirait qu'une tempête a balayé l'Hôtel de ville. Et au dehors, quel est ce tumulte bizarre, ce chant formidable et lointain? Qu'importe! Fuir, fuir.

La voilà sous le porche. Il y a là des officiers d'infanterie. Comme ils sont pâles, comme leurs yeux sont dilatés sous la visière des casques. Mais ils ne se soucient pas d'elle. Ils regardent fixement au loin du côté de la place, vers le cours de Juillet. Qu'importe! Fuir.

Et, glissant le long du mur, Lucienne s'échappe.

XIV

Quand André descendit de l'auto devant le quartier Kellermann, le régiment l'avait quitté. Les grilles étaient fermées, les sentinelles placées à l'intérieur. Il n'y restait que trois douzaines d'employés chargés d'en assurer la garde sous le commandement de l'adjudant de semaine Boutaride.

Son ordonnance l'attendait tenant en main leurs deux chevaux. Pendant que le dragon ajustait à la selle le sabre de son officier, l'adjudant Boutaride communiquait à celui-ci les renseignements qu'il possédait. Le préfet, disait-on, avait demandé et obtenu des renforts de troupes. Le deuxième régiment de la brigade arrivait par la route et serait là au début de la nuit. De nouveaux gendarmes mobiles avaient été prélevés sur les garnisons d'Orléans, de Tours, de Nantes, de Limoges, de Clermont-Ferrand; ils débarqueraient, espérait-on, avant qu'aucun trouble sérieux ait pu éclater. En attendant, les escadrons étaient dispersés aux quatre coins de la ville : le premier aux Récollets, le deuxième au faubourg des Drapiers, le troisième

aux abattoirs. Celui du capitaine Geslain, sous les ordres du lieutenant Moreau Saint-Loup, avait été désigné pour la garde du Port et de la Halle-aux-Vins, attenante. Les autos-mitrailleuses étaient disséminées dans les quartiers douteux et y effectuaient des patrouilles, afin de donner à réfléchir aux fauteurs de trouble.

André écoutait et classait tous ces détails dans sa mémoire. Son métier l'avait ressaisi corps et âme et, de son angoisse récente, subsistait seule une meurtrissure dont il était résolu à ne tenir aucun compte.

Il monta à cheval et, suivi de son ordonnance, prit au trot le chemin du Port.

Selon la méthode qu'il s'était imposée il se plaça mentalement en face de la situation et en imagina les péripéties probables; il en déduirait ensuite sa conduite future. La crise arrivée à l'état aigu, une seule chance de salut restait : l'opération chirurgicale. Serait-ce la guérison certaine? Évidemment non. Rien n'est certain dans des cas semblables. Mais on n'avait pas le choix. Attendre?... C'était vouloir le pire, subir d'inévitables complications, plus redoutables à chaque minute. Le bistouri viendrait trop tard. Donc, pas d'hésitation. Si la fièvre ne tombait pas d'elle-même à la vue du chirurgien, ouvrir l'abcès. Après quoi, il n'y aurait plus qu'à s'en remettre au destin.

Mais il fallait compter avec les maîtres du malade, le personnel politique et ses agents, avec le mal qui les ronge : peur des responsabilités, asservissement aux masses, relâchement quasi unanime de l'idée de devoir. En songeant à cette menace, André eut un haussement d'épaules. A des heures comme celle-ci, il était décidé à ne pas s'embarrasser de formules. La peur des coups n'existait pas pour lui. Là comme toujours le bien du pays était seul en jeu. Il obéirait jusqu'à la mort aux ordres de ses chefs militaires; quant aux autres, il agirait selon sa conscience. Les conséquences personnelles lui importaient peu.

Ces principes posés, il se sentit léger et dispos, et il allongea l'allure dans la direction fixée.

Les larges avenues conduisant au pont Colbert offraient un aspect désolé. Elles rappelaient les rues de ces villages qui, en 1914, après avoir vu défiler les dernières troupes françaises en

retraite, attendaient dans l'épouvante l'arrivée de l'ennemi. Au pont même, une dizaine de gendarmes, l'arme au pied, barraient l'accès de la rive droite sur laquelle une auto-mitrailleuse était en position.

— Bigre... murmura André. Se déciderait-on à montrer les dents?... Quelle sottise d'avoir tant tardé et de risquer un massacre là où un peu d'énergie, employée à propos, eût suffi!

Sur le quai de la Marine, André reprit le trot et quelques minutes plus tard il atteignait la Halle-aux-Vins. Le quartier semblait abandonné de tous ses habitants. Moreau Saint-Loup lui rendit compte des dispositions prises. L'escadron était pied à terre à l'intérieur de la halle et tous les quarts d'heure une patrouille à cheval, accompagnée d'agents cyclistes, en faisait le tour, puis longeait le port maritime de bout en bout.

André mit pied à terre et rejoignit ses chefs de peloton assis devant la grille de la Halle-aux-Vins. De là le regard embrassait dans toute sa longueur une avenue plantée de tilleuls, qui s'allongeait entre les docks d'une part et les hangars de la halle d'autre part.

Chacun de ses officiers, avec son tempérament propre, partageait son opinion sur la nécessité d'une action vigoureuse. Il fallait décourager toute tentative de désordre. Dans cet état d'esprit, Moreau Saint-Loup conservait son attitude renfermée et mélancolique; Baudigny était mis en fureur par l'obligation où il s'était trouvé d'interrompre l'entraînement de son cheval Pickwick en vue d'un prochain *hors-série*; quant au sous-lieutenant de Faivret, ses vingt-deux ans s'exaltaient devant cette situation tragique et, pour enrayer l'émeute, s'emparer des meneurs et les mettre hors d'état de nuire, il avait plusieurs plans extraordinaires et il les exposait, les entremêlait, les compliquait avec un sombre enthousiasme.

Rassuré de ce côté, il parcourut les rangs de l'escadron, interrogeant les sous-officiers et les hommes, leur expliquant d'un mot le rôle qui leur était dévolu et s'assurant de la bonne volonté de tous.

André était tranquille. En cas de conflit, il aurait derrière lui une troupe dont aucune défaillance n'était à craindre. Il rejoignit ses officiers et s'assit au milieu d'eux. Faivret exposait un nouveau plan de répression d'une complication fantastique. Raillé par Baudigny, il allait prendre son capitaine à

témoin, quand il s'arrêta net au milieu d'une phrase et resta en suspens, la bouche ouverte, l'œil écarquillé, un doigt en l'air. Une clameur formidable venait d'éclater au loin, vers l'extrémité opposée de la ville. On entendit un coup de feu, puis ce fut le silence; et, dans ce silence, deux autres détonations, coup sur coup. Sur quoi la clameur reprit, plus colossale encore.

Les quatre officiers s'étaient dressés. On a beau avoir fait la guerre pendant quatre ans, en avoir supporté les effroyables canonnades, rien ne paraît plus atroce qu'un coup de fusil éclatant de la sorte, sauvagement, au sein de la cité où l'on est accoutumé de vivre. Le cœur se pétrifie et l'imagination galope. L'image de la mort surgit. Ici, surtout, à l'heure où une goutte de sang versée pouvait avoir d'incalculables suites, la commotion avait été rude.

—C'est vers le Pont-Tournant, dit Baudigny, en secouant sa pipe sur son talon avec un calme affecté.

Un agent cycliste s'était approché du groupe.

— Pourtant, dit-il, il ne devrait pas y avoir grand chose à craindre de ce côté. Le pont est ouvert depuis ce matin et le poste de commandement se trouve sur la rive droite.

— Ah! ne pas savoir..., soupira Faivret, très pâle.

Des dragons, quittant leurs chevaux, s'étaient approchés de la grille et leurs yeux, démesurément agrandis, interrogeaient leurs chefs.

— Des nouvelles! s'écria Moreau Saint-Loup en étendant le bras dans la direction des quais.

Au bout de l'avenue, un motocycliste militaire débouchait à toute vitesse. Il s'arrêta brusquemment à hauteur du groupe et, resté en selle, jambe de ci, jambe de là, cria :

— Le capitaine Geslain?

André se fit reconnaître.

L'estafette tira un papier de sa veste de cuir et le tendit. Quelques lignes avaient été hâtivement tracées au crayon sur la feuille arrachée d'un carnet. André les lut à demi-voix :

« Le capitaine Geslain se portera immédiatement et aux allures vives, avec tout son escadron, sur la place de l'Hôtel de ville où il trouvera des ordres.

« Chateau-Chabas. »

Chacun courut à sa monture. En attendant qu'on lui ame-

nât Tiburce, le capitaine questionnait le motocycliste. Celui-ci ne demandait qu'à placer son récit :

— Paraît qu' « ils » ont passé le fleuve sur un bateau au delà de la ville et ils sont revenus ensuite à la course par les petites ruelles du Faubourg de Paris. Le poste qui gardait le pont a été surpris avant de comprendre ce qui lui arrivait. Alors, ils ont vivement tourné le pont. Les autres avaient le mot. Ils s'étaient massés de l'autre côté, rue de la Ferraille et place Jules-Vallès, et ils se sont précipités en criant tant qu'ils pouvaient. Les gendarmes ont voulu barrer le pont. On les a f... à l'eau. A ce moment, une patrouille a tiré... Après, dame !

André était fixé. Le fleuve franchi, aucune chance ne restait d'éviter le choc. Un désespoir immense l'envahit, pareil à ceux qu'il avait éprouvés jadis, en 1914, aux plus mauvais jours de la retraite. Si la révolte triomphait ce soir-là, elle s'étendrait sur tout le pays comme un raz de marée. Pauvre France qui se mourait de n'avoir pas de chef !

Il monta à cheval et se plaça en tête de son escadron.

— Au trot, commanda-t-il.

De la Halle-aux-Vins à l'Hôtel de ville la route était brève. Tout en avançant, André prêtait l'oreille. Derrière lui, pas un mot, le trot rythmé de cent chevaux, le cliquetis des armes, le bruissement indistinct de cent dragons chevauchant avec le calme et l'assurance d'une troupe bien en main. Devant lui la tempête, plus proche à chaque foulée. Tout cela était normal, prévu. Il allait être placé en face du plus terrible devoir qui puisse échoir à un soldat. Il l'acceptait sans murmure, décidé à servir jusqu'au bout.

Sa pensée, l'instant d'un éclair, alla vers sa femme. Ah! comme en de tels moments il l'appelait, il lui ouvrait son cœur! Sans elle, son âme n'était qu'une plante privée d'eau, d'air, de soleil. Lucienne l'avait vivifiée en l'entourant de mille soins. Grâce à elle, sa vie s'était épanouie. Cette cruelle journée lui ouvrirait-elle les yeux? Aurait-elle enfin la perception nette des raisons qui lui ordonnaient, à lui soldat, à lui chef, de rester à son poste? Il se jura d'avoir avec sa femme, à la lumière de cette heure tragique, une explication définitive.

André, dès qu'il déboucha sur la place, eut l'impression d'être sur le terrain de la partie décisive. Le général Bedeau de Bélières, le colonel de Château-Chabas, tous deux à pied, étaient

là; il y avait également le major de la garnison, le colonel de gendarmerie, le commissaire central et une douzaine de civils, tout ce monde groupé autour d'une grosse limousine où le préfet, écroulé et verdâtre, levait les bras au ciel.

Un officier accourait au-devant de l'escadron. C'était le brave Bouquetot, le capitaine adjoint de Château-Chabas.

— Le colonel te fait dire de te former en bataille au bout de de la place, face au cours de Juillet.

Il s'était placé à hauteur du capitaine Geslain et allongeait les jambes pour marcher au pas de Tiburce.

— Ça va mal, dit-il en fixant le sol.

— Où en sommes-nous? demanda André, tout en faisant évoluer son escadron.

— Je n'ai rien vu. Nous sommes revenus des Récollets au galop, quand on a su qu'ils s'étaient emparés du Pont Tournant. Le général a envoyé là-bas tous les gendarmes dont il pouvait disposer, mais comment, avec de si faibles moyens, arrêter une lame de fond? Ils sont au moins dix mille, entraînés par quelques douzaines de criminels prêts à tout, étrangers pour la plupart. Il y a déjà des morts et l'on promène leurs cadavres dans les quartiers de la Basse-Ville. Ils demandent qu'on leur livre Fauvarques...

— Fauvarques!

— Si cela ne tenait qu'à moi!... grogna Bouquetot.

Il était devenu tout rouge et serrait les poings. Dès que l'escadron fut formé à l'endroit indiqué, Bouquetot s'éloigna. André, très calme, fit face à la ligne de bataille et ordonna :

— Un coup de sangle aux chevaux et dégagez les dragonnes.

Puis, sans hâte, il se remit face en tête. Devant lui, au delà des bâtiments de la Faculté de droit, dans le quartier paisible, dont les rues anciennes descendaient vers le fleuve, montait un chant de mort qui se rapprochait peu à peu. Mais le cœur d'André battait régulièrement. Les dés étaient jetés; il ne lui restait qu'à accomplir les actes du soldat. Il était prêt.

— Geslain, je suis heureux que ce soit vous qui soyez ici.

Le colonel de Château-Chabas s'était approché et flattait l'encolure de Tiburce. La main à la visière du casque, André s'inclina. Le colonel poursuivit en désignant du doigt l'extrémité du cours de Juillet :

— Le préfet a décidé qu'il fallait à tout prix empêcher

l'émeute d'atteindre l'Hôtel de ville... Le général a fait appeler tous les escadrons. Arriveront-ils à temps? Et même les cyclistes envoyés pourront-ils les atteindre? Mystère. A tout hasard, il a fait demander Feugères qui surveillait le Pont-Vieux... Dieu veuille qu'on n'ait pas à se servir des mitrailleuses! Ce serait...

Le ronflement d'un moteur lui coupa la parole. Une automitrailleuse débouchant sur la place, vint se ranger devant le centre de l'escadron. Feugères lui-même, tête nue, se dressa hors de la tourelle et échangea un salut de la tête avec André. Le jeune capitaine semblait agacé et nerveux. Tourné vers Château-Chabas, il lui dit :

— Mon colonel, me voici à vos ordres. Par malheur, ma seconde voiture est en panne au Pont-Vieux. J'espère qu'elle va rejoindre.

— Mon ami, répondit le colonel, je n'ai aucun ordre à vous donner. Rien ne se fera que d'ordre du général d'accord avec le préfet et le commissaire central. Adieu. Je me retire, ne pouvant que vous gêner.

Geslain et Feugères se retrouvaient face à face et il leur avait suffi d'échanger un regard pour se sentir plus forts. Mais ils n'eurent pas le temps de se communiquer leur pensée.

— Voici Verbech, dit Feugères en regardant du côté de l'Hôtel de ville.

André se retourna sur sa selle.

Or, à ce moment précis, une mince forme noire se glissait hors de l'Hôtel de ville et ce fut vers elle, si humble, si infime sur l'immense place, que le destin guida le regard de l'officier. Là, en pleine lumière, il eut ce spectacle atroce : Lucienne, tête nue et la chevelure en désordre, à demi dévêtue, rasant les murs d'un pas titubant, fuyant comme une voleuse de cette maison où Fauvarques était maître. André, sous le choc, eut la sensation que la vie se retirait de lui et des deux mains il dut se cramponner à sa selle pour ne pas s'écrouler. Autour de lui ses yeux ne distinguaient plus qu'un brouillard rouge. Son existence était brisée, son amour mort. Il poussa un gémissement.

Feugères n'avait rien perdu de la scène et sa douleur, doublée par celle dont il était le témoin pathétique, était telle qu'il crut perdre la raison. Il bégaya :

— André, André, mon vieux...

Cette voix rappela le capitaine Geslain à la réalité. Il eut honte. A des minutes semblables on ne s'abaisse pas à pleurer sur soi-même. On fait face. Seul, on juge, on agit. Il tendit toutes ses forces pour arriver à reprendre un visage impassible. Tourné vers son ami, il distingua peu à peu sa figure bouleversée. Mais Feugères n'était pas dupe. Sûr de ne point se tromper, il insista :

— Non. Ne crois pas cela. Ce n'est pas ça..., ce n'est pas ça...

— Tais-toi, je le tuerai.

— Non, te dis-je, je t'expliquerai...

Mais il ne put achever. Un frémissement avait couru le long de l'escadron et les rejetait brutalement en plein drame. Au fond du cours de Juillet deux chevaux sans cavalier venaient de déboucher emportés par un galop fou, zigzaguant. Leurs étriers vides battaient leurs flancs et l'un deux avait le chanfrein et le poitrail rouges.

En même temps, comme les bras d'un torrent ayant rompu sa digue, un double flot noir emplit les rues longeant de part et d'autre la Faculté de droit, encercla celle-ci tout à fait et s'étala en une seule vague à l'autre extrémité du cours. L'armée de la révolte avançait. Elle avançait en chantant. Et c'était toujours le même hymne où chaque strophe se terminait par ce cri sinistre, clamé deux fois :

Révolution! Révolution!

Révolution... Hurlé en cadence par des milliers de voix, le mot s'élevait vers le ciel comme un blasphème; il fouaillait les murailles, se coulait par les rues et balayait l'air d'un souffle mortel. Toute la ville en semblait empestée.

Au-dessus de la houle des têtes, oscillaient comme des épaves des loques rouges et noires, des bandes de calicot portant des inscriptions et brandies à bout de bras. Et la foule grossissait, grossissait, pareille à des flots de sang propulsés par un cœur gigantesque.

En face d'elle, frêle rempart, la troupe se dressait.

Muette et soulevée de dégoût, elle enfermait sa rage dans l'immobilité du garde-à-vous, mais chacun songeait à venger les camarades assassinés. André et Feugères avaient refoulé leur tourment. Leur esprit de chef envisageait, jaugeait, supputait. La coulée de lave vomie par le hideux volcan allait-elle

les submerger? Allaient-ils se précipiter contre elle, s'efforcer de la diviser, de la rejeter vers sa source?

A vingt pas devant eux, ils voyaient le commissaire Verbech se dresser, isolé, avec une face de cadavre. Derrière lui, à deux pas, un tambour d'infanterie, petit et trapu, se tenait, le corps droit, les talons joints, les baguettes en travers de la caisse.

Au même instant, le lieutenant-colonel Mermetz, major de la garnison, suivi d'un officier de la place, se dressa entre les deux capitaines. Lui aussi était affreusement pâle, avec, dans le regard, une expression désespérée. Il se mit à leur parler d'une voix saccadée que le chant des émeutiers, de plus en plus proche, couvrait presque.

— Messieurs, dit-il, voici les ordres. Il ne faut pas que l'émeute prenne pied dans l'Hôtel de ville. Le préfet s'est entendu avec le général et prend la responsabilité de tout... A la deuxième sommation, si le rassemblement ne se dissout pas, vous, Feugères, vous tirerez une bande de mitrailleuse et vous, Geslain, vous profiterez de la panique pour charger au galop. Il faut coûte que coûte...

Le lieutenant-colonel n'eut pas le temps d'achever. Un roulement de tambour lui coupa la parole. Le silence s'était fait instantanément. La masse des manifestants oscilla un moment, puis se figea.

Sur un signe d'André, tout l'escadron avait mis sabre au clair.

Face à l'émeute, le commissaire Verbech, dressé sur la pointe des pieds, glapit de sa voix perçante :

— Au nom de la loi, dispersez-vous. Que les bons citoyens se retirent. La troupe va faire feu.

De la foule partit un hurlement sauvage. Ce furent d'abord mille imprécations se fondant en une cacophonie indescriptible. Mais bientôt toutes les voix se fondirent en une seule formant comme un chœur immense et répétant ces trois mots inlassablement, sur la même cadence :

— A mort Fauvarques ! A mort Fauvarques ! A mort !... A mort Fauvarques ! A mort !...

Feugères, toujours debout sur le strapontin de sa mitrailleuse et émergeant de la tourelle, s'adressa au lieutenant-colonel Mermetz :

— Mon colonel... Tirer là-dedans... Savez-vous que je vais abattre une centaine d'hommes?

Le lieutenant-colonel eut un geste de désespoir.

— C'est l'ordre, dit-il. Obéissons.

— Pour sauver un Fauvarques !... dit encore Feugères, les mâchoires crispées.

Il descendit du strapontin, se courba et épaula sa mitrailleuse. L'œil au guidon, il visait la masse vivante agglomérée à cinq cents pas. André, calme comme à la bataille, ne songeait plus qu'à s'employer pour le salut du pays.

Cependant, sur un signe de Verbech, un nouveau roulement de tambour venait encore de dominer le tumulte.

— Au nom de la loi.... commença-t-il.

Il n'alla pas plus loin. Dix milles poitrines poussèrent un cri formidable et la foule des révoltés se rua vers l'Hôtel de ville. Le commissaire Verbech revenait à toutes jambes en criant :

— Tirez !... Tonnerre de chien !... Mais tirez donc !

André jeta un regard sur la tourelle que Feugères n'avait pas pris la peine de fermer. Celui-ci, d'un geste brusque, désarma sa mitrailleuse et, se redressant :

— Pour ce s...d ?... Jamais ! dit-il.

Tout cela avait duré l'espace d'une seconde. Mais André avait eu le temps d'écouter en lui-même. Il lève son sabre et d'une voix éclatante commande :

— Escadron en avant... au galop !

Derrière lui l'escadron s'ébranle, pareil à une muraille vivante. Le flot des mutins, à cette vue, hésite, ralentit, s'arrête. Mais la charge est lancée. André n'hésite pas : il le faut... Une hésitation, une faiblesse et ce sont des centaines de vies humaines sacrifiées, et qui sait ? peut-être un désastre effroyable s'abattant sur la France.

Il pousse Tiburce dans la foule qui reflue.

Et soudain un coup de feu claque. André porte la main à sa poitrine où il a ressenti un petit choc. Mais aussitôt son regard se brouille, sa tête se transforme en une masse de plomb. Il lâche ses rênes, il tombe.

La charge le dépasse, balaye la place, se fond à la foule épouvantée sur laquelle les sabres, comme des fléaux, retombent.

. . . .

LUCIENNE GESLAIN A LOUIS FEUGÈRES

Factorerie de Bakoundé-Kalei, par Mapolo (Gabon)

27 décembre.

« Mon ami,

« Ne m'accusez pas d'ingratitude ou de paresse. Pour la première fois depuis six mois je me trouve seule, entourée de paix, l'âme en repos. Et c'est ce premier loisir que je vous consacre.

« Mon cher mari est guéri. Il est remonté à cheval hier pour la première fois. Ah ! Feugères, si vous l'aviez vu !... Quand il s'est trouvé en selle sur Tiburce, il m'a jeté un regard chargé d'une telle joie que j'ai senti vraiment tout ce que contenait pour lui ce mot : servir, — et servir en cavalier. Comme ce regard m'a fait mal ! N'ai-je pas failli briser sa carrière d'officier, moi, sa compagne, sa maîtresse, sa servante, sa maman ?... J'ai dû fuir pour cacher mes larmes.

« Il a été longtemps avant de retrouver ses forces et de combien de soins j'ai dû l'entourer jusque-là ! Songez à ce que fut mon existence depuis le mois d'avril. Tout en passant de longues heures à son chevet, j'ai dû, presque seule, faire face à mille difficultés, détourner mille embûches. J'ai dû, de moi-même, prendre l'effroyable résolution de bouleverser de fond en comble notre genre de vie, alors qu'André était encore trop faible pour qu'on me permît de le consulter.

« Ah ! ce fut un instant pathétique. A de telles heures, il ne faut pas regarder en arrière, si l'on ne veut pas faiblir. « Tu as vécu tant d'années dans cette maison ornée par tes soins, tu y as connu des jours adorables dans un décor de choix, tu y fus gâtée, aimée, fêtée. Renonce à tout cela, accepte ce toit médiocre, ces chambres blanchies à la chaux, cette cour de ferme. Ce sera là désormais ton foyer. » Il faut un cœur d'airain pour se parler ainsi et pour réaliser soi-même ce renversement de tout ce qui a été. Telle fut la tâche à laquelle je me suis vouée.

« Vous souvenez-vous de la petite maison où logeait le capitaine Lebouq, rue de la Butte-au-Moulin ? C'est elle que nous

habitons maintenant, au milieu des charrettes maraîchères, des herses, des brouettes et des cloches à melon. Le bon père Lebouq, à la naissance de son cinquième enfant, a dû émigrer. Il occupe maintenant une grande bâtisse, ancienne auberge de rouliers, sur la route de Paris, à huit cents mètres de l'octroi. Il a acheté une bicyclette et l'enfourche chaque soir pour faire les trois kilomètres qui le séparent du percepteur et en revenir après minuit.

« Notre demeure actuelle, vous le voyez, ne rappelle que de loin le pavillon de la rue François-Villon, avec son escalier de pierre, ses vastes pièces, ses hautes fenêtres et ses boiseries. Mais ce petit coin possède des qualités précieuses. Il y a de l'air pur pour nos petits et de la lumière à profusion pour nous tous. Nous sommes entourés de braves gens, travailleurs, silencieux et s'efforçant à de bonnes façons envers les nouveaux pauvres que nous sommes. Et puis, surtout, il y a le prix du loyer... C'est là, vous le devinez, la principale raison de ma prédilection pour ce nouveau foyer.

« Tout cela et le reste a coûté beaucoup d'argent. J'ai dû vendre une grande partie de notre mobilier. Cela m'a été très dur, mais quand un parti est pris, il ne faut pas hésiter, il faut aller jusqu'au bout sans faiblesse. J'ai eu ce courage. J'ai aussi vendu notre argenterie et les quelques bijoux dont je n'avais pas voulu me séparer jusqu'ici. Que d'amertume et de regrets sur le moment, mais aujourd'hui quelle fierté! La Grèverie et sa femme ont été parfaits pour moi. Ils m'ont aidée, conseillée de toute manière, et grâce à eux les mercantis ne m'ont pas complètement étranglée. J'ai pu faire face à tout.

« Par La Grèverie également, j'ai fait la connaissance d'une créature exquise, Mme de Vennelle, dont le mari a été tué aux Éparges. Elle est restée veuve avec une petite fille. Plutôt que de vendre le grand chalet qu'elle possède en Savoie, au-dessus d'Arvillard, elle en loue une partie pendant la belle saison. Elle a consenti à y emmener mon Guy pendant cinq mois. Le petit homme a été d'une bravoure extraordinaire. Il est parti sans une larme et nous est revenu en septembre avec une mine superbe. Le voilà maintenant à Saint-François de Sales où il travaille comme un ange. Geneviève est plus blonde et plus fraîche qu'elle ne le fut jamais. Les deux chers

petits envoient des milliers de baisers à leur lointain ami.

« Car vous êtes loin, Feugères, et cet éloignement est la seule ombre qui s'étende sur notre vie. Vos lettres nous assurent de votre félicité. Il fallait donc que cela fût. Vous trouvez plus de satisfaction, dites-vous, à planter la canne à sucre au milieu des nègres qu'à essayer de transformer de futurs électeurs en guerriers. Je crois pourtant découvrir entre vos lignes des traces de mélancolie. Vous affirmez ne rien regretter en dehors de vos amis Geslain. En êtes-vous bien sûr?

« Ce qui vous manque, je vais vous le dire. C'est l'idéal auquel vous aviez consacré votre vie et qu'une trop grande injustice vous a poussé à abandonner dans un sursaut de dégoût. Pour des êtres tels que vous, il est pourtant la seule raison de vivre et d'agir. C'est lui qui a arraché André à la mort, et lui seul permet de souffrir tout ce que nous avons souffert dans notre âme et dans notre chair. Vous nous dites : là-bas, je sers encore. Certes. Mais vous ne goûtez plus la saveur du sacrifice comme nous la goûtons ici, et des âmes comme la vôtre ne se contentent pas de victoires faciles. Je suis tranquille. Vous ne resterez pas longtemps sourd à l'appel du passé et vous nous reviendrez.

« Et moi?... Moi, je suis heureuse. Oui, heureuse. Voyez-vous, Feugères, avoir un grand amour dans sa vie, avoir failli le perdre et l'avoir reconquis tout entier, c'est le plus grand bonheur qu'une créature humaine puisse souhaiter ici-bas. Ce bonheur, je l'enferme en moi, je l'écoute, je le respire, je le caresse, je le contemple en secret. Il me suffit. Grâce à lui, il n'y a plus d'obscurité autour de moi et j'avance dans la lumière. Oh! notre vie n'est plus au grand soleil d'autrefois; elle est dans une clarté paisible, douce, sans éclat, mais aussi sans nuage; mon amour me donne toutes les consolations et toutes les forces.

« Eh! oui, je gravis encore des escaliers, je tire des sonnettes, j'écoute d'interminables gammes et touche de lamentables cachets; mais j'accomplis avec joie ces ingrates besognes en songeant aux quelques douceurs que, grâce à elles, je puis donner à Guy, à Geneviève...

« Je vous l'ai dit : ne pas regarder en arrière, voilà le secret de ma félicité. Quand on est femme d'officier, dans la France d'aujourd'hui, il faut accepter sans révolte une existence grise.

Elle est faite à l'image de l'uniforme de nos soldats. A notre époque de démocratie échevelée, toute élégance et tout brillant, voire toute politesse et toute grâce, sont l'objet d'une sorte de haine. On nous le fait bien sentir. Qu'importe! On peut aimer dans l'ombre un métier qu'on eût préféré exercer en pleine clarté et sous des couleurs chatoyantes. André continue à l'aimer tel qu'on le lui impose et je suis à ses côtés sans regret.

« Au revoir, mon ami. Je pense souvent à vous, soyez-en sûr. Sans votre appui, sans l'apaisement que vous avez donné à mon mari, à mon sujet, que serais-je devenue? André n'eût pas survécu à sa blessure et je serais morte de chagrin. Vous avez sauvé deux fois mon bonheur. Vous souvenez-vous de notre entrevue quai Rollon? Ah! Feugères, comme vous avez été loyal et brave! J'étais brisée, mais lucide, et j'ai compris la grandeur et la beauté d'une amitié comme la vôtre. Vous m'avez sauvée de moi-même à une heure où j'étais sans défense et où ma détresse pouvait causer l'irréparable. Je ne l'oublierai jamais.

« Soyez heureux, Feugères, comme nous le sommes et aimez-nous toujours, comme nous vous aimons.

« Au revoir, mon ami.

« LUCIENNE. »

MARCEL DUPONT.

DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE

III [1]

LA PORTE ORIENTALE DU MAROC. — FEZ

L'ACCÈS du Maroc oriental est devenu relativement facile : ce n'est plus le pays hostile et fermé d'autrefois, où l'on ne pouvait s'aventurer, — du moins de ce côté, — qu'à la faveur d'un déguisement. Les communications avec l'Algérie sont elles-mêmes assez rapides, sinon très commodes. La cloison étanche entre les deux régions semble abattue définitivement. On peut partir d'Alger à neuf heures du soir par un express un peu somnolent et arriver le lendemain à Fez entre dix heures et minuit : soit environ 25 heures pour parcourir plus de 1000 kilomètres. J'ai vu des personnes pressées sauter du train dans un autocar et, de l'autocar, dans un autre train, pour être à Rabat le surlendemain matin.

En cette partie orientale du Maroc, contrée encore farouche et à demi déserte, l'autocar est à peu près l'unique moyen de transport. Il y a bien un chemin de fer à voie étroite, qui va de Fez à Oudjda et ainsi se rattache au réseau algérien. Mais il n'a guère d'utilité que stratégique et il est impraticable pour des voyageurs européens : de sorte que l'automobile triomphe dans toute cette région. Cela me rappelle le beau temps des diligences, ces vieilles pataches algériennes qui mettaient cinq

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

jours pour aller de Boghari à Laghouat. Même promiscuité, souvent fort désagréable. Il me semble pourtant qu'il serait facile d'avoir des voitures à plusieurs classes, ou des voitures de différentes classes. Même omnipotence dévolue au mécanicien, qui est un personnage aussi superbe que les vieux conducteurs de diligences grincheux et mal embouchés. Mais il faut avouer que les sièges sont beaucoup plus confortables, si la place y est étroitement mesurée. Cela finit par devenir un affreux supplice de passer huit ou neuf heures consécutives, encaqué entre deux banquettes sans pouvoir allonger une jambe, ni même faire un mouvement, et sans autre espoir de soulagement que de brèves escales souvent mangées par les retards. Heureusement la vitesse vous console de tous ces inconvénients. Ces énormes et lourdes automobiles font, en moyenne, soixante kilomètres à l'heure.

Ajoutons d'ailleurs qu'une très bonne route conduit d'Oudjda à Fez. Dès mon entrée au Maroc, le réseau routier m'émerveille. Sous la pression des nécessités de la guerre, on a accompli, en quelques années, des travaux qui, en temps normal, auraient peut-être demandé un quart de siècle, si ce n'est plus. Ce réseau a quelque chose de fastueux : relais bien disposés, nombreux services d'autocars qui se concurrencent, poteaux indicateurs plantés à profusion et en bonne place. De distance en distance, de grands panneaux de maçonnerie, véritables murs blanchis à la chaux avec des inscriptions en gros caractères qui se voient de loin et dans tout l'élan de la vitesse. Et ces panneaux indicateurs mentionnent des villes aux noms sonores, des trajets imposants et qui font rêver : *Tunis, 2000 kilomètres !...* Cela donne une haute idée de l'Empire. Cela rappelle le Milliaire d'or du Capitole, les bornes des voies romaines, l'Itinéraire d'Antonin, — enfin une foule de choses glorieuses. Et cela vous donne une certaine fierté, lorsqu'on traverse cette région d'Oudjda-Taza, qui, il n'y a pas trois ans, était envahie et menacée par les tribus rebelles. La paix française a rétabli la sécurité. Les indigènes sont les premiers à en profiter. En longues files cavalcadantes ou pédestres, ils osent sortir de leurs gourbis. Ils encombrent les routes, voyageant et trafiquant tout à leur aise, — et cela sous notre protection, sans avoir besoin, comme autrefois, de kilomètres de remparts pour se mettre à l'abri de l'agresseur, eux et leurs troupeaux. A

peine, çà et là, un bordj ou un camp fortifié. Les autos françaises vont et viennent, en un roulement presque ininterrompu. Mais les autos marocaines sont peut-être encore plus nombreuses...

Au milieu de toute cette poussière, de tout ce vacarme de transit et de charroi, en suivant, d'un bout à l'autre, des registres compliqués de fils télégraphiques ou téléphoniques, on ne peut pas oublier qu'on traverse une région d'une sauvagerie presque désertique, un paysage qui me rappelle cette étrange plaine de Bougzoul, d'où je viens. Ce paysage, je le vois s'ébaucher dès la sortie d'Oudjda.

Il est de très grand style : à l'horizon, toujours ces dunes, ces pitons, ces cônes, ces formes étranges des montagnes sahariennes, avec leurs bizarres échancrures, leurs bords dentelés comme ceux des conques ou des coquilles Saint-Jacques et surtout cette singulière apparence de minceur qui les fait ressembler à des plaques de marbre se haussant les unes derrière les autres. Puis les montagnes, à mesure qu'on avance, reculent dans des profondeurs indistinctes, — d'immenses étendues stériles se déploient, aux arrière-fonds fascinateurs, où s'étirent des mousselines bleues et mauves sur de grandes surfaces cristallines, liquides et transparentes, pleines de mouvants fantômes. Et l'immense plaine expire en une succession de vagues figées, une mer minérale d'où émergent des apparences de pylônes, de portiques démantelés, de remparts en ruines, dont les brèches s'ouvrent sur des ciels de rêve aux colorations immatérielles et fugaces, qui passent du bleu tendre au violet sombre. Et par derrière cette fantasmagorie, en cet avril peu sûr, une formidable barre nébuleuse, un amoncellement de vapeurs poussées par le souffle de l'Atlantique déferle des profondeurs crépusculaires et menace de tout submerger. Puis, finalement, dégagés par la tempête, les hauts sommets des montagnes reparaissent : l'Atlas se découvre dans toute sa gloire, l'Atlas supportant sur ses épaules le poids des nuées, l'écroulement du ciel. Le mythe antique redevient une réalité...

Après Taza, les très hautes montagnes ont complètement disparu. La barre pluvieuse, poussée par l'ouragan dans un ciel encore clair, occupe tout l'horizon. Alors commencent de vastes espaces lépreux, des terres plates à l'infini, où l'on ne distingue que des touffes d'alfa et les grosses boules vertes des

bétuns, la terre fauve qui rosit un moment dans le crépuscule et qui se moire de plaques de sel. Maintenant, l'ouragan fait rage. Les orges maigres et les touffes d'alfa ondulent, à perte de vue, comme une mer houleuse. Nous roulons dans le vent et dans la nuit...



En pleines ténèbres, sous un ciel d'encre, que l'on sent lourd de pluie, nous arrivons à Fez. Brutalement l'autocar nous dépose devant une gare vaguement mauresque, qui brille de tous ses feux, en rase campagne, — véritable oasis lumineuse et bruyante, qu'on s'étonne de trouver là, dans cette noirceur nocturne et ce silence des terres désertes... Branle-bas de débarquement. Comme nous sommes fort en retard, les voyageurs se précipitent à l'assaut du train qui va partir. En une mêlée hurlante, les portefaix s'emparent des valises et tout ce monde s'écrase sur les marchepieds des wagons-lits, qui, demain, à l'aube, seront à Rabat. Devant la gare, par bonheur, stationnent quelques autos de louage. Je me jette, harassé, dans une guimbarde disloquée et gémissante, et nous voilà partis vers Fez. C'est un vrai voyage. La ville neuve, dont je n'aperçois même pas les lumières, est à plusieurs kilomètres de la ville indigène. Nous zigzaguons à travers les ténèbres et, malgré la vitesse de l'auto qui s'emporte, je commence à trouver ce trajet horriblement long. Pendant quelque temps, nous contournons de hauts murs, qui me paraissent d'antiques remparts de forteresse. Puis plus rien, ni murailles ni habitations. Nous grimpons de fortes rampes, où je perçois, dans des ravins invisibles, des bruits de cascades et d'eaux courantes... Soudain, une porte qui a l'air de conduire en ville, mais nous ne la franchissons point et nous longeons encore une fois des murs nus... Puis, de nouveau, la campagne... Puis une autre porte, un étroit couloir, bordé de jardins et de vagues maisons aux rares ouvertures. Enfin un carrefour très resserré et assez mal éclairé par une ampoule électrique. C'est là !... L'Hôtel transatlantique, le terme, pour moi, de cette longue et accablante étape...

Il est à peu près minuit. Sous le ciel lourd et moite, un silence impressionnant emplit ce carrefour aux airs de coupe-gorge. En face de l'hôtel, je distingue le bureau de poste. Je

me rappelle qu'en 1912, c'est de là que partit l'insurrection et que, dans la maison voisine, où est la chapelle des Franciscains, des télégraphistes français furent assassinés... Souvenirs importuns et qui me gâtent mon arrivée. Dans la chambre, où j'ai fini par trouver un gîte, j'entends de tous côtés le murmure de l'eau, des chutes dans des vasques, des grondements de vannes, un bruit perpétuel de cataractes. Et puis, sur les terrasses, juste au-dessus de ma tête, quelque chose comme un crépitement de petites balles : c'est la pluie qui se met à tomber.

Une pluie tenace et désolante ! Il faut m'y résigner. Les printemps africains sont rarement beaux. Je l'avais un peu trop oublié. Et pourtant, ce soir, lorsque je traversais la plaine désertique de Guercif, cette barre nébuleuse qui écrasait les sommets de l'Atlas aurait dû m'avertir, — et aussi cette borne rencontrée en cours de route, cette inscription en grosses lettres noires, marquant le partage des eaux entre le versant atlantique et le versant méditerranéen. Ici, nous sommes sous les urnes de l'humide et pluvieux Atlantique, sous un climat aussi différent de celui de l'Algérie que peut l'être des Pyrénées orientales la région aquatique des hautes et basses Pyrénées. Nous sommes en pleine Occitanie, — enfin au cœur de ce Moghreb, que je m'étais représenté sottement comme un Sud algérien renforcé, plus monté de chaleur et de lumière. Quelle surprise d'y trouver le froid et la pluie !... Le lendemain, au réveil, par la fenêtre de ma chambre, j'aperçois un ciel noir de nuages, où claque tristement le fanion mouillé de la Compagnie transatlantique. Le petit carrefour de l'hôtel est envahi par des ruisseaux boueux. A de certains moments, l'averse fait rage... Non ! ce n'est pas ainsi que j'avais rêvé Fez !

Mais je sais, par expérience, que nous en avons pour longtemps, qu'il est vain de se lamenter et d'espérer un retour prochain du soleil. Je prends mon parti de voir Fez en parapluie et je me lance à la découverte...

« FEZ LA MYSTÉRIEUSE »

DÉCIDÉMENT elle ne ressemble pas du tout à ce que j'avais rêvé ! Je m'en étais fait une image que je savais fausse, mais qui s'imposait à moi avec l'intensité du réel. Je la voyais comme une ville déjà presque saharienne, aux maisons basses

à toits plats, aux grandes places blanches et ensoleillées, au milieu d'une oasis de palmiers, dans un cercle de dunes sablonneuses. Enfin, je la croyais très « sud ». Ce n'est pas cela du tout. Fez est une ville du nord, — du nord africain, bien entendu. Sous la pluie qui tombe je la trouve sordide et triste, autant que boueuse. Et j'enrage d'être obligé de circuler à pied dans ces ruelles étroites et glissantes, où, à tout instant, il faut s'aplatir contre le mur pour laisser passer un cavalier ou un bourricot chargé des matières les plus offensantes... Voilà donc Fez la Mystérieuse! Des gens m'avaient dit : « Vous êtes au cœur de l'Islam africain! Mystère, silence et discrétion!... » Mon Dieu, non! Cette ville n'a rien de si mystérieux! La vie musulmane ne m'y paraît guère plus secrète qu'ailleurs. Au tournant de ma rue, je croise un cinéma, fréquenté uniquement par des indigènes, si j'en juge par des affiches en arabe. Et, sur la place de Bou-Jeloud, je me heurte à vingt automobiles trépidantes, qu'assiègent des gens en burnous. Fez a pu être mystérieuse au temps de Loti, ou du Père de Foucauld, lorsqu'il fallait se travestir pour pénétrer dans ses murs. Aujourd'hui que des Européens sont installés jusque dans les bas quartiers de la ville, le mystère de Fez est éventé : ce ne peut plus être que de la littérature.

Ma première impression, c'est que nous n'y sommes pas chez nous comme en Algérie. Rien de plus désagréable, à l'étranger, que se dire, presque à chaque pas, qu'on n'y est que toléré. C'est le sentiment que j'ai éprouvé, autrefois, dans les rues de Stamboul et de Smyrne : ce doit être bien pis, aujourd'hui, sous le régime xénophobe de la Jeune-Turquie. Ici, on sent le mépris, l'agacement, la révolte secrète des gens que l'on coudoie. Au premier fléchissement de notre autorité, qu'est-ce que cela deviendrait? On me conte que, pendant la guerre rifaine, encore si proche de nous, l'attitude des Fasis était des plus ambiguës, pour ne pas dire inquiétante. Partagés entre la crainte d'être pillés, peut-être mis à mal, par les montagnards d'Abd-el-Krim, s'ils étaient victorieux, et la joie d'être débarrassés des Européens, ils ne savaient trop de quel côté se tourner. Par prudence, les familles retiraient leurs enfants des écoles et des collèges fondés par nous. Et, comme les propos des enfants reflètent plus ou moins ceux des parents, les nôtres s'alarmaient d'entendre, à leur passage, les polissons de la rue

crier des injures et des propos malsonnants. Des pierres étaient lancées contre leurs carreaux. Dans les autres villes marocaines, dans les trains, les autocars et les tramways, les indigènes prenaient des airs arrogants et quelquefois agressifs...

Rentré de ma première excursion à travers Fez, tandis que la pluie tombait toujours, je songeais à tout cela dans le salon de l'hôtel. Le doux confort occidental m'entourait de toutes ses flatteries et de son atmosphère optimiste. Les derniers touristes se pressaient aux tables de correspondance, uniquement préoccupés, semblait-il, d'inonder l'univers de leurs cartes postales et, malgré le temps lamentable, d'envoyer à leur parenté des descriptions lyriques. Qu'il faisait donc bon dans cette salle d'hôtel, sur les coussins bien rembourrés des divans, à la lumière joyeuse des lustres électriques, tandis qu'au dehors tout était tristesse blafarde, humidité et fange! Parmi ceux qui jouissaient de ces délices, bien peu, j'en suis sûr, se disaient que tout cela n'est possible que parce que nous sommes les maîtres ici. Sans les nôtres, sans les sacrifices de nos soldats, sans le génie organisateur et diplomatique du grand chef militaire, dont le souvenir est, à Fez, dans toutes les bouches, sans sa subtile connaissance de l'âme indigène, ce pays nous serait inexorablement fermé. Y entrer, essayer de s'y établir, ce serait risquer sa vie et ses biens. Ni sécurité, ni justice pour l'étranger. Voilà ce qu'il faut crier bien haut et opposer aux déclamations imbéciles et criminelles de ceux qui représentent les expéditions coloniales et, d'une façon générale, les entreprises contre les pays xénophobes comme des actes de brigandage. La civilisation consiste essentiellement à tâcher de rendre la planète habitable pour tous. Ici, nous serions rançonnés et massacrés, comme, d'ailleurs, les indigènes eux-mêmes, à qui nous assurons les mêmes bienfaits qu'à nous : le respect de leurs vies et de leurs biens.

Pour l'instant, il n'est pas question de massacres. La sécurité est complète, du moins dans les zones soumises à notre influence. A Fez, l'attitude de la population est des plus satisfaisantes. Et même, lorsqu'on se promène avec un personnage officiel, toutes les marques extérieures du respect vous sont prodiguées. Que dis-je? C'est mieux que du respect : de la courtoisie. Cette population paraît fine, élégante, intelligente. On la

dit moqueuse et satirique. Mais, bien entendu, rien de ces dispositions frondeuses n'est perceptible pour l'étranger, ni ne se marque, en notre présence, dans les discours ou le maintien des Fasis...



Quoi qu'il en soit, Fez ne ressemble pas du tout à ce que j'en avais imaginé. Et je me hâte d'ajouter que c'est moi qui avais tort. Mais il est un point, en tout cas, où elle dépasse, et de beaucoup, mes imaginations. Par son aspect extérieur, son profil de vieille cité, elle est véritablement une chose unique. Stamboul seule m'a donné une impression analogue. Il n'y a aucun rapport entre Stamboul et Fez. Je veux dire tout simplement que celle-ci produit un effet aussi extraordinaire que celle-là.

La promenade autour de la ville est classique et le paysage, dont on jouit des hauteurs de la route qui la domine, a été maintes fois décrit. Je ne puis qu'ajouter à ces pages descriptives la nuance particulière de mon émotion ou de ma vision. La chance d'un éclairage exceptionnel peut transfigurer les sites les plus disgraciés. Ici, il ne fait qu'exalter des beautés pittoresques de premier ordre. J'eus la bonne fortune d'être favorisé d'un de ces éclairages rarissimes. Entre deux averses, un ciel lavé, d'un bleu très pur, un bleu luisant et froid, — un vrai ciel du Moghreb, aux tons amortis, sur un paysage couleur de cendre.

Pour cette promenade traditionnelle, on commence par longer les murs d'une vieille Casba et l'on s'arrête, à la lisière de la route, entre le Bordj Nord et ce qu'on appelle « le tombeau des Mérinides ». Et, à mesure qu'on avance, on voit émerger d'un ravin profond des créneaux de remparts en ruines, puis toute une ville, — une ville au profil étrange, qui dévale, en une pente rapide, le long du ravin, où elle a l'air de se déverser comme une corne d'abondance. Cette pieuse cité musulmane, avec ses vieux remparts à la romaine, aux créneaux pointus, elle évoque la Jérusalem des livres d'images, mais une Jérusalem maugrebine, moins chaude, moins vigoureuse de tonalités et pourtant d'une couleur singulièrement originale, infiniment complexe et d'abord indéfinissable. Une pierre aux teintes fumeuses sertie dans le velours d'un écrin, voilà Fez

enfoncée dans son ravin et se détachant sur le vert tendre de ses collines, — vert argenté et encore givré de pluie, — sur les ocres des terrains argileux et les surfaces rugueuses et dorées des vieux remparts. Là-dessus, ce ciel bleu si pur et si doux, qui tourne au mauve. Un paysage suave à la Puvis de Chavannes, où dominent des verts inconnus chez nous, ces verts délicieusement frais qui sont la couleur marocaine par excellence... Je regarde la ville, les terrasses blanches, les gris-mauves des murs : çà et là, s'accusent de grandes surfaces peintes d'un bleu évanescent, des bruns mats teintés de lilas ou de laque rose, les verts acides des kiosques pyramidaux sous leurs tuiles vernissées, les verts plus clairs des faïences parmi les broderies en relief des minarets. Pas de rouge, sinon quelques taches à peine perceptibles : un linge qui sèche, le haïck d'une femme accoudée sur le bord d'une terrasse. En somme, une tonalité qui, à de certains moments, rappelle celle des vieilles villes italiennes. Mais Fez, dans son ensemble, avec ses murailles crénelées, ses minarets et ses mosquées, les toits aigus de ses kiosques, reste bien musulmane et maugrebine...

Ce qui fait la plus grande originalité peut-être de ce profil, c'est le paysage environnant : ces collines argileuses qui semblent d'énormes châteaux d'eau partout ruisselants et verdoyants, l'herbe encore emperlée et veloutée de pluie, le bleu mauve du ciel, les bruns vermeils des terrains, — et, dans le lointain, les méandres d'argent de l'Oued Sebou qui, brusquement, disparaît pour reparaître plus loin et qui, là-bas, dans la vallée qui monte vers Taza, forme une succession de petites lagunes et de petits miroirs d'eau mélancoliquement touchés par le crépuscule.

Pour que ce spectacle prenne tout son accent, il faut le contempler au coucher du soleil, à l'heure de la prière. Le signal part de la mosquée cathédrale, la Karaouine, dont le minaret facilement reconnaissable surgit des profondeurs du ravin par-dessus les créneaux des remparts. Le pavois blanc se hisse à la potence de bois accotée à la lanterne de la tour quadrangulaire, et, dans le grand silence de cette banlieue déserte, dans l'atmosphère très pure, on entend monter la voix grêle et chantante du muezzin. Le chant s'élève du fond de la conque et, de minaret en minaret, gagne les hauteurs de la ville. Une

clameur d'abord indistincte répond, s'enfle, finit par recouvrir la ville tout entière, de la mosquée des Andalous à la Médersa Bou-Anania. Cette clameur n'a rien de commun avec ce que nous entendons par la prière, l'imploration, ou l'adoration. Elle a quelque chose de guerrier et de menaçant, ou bien c'est l'émerveillement d'une tribu barbare à la vue d'un prodige dans le ciel. Et cette clameur émerveillée finit par s'accorder avec l'impression qu'on éprouve devant ce spectacle étrange : une ville du moyen âge intacte, une ville musulmane dans un paysage de l'Angelico...



MAIS, à Fez, comme à Stamboul, il ne faut pas franchir les portes ni pénétrer à l'intérieur de la ville, si l'on veut garder ses admirations du dehors. Pour nous autres occidentaux, passé le premier étonnement devant un pittoresque inconnu, des costumes et des mœurs qui ne sont point les nôtres, la vue d'une ville mulsumane est toujours une déception. Mais on se garde bien de l'avouer. Ce ne serait pas la peine vraiment d'avoir passé l'eau et payé si cher pour confesser ensuite qu'on n'a rien vu d'extraordinaire. Et puis il est entendu que ce qui est *exotique* ne peut être qu'admirable...

Pour moi, cette ville maugrebine à peu près intacte, ce conservatoire mystérieux du plus pur et du plus secret Islam, me paraît terne et mélancolique. Je veux bien que la désolante pluie soit pour beaucoup dans cette fâcheuse impression. Mais j'ai assez vécu en Afrique, pour me représenter, les yeux fermés, une Fez ensoleillée et sèche. Je vois très bien ce que peut être, par un matin d'été, cette ruelle grimpante et tortueuse, avec les saillies de ses surplombs, ses coins d'ombre et ses cavernes de ténèbres, ses grandes surfaces blanches et lumineuses où joue le feuillage d'une branche de figuier ou une liane de vigne vierge. Je vois très bien tout cela, — et je sens très bien aussi l'accent que peut prendre, entre ces deux murs éblouissants de blancheur, cette djellaba violette ou pelure d'oignon, ce haïck rouge ou la cotonnade bleue de la négresse qui passe, en roulant ses hanches. Mais quoi ? je suis blasé depuis longtemps sur ce genre de plaisirs et, aujourd'hui, dans ces misérables ruelles de Fez, mon parapluie au poing, je suis dans la crotte jus-

qu'aux chevilles. Je m'empresse de reconnaître que cela ne me prédispose pas précisément à l'enthousiasme ou à l'indulgence. Je fais la part de ma mauvaise humeur. Il n'en reste pas moins ceci : c'est que je suis frappé de l'aspect pauvre, mesquin et, en quelque sorte, décoloré de tout ce qui m'entoure.

On m'avait conté merveilles des souks, qui occupent, il est vrai, tout un quartier de la ville et qui, du matin au soir, sont pleins d'une foule grouillante et d'une animation assurément fort amusante et fort pittoresque pour des yeux novices. Cette agitation m'importune. Elle me paraît quelconque. Ces basses petites échoppes n'ont ni couleur, ni beauté. C'est cela surtout qui m'afflige : cette absence de ligne et surtout de couleur. Ce qui se vend dans ces boutiques est rudimentaire et sans gloire. Les souks de Tunis, — dont je ne suis pas fanatique, d'ailleurs, — vous ont un autre style et un autre éclat. Voilà donc ce que c'est qu'une ville musulmane non encore « gâtée de civilisation », comme le répètent naïvement les bons touristes restés fidèles à l'exotisme esthétique du dernier siècle : cette rudesse, cette misère, cette décrépitude, cette saleté !...

Je songe que, tout à l'heure, aux environs de Bab Fetouh et du Tombeau des Mérinides, j'ai dû me boucher le nez en passant devant des charognes abandonnées au bord de la route. Mais il me faut bien reconnaître aussi que ces laideurs et ces tristesses extérieures ne sont pas tout Fez et que toute une partie de la ville est interdite à mes regards. Non seulement l'entrée des mosquées m'est défendue, mais je m'expose à des avanies si je stationne à proximité d'un sanctuaire particulièrement vénéré, Karaouine ou Mouley-Idriss. Des observations viennent de m'être adressées, parce que je m'étais mis à l'abri de la pluie dans une ruelle voûtée contiguë à Karaouine. J'ai dû déguerpir honteusement, en jetant un regard furtif aux belles portes de bronze qui défendent ce saint des saints et c'est à peine si j'ai pu entrevoir, en passant très vite, derrière la natte à demi soulevée, un coin de la cour des ablutions. Enfin les intérieurs de ces maisons aveugles et sordides d'apparence, ces intérieurs, qui, j'en suis sûr, valent beaucoup mieux que le dehors, me sont jalousement fermés. Ce qu'on m'en montrera, c'est la partie banale réservée aux hôtes et aux passants. Alors,

il faut bien me contenter de ce qui s'offre à mes regards : les murs des maisons et les murs des mosquées, — ceux-ci contemplés à une distance respectueuse, — les murs et les portes de la ville et enfin quelques cours de médersas.



Les vieux remparts et les vieilles portes de Fez, comme de la plupart des villes marocaines, mettent généralement le voyageur occidental dans un état violent. A ce sujet, les épithètes les plus romantiques, les plus excessives dans l'espace et dans le temps sont prodiguées : tout cela est gigantesque, colossal, millénaire, à tout le moins très vieux, invraisemblablement vieux... Mais non ! Pas si vieux que cela ! Fez elle-même est relativement jeune : elle ne remonte guère au delà du IXe siècle. Ce qui donne aux choses et aux gens d'ici cet air d'antiquité ou de vétusté, c'est que tout y est arriéré ou à l'abandon. Ce Maroc, c'est du moyen âge attardé, ou qui tombe en poussière.

Et, d'autre part, ces architectures militaires ne me paraissant pas si colossales que cela, ni si prodigieusement vastes les périmètres enclos entre ces hauts murs. Ces vieux remparts de Fez, avec leurs créneaux débonnaires, sont ordinairement de taille moyenne, et, s'il faut tout avouer, je ne les trouve pas sérieux. Je les soupçonne d'être en pisé comme ceux de Tlemcen et de Mansoura. De même pour les portes, qui sont souvent en pisé, ou en briques. Mais il faut avouer qu'elles ont un aspect, sinon gigantesque, du moins monumental : les architectes ou les maçons du sultan ont visé au grandiose. Et enfin il faut avouer aussi que, de loin, elles produisent un effet fort imposant.

Elles sont chaudes de couleur, somptueuses d'apparence, chatoyantes à l'œil qu'elles amusent par leurs complications décoratives. Mais il ne faut pas y regarder de trop près, ni se laisser éblouir par ces ogives et ces arcs en fer à cheval s'ouvrant sur de larges espaces ou sur le bleu du ciel. La sculpture proprement dite ne joue ici aucun rôle. Ces broderies ornementales ne sont que des entrelacs de plâtre, appliqués sur la pierre, la brique ou le pisé. Ces mosaïques de couleurs sont faites de carreaux émaillés. Partout le stuc et la faïence, comme dans les maisons algériennes et marocaines. Cela rappelle le style de

nos expositions universelles. Mais il est certain que l'ensemble est éclatant et joyeux, que cela donne une illusion de richesse et de fantaisie. Seulement, c'est puéril autant que charmant, quand ce n'est pas un peu gros, un peu voyant pour notre goût...

On me contait qu'Anatole France, au cours d'un voyage en Afrique du Nord, avait marqué un médiocre enthousiasme pour les architectures et les arts indigènes. Évidemment, ces crudités répugnent à l'esthétique de M. Bergeret. Il jugeait sans doute que toutes ces merveilles exotiques sont dénuées de nuance, qu'elles sont sans délicatesse et sans fini, sans invention, sans esprit non plus. Et il concluait, d'un mot atroce, que j'ose à peine répéter : « Tout cela, c'est du nègre ! »

M. Bergeret se montrait sans doute bien renchéri. Je ne le suivrai pas jusque-là. Et même je confesserai que je prends un certain plaisir à regarder ces monumentales portes marocaines, flanquées de leurs tours ou de leurs bastions, que ces couleurs vives des faïences, ces broderies d'arabesques et de carreaux émaillés me plaisent. Cela me repose de nos architectures et de nos formes occidentales. Je m'en délecte en passant. Mais je ne puis pas m'empêcher de penser : comme tout cela est lourd, — et même un peu mastoc, — et surtout peu varié, pour ne pas dire banal ! Qui a vu une de ces bâtisses de magnificence en a vu cent !... Je me livre aux mêmes réflexions dans les médersas où j'ai pu pénétrer. Belles portes, belles boiseries, dallages de marbre, vasques et cours des ablutions, salles de prières, arcs en fer à cheval et colonnades intérieures, stucages et arabesques, — j'ai déjà admiré tout cela dans les mosquées de Tlemcen. Et pourtant la Bou-Anania, où l'on m'a introduit, est charmante ! L'est-elle plus que les autres médersas de la région ? Partout, je retrouverai cette cour, ces petits jets d'eau, ces canaux, ces fontaines encadrées d'azulejos. Avec ces quelques motifs, il faut bien le répéter, les Africains composent des ensembles délicieux. C'est une grâce de ces pays de lumière. Et une fois de plus, je remarque que le caractère de ces pieuses retraites est plus voluptueux que religieux. L'Islam a drainé ce que le christianisme avait laissé, aux bords de la Méditerranée, de survivances païennes. Et il a imposé à ce paganisme secret son sceau à lui, son empreinte de religiosité silencieuse et fermée. Pour nous, Européens,

ce paganisme latent, c'est le charme un peu pervers de l'Islam...

Ici, à la Bou-Anania, il n'y a pas seulement ce charme de l'immuable décor islamique : il y a aussi des stucages merveilleux. Je m'ébahis devant ce revêtement de blanches dentelles, qui recouvrent les murs et les arcades de la cour. Et, dans le moment même que j'exprime mon admiration, on m'avertit que ces belles choses ont été refaites par nous : autrement, c'eût été la ruine totale et définitive. Et l'on me montre, dans le coin opposé, toute une partie détériorée, abîmée de poussière et de vétusté, qu'on a voulu laisser telle quelle, sans doute par scrupule archéologique. Alors je me sens plein de tendresse et de reconnaissance pour cette « civilisation » tant honnie des touristes et des écrivains « exotiques ». La civilisation est vraiment sublime de dévouement et d'abnégation. Elle restaure les mosquées, d'où on l'expulse, elle rend du prestige à une religion qui la condamne. Elle instruit des gens qui, à la première occasion, se retourneront contre elle. Elle surveille et elle dirige des ouvriers qui, livrés à eux-mêmes, feraient des horreurs, ou même ne feraient rien du tout. Elle rapprend à l'indigène à fabriquer des tapis de Rabat, des cuirs, des poteries et des céramiques marocaines. Elle lui amène l'eau, l'électricité, l'hygiène et la propreté. Elle aménage pour le touriste des quartiers et des logis où, sans elle, il ne voudrait pas séjourner vingt-quatre heures. Et, en échange de tout cela, elle récolte l'ingratitude de l'indigène et le mépris du touriste. Et néanmoins, elle s'obstine à cette œuvre méritoire et mal récompensée. On n'est pas plus héroïque ni plus paradoxal.

Je me dis tout cela, au cours d'une foule de visites analogues, et ma conviction s'affirme de plus en plus que, si nous n'étions pas là pour mettre en valeur, ou pour sauver ce qui en vaut la peine, il n'y aurait pas grand chose à voir en ces lieux. J'ai visité un certain nombre de maisons, les unes ouvertes à tous, bâtisses militaires ou administratives, les autres plus secrètes et pour l'accès desquelles il a fallu quelque protection. En ces dernières, j'ai reçu l'accueil le plus courtois et le plus empressé et je ne puis qu'en exprimer ma gratitude à mes aimables hôtes comme à mes guides. Si je me permets à leur sujet certaines réserves, il est trop évident que ce n'est point du tout par un vilain esprit de dénigrement, mais uniquement

pour marquer la différence de nos mœurs et de nos conceptions et pour maintenir l'échelle des valeurs.

Une première chose me frappe : c'est que toutes ces maisons sont neuves, ou, en tout cas, très jeunes. Ici, les épithètes romantiques de séculaire ou de millénaire vétusté seraient tout à fait hors de saison. Nous sommes devant de la bâtisse semi-européenne, ou très influencée par le goût européen. Autre remarque : c'est que la maison marocaine, — autant que j'en puis juger par les quelques échantillons que j'ai vus, — est sensiblement plus grande que la maison algérienne. L'effort architectural est aussi plus manifeste et plus considérable. Elles visent à la magnificence. Quelques-unes se rapprochent de ce que nous entendons par un « palais ».

Les bâtisses officielles datent presque toutes de la fin du XIXe siècle. Et j'ajoute qu'à mes yeux cette relative jeunesse n'enlève absolument rien à leur agrément. Ces vastes logis sont fort plaisants à regarder. Peut-être le sont-ils moins à habiter. Cependant les actuels occupants ont dû les pourvoir de tout le confort et de toutes les commodités qu'exige la délicatesse du Roumi. Et sans doute encore des maîtresses de maison, pleines de goût et d'ingéniosité, ont imposé aux appartements une unité de style dont les Marocains n'ont aucun souci. Il y a là de beaux patios, aérés et lumineux, des arcades à colonnettes et à revêtements de faïences, le tout de proportions larges et souvent heureuses. Il y a également de jolis jardins intérieurs, avec des berceaux et des massifs de fleurs et d'arbustes, et le canal médian, avec un jet d'eau, toujours d'un si charmant effet, aboutissant à un pavillon couvert de tuiles vernissées, dans le style du Généralife ou de l'Alhambra. Ces palais, appropriés à des destinations nouvelles, ont été construits par les derniers sultans. Fort agréables, — on ne saurait trop y insister, — ils n'ont pas grand caractère. C'est pourquoi je souhaiterais voir des logis plus anciens et, j'ose l'espérer, plus strictement marocains.

Voici le Dar Adiyel, bâti au XVIIIe siècle par un notable de Fez. Il abrite aujourd'hui le Service des Antiquités et il a été complètement restauré en 1917. Que dire de ces splendeurs que je n'aie déjà dit ailleurs? Je suis écrasé de respect devant la profusion ornementale de ces arabesques. C'est merveilleux, c'est merveilleux : ne nous lassons pas de le répéter! Mais ici, je

suis pris par un charme tout particulier : la blancheur, la légèreté et la délicatesse exquise de ces broderies, qui, comme un voile diaphane, recouvrent les murs du patio. Nulle polychromie violente n'altère cette impression de candeur immaculée et de goût parfait. Je m'imagine qu'une maison grecque, un palais d'Alexandrie, modèle de mesure et de proportion, devait être ainsi. Mais, je le crains fort, c'est une illusion qu'on ne peut avoir que dans une maison marocaine restaurée et habitée par des Français.

On m'emmène maintenant dans une maison habitée de père en fils par des Marocains et des Fasis : maison fastueuse dont l'entrée plus que modeste contraste avec le luxe du dedans. Dès le seuil, j'ai l'impression que ce véritable palais vient d'être complètement remis à neuf. Nous traversons un grand patio tout blanc, à colonnes lourdes, et presque entièrement stuqué, comme celui du Dar Adiyel et nous débouchons dans une longue galerie, qui commande une série d'appartements... Quelle surprise ! Cette galerie est éclairée par de larges fenêtres aux ferronneries de style italo-turc, qui s'ouvrent sur un paysage imprévu autant qu'admirable : une bonne moitié de la ville est là sous nos yeux, la ville grise et mauve, avec ses terrasses, ses minarets, ses vieux murs crénelés qui, d'un mouvement rapide, dévalent vers l'Oued-Fès et les vallées prochaines...

Mais, pour la satisfaction de notre hôte et notre édification personnelle, il sied de nous reposer un instant dans les salles d'apparat. Elles sont meublées de canapés Empire, de fauteuils dorés, de bahuts, de vitrines et de bibliothèques Louis XVI. Beaucoup d'horloges, de pendules et de candélabres. Çà et là, des vases de Sèvres... Faut-il en conclure que la suprême élégance pour un riche Marocain est d'européaniser le plus possible son logis, comme pour une dame française en garnison à Fez ou à Rabat, d'africaniser le plus possible le décor de son salon? En tout cas, ces meubles de fabrication européenne, si somptueux soient-ils, si cher qu'il aient coûté, nous choquent dans tous nos préjugés esthétiques. Nous requérons, au nom du goût, l'unité de style... Hélas! je crains fort que le pur style mauresque, ce style que nous sommons les indigènes de respecter, n'ait jamais existé que dans la cervelle de quelques esthètes et de quelques savantasses, que

ce ne soit le produit de l'imagination occidentale surchauffée, comme la cathédrale-type, le pur XIIIe siècle sont des inventions de Viollet-Le-Duc et des archéologues romantiques. L'humble réalité est tout autre. De même que nos salons bourgeois sont un tohu-bohu de toutes les époques et de tous les styles, j'ai peur que les intérieurs marocains, même les plus fermés à l'influence du Roumi, ne soient de beaux capharnaüms, où s'entassent des objets et des meubles ahuris de se trouver ensemble...

Tout en roulant ces pensées chagrines, j'aperçois par une des larges baies aux ferronneries italo-turques un pavillon d'angle qui termine le corps du bâtiment où nous sommes. Il est coiffé d'un fronton si bizarre que je ne puis m'empêcher de demander à notre hôte :

— C'est sans doute un étranger qui a construit ce pavillon?

— Non, me dit-il, c'est moi !... Pour le fronton, j'ai fait copier le haut d'une glace italienne, que j'avais trouvée fort belle!...

Cette explication me cause un tel émoi, que je quitte le riche canapé Empire où je suis assis et que je demande la permission de retourner dans la galerie pour contempler encore une fois l'admirable paysage...



Il va sans dire que je n'ai pas la prétention, en ces notes rapides, d'épuiser un aussi important sujet que celui de la Maison marocaine, — laquelle, très probablement, n'existe pas. Il y a des maisons marocaines. J'en ai vu quelques-unes et j'ai rapporté fidèlement ce que j'ai vu.

Pareillement pour les gens qui habitent ces logis, pour cette humanité nouvelle qui a défilé sous mes yeux pendant quelques jours: je reconnais ce qu'il y a de superficiel dans mes impressions. En somme, je n'ai observé de près que la population citadine de Fez. Celle du bled doit être sensiblement différente. Ces Fasis m'ont paru, en général, plus fins, plus polis, en un mot plus aristocratiques que nos Algériens. Les notables nous témoignent beaucoup de courtoisie, montrent beaucoup de déférence à l'égard de nos autorités, du moins pour l'instant. Les élèves des écoles organisées par nous, donnent toute satisfaction aux visiteurs. Certaines d'entre elles m'ont été gracieu-

sement ouvertes. Comme dans nos écoles primaires de France, j'y ai entendu réciter des fables de La Fontaine; j'y ai vu faire au tableau des multiplications et des divisions sans fautes; j'ai constaté que ces petits Marocains comprenaient et parlaient fort honorablement le français. Ce que j'ai admiré surtout, c'est le dévouement des maîtres qui consentent à vivre, complètement isolés, dans ces rudes quartiers indigènes, où l'hostilité contre eux est toujours plus ou moins latente, où, en tout cas, ils sont privés des plus élémentaires commodités de la vie européenne, et tout cela pour apprendre à de petits Africains quelques mots de français, avec l'espoir de leur faire aimer la France dans ce qu'elle a de plus humain et de plus généreux.

Mais je ne puis m'empêcher de songer que ces écoliers ne sont qu'une poignée et qu'il existe un fossé profond entre ces âmes et les nôtres. On ne le comblera pas avec des déclamations humanitaires, des protestations de fraternité... Pourtant, de bons esprits, des personnes bien intentionnées se persuadent que, tôt ou tard, une fusion se produira entre les immigrés et les anciens habitants du pays : idée quelque peu paradoxale et qui même, il n'y a pas si longtemps, eût été jugée fausse et arriérée.

Qui dit fusion semble dire assimilation. Or j'ai connu une époque, où les Algériens, comme les administrateurs venus de la Métropole, n'avaient pas assez de sarcasmes contre l'assimilation : hérésie ethnologique, absurdité, iniquité tyrannique, — tous ces gros mots étaient jetés à la face des rares assimilateurs impénitents. Personne n'osait plus parler d'assimilation. La formule à la mode, c'était la « collaboration ». Elle est très spécieuse, mais bien dangereuse aussi, car enfin l'indigène peut toujours nous répondre ou bien qu'il n'a aucune envie, ou bien qu'il peut se passer désormais de notre collaboration... La formule « fusion » a-t-elle plus de chances de réussir, ou, tout au moins, de devenir populaire ?... Notons que la fusion n'est pas précisément l'assimilation. Assimiler l'indigène, c'était vouloir lui ôter son caractère et sa mentalité propre. Fusionner avec lui, c'est mettre en commun nos qualités, nos aptitudes et sans doute aussi nos défauts et nos vices. N'y a-t-il pas lieu de craindre que, dans ce cas, l'Européen ou le Français ne fasse les frais de la fusion et que, bien loin d'européaniser l'Africain, ce ne soit l'Africain qui nous africanise ?

Toujours est-il que les personnes bien intentionnées dont je parle raisonnent ainsi : « Il y a aujourd'hui, dans toute l'Afrique du Nord, des autochtones d'origine française ou européenne, — de véritables Africains, qui connaissent peu la France ou l'Europe et qui se sentent peut-être plus près de l'indigène que des compatriotes de leurs ascendants. Ceux-là n'ont qu'un désir, qui est de rester en Afrique et d'y établir à tout jamais leur descendance à côté des autochtones plus anciens. Ce sont ces Néo-africains qui feront la fusion, parce qu'ils ont de l'indigène une connaissance plus intime que le Français de la Métropole, parce qu'ils partagent sa vie, qu'ils ont joué avec lui tout enfants, qu'ils parlent sa langue, que les uns et les autres, à force de vivre côte à côte et, à l'occasion, de s'entraider, ont fini par prendre une confiance et une estime mutuelles. D'ores et déjà, ces Africains de naissance et d'ascendance sont considérés et écoutés de leurs compatriotes musulmans. Ils peuvent les guider utilement dans leurs études, corriger les fâcheux effets d'une culture européenne mal comprise, ou trop hâtive. Par exemple, les vieux musulmans reprochent aux élèves de nos écoles leur médiocre respect de l'autorité paternelle, leur irréligion croissante, leur hâte de prendre la place des anciens dirigeants. Or le Français d'Afrique, homme d'expérience et de prud'homie, peut modérer par ses conseils ces écarts de conduite ou ces excès de juvénile ambition. Enfin, avec de l'intelligence et de la prévoyance, il est possible d'orienter cette jeunesse impatiente vers des cadres préparés d'avance où elle trouvera l'emploi de ses talents et l'utilisation de ses diplômes...

Cette conception optimiste est évidemment très séduisante. Elle ne va pas sans quelques périls, dont le plus grave est celui que j'ai dit : faire perdre aux Français d'Afrique leur mentalité propre et enfin les meilleures qualités de leur ascendance. Ensuite, elle suppose de part et d'autre une sérieuse et sincère volonté d'entente et d'union. Cette volonté, je la vois bien chez un certain nombre d'entre nous. Existe-t-elle chez beaucoup d'indigènes? La question est d'importance. Car l'union cherchée ne peut être obtenue que grâce à cette bonne volonté unanime et persévérante. Il ne suffit pas de vivre côte à côte pour finir par se fondre en un même peuple. Les « rayas » de l'Empire ottoman, juifs et chrétiens de toutes

confessions, ont vécu pendant des siècles à côté des Turcs et les uns à côté des autres, sans arriver je ne dis pas même à la fusion, mais à atténuer leurs rivalités et leurs hostilités de races et de religions. Il est vrai que les Turcs avaient pour système de diviser et d'opposer les uns aux autres leurs sujets dissidents et surtout d'éviter tout contact avec eux. Notre système est diamétralement opposé. Il est tout pénétré de générosité et de confiance et il ne va pas sans une certaine dose d'illusion. Il se heurte à de formidables préventions et surtout à une des religions les plus intolérantes et les plus exclusives qui soient. Triomphera-t-il de tant d'obstacles? Il serait vain de vouloir engager l'avenir. Ce système nous vaut, en tout cas, plus de commodité, plus de cordialité dans nos relations avec l'indigène. L'essentiel est de ne l'appliquer qu'à bon escient. « Garde-toi ! je me garde » doit être le correctif toujours sous-entendu de nos déclarations les plus fraternelles et de tous nos programmes de collaboration, d'entente et d'union.

Ce qui paraît vrai, pour l'instant, c'est que bon nombre de Marocains prennent au sérieux ce projet de loyale collaboration, qu'ils veulent profiter de nos services pour agir, s'enrichir, se rendre plus forts. Ce serait une grave erreur de considérer ce peuple comme voué à une décadence incurable et à une impuissance radicale. Il n'est nullement crépusculaire. Il reste toujours capable des plus beaux sursauts d'énergie, — je ne dis pas de persévérance, d'esprit de suite, d'organisation, de prévoyance, de sentiment de la stabilité et de la durée. Mais il y a là certainement une force, une grande force, qu'il ne faut pas sous-estimer, qu'il faut essayer, au contraire, de diriger et d'employer pour notre plus grand bien à tous.



Sur la route de Fez à Meknès, ma dernière étape, c'est-à-dire sur un long parcours de près de 70 kilomètres, j'ai sous les yeux comme une illustration vivante du programme de collaboration adopté par le Protectorat français. Il est certain que les Marocains, quels qu'ils soient, ne refusent aucune des innovations matérielles que nous leur proposons. Ils envahissent nos autocars et nos chemins de fer. Leurs automobiles

sillonnent nos routes. Et, du côté de nos colons, il semble bien que la confiance règne, — du moins pour l'instant. C'est admirable! Cette immense plaine, naguère encore inculte et déserte, qui s'étend entre les deux villes impériales, est, aujourd'hui, en voie de défrichement et couverte de fermes et d'établissements agricoles. On m'assure que les demandes de concessions affluent journellement à la Résidence générale.

Avant d'arriver à Meknès, l'ébauche d'une ville neuve étonne par ses dimensions déjà fastueuses et l'étendue réservée à ses développements futurs. Nous traversons des boulevards bordés de villas, de magasins, de cafés et de restaurants, de garages et de cinémas. Je ne dis pas que tout cela soit très esthétique, mais comme témoignage de l'activité française, rien n'est plus réconfortant à voir. Et pourtant on n'ose pas trop songer à ces choses bassement utilitaires, quand on a devant soi l'admirable profil de Meknès.

Vais-je décrire à mon tour les splendeurs décrépites de cette antique capitale? J'avoue que l'enthousiasme me manque. Elle est d'ailleurs elle-même déjà fort entamée par l'élément européen. La longue rue montante qui conduit au centre de la ville est pleine de garages et de cinémas. C'est surprenant la place que tiennent les garages dans ces nouvelles villes marocaines. Partout, l'auto triomphe. C'est en auto que je débarque devant la fameuse porte Mansour el Aleudj, qui figure sur toutes les affiches des Compagnies de chemin de fer et de navigation. Bab Mansour el Aleudj est une jeune porte qui, certes, n'a rien de « millénaire »: elle date du XVIII[e] siècle et, comme disent les guides, elle est fort imposante, mais je renonce à renouveler les formules de mon admiration devant son arc en fer à cheval, ses stucages et ses carreaux de couleur émaillés, — et de même devant les remparts crénelés, les bastions et les tours qui les flanquent. Il y en a des kilomètres, autour de Meknès, et encore des kilomètres, comme autour de Mansoura et de Fez, le tout en pisé et en grand délabrement.

Je me bornerai à dire les deux choses qui m'ont le plus frappé ou émerveillé dans Meknès et aux environs : d'abord cet énorme ensemble de ruines, qui représentent, paraît-il, les anciens greniers de Moulay-Ismaïl. Comme construction, comme étendue, c'est réellement colossal. On oublie que ces murs et ces voûtes sont en pisé. On ne voit que ce foisonnement

d'arcades et piliers, qui, bien plus que dans n'importe quelle mosquée, donnent l'impression d'une forêt de pierre. A de certains tournants, on peut avoir l'illusion d'être dans une immense cathédrale, comme celle de Milan ou de Séville. Tout ce prodigieux appareil pour abriter des sacs de blé ou des jarres d'huile! Supposons ces greniers remplis : il y aurait de quoi nourrir, pendant des années, des populations entières. Cela vous rejette très loin dans le passé. Rien ne donne mieux l'idée de ces tyrannies antiques qui épuisaient des peuples et des contrées pour amasser autour d'elles d'invraisemblables réserves de subsistances et de marchandises. En se promenant sous ces voûtes, à travers ces formidables pylônes, on songe aux magasins d'Hamilcar, tels que Flaubert les a imaginés dans *Salammbô*...

L'autre chose qui m'a plu, à Meknès, c'est la petite et gracieuse maison dont on a fait, aujourd'hui, un musée.

Il y a là un étroit patio enveloppé de dentelles de stuc, aux colonnes et aux corniches toutes blanches qui se découpent sur les fonds obscurs de la galerie ou sur le bleu du ciel et qui font penser à l'intérieur d'un petit temple grec. Ces portes sculptées, rehaussées d'or et de couleurs vives, ont l'air de s'ouvrir sur une cella mystérieuse. Et, par l'éclat de leurs enluminures, elles font penser aussi à ces coffrets laqués et dorés, à ces tabernacles portatifs, qu'on voit dans les pagodes de la Chine ou du Tonkin. Mais c'est la couleur « antique » qui domine, — antique, au sens où nous autres Latins l'entendons. Est-ce le voisinage de Volubilis la ville morte, dont on exhume, à quelques kilomètres d'ici, les ruines romaines, — est-ce ce voisinage qui suscite de telles réminiscences? On m'apporte une flûte de roseau et un petit étui curieusement taillés et peints de figures pourpres sur fond blanc, ce dernier poli et doux au toucher comme un ivoire : c'est, me dit-on, l'œuvre naïve d'un berger indigène. Je m'imagine que les flûtes et les petites boîtes sculptées par les pâtres de Théocrite devaient ressembler beaucoup à ces babioles...

Après cela, j'ai épuisé toutes mes provisions admiratives. Je ne me sens plus la force de voir d'autres patios, d'autres maisons mauresques, d'autres mosquées. Je suis saturé d'azulejos et de zelliges, de mosaïques, d'arabesques, de faïences vernissées. Le dessein en est pris : je n'irai pas à Rabat m'ébahir devant la

Casba des Oudayas et la Tour Hassan, ni à Marrakech, devant les fameux jardins de l'Aguedal. J'en fais mon deuil. Je ne puis plus admirer davantage. Ce sera pour un autre voyage, s'il plaît à Dieu! Et pourtant j'ai le pressentiment de merveilleux paysages, là-bas, du côté du Grand Atlas, — des paysages comme l'Afrique seule sait en créer et que peut-être j'ai manqué à tout jamais l'occasion de contempler...

Quelques jours plus tard, à Oran, sur le quai de la gare, devant le train qui doit me ramener à Alger, je prête vaguement l'oreille aux conversations de mes voisins. Une jeune femme accompagnée de son mari et très entourée, proclame qu'ils vont passer leur dimanche à Alger... Ces Oranais malgré eux vont faire près de neuf cents kilomètres, aller et retour, pour prendre une glace sur la terrasse du *Tantonville* et souper au restaurant de l'*Oasis*...

Et la dame ajoute, d'un ton superbe et péremptoire :

— D'ailleurs, il n'y a qu'Alger!

C'est bien aussi mon avis. Oui, décidément, il n'y a qu'Alger, — l'Alger d'aujourd'hui, comme celui de mes vingt-cinq ans, quand le monde me paraissait si beau et la vie inépuisable...

LOUIS BERTRAND.

LA VOIX INTÉRIEURE DE MAURICE BARRÈS

D'APRÈS SES CAHIERS

II (1)

NANCY. — LA FIN DE LA JEUNESSE

Toute sa vie Barrès devait se souvenir de cet échec. C'est qu'il sonna pour lui le glas de sa triomphale jeunesse. Ses cahiers sont pleins de sa nostalgie.

« Il est une ville, écrit-il, dont je ne puis entendre le nom sans qu'une angoisse me serre le cœur. C'est un indifférent qui prononce ce nom-là. Il dit : « Connaissez-vous Nancy? C'est une ville charmante. » Je réponds : « Très jolie » d'un accent distrait, croirait-on à m'entendre, mais son mot est tombé jusqu'au fond de mon âme et me fait des émotions à chaque seconde plus nombreuses qui montent, montent comme des bulles à la surface. Et l'indifférent qui vient de prononcer un tel nom soudain m'intéresse et je me dis : « Pourquoi cette ville te plaît-elle ? » Et déjà il a passé à une autre pensée que, moi, je me répète : « Nancy, sans toi, ma vie serait autre », et la puissance des poisons se réveille et tout me devient fade.

« Il m'est arrivé, comme à tout le monde, de dîner dans des restaurants où les tziganes sont installés et comme tout le monde j'ai dit : « C'est insupportable; on ne peut plus dîner paisiblement »; mais, en réalité, ces musiciens m'enivraient de ressouvenirs et toujours une folie romanesque était déchaînée en moi qui, je l'espère bien, n'était pas lisible sur ma physionomie.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

Or ce qui me transportait de mélancolie, c'était la conviction que ma jeunesse est derrière moi, qu'elle est dans les rues de Nancy. J'aime Nancy comme un cimetière et dans tous les cimetières j'aime ma jeunesse triomphale. Un jour, dans celui de Pise, je me disais : « Et moi aussi, dans un climat aigre, j'ai édifié un beau monument qui périra avec moi et dont seul je connais les fresques. »

Barrès se remémore les impressions du soir du succès et du soir de l'échec, quatre ans après.

« Quel magnifique plaisir de mélancolie ou plutôt d'amertume je trouve à parcourir seul des parties de mon ancienne circonscription! Et si peu qui m'y reconnaissent! Une partie d'un tel ouvrage de ma jeunesse joyeuse est déjà anéantie. Gabriel, enfoncé dans la nuit, Bouttière qui perd la mémoire, Solard parti, Guillon parti, le père Parisse mort, Thorion parti et tant d'autres. Un jour prochain bien peu de mémoires se rappelleront cela, que moi seul d'ailleurs ai parfaitement goûté avec la saveur propre que cela avait. Le flot de la vie repasse par-dessus les choses. Il est vrai que cela était peu, mais c'était de l'incomparable poésie pour un jeune homme. Quand les résultats définitifs furent connus, et que, n'en pouvant croire ce rêve, j'allais du premier de chez Baudot où l'on m'avait appris les résultats jusqu'au bureau du journal de Teuchmann où tout me fut confirmé, je m'enfonçai dans la nuit noire à minuit sur la place Carnot. Clairin marchait à côté de moi et me disait : « N'oubliez pas vos amis, jamais, plus tard. » Mais quand il parlait, moi, j'étais seul avec mon beau rêve, avec mon cœur atteint par ce succès. Cent pas inoubliables!... Et maintenant je repasse sous ces mêmes arbres, dans ces mêmes pas. Le contraste donne un élément à mon besoin de me croire raté pour la vie. Ce sentiment de déception, noble après tout, et de malade, d'idéaliste et de dégoûté, est satisfait par ces souvenirs. Nancy, que j'avais en horreur aux heures de mon succès, m'est devenue chère, unique pour moi, comme le laboratoire où je crois avoir de mes propres mains détruit mes beautés de jeunesse, martyrisé, étranglé, anéanti ma chimère.

« A bien creuser, ce que je regrette, ce n'est pas la députation perdue. Je ne la désire pas. Je ne saurais en user. Mais je regrette l'âge, l'élan de force, la naïveté qui me permettait alors de croire à la gloire, à la domination joyeuse du monde. Et

surtout, je souffre de ce que je sais bien : le succès me grisa, me perdit, me trouva insuffisant. Je crus, dans un tel âge, après tant de travail, pouvoir jouir. Je tombai immédiatement et maintenant voici que l'âge vient et je touche les parois où mon développement est borné. Je me bute ; il y a de l'impossible. Je n'y croyais pas alors. Beaux reflets vacillants de ma jeunesse qui courez sur mes sentiments présents. »

Après cet échec, Barrès pensera vraiment le *Qualis artifex pereo!* qui devait être le titre du *Jardin de Bérénice*. C'est l'épitaphe de son impertinente jeunesse. L'homme et l'écrivain passent dans un autre canton de la pensée.

Plus tard Barrès jugera sévèrement cette période de son existence. « Je ne voudrais pas recommencer ma vie, écrira-t-il aux approches de la cinquantaine, parce que je connais trop toutes mes fautes et qu'elles me déplaisent effroyablement, mais je voudrais recommencer toute une série d'efforts. Oui, c'est le juste point ; je ne rêve rien des plaisirs, des folies, des inepties de la jeunesse. « Toutes ces bêtises », disait Moréas. Mais recommencer avec plus de force et de discipline la conquête du monde idéal et du monde tout court. »

Quant à l'élégante et fine et forte, mais ingrate Nancy, il lui remettra un généreux P. P. C. dans un chapitre de *Colette Baudoche*. Malgré sa fierté de représenter Paris au Parlement, il persistera à penser que, selon un logique destin, il eût dû toujours être auprès du gouvernement de la France le mandataire de la Lorraine. En ne sachant pas garder Barrès, Nancy a négligé d'accroître sa part d'honneur.

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

Ce rejet hors du cercle parlementaire, confirmé par d'autres échecs, deux fois à Neuilly, puis à Paris, donnera à Barrès les loisirs de lier en gerbe tout ce qu'il a moissonné d'expérience individuelle, sociale et politique au cours de ses quatre ans de vie publique assez agitée. Il a pris contact avec les foules (on s'en aperçoit dans *le Jardin de Bérénice*), il a touché du doigt les réalités de la vie française. De tout ce butin Barrès composera sa doctrine régionaliste et nationaliste. De celle-ci il se fera le champion dans ses campagnes de *la Cocarde* d'abord, puis de la presse parisienne et enfin dans ses trois romans de

l'Énergie nationale : *les Déracinés, l'Appel au Soldat, Leurs Figures*.

Il essaie d'élargir son *moi* en le nationalisant. La Lorraine alors lui paraissait trop petite. Elle est une province dont le destin a avorté. Et chez elle, il y avait eu aussi échec à sa destinée personnelle.

Barrès va du moins tenter par l'intelligence de se confondre dans l'aventure nationale, d'y imprimer sa marque. « On n'est vaincu, écrit-il après son insuccès, qu'après l'avoir été intérieurement. Ce que je ne suis pas. Je suis désorienté par manque d'adversaires et de terrain pour la lutte. Voilà tout. Quand il s'agit de réussir dans l'action, il faut avoir la Fortune avec soi, mais il y a de maintenir, de se créer une figure. »

Barrès se fera le mainteneur des individus qu'il a vus étiolés et de la France qu'il a vue dissociée et décérébrée. Il établira un inventaire philosophique et politique de l'expérience de *la génération sacrifiée* (la sienne) pour *la génération sacrée*, de ceux qui ont préparé le redressement de la France, en ne subissant pas, pour ceux qui l'opéreront par l'action heureuse. Songeant au rôle de Fichte avant 1813, il écrit cette curieuse pensée semi-prophétique : « Je suis né en 1862 et Fichte en 1762; il me conviendrait de mourir comme lui en 1914, après avoir vu 1813. Je ne suppose pas que sa théorie du *moi* l'eût empêché de faire une œuvre sociale. »

Des *Déracinés*, voici ce qu'il dit dans ses *Cahiers* : « Leur dégoût, c'est celui de la plante qui se sent fanée. Vous voulez qu'en vous circule la sève de l'univers, *n'importe où* reprendre racine... Je ne dis pas : « Vous les avez déracinés de la terre lorraine », je dis : « Vous les avez déracinés, enlevés de toute terre. » Et il dit encore : « C'est un livre où l'on doit voir un esprit qui a la tradition, non un esprit réactionnaire. J'ai fait une coupe. Ce n'est point pour les petites filles qui veulent qu'on coupe leur pain en tartines. C'est une tranche de pain de chien... Manuel de la clairvoyance. » Cette idée de l'enracinement, de l'attachement (au sens propre du terme) le poursuivra toute sa vie. Dans ses derniers feuillets, nous lisons ceci : « J'aime mieux le moindre arbre que le plus beau mât de cocagne, la petite fille avec un catéchisme que les inventeurs de systèmes ! »

Aussi bien, *les Déracinés* sont-ils son livre capital : c'est l'étoile d'où toutes ses autres œuvres rayonnent. Son

nationalisme avec ce qu'il comporte d'acceptation et d'amour y est inclus. Ce qui avait frappé le jeune penseur qui venait de passer dans la vie publique, ce qui l'angoissait, c'était le tarissement de l'énergie individuelle et nationale. Le Français lui apparut comme une plante étiolée en quête d'un milieu nourricier où retrouver de la sève. Il importait donc, avant tout, de le rétracter jusqu'à la province pour qu'il y trouvât, au contact de sa terre et de ses morts, l'étai d'une réalité solide. Quant à la France, héritier de la pensée de Taine et de Renan, Barrès jugeait qu'elle dépérissait par perte de substance, manque de coordination et, pour tout dire, d'idée vitale. Il constatait la baisse de la natalité et s'alarmait du mauvais remède qu'étaient des naturalisations massives. On lui dénaturait, désagrégeait ainsi sa patrie. Il la jugeait une amputée mal soignée : on devait avant tout guérir son mauvais état général par un régime approprié. Le seul problème était pour lui de reconstituer le fonds de notre vie, notre vraie réalité, notre énergie, bref de « refaire la substance nationale entamée en restaurant les blocs du pays ». A ces blocs restaurés, les individus devaient s'appuyer pour être des personnalités robustes et développer leurs puissances latentes. De là germèrent et son régionalisme et son nationalisme et plus tard toute l'éthique du *moi* enfin devenu conscient et maître de lui.

Ce qu'il a voulu faire dans *l'Appel au Soldat*, il semble l'indiquer assez bien dans cette confidence : « Le boulangisme, c'est une construction qu'on n'a jamais vue qu'avec un échafaudage ; ainsi l'on n'a pas pu en saisir l'ensemble et tout s'est écroulé dans un désordre pitoyable, avant d'être débarrassé, avant même de porter à son sommet le bouquet symbolique. » Cette construction ou plutôt cet échafaudage, dans l'esprit de Barrès, était destiné à réparer sur le bâtiment « France » les lézardes mortelles qu'il constatait dans *les Déracinés*.

Dans *Leurs Figures* Barrès se venge du Parlement et d'un régime taré qui enlise l'énergie française, en même temps qu'il exprime son dégoût d'homme plein d'honneur à tout ce qui est improbe et sans fierté nationale.

Ce tarissement de l'énergie individuelle et sociale, il en trouve l'éclatante et triste preuve dans la diminution du nombre des grands hommes, à l'époque contemporaine. Il enchaîne très bien, dans une suite de causes à effets, la décadence natio-

nale, la décadence provinciale et la décadence personnelle. Ah! il n'est pas un optimiste, bien qu'il proteste en libre disciple contre le pessimisme de Taine. « Bourget, écrit-il, m'a fait à tort disciple complet de Taine. Taine m'a nourri sans me satisfaire. Tant d'injures aux jacobins atteignent celui qui croit à l'énergie, à l'héroïsme. » Barrès jusqu'au bout, en effet, et la France en guerre lui a donné raison, a cru aux sursauts du sang, aux miracles de l'âme, à la vertu du héros.

Cependant, dans ses *Cahiers*, Barrès prononce parfois sur sa patrie, à des heures d'abattement, des jugements qui rappellent les plus sombres de Taine et de Renan. Les réalités perçues par son expérience le contraignent à diagnostiquer un état général mauvais. « Ce qui me frappe, écrit-il un jour, c'est la non-coordination des choses en France. C'est le signe de la paralysie générale chez les individus. Le paralytique général est bienveillant. La France l'est; il y a douceur, sauf de vanité. Paralysie générale chez les classes dirigeantes. »

Un autre jour, il écrit : « C'est encore un rôle, ne nous plaignons pas, de maintenir les dieux chancelants, comme fit Marc-Aurèle des dieux de l'Empire contre le christianisme. Nous sommes les derniers témoins peut-être de la France. »

Malgré tout, il ne désespère pas. S'il n'est pas, au chevet de la malade, le docteur Tant Mieux, il n'est pas non plus le docteur Tant Pis. Il écrit ses livres, dans la retraite que lui a value son échec politique, afin de donner, avec une salutaire clarté, et son diagnostic et ses remèdes.

Il se lance aussi dans l'action pour aider à l'effort de reconstruction française. S'il échoue à des élections législatives à Neuilly et à Paris, il mène un vif combat dans la presse parisienne. Lorsqu'éclate l'affaire Dreyfus, il entre au Comité directeur de la *Patrie française* où il essaie de faire triompher sa doctrine nationaliste fondée sur la discipline acceptée de la terre et des morts.

Toutefois, cette doctrine, il ne semble pas qu'elle ait encore pleinement atteint chez lui, à cette date (1900), l'ordre du sentiment. Elle demeure intellectuelle. On n'y reconnaît l'accent du cœur que s'il l'illustre d'un exemple qui lui soit sensible, celui de son ascendance lorraine. Chacun de ses livres contient, comme un centre sentimental, un chapitre sur la Lorraine. Dans *l'Appel au Soldat*, c'est le voyage dans la vallée de la

Moselle qui amplifie celui de *l'Homme libre* en Lorraine; dans *Leurs Figures*, ce sont les pages sur la nourriture lorraine. On sent que, sous la philosophie de l'homme d'action, une nappe profonde commence à diffuser ses ondes sensibles. Mais elle est loin d'avoir encore envahi et baigné toute l'œuvre. Cependant il est très net déjà que les champs de bataille de la vie, comme ceux de l'histoire, ont appris à Barrès « à ne faire qu'un bien petit cas de la personne humaine, du pauvre *moi*! Il vaut seulement comme partie d'un ensemble. » Il prépare son individualité à prendre place dans une destinée collective et à participer à l'immortalité d'une énergie qu'elle aura beaucoup aimée.

Entre ses campagnes, il se repose par maints voyages en Espagne, en Italie, en Grèce, en Égypte, en Syrie, pour se divertir et enrichir son expérience. Dans ses *Cahiers*, Barrès nous dit que tout cela pour lui n'est pas d'un intérêt vital : ce n'est pas tout à fait lui-même. Il abandonne l'idée de composer encore des recueils analogues à *Du Sang* dont ses tiroirs sont remplis. On le verra bien lorsqu'il publiera, après une crise décisive, *Amori* et *le Voyage de Sparte* : son *moi* véritable éclate dans les chants consacrés, au terme de ces recueils, à sa Lorraine. Les notes romantiques de *Du Sang*, c'est ce qu'il appelle faire le baladin en couvrant de brillants oripeaux ses vêtements de deuil. Assez de Camps du Drap d'or et de galères de Cléopâtre! s'écriera-t-il. La poésie, ce n'est qu'une âme rendue sensible; ce n'est pas une exposition de tapis. Il se résoudra assez vite à porter à la foire, plutôt que des perruches, des fauvettes de ses climats. Il n'en reconnaîtra pas moins sa complexité et il donnera sur lui-même ce jugement que tout critique parlant de Barrès devrait mettre en épigraphe de son étude : « Il ne faut pas que l'on pose de cloison entre « ma littérature » et « ma politique », que l'on m'enferme dans Venise ou dans ma Lorraiue, que l'on jette le voile sur mon boulangisme. Je ne me prête pas à ce morcellement. » Pas plus qu'on ne peut séparer dans aucun de ses livres la sensation, le sentiment et la pensée. Ainsi en avait déjà décidé, on se le rappelle, le jeune maître des *Taches d'encre*. Il est le type achevé de l'*Homo duplex*, mais qui a su magistralement se composer « une abondante unité ».

Pourquoi donc Barrès nous parle-t-il, à propos des plus bril-

lants de ses livres qui sont très souvent les préférés, même de barrésiens authentiques, d'oripeaux jetés sur ses vêtements de deuil? C'est que sa tristesse foncière ne le quitte jamais. Les diversions du voyage, de l'action, de la polémique ne changent rien au fond de l'âme. Dès que vient le repos, la retraite, la méditation, la nappe de mélancolie affleure. C'est que le néant profond de la vie, son manque de sens certain, notre incapacité de rien savoir demeurent toujours pour lui la vérité. Son *moi* d'homme mûr est resté le *moi* du jeune homme déraciné de toute certitude par les connaissances de la philosophie, de la science et de la poésie de son époque. Jusque vers les dernières années, ses *Cahiers* regorgent de ses constantes angoisses. Il note avec un sourire qu'on le surnomma justement *Spleen le Jeune*. Son anxiété le tourmente surtout à l'heure du crépuscule. Il ne s'en délivre, passagèrement, superficiellement, hélas! que par un effort d'énergie : la salutaire diversion de l'action, du voyage ou du travail.

« Au crépuscule, écrit-il, tous les soirs, mon âme se fait neuve. Elle veut quitter le monde physique pour entrer dans le monde moral. Elle rejette les copeaux de la journée qui l'encombrent et désire recevoir une empreinte spirituelle. Alors, si rien ne m'impose de plaisir ou de tourment, quelle détresse de mon être le plus profond et qui se croit abandonné! Qu'on apporte vite la lampe! Comme la nuit accumule ses ombres sur la crise du soleil, hâtons-nous de mettre notre travail sur ce soulèvement de vaine poésie.

« Il faut couvrir cette malsaine poésie que l'on ne peut ôter. Elle est peut-être la vérité, mais qui condamne notre vie. Il faut vivre en émoussant cet aiguillon. »

Si l'on veut connaître l'impression que lui fait la vie, qu'on imagine un passager pressé par les flots de l'Océan dans la nuit.

« Avez-vous jamais voyagé sur mer? Couché dans votre cabine, suivez-vous, la nuit, les mouvements du bateau s'inclinant à droite, à gauche, hésitant, semble-t-il, à se retourner? Dans l'obscurité, les yeux fermés, on voit ces immensités d'eau, ces profondeurs de plusieurs kilomètres sur lesquelles on navigue, dont on n'est séparé que par une mince épaisseur de tôles.

« Et qu'il y ait ces profondeurs immenses est le plus sûr. Une pointe de rochers qui la heurte, tout est perdu. Que faut-il

pour cela? La négligence d'un cerveau. Alors, on se rappelle des anecdotes. Ce vaisseau anglais, ces noyés en cravate blanche et si gros qui dansent au plafond. Ce n'est rien à côté de l'angoisse que donne la vie, si je pense de nuit dans les ténèbres. »

L'action politique dans laquelle il s'est jeté pour servir l'intérêt général et restaurer l'énergie française, mais aussi pour s'oublier, pour occuper son tourment intérieur, comme on donne de l'eau à la roue du moulin, est loin de répandre de la lumière sur sa mélancolie. Personnellement, depuis 1893, il a échoué devant le collège électoral, à plusieurs reprises. Il en ressent une amertume aussi vive qu'à trente ans. Enfin, tout le mouvement nationaliste avorte; l'État français rejette les idées que Barrès a soutenues et illustrées magnifiquement dans ses livres et ses articles. Les faits bafouent et repoussent le meilleur de lui-même. A vouloir se nationaliser, son *moi* n'a trouvé ni bonheur, ni succès, ni apaisement. Barrès avoue parfois qu'il a le sentiment d'être un raté, de flotter à la dérive.

« Suis-je ce nageur qui lâche le courant pour regagner la rive et l'homme qui garde les habits? Je crois plutôt que le grand fleuve ne voulait jamais me porter. Je ne suis point dédaigneux, mais plutôt je suis une épave. »

C'est une telle souffrance clairvoyante, — ou qui croit l'être, — qu'il faut pressentir souvent sous sa fameuse ironie. S'il réagit courageusement jusqu'au rire acerbe, c'est qu'il est sans illusion ni sur soi-même, ni sur les autres, ni sur le fond des choses.

« Que je m'explique, écrit-il, certaines âpretés. Mon rire devant les duretés de la vie. On m'accuse de cruauté. Non pas, j'y fuis mes anciennes erreurs, mes anciennes confiances, je taillade dessus ces piques mes parties trop délicates par où j'ai souffert et souffre. Farouche renoncement à ma niaiserie. »

« Allons, allons, rétrécis ton cœur », écrit-il. Mais aussitôt cette reprise : « Magnanime pourtant, c'est bien. »

L'heure approche où la vie va lui permettre de satisfaire à sa magnanimité en resserrant son cœur; l'heure approche où Barrès va construire enfin le monument qu'il ambitionnait, digne de son rêve intérieur, sur ce champ d'action semé des décombres de sa jeunesse vaincue. Il faudra qu'il ait entendu, une seconde fois, les leçons de la douleur.

LA DOULEUR. — LE MOI SENT ET RECONNAIT SES LIMITES

1901. Année décisive dans l'évolution intellectuelle et morale de Barrès. Il atteignait la quarantaine, le milieu du chemin de la vie. C'est l'âge où, après avoir longuement traîné son chalut au fond de la mer, le pêcheur de songes le hisse à bord pour trier son butin et rejeter ce qui ne lui convient pas. C'est l'âge où, la jeunesse finie et ses folles prodigalités d'énergie, le lutteur inspecte l'horizon et s'interroge pour savoir s'il ne sied pas, après la rude expérience de la montée, de pactiser avec l'univers plutôt que de poursuivre à le violenter. Dissipée l'illusion d'embrasser les choses et de les redresser selon son rêve, dissoute l'ambition de dominer la vie, et les déboires, nombreux déjà, nous ont bien fait comprendre que notre moindre désir ne serait pas comblé. C'est le temps où la sagesse commande, ainsi que Barrès le formula dans *les Déracinés*, de « tout terminer par une transaction entre l'optimisme de nos rêves et les duretés de la réalité, et par une nouvelle construction d'espérances ».

S'il embrasse du regard sa vie antérieure, Barrès, nous l'avons dit, n'y voit qu'échecs apparents tant de lui-même que de ses idées. La fortune leur a été contraire. Échec de la politique d'impétueuse opposition qu'il a menée, depuis sa vingt-cinquième année, contre la République parlementaire, avec le boulangisme, l'antipanamisme, l'antidreyfusisme, le nationalisme et la *Patrie française*. Malgré tout son talent, toute son ardeur et les plus favorables chances, Barrès n'a pas réussi à vaincre l'armature du régime démocratique des clientèles. Qu'un fait survienne qui le touche au cœur, il est mûr pour une cristallisation de ses sentiments et de ses pensées de vaincu.

Or, le 30 juillet 1901, disparaît soudain, trois ans après son père, celle qui lui avait transmis la vie, formé le cœur et l'imagination, celle enfin qui, seule dans toute sa famille, avait compris et encouragé sa vocation d'écrivain.

On lira un jour les plaintes poignantes qu'il a jetées sur les pages de son carnet, à l'annonce de la grave et brusque maladie de sa mère. Il accourt de loin, fiévreux de l'espoir de la retrouver vivante encore, angoissé d'arriver trop tard. Durant le trajet, debout dans le wagon, il poussait le train. En débar-

quant à Charmes, au petit jour, glacé d'un funèbre pressentiment, il n'ose regarder personne. Il lui semble qu'on le salue avec une respectueuse commisération. A six heures moins un quart, il arrive enfin pour voir les bougies allumées auprès d'elle et le drap blanc semé des volubilis de son jardin. Ce sont alors des jaillissements de tendres pensées, des effusions indicibles qui se terminent par ce cri passionné : « Je ne saurais dire ce qui m'enivrait d'amour pour ma mère. » Il l'évoque aux divers âges de sa vie, jeune femme, veuve et sans autre appui que lui, il la poursuit jusqu'au temps où il n'était pas encore né. Il la revoit aussi au lit de mort de son mari, trois ans auparavant, alors que plus heureuse que lui-même en ce matin tragique, elle pouvait recueillir les confidences suprêmes de l'âme qui s'en allait. Elle se tenait debout au pied du lit d'agonie, après le départ du prêtre. « O mes vénérés parents ! » s'écrie Barrès. Le reste est silence. Le jour des funérailles, Barrès gémit que tout le monde, si bienveillant cependant, l'empêche de vivre avec elle. « J'aurais tant aimé, écrit-il, la conduire seul au cimetière. » C'est alors que, pour sa consolation et notre émerveillement futur, les cloches de Charmes qui sonnaient pour elle et devaient, en un jour de deuil national, sonner pour lui, parlèrent à son cœur. On trouve dans le *Cahier* les premières phrases du sublime dialogue avec les messagères des voix lointaines, les premières notes du chant fameux des *Amitiés françaises*.

Au retour du cimetière, Barrès écrit : « Les Luxer ont vécu deux cents ans à Charmes et c'est fini. Mais je les continue. Eux, ma mère, moi, nous sommes les mêmes. Puisque je suis *elle*, je n'ai plus le droit de me gaspiller. Ma retraite. Retraite de la vie politique. Je me réfugie chez mes morts. Je n'ai plus besoin du monde. Tout ce qui veut vivre en moi, je l'entendrai sur mes tombes. Ces forces sombres et profondes m'ordonnent de m'arrêter et de les laisser éclore en moi. »

Un peu plus loin, il enregistre cette pensée décisive : « La fumée de toutes les batailles perdues assombrit l'horizon... Phrase retenue de mon sommeil dans la nuit du mercredi au jeudi, après avoir pris dans la journée la résolution de ne plus faire de politique. *La douleur épure ; beaucoup de choses apparaissent comme viles, quand le soleil du bonheur s'est couché sur l'horizon.* »

En octobre, Maurice Barrès donnait sa démission du Comité directeur de la *Patrie française*. Ici commence la seconde vie, celle qui verra le plein épanouissement de son *moi*.

Quelle est l'erreur de ceux qui prétendent qu'il fut un cérébral plus qu'un sensible ! Le vrai, c'est que, génie complet et parfait, il est constitué comme un Pascal pour qui l'amour est attachement de pensée et même chose que la raison. Il fut, toute sa vie, l'ami de Bérénice, qui écrivait : « C'est par l'amour que nous trouvons la vérité, car elle n'est pas chose qui se démontre. » Chez lui, l'ordre du sentiment prime les autres. C'est, pense-t-il lui aussi, dans les connaissances du cœur et de l'instinct qu'il faut qu'un esprit s'installe pour y fonder son élévation.

« Toutes mes pensées ont essaimé de la tombe », écrit-il. La Lorraine, qui va devenir le centre vivant de son inspiration, ne lui devient sensible au cœur que du jour où elle contient les tombeaux de ses parents. Auparavant, elle ne lui était qu'une vue de l'esprit, inapte à le recueillir et le conforter aux jours d'épreuves, inapte à être l'inspiratrice inépuisable de toute sa vie.

Dès la Toussaint de 1898 qui suivait la mort de son père, il écrivait : « Peu à peu, j'ai créé la Lorraine en moi ; je l'ai créée sur la tombe de mon père. Elle ne m'apparaît pas au soleil, non pas même au soleil d'octobre, mais sous une pluie fine, triste et continuelle. »

Il s'interroge minutieusement, scrupuleusement.

« La Lorraine, puis-je dire sincèrement que je l'aime ? J'ai laissé des gouttes innombrables de sang à ses haies et ma jeunesse certainement. Et puis, d'autres fois je me suis réjoui de ses solitudes.

« Mais ma vie qui ne lui appartient pas, elle l'a pénétrée, peut-être la confisque. Je ne sais si je l'aime ; entrée en moi par la souffrance, elle est devenue un des moyens de mon développement.

« Il y a des instants où j'entrevois que de la Lorraine il ne reste que les serfs. L'aristocratie, la vraie Lorraine est morte. Elle se plaint dans Chopin, dans Claude Gellée, dans moi. Nous ne pouvons en conserver que ce qui collabore à la direction française. »

Mais vient son grand deuil de 1901 qui lui bouleverse

l'âme : le ton change. « Ce pays sans sensualité, sans belle lumière », pays de sa nécessité, pays qui lui est imposé, il lui parle plus abondamment; il reconnaît qu'il porte en lui une Lorraine intérieure qui est la part profonde et chantante de son moi. Elle est, il le discerne enfin, le vrai fonds de son être.

Il fait alors amende honorable à sa province méconnue, déjà célébrée par lui, mais trop de l'extérieur et sans qu'il ait été jusqu'aux entrailles pour lui saisir le cœur tout palpitant.

« C'est pour y avoir goûté peu de solitude, pour m'être mal donné à lui, pour avoir depuis trop longtemps désiré être ailleurs, pour n'avoir pas eu une volonté suffisante de l'aimer, que mon pays me fut stérile. Soyons-y malade, malheureux, abandonné, ayons une tombe qui lui donne un sens : c'est une cloche enfin qui trouve un battant. Notre âme en retentit. Nous voyons enfin que comme toute province la Lorraine est un réservoir de poésie. Il y a une nourriture lorraine. »

Ce battant de cloche qui va faire désormais chanter, de la première à la dernière page, toute l'œuvre barrésienne, voici dans quel examen de conscience il est forgé.

« C'est un grand avantage, une puissance de se replier sur ses *minima*. Le jeune homme s'étend sur la vie, se disperse sur tout ce qui l'attire; il pousse son flot dans tous les sens. Je ne dominais pas les Espagnes, ces Venises que j'ai caressées non sans bonheur. Je ne les comprenais pas dans leur formation. Elles m'étaient une ivresse. La Lorraine est moins belle, mais je n'y puis faire de faute; je fais un bon emploi de tout ce qu'elle m'offre; je ne suis pas dupe, je classe, je juge, je suis inattaquable. Elle m'est une bonne discipline. Je m'y prive de clinquant.

« Au début, je ne l'aimais pas.

« Elle commença de me plaire quand je pensai qu'elle avait ses morts.

« La Lorraine et moi, quoi que je pense d'elle, nous avons le même secret.

« Il ne faut point qu'une telle démarche de ma réflexion semble un rétrécissement. Je me resserre sur ce qui est mon âme.

« J'aime cette discipline dont je suis né à travers les siècles pour prendre forme. Elle me contraint, elle m'assujettit, mais j'y sens mieux ma force. J'y suis comme la pensée dans une poésie à forme fixe.

« Et puis, c'est une réponse à l'*à quoi bon?* Rien n'a de sens, aussi je ne cherche pas à m'augmenter. Je ne fais pas le curieux. Je suis ou me vois d'une espèce.

« Pourquoi serais-je un insatiable? Je me retire sur mes tombes et je dis : je ne sais pas si ce sont les plus belles des tombes, mais ce sont les miennes, et seul je puis dire et je dis ce que pensent et sentent encore les morts lorrains qui vivent en moi. Et je vais avec plaisir dans les campagnes lorraines, contemplant des choses qui ne sont pas belles, mais qui ont été construites par ceux qui vivent en moi et sur quoi, en conséquence, ils jettent avec plaisir le regard du propriétaire.

« J'avais de la satiété; j'ai voulu conquérir ma patrie. Conquérir ma patrie? c'est-à-dire prendre le point de vue d'où la Lorraine sera attrayante et forcer désormais les visiteurs à s'y placer. J'ai voulu m'assurer un tombeau, une concession à perpétuité dans le mot Lorraine où je veux incruster le mot Barrès,

« Je défends mon cimetière. J'ai abandonné toutes les autres positions : religion, certitude scientifique, sens de la vie, progrès... Je me réfugie chez mes morts, j'ai une foi et un devoir, mais ils sont ma foi et mon devoir.

« Rien ne me commandait. Je me suis donné ce fatalisme : les morts me commandent. Voilà où il en est venu, l'*Homme libre!* Eh! bien, il n'a jamais voulu que se retrouver. »

La secousse est telle qu'a déterminée en lui la mort de sa mère, succédant à la série de ses échecs politiques, que les médecins lui conseillent le calme et la douceur de Pau. Il arrive dans cette ville, en octobre 1901.

Elle lui devait être bienfaisante. Le climat sédatif apaisa le nerveux. Puis, Barrès, qui dans tout paysage cherchait de l'âme, un caractère moral dont s'augmenter et se parfaire, se fit à Pau, où il devait maintes fois revenir par la suite, une station de psychothérapie apparentée à la station climatique. Il résume son effort doctrinal dans cette pensée qui marque le tournant de son esprit vers l'acceptation et « la soumission, base du perfectionnement » : s'il est bon d'aller à Paris pour susciter ses ambitions et satisfaire son orgueil, « il faut aller aussi dans les endroits où l'on meurt pour apprendre à se résigner. »

En vérité, Barrès ne pouvait trouver de ville plus apte à lui verser le népenthès endormeur des maux humains. Exposée au

midi, dans un air ouaté, immobile, assoupie parmi ses fleurs, bambous, palmiers et magnoliers, Pau se présente comme un merveilleux reposoir. On peut croire que Barrès y éprouva le même sentiment que nombre d'Anglais qui, après avoir fait leur carrière dans l'Inde, viennent se fixer à Pau dont ils aiment le site, pareil aux plus beaux de l'Hindoustan : sous un ciel languide et chaud, un large ruban d'eau courante, une luxuriante végétation et, à l'horizon, la douce majesté des monts neigeux.

Barrès, dans ce paysage du *Ramayana* où les lourds brouillards de chaleur qui pèsent sur la vallée du gave semblent des fumées d'opium, aima sans doute à s'imprégner de sagesse brahmanique et des effluves de nirvana auxquels demeurent perméables ceux qui sentent le tragique de l'existence. A Pau, tout s'oublie dans un léthargique enchantement, et soi-même et la vie, tout s'accepte, misère, deuils, échecs, usure, trépas. Las de l'activité et de la passion, l'homme vaincu s'y replie du rêve du bonheur sur celui de la sérénité : il est sur la terrasse de l'acceptation. Sentiment que Barrès a exprimé, nous semble-t-il, dans cette note des *Amitiés françaises*, où nous croyons percevoir comme un accent hindou de celui qui fut un grand Oriental d'imagination.

« Il y a dans mon rêve une douce terrasse pareille aux promenades qui dominent le gave et la prairie de Pau; c'est un espace de méditation qu'aux meilleurs moments chaque semaine je parcours : rien ne m'y heurte, tout m'y rassérène, et dans cette langueur des monts qui, le soir, se vaporisent vers l'azur liquide des cieux, je trouve pour me cicatriser l'apaisante certitude du repos acquis à nos morts. »

Barrès quitta Pau, réconforté, après y avoir mûri sa doctrine de l'acceptation, à laquelle il avait jusque-là résisté de toute la puissance de ses jeunes forces, impatientes d'avidité, d'ambition et d'orgueil. Il devait dire plus tard mystérieusement : « C'est la ville où je me plais le plus; c'est là qu'il faut venir travailler et voir mûrir les fruits qu'on a cueillis ailleurs. » Ce n'est pas un hasard si dans son recueil d'*Amori et Dolori sacrum*, le *Souvenir de Pau en Béarn* précède, comme un prélude orchestral, comme un portique au seuil du jardin secret, *le 2 novembre en Lorraine* où il chante, avec un accent religieux et déterminé, le grave bonheur d'obéir pleinement à ses fatalités. Subissant les

nécessités qui le commandent, il maintiendra, et d'abord en soi-même, ce qui ne meurt pas. Il s'attachera à la part d'éternité dont il a l'usufruit. Les pages sur Pau s'achèvent sur une évocation de sa vallée natale, qui ressemble, en plus frêle, à la grande vallée béarnaise, et sur la résolution de rompre, à l'avenir, tout ce qui le distraira de ses idées maîtresses.

De Pau, il envoie sa démission de membre du Comité de la *Patrie française*, puis, rentré à Paris, il liquide au mieux son passé de partisan politique en écrivant *Scènes et doctrines du Nationalisme*, « témoignage de mon activité publique, écrit-il dans son *Cahier*, pierre tombale sur un Barrès qui est mort. » Enfin, il songera aux *Amitiés françaises*, à *la Colline inspirée* et aux *Bastions de l'Est*.

Dans la politique (à laquelle il ne tardera pas de revenir, mais avec un esprit de plénitude paisible) comme en littérature, voilà la décisive orientation et ses profonds motifs.

Le souvenir de cette crise ne l'abandonne pas, en effet, au cours de la construction de son œuvre lorraine. Il aimait construire; c'était un chef d'Occident, un « maître ès pierres vives » de France, ainsi que l'on disait au temps des cathédrales. A la dernière page des *Quatrains* d'Omar Kayam, au terme de cet exquis bréviaire du nihilisme intégral, il écrivait ces lignes qui résument son héroïque sagesse : « Livre de néant, et cependant il faut construire. Je commence par cette pensée de Racine : *L'esprit est sujet à aimer autant qu'à penser et à songer... Si je n'aime, je ne suis rien.* » C'est dans Pascal plutôt que Barrès eût trouvé l'épigraphe de l'œuvre qu'il édifiera désormais. Elle est tout Barrès, comme elle est tout Pascal. « Oh! qu'heureux sont ceux qui, avec une liberté entière et une pente invincible de leur volonté, aiment parfaitement et librement ce qu'ils sont obligés d'aimer nécessairement! » L'œuvre entière de Barrès ne sera plus que la paraphrase de ce qu'il vient de découvrir à la suite de ses déceptions et de son deuil. « Notre véritable grandeur est d'accepter les lois de la vie. Connaissons, acceptons, aimons nos fatalités qui nous bornent. Ce que j'appelle Lorraine, ce que je décris sous le nom de Lorraine n'est peut-être qu'un sentiment très vif de mes limites. » Jusqu'à sa mort, Barrès revient sur cette idée. Il dénomme sa Lorraine successivement son devoir, sa discipline, sa joie par la règle, sa dignité, puisqu'elle lui fait voir la fatalité de son organisation, ses assises,

sa juste humilité, sa fixité, sa dure vérité, sa chapelle, son cloitre, sa cellule d'où il a sur le ciel immense la vue qui lui convient. Elle est encore avec son « petit Charmes » son domaine et son grenier de calme. Si tous les hommes sont captifs, lui du moins se libérera de son chagrin en s'efforçant d'aimer à chanter le chant de la captivité. Se sentant lié et relié, c'est alors qu'il se sentira plus libre, parce que plus fort. C'est à cette époque qu'il constate qu'il n'y a pas de rapport entre le somptueux lord Byron et « le petit Barrès ».

C'était une croyance de l'antiquité qu'un monument ne pouvait subsister, s'il ne reposait dans ses fondations sur un cadavre humain. Douloureux, étonnant, admirable symbole que l'Église a recueilli peut-être en insérant une relique des saints dans la pierre centrale de l'autel et mieux encore, comme à Rome, en l'édifiant de marbre, d'or et de cristal, sur le corps d'un martyr, pathétique gisant visible des fidèles. Dante suivit cette tradition en enchâssant l'ombre radieuse de Béatrix dans sa *Divine Comédie*. Sous la construction lorraine de Barrès, — cela en explique la ferveur prodigieusement filiale, — repose le souvenir de sa mère. Dans un *Cahier* de 1911, alors que Barrès, âgé de cinquante ans, jouit de la gloire et du succès, nous relevons ceci devant quoi il faut s'incliner, comme devant le mystère du sublime. « Ma mère, je viens vous retrouver, vous dire mes pensées qui sont les vôtres, colorées par d'autres expériences plus larges et moins pures. Aujourd'hui, je me fais entendre, je *nous* fais entendre de ceux mêmes que vous et moi nous ne pouvions jadis apercevoir. » Les lauriers et les roses donnés par le monde au prince des lettres victorieux, le fils les apporte au tombeau maternel inoublié.

C'est ainsi que l'individualiste, le romantique, le nihiliste Barrès s'est rallié au classicisme. Il le note très justement en 1910. « Comment de l'inquiétude romantique passer à un classicisme ? *Je l'ai fait par la résignation.* Ce n'est pas par une rhétorique, c'est par une modification de nos pensées que nous revenons au classicisme. » Il complète cette vue intellectuelle et morale par la définition de l'humanisme élargi qui doit être le classicisme moderne, grâce à la subordination à ces lois naturelles découvertes par la science. « A Lemaître (qui défend les humanités) on dit : *Les vérités générales de l'antiquité*, mais elles sont tombées ! Ces vérités ne valent plus guère,

ne sont plus compréhensibles, sont usées, — comme des lignes décoratives peu à peu s'usent, perdent leur sens! Et puis, l'esprit humain s'est déplacé. On a fortement rattaché l'homme aux séries animale, végétale, minérale, en même temps que les naturalistes apparaissaient. Dès lors, le Romain, le Grec en face du Barbare, ce n'est plus nous. Comme vérité générale, je préférerais qu'on étudiât la *Métamorphose des plantes* de Gœthe. »

C'est dans ce classicisme naturaliste, dans cette acceptation et cet amour de ses fatalités héréditaires que Barrès a trouvé son port intellectuel et un peu de repos pour son âme inquiète. Le parallélisme de sa courbe philosophique avec celle de son maître Taine, est frappant. Partis tous les deux du nihilisme où les avait plongés la philosophie acquise par la vue d'ensemble que leur avait permise l'école, ils ont cherché tous deux un support pour leur énergie vitale, une raison, un sens à leur activité. Tous deux ont trouvé la connaissance du déterminisme qui leur permettait de comprendre l'univers et l'homme. Tous deux, tournant le dos à l'esprit de révolte de l'Encyclopédie et du Romantisme, ont atteint la résignation aux lois inéluctables de la nature.

Cependant Barrès veut avoir mené son effort d'intelligence plus loin que Taine. Il se vantait d'être plus fataliste que lui et que Renan, Michelet, Hugo, ses maîtres, qui croyaient encore à une raison personnelle indépendante. Sous l'influence de Jules Soury et des penseurs germaniques, il a nié cette autonomie relative de la raison dans le *moi*. Il a proclamé l'automatisme complet de l'individu que mènent, malgré lui, les forces de sa série héréditaire. *Le 2 novembre en Lorraine* chante cette conviction. Dans le *Voyage de Sparte*, à propos de la famille des Atrides et de l'*Iphigénie* de Gœthe, il affirme aussi cet esclavage de l'individu. Mais Barrès n'est pas un pur cérébral. Le plaisir de connaître et de comprendre les lois fatales pour leur obéir ne lui suffisait pas, comme à Taine. Barrès veut aimer. Nous verrons plus loin que ce goût d'aimer les lois de la vie lui a fait rechercher si, au-dessus de cette loi de fatalité, il n'y avait pas une loi d'intelligence et d'amour. Taine, à la fin de sa vie, la souhaitait mais la contestait; Barrès l'a entrevue. Son « connaissons, acceptons, aimons nos fatalités », si nous admettons que celles-ci sont voulues de Dieu, coïncide avec le précepte : « Connaître Dieu, l'aimer, le servir et, par ce moyen,

acquérir la vie éternelle. » La prédestination naturaliste de Barrès se confond avec la prédestination, janséniste d'abord, puis nettement catholique. Ses *Cahiers* intimes l'attestent.

Parvenu à ce stade de la pensée, Barrès a sauvé son *moi*. Il l'accepte désormais et l'aime comme le produit de son hérédité familiale et terrienne. Il ne lui reste plus qu'à agir selon la ligne tracée par cette antériorité pour s'apaiser, s'épanouir, bref, se délivrer de l'inquiétude qui le rongeait lorsqu'il sentait ses forces « en souffrance ». L'attachement l'a libéré de son démon. Le destin a répondu royalement à un si noble, sincère et persévérant effort, pour deviner son énigme et lui obéir. De ces heures de l'acceptation totale datent les heures de triomphe de Barrès, et dans la vie littéraire et dans la vie publique. Il a atteint ce bonheur que Taine souhaitait à ses descendants, quand il pressentait qu'ils se guériraient par l'esprit du *mal du siècle* dont fut dévasté le cœur des générations romantiques, en embrassant comme des lois les nécessités subies d'abord comme des entraves.

LE TRIOMPHE DU MOI SUBORDONNÉ

A vingt ans, Barrès qui s'était rendu de Sienne à l'abbaye de Monte-Oliveto y trouva pour gardien un vieux moine que sa jeunesse intéressa. A son départ, le religieux voulut lui offrir un volume, en souvenir de sa visite. « Que dois-je y écrire? lui demanda-t-il avant de le signer Que souhaitez-vous? La paix ou la guerre? — Je ne veux point la paix », répondit impétueusement le jeune énergique. Mais le moine, le dévisageant, écrivit le mot *Pax* sur le feuillet de garde. « Je ne sais trop ce que je voulais dire, écrit Barrès dans son *Cahier*, mais je sais bien ce que je sentais. C'est à peu près ce que Byron dit, à vingt-trois ans : « On aime mieux se quereller et se tracasser que bâiller. » Il n'est pas nécessaire d'avoir, pour sentir ainsi, un génie aventureux, mais seulement d'avoir vingt-trois ans. » Et Barrès conclut : « Poursuivons ce que notre prédestination nous indique comme notre bonheur. La paix nous attend au cimetière. »

La paix souhaitée par le vieux moine au jeune Barrès lui devait venir plus tôt et précisément au cours de sa lutte incessante pour atteindre les objets que lui désignait sa prédestina-

tion. En 1913, dans *la Pitié des Églises*, reprenant ce *Pax aut Bellum*, Barrès en fait une allégorie propre à symboliser le destin de tout esprit et il louange la paix qu'il souhaite désormais, dès la vie, un large et plein accord avec le monde et ses lois. Elle ne sera pas somnolence, elle restera un effort, une lutte sereine, la lutte de Jacob avec l'Ange, d'où l'on sort béni, pour agréger à son *moi* tout ce qui est bienfaisant dans l'univers. *Nihil est magnum nisi quod est placidum.*

La providence répondra à une telle bonne volonté et ne tardera pas à lui rouvrir, à côté du champ littéraire, pour accomplir tout son destin, le champ politique auquel il avait renoncé pour ne se consacrer, comme en un cloître, qu'à sa terre et à ses morts. En 1906, Barrès a quarante-trois ans et il est élu, cette même année, membre de l'Académie française et député de Paris. Son œuvre et sa vie s'épanouissent alors, au soleil du succès, et acquièrent la ferme douceur de la maturité.

Il a consenti à se soumettre à sa destinée lorraine et celle-ci va le relier au plus grand destin de la France, au service duquel, les années précédentes, il pensait avoir échoué. Par la Lorraine et par l'Alsace, sa sœur de captivité, il prend contact avec l'éternel problème de la dissemblance franco-germaine qui pèse d'un poids capital sur l'aventure historique des deux pays. On sait avec quelle maîtrise, hardie et originale, Barrès traita ce problème, dans *Au service de l'Allemagne* et dans *Colette Baudoche*, sans rien envenimer des relations entre les deux adversaires, lorsque tous deux vivaient sous la loi du traité de Francfort. Son ascendance lorraine le prédestinait à comprendre et à aimer ce qu'il y avait de qualité humaine dans la race germanique. Son rêve eût été de trouver le juste accord entre deux esprits toujours affrontés. Dès ses *Taches d'encre*, cela était apparu : il y jetait sa malédiction à un mauvais Français qui méprisait le rôle de l'Allemagne dans la civilisation. Un jour de juillet 1911, au Couarail de Nancy, il reprend à son compte le regret de Schiller qu'il ne soit né aucun fils de l'union du Rhin et de la Moselle. Il savait que l'emprise prussienne sur l'Allemagne, consacrée par notre défaite de 1870-1871, amènerait un jour un nouveau duel sanglant entre les deux pays. De tout son cœur et de toute sa raison, Barrès se gardait d'y pousser. Chaque fois qu'il toucha au périlleux problème des rapports franco-germains, ce fut avec une prudence de Lorrain

expérimenté et avec une secrète sympathie pour un accord entre la patrie de Pascal et celle de Gœthe. C'est le souvenir de Gœthe précisément que, le duel achevé, cette dernière fois par la victoire de la France, il évoquait dans Strasbourg reconquise, en préludant à ses études sur *le Génie du Rhin* qui ouvraient la voie à une politique nouvelle d'expansion pacifique et civilisatrice. Son nationalisme purement défensif avant la guerre se transformait en un nationalisme d'action et d'influence, libérateur, pour l'Allemagne même, de la brutalité prussienne.

Ses derniers actes politiques furent de placer la France sous le signe de Jeanne d'Arc, vierge guerrière par amour de la paix et débordante de charité humaine (il eût voulu voir sa statue s'élever, sur la rive gauche du Rhin, en face de l'arrogante Germania) et d'aider les Rhénans à redevenir eux-mêmes. S'il avait accepté le traité de Versailles qui restreignait la victoire française, c'était avec des réserves; il estimait qu'une sage énergie pouvait faire triompher l'influence de notre esprit et assurer l'épanouissement des grandes destinées nationales. La frontière du Rhin nous avait été refusée en échange d'une protection anglo-américaine qui finalement nous manqua; les Alliés devaient donc à la France la liberté de cueillir les fruits pacifiques que lui valait le juste rayonnement de sa victoire. Si les directives de Barrès avaient été suivies, la France eût évité la décadence consécutive à une politique sans idée vitale qui s'est résolue finalement en une politique d'abandon. Barrès est mort, en décembre 1923, la veille du jour où il devait apporter à la tribune de la Chambre les résultats de sa dernière enquête en Rhénanie, lesquels l'avaient comblé de joie. Enfin, la nation et lui-même touchaient peut-être le haut-rêve de bonheur que tous deux confondus avaient formé. Le but de la France éternelle, la conquête de sa sécurité dans le pré carré des frontières naturelles, allait être atteint.

Émouvante coïncidence, le dernier écrit de ses carnets est la lettre qu'il écrivait à un Anglais pour lui faire admettre les désirs légitimes de sa patrie. Sorte de testament politique qui ouvrait sur l'avenir français des jours aussi beaux que ceux dont brillaient les *ultima verba* d'un Henri IV ou d'un Richelieu.

A M. PHILIP CARR,

correspondant parisien de The Observer.

Charmes-sur-Moselle, 20 octobre 1922.

Monsieur,

« Que les Anglais comprennent bien que nous les admirons et les aimons. Je vous écris cette lettre de mon pays de naissance et le 2 novembre, Jour des Morts, j'irai sur la tombe de mes parents et au cimetière des soldats de l'Angleterre, comme au cimetière des soldats français

« Si vous le voyiez ici, votre cimetière! Chaque année un cortège se forme sur la place de notre petite ville et y va, à trois kilomètres, porter des fleurs. C'est notre devoir et notre profond bonheur que cette gratitude pour la grande Angleterre.

« Mais, pour ma part, dans ma vie déjà deux fois j'ai vu les Prussiens ravager ce petit pays de Lorraine. Alors, c'est assez! Il faut éloigner de nous cette Prusse chez qui vous voyez bien que l'esprit de revanche ne peut être modéré par des exhortations. Les Prussiens ne veulent pas payer et ils veulent reprendre les armes. Éloignez les Prussiens du Rhin! Dressez entre la France et la Prusse un État allemand, une Rhénanie où fleurisse le génie du Rhin dont une des époques fut le génie de Gœthe que nous aimons. C'est la solution proposée par votre Castlereagh au Congrès de Vienne. Pourquoi l'Angleterre se buterait-elle contre cette proposition? Et vous, M. le Directeur, quel service vous rendriez si vous la faisiez étudier par votre élite d'hommes politiques et d'historiens!

« Voyez-vous, l'opération inadmissible, c'est de nous avoir dit : « Renoncez à la frontière du Rhin et nous vous garantissons par une alliance de l'Amérique et de l'Angleterre. » Et puis quand nous acceptons, quand nous nous résignons, bien à tort, à n'avoir pas la frontière du Rhin, de nous dire tout d'un coup : « Maintenant l'alliance, c'est impossible. » Ah! ça, voyez-vous, c'est l'histoire que les Français ne peuvent pas digérer. »

Dans ce dernier *Cahier* et le précédent, il se rend ce témoignage : « Est-il honnête, est-il bon que l'on ignore comment justice a été rendue aux Allemands, en pleine guerre, dans les

moments les plus passionnés, par le Français le plus passionné ? »

Avant, pendant ou après la guerre, qu'il s'agit des problèmes de l'extérieur ou de l'intérieur, des rapports de la France et de l'Allemagne ou de ceux de nos diverses familles spirituelles, de l'Église et de l'École ou de notre influence sur le Rhin et en Orient, Barrès considéra toutes choses avec cette haute sérénité que lui-même avait acquise en reconnaissant enfin le commandement, sur chacun, des grandes lois de Nature. C'est ainsi qu'il mérita d'être appelé le Gœthe français. Il ne réveillait en lui le jeune Barrès hautain et cinglant que s'il fallait frapper la canaille et la cruelle ou sotte Barbarie.

Certes! vivant, il était environné de l'estime et de l'admiration générales. Mort, la France lui fit, comme à l'un des plus grands parmi ses fils illustres, des obsèques nationales.

Et cependant, cet homme qui épanouit et sa vie et son œuvre en un si magnifique bouquet qu'il n'eût pu le rêver plus beau, — le bouquet de la fusée au terme de sa course, pour reprendre une de ses images, — cet homme comblé, sous la riche paix qu'il semblait avoir conquise gardait encore de l'angoisse et du désenchantement. Il écrit : « La charmante rapidité de ma vie! Je suis passé comme en automobile au milieu de provinces variées. Heureusement, je n'ai pas eu le temps de rien approfondir... Si je meurs à peu près aisément, j'aurai été un homme heureux, à condition toujours de n'y pas réfléchir. »

C'est que jusqu'au bout il aura gardé d'abord le sens du tragique suprême de toute vie et qu'ensuite il n'aura jamais pu se défaire de cet arrière-goût de cendre que les fruits du nihilisme, mordus dans sa jeunesse, devaient lui laisser jusqu'au bout. « Entrevu un nouveau cercle dans cet enfer de nihilisme », note-t-il en pleine maturité.

Le témoignage le plus pathétique en est donné par lui-même. Après avoir été élu en janvier 1906 à l'Académie française, il peut noter, le 6 mai de la même année : élection au premier arrondissement. Par ailleurs, nous savons qu'à cette date Barrès a pacifié son tourment intime en s'attachant de toute son âme à sa Lorraine. Malgré cela, il conclut, après l'enregistrement du triomphe : « Sur la tente de Saladin flottait un drapeau noir avec cette inscription : *Salah-ed-din, le roi des rois, le vainqueur*

des vainqueurs, est, comme les autres hommes, l'esclave de la mort. »

On pourait croire qu'à dater de ce temps Barrès livrerait à ses *Cahiers* intimes des chants plus allègres. Il n'en est rien. Son mal est intérieur. Il n'attend rien que de soi-même. En lui se plaint toujours, comme il dit, « la bête de tristesse ». Ce sont les mêmes notations d'angoisses. Ses *Cahiers* foisonnent de beautés, dès qu'il s'agit d'exprimer le néant de la vie. Tel enterrement à Charmes, par exemple, qui rappelle celui de Courbet à Ornans. C'est d'une vérité, d'un réalisme implacables. Il est d'août 1907.

« Les cloches sonnent, c'est le mort que l'on va relever à son domicile. Elles se taisent, c'est l'office. Les chiens continuent de jouer, les maçons de tailler leurs pierres et les femmes de parler. Mais une demi-heure après, les cloches reprennent leurs voix et le cortège quitte l'église. A mesure qu'il s'avance, il apaise et fait taire tous les bruits de la ville; c'est une couleur noire qui teinte la grande rue; chacun tourne la tête vers ses jours de douleur.

« Voici le piétinement, puis le murmure liturgique. L'enfant de chœur d'abord marche en tête, avec la haute croix; il la tient à deux mains et la frotte contre son nez qui le démange. Puis devant mes fenêtres les cierges et les surplis violets. Au milieu, le claquement des fers du cheval de l'omnibus qui tire le corbillard. Les hauts chapeaux et les redingotes noires suivent; au-dessus flotte l'accent lorrain de toutes leurs conversations. Pour terminer, le groupe des femmes; une *Pieta*, c'est la veuve et ses filles, les sœurs de l'hospice, toutes ces dames, la bouchère, l'épicière en belles tenues, mais ayant déjà sur leur visage la maladie dont elles mourront.

« Le petit cortège est fini; une pierre a glissé sous l'eau. J'ai dit le décor, la petite chose décente, visible, mais quoi là-dessous? La petite ville a repris son labeur; elle scie du bois, taille des pierres, prépare le dîner et va à bicyclette. »

Barrès toutefois s'est libéré peu à peu de l'emprise sur lui de l'idée de la mort. Il envisageait sa fin avec sérénité. Il était parvenu à cette sagesse que vantait l'un des maîtres de son jeune âge, Spinoza, lorsqu'il disait que le véritable homme libre songe, non point à la mort, mais à la vie. Ainsi fit Barrès. Mais songer à la vie, c'est songer à ses limites. Non pas tant à

celles que fixe la mort, mais à celles que fixe la nature même des êtres et des choses. Elle nous demeure foncièrement inintelligible. L'homme, dont c'est la dignité de penser et l'ambition de savoir, n'est pas fait pour savoir ni peut-être même pour penser. C'est à cette énigme fondamentale que se heurtait le grand intellectuel que fut Barrès. Son mal fut de ne pouvoir comprendre, saisir le sens intime de l'être, du sien comme de celui de tous les humains. Ses livres, même les plus paisibles, comme les *Amitiés françaises*, et alors qu'il entonne un chant de confiance dans la vie, sont remplis de ces hautes plaintes désespérées. « La vie n'a pas de sens. Je crois même que chaque jour elle devient plus absurde. Se soumettre à toutes les illusions et les connaître très nettement comme illusions, voilà notre rôle. Toujours désirer et savoir que notre désir, que tout nourrit, ne s'apaise de rien ! Ne vouloir que des possessions éternelles et nous comprendre comme une série d'états successifs ! De quelque point qu'on les considère, l'univers et notre existence sont des tumultes insensés. »

Mais, courageux et sage, il se redresse pour dire : « Il faut pourtant nous en accommoder. »

L'angoisse qui a étreint Barrès, malgré ses triomphes, jusqu'à sa dernière heure, fut de l'ordre métaphysique et religieux. Elle ne s'apaisa un peu vers le tard qu'en recevant un rayon glissé des clairières d'en haut.

POÉSIE ET RELIGION

Barrès est à la fois gœthien et pascalien, rare alliage. Il pense que son *moi* est d'abord de ce monde où il lui faut s'enraciner pour s'épanouir et au moins ne pas végéter. Mais il est bien à fond pessimiste jusqu'à la fin de sa vie. A propos de l'incompréhensible gaîté de Renan, il écrit : « Oui, il n'y a pas lieu de s'ennuyer, mais *vanité des vanités*, cela demeure vrai. » Comme Faust, il s'apaisera dans la construction d'un barrage qui sauve un peuple de la submersion ; et mieux même, par sa suprême activité en Rhénanie, il ira, en avant du barrage, conquérir sur le flot barbare des polders de civilisation. Mais son intime tourment qui le taraude ne cessera point malgré cette bienfaisante activité. Plus que Gœthe, à peu près étranger à cette angoisse, et pareil à son compatriote d'Auvergne Pascal,

Barrès est d'âme religieuse. Il a beau prétendre ramener sa piété du ciel sur la terre, sur la terre de ses morts, il ne cesse pas d'être insatisfait. Il lui faut une réponse à la question qu'il se pose au plus intime de son *moi* sur l'énigme de la vie humaine et de l'univers. Que sommes-nous? d'où venons-nous? où allons-nous? « Où que je sois, je suis mal à l'aise, disait-il, si je n'ai pas un point de vue d'où les détails se subordonnent les uns aux autres et d'où l'ensemble se raccorde à mes acquisitions précédentes. » Dans les paysages pittoresques ou intellectuels, ce qu'il préférait à tout c'étaient de vastes nappes. Par elles il voulait arriver jusqu'à l'horizon de l'éternité. Comme Pascal, il veut remonter de cause seconde en cause seconde jusqu'à la cause première pour saisir la raison du monde et de la vie. Il reste bien celui que ses aînés immédiats, Taine, Renan, ont détaché de l'absolu, établi dans le relatif, — et qui constate pourtant la difficulté de se passer d'un absolu moral. Il reste le jeune désorbité qui appela au secours axiome, religion ou prince des hommes, pour retrouver son absolu. Dès ses débuts aussi, dans *Trois stations de psychothérapie*, il avait proclamé justement que ses ardeurs et ses dégoûts de nihiliste étaient en réalité un sentiment religieux.

Ce qui frappe, d'ailleurs, dès les premiers livres de Barrès, c'est son goût des choses religieuses, jusque dans les termes. Ses livres sont pleins de retraites, d'examens de conscience, d'intercessions, de prières, d'états de grâce, d'Église militante, souffrante et triomphante, et lui qui bafoua bien des divinités à la mode ne se permit jamais la moindre ironie envers la religion. Il tient sa méthode de saint Ignace de Loyola et le proclame. Ses cahiers livrent le travail d'approche de son *moi* vers la certitude religieuse mieux que ne l'ont fait ses livres. C'est qu'il était plein de scrupules à ce sujet. Il semble cependant qu'au moment où la mort interrompit brusquement ses méditations, il était parvenu à concilier son fatalisme physiologique, son panthéisme et ce catholicisme dont il disait magnifiquement que les prêtres portaient « l'uniforme des hautes préoccupations ».

La première reconnaissance du catholicisme que nous trouvons dans ses *Cahiers* date de 1896. L'Évangile fait partie de son conditionnement, comme la déclaration des Droits de l'homme. « Possible toutes les objections contre la Révolution,

écrit-il, mais je ne puis faire que je ne naisse d'elle par toute ma façon de sentir. Il faut l'accepter. Il en va de même du catholicisme ; aussi je ne comprends guère ces hellénistes, ces païens. »

Toute sa vie il affirmera ainsi l'intériorité de son catholicisme latent. Même lorsqu'il ne croit pas encore, il veut se garder cette religion comme une réserve qu'il utilisera un jour. Selon une de ses belles images, elle est l'eau douce emportée par l'escadre en quittant le rivage.

« Je ne suis pas catholique aujourd'hui, écrit-il en 1901, peut-être le serai-je demain. Comment ? Par la crise Pascal. Si j'ai la crise Pascal, ce sera sur le catholicisme. De même mes parents, de même mon fils. Je ne veux donc pas qu'on enlève ces rails-là. Je veux m'y diriger à l'occasion. Qui donc me voudrait gâter mes nourritures catholiques ? Alors, si j'ai des fils, des filles qui font de la religion, ils tourneront à l'excentricité ? Ils feront tourner des tables ? »

C'est de ce sentiment de catholique traditionnel et rationnel, sans la croyance, que Barrès a rempli ses livres; ce sentiment fut cependant assez vigoureux pour animer sa campagne en faveur des églises qu'il voyait en grande pitié. Ses *Cahiers* contiennent une note qu'il n'a jamais publiée et qui atteste à merveille cet état d'âme d'incroyance ardemment sympathique. Sans aborder le fond des choses, Barrès reconnaît la bienfaisance morale et sociale du catholicisme, même pour lui. D'où l'arbre tire sa sève miraculeuse, il ne sait ; mais ses fruits sont parfaits.

« Dans une église je me trouve dans la plus belle de nos maisons de famille... Je sens avec quelle étroitesse on pose généralement le problème de la croyance. Que me demande-t-on si je crois ? Je suis sûr que j'appartiens à la civilisation du Christ et que c'est mon destin de la proclamer et de la défendre. Dans une église, ma raison, mon être tout entier trouve son élément, son bien-être et son élévation.

« Je suis de ceux qui substituent à la recherche des causes la recherche des lois. Ma connaissance, si incomplète qu'elle soit, de l'histoire et mon expérience propre de l'existence m'enseignent que les lois de la vie, que les lois de la santé, pour les nations comme pour les individus, sont conformes au Décalogue que nous apporte l'Église.

« Et puis, je vois dans le catholicisme l'atmosphère où se

développe le plus naturellement toute la magnanimité des sentiments de notre race. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, je visitais Rouen et que j'y sentais avec une extrême vivacité que ce n'est pas à Burgos ou sur les routes d'Andalousie qu'est né *le Cid*, mais à l'ombre des églises de Normandie.

« Santé sociale, exaltation des plus hautes puissances de l'âme, voilà la double vertu que je constate dans le catholicisme. Voilà de quoi il est générateur. Et voilà pourquoi je le défends avec un respect filial. »

Son travail intérieur lui a fait dépasser ce stade. Il aspire, afin d'apaiser son cœur et son intelligence, à reconnaître que cette vertu n'est pas la fille du hasard, mais procède d'un Esprit vivant. Il parvient ainsi à croire en un Dieu que révèlent à la fois l'univers et le sentiment. Nul effet sans cause. L'ordre merveilleux de la Nature et notre invincible instinct du divin présupposent l'Éternel. Puis, intellectuellement, par l'intermédiaire d'un raisonnement pascalien, ainsi qu'il l'annonçait, il subjugue sous la thèse catholique son système de vues sur l'homme et le monde. « Nous sommes bien d'accord avec les panthéistes, écrit-il; nous sommes les jouets d'une force. Mais nous croyons être menés par une volonté extérieure au monde. C'est le point de vue pascalien, par excellence. »

Cela, il va l'affirmer très explicitement par cet aperçu qui donne la courbe de sa transformation intérieure.

« Si je faisais le roman traditionaliste, la première scène montrerait un individu ayant de grandes passions. Eh! bien, on ne vit qu'une fois, il faut les épanouir.

« Vient un choc. Échec politique. Mort de sa mère. Après de tels chocs, on se rallie à la thèse catholique : il faut dompter, soumettre ses passions. Nous avons vu que nous ne sommes pas maîtres absolus de nous-mêmes : nous acceptons nos fatalismes.

« Sous la violence du choc opératoire (la mort d'un être cher, un désastre, crise mystique. Il s'humilie, reconnaît ses misères, les misères de l'homme. Phrase du *Mystère de Jésus* : « Si Dieu nous donnait des maîtres de sa main, oh! qu'il leur faudrait obéir de bon cœur! La nécessité, les événements en sont infailliblement! »

Dès lors, nous voyons Barrès s'efforcer de participer aux cérémonies du culte : elles le prédisposent à ajouter à sa con-

naissance des lois de la nature une rêverie précise sur la Cause suprême. Il rejoint là, et le dépasse, le goût de son père qui, mécréant, aimait à se répéter les psaumes latins du Bréviaire. Il y a dans ses *Cahiers* un projet de *2 novembre à Saint-François-Xavier* où il exalte « la prière qui exprime des désirs à Dieu ».

« La créature, note-t-il, ne peut pas exercer d'action sur le Créateur, mais nous pouvons, en exerçant une action sur nous-même, en agissant sur nous-même, rendre possible l'action divine et la déterminer. Quand nous arriverons à la pleine maturité religieuse, cette sorte de prière doit faire place à la soumission et à l'action de grâces. La prière est la preuve de la résolution que l'homme a prise de se reconnaître dépendant vis-à-vis de Dieu... Je ne demande pas un monde nouveau, soustrait aux séparations, à la vieillesse, à la mort, à la décomposition et à la pourriture. J'accepte, me subordonne. J'ai dit *le Racinement*. Comment dirai-je *la Subordination* ? »

Il souhaite même d'atteindre plus avant à l'état de sérénité et d'espérance des croyants. La nostalgie religieuse s'empare de lui d'une façon très aiguë.

« Le physicien Faraday, écrit-il en 1909, formule ainsi ses conceptions religieuses. « Dans ma religion, il n'existe pas de science. J'appartiens à une petite secte de chrétiens, à peine connue et méprisée, celle des Sandemaniens. Notre espoir repose sur la foi en Jésus-Christ. »

« Cette formule m'émeut profondément. Je la trouve si harmonieuse et d'un tel mystère ! Elle me pénètre comme un chant de Gluck. Je voudrais disposer d'une longue journée de solitude pour la méditer et je me dis : « Et moi, sur quoi repose mon espoir ? »

Et d'abord, de quel espoir parle-t-il ?

« Je me rappelle l'inscription de la tombe lorraine : « Qu'il soit béni celui qui posa l'espérance sur les tombes ! »

« Et je pense qu'ils ont, — ceux qui nourrissent un espoir, — qu'ils ont un horizon plus large que le mien, un horizon que je ne puis concevoir et je rêve d'entrer dans cette vallée élargie de l'imagination humaine. »

Enfin, dans un jaillissement plein de passion intellectuelle et digne de Pascal, il témoigne de sa croyance en Dieu et en la vie future : son cœur comme son esprit l'exigent ; ils l'assurent que l'une et l'autre doivent exister.

« Je suis accordé avec l'univers : ce qui est logique pour mon esprit est en même temps vrai dans l'univers. Notre science rend compte des choses. Sans doute bien des choses échappent à notre esprit, mais nous n'avons jamais vu qu'elles dussent le contredire. Il ne nous semble pas qu'elles nous soient incompréhensibles par nature. L'univers est dans les ténèbres, il n'est pas un monstre.

« Or, une vie future, une récompense ou une punition, plus simplement quelque chose qui donne un sens à la douleur, voilà ce qui doit être, voilà ce que mon esprit réclame.

« Mon esprit voit que nos quinze kilomètres d'atmosphère se réduisent, que la terre sera paralysée (peu importe dans quel délai, le temps n'existe pas) et qu'ainsi il en sera un jour comme si nous n'avions jamais existé. Mon esprit n'admet pas cela ; il a besoin qu'il y ait autre chose que ce néant.

« Entendez bien, il ne s'agit pas d'un besoin sentimental, du besoin de retrouver dans une autre vie ceux qui nous sont chers, non; je veux dire que mon esprit est construit de telle façon qu'il ne peut pas admettre que tout cela soit et que tout soit un néant. Mon esprit a besoin, veut, exige autre chose. Et de la même manière que Le Verrier croit qu'il apparaîtra une étoile au bout de sa lorgnette, je crois à une autre vie Sinon l'homme est un monstre qui n'est pas accordé à la vie et la vie est pour lui un non-sens (mot trop faible) quand je sais déjà, il est vrai, qu'elle est un guet-apens. »

Barrès couronne cet aperçu d'une conclusion qui le devait satisfaire, puisqu'elle accordait ses deux grands maîtres.

« Toute cette thèse, elle est contenue dans Pascal et dans Gœthe. »

Le voilà donc qui rejette le squelette de Goya sortant de sa tombe pour crier aux vivants *Nada* (au delà de la vie, il n'y a rien); il se tourne vers le squelette du Lorrain Ligier Richier qui au bout de son bras décharné tend son cœur protestataire, son cœur irréductible, pour le sauver de l'anéantissement. Il ne sera pas pour le tombeau philosophique. Il le dit expressément : « J'aime mieux la croix. »

Cette même exigence enflammée de l'esprit et de l'âme pour l'autre vie, Barrès la soutient aussi pour Dieu. A sa manière, il s'associe au « Nous voulons Dieu » des fidèles.

« Le raisonnement, dit-il en 1912, qui justifie l'hypothèse

chrétienne : L'homme est engangué dans la Nature; il participe des réactions physico-chimiques du minéral, il participe de la vie végétative de la plante, il participe de l'animalité. Et puis, seul dans l'Univers, il réclame, il exige Dieu.

« Cette exigence, quel prodige !

« La Nature ne lui répond rien. Ce silence est un autre prodige.

« Ce silence n'est pas une réponse. La Nature écrase Marc-Aurèle, Socrate, la vertu, la beauté. Elle passe dessus, comme un camion sur la tête de Curie. La question, la réclamation subsistent. Je veux Dieu.

« Quel problème qu'une telle voix qui s'élève !...

« Cette part qui veut Dieu sera sauvée, obtiendra un autre monde, une autre vie. Sans quoi, la vie, l'univers seraient absurdes. Ils ne peuvent pas être absurdes, dénués de sens, car l'absurde, le dénué de sens n'existe pas.

« Si l'on va à Bagatelle, ces figures de roses si fraiches, si pures, pourquoi sont-elles effeuillées, pourries?

« Au-dessus de la Nature, il y a un Dieu qui un jour nous a envoyé son fils pour nous dire : *Je suis là.*

« Cette autre vie, cette vie spirituelle, nous n'avons pas de sens pour la connaître, pas plus que pour connaître l'électricité. Mais elle est là. »

En 1913, Barrès écrira : « Au centre de l'Église, Maurras s'adresse au Pape ; plus avant, plus intérieurement, je crois qu'il faut encore et ensuite s'adresser au Christ. Mais si mon regard est orienté, mes paroles ne sont pas formées. »

En 1917, il fera le point de son évolution. « Les catholiques, ce qu'ils aiment, je l'aime ; ce qu'ils espèrent, je le désire ; ce qu'ils disent m'enchante et je le répète avec eux. »

En 1923 enfin, quelques jours avant sa mort, il écrit : « Le christianisme a fourni à l'Occident la plus belle et la plus saine des formules pour quelque chose d'éternel qu'il y a dans nos êtres. J'aime l'Église et je suis du Christ. »

On peut affirmer qu'il est mort, s'installant dans la pleine croyance catholique. Il n'était plus dans le narthex des catéchumènes; il était entré dans la nef où il participait des prières et des offices, mais non encore des sacrements.

Le croyant qui se formait en lui n'étouffait certes pas le poète. Religion et poésie s'entr'aidaient dans son esprit pour

enrichir, épurer son âme. Il aimait dans la croyance le moyen de mieux goûter l'universelle poésie. C'était un catholique de l'école de saint François d'Assise, cet homme divin à la suite duquel, disait-il, il voulait se ranger. Il aimait qu'aux chapiteaux de la cathédrale les fleurs et les bêtes représentent la nature dans la maison de Dieu. On sait qu'il voulait associer les génies du lieu et les sibylles à l'élaboration de la foi. Avec Dieu, c'était toute la création qu'il voulait posséder. Deux années avant sa mort, Barrès composait le *Mystère en pleine lumière* où il témoignait du plein épanouissement poétique et religieux que rêvait son âme. « Il y a le monde de l'âme, écrit-il, il y a ce que réclame, rêve et croit voir notre âme, et puis il y a le monde de la nature où nous éprouvons les pires misères, où nous voyons des forces s'entre-choquer inexorablement. Il y a des lois de la nature et des lois selon notre âme. Où les concilier ? L'Église s'offre à cette conciliation, nous promet l'équilibre, nous dit : « Je suis la maison de paix. »

C'est elle qui nous donne le cœur de lutter contre la poésie désolée de la science dont l'imagination de Barrès fut hantée toute sa vie.

« Comment prêcher cette force, ce goût de l'effort, cette dignité, cet attachement au trésor moral, aux vertus de l'homme, du mammifère, du vertébré ? Si l'on va une fois derrière le voile d'Isis, si l'on discute, analyse, tout est compromis. Il faut cette force, la foi, le pouvoir de croire, le désir de croire, bref la foi qui est autre chose que l'intelligence. De là grand service, grande vérité du christianisme. »

Ce voile d'Isis, si on l'a une fois soulevé, dit-on, il en reste au cœur une terreur pour toute la vie. « Barrès, vous auriez brodé dessus quelques belles fleurs », affirma un jour un critique. Et Barrès répondit, pour bien marquer sa double inspiration : « Le voile d'Isis est brodé des fleurs de la terre et des étoiles du ciel. » C'est ce qu'il exprimait encore en une page célèbre de sa *Grande Pitié des Églises* : « Les fils de la terre doivent être accordés avec les étoiles. »

Ce Barrès-là, que l'on vit peu à peu s'épanouir dans l'œuvre si grave de ses dix dernières années, il veillait depuis longtemps. Ses campagnes politiques de l'avant-guerre, de la guerre et de l'après-guerre, retardèrent seules sa pleine manifestation. Il nous paraît curieux de noter que le plus net témoignage de

cette combinaison de l'homme religieux et de l'homme poétique qui est le Barrès foncier date du moment précis où il acquit la plénitude du succès, en 1906, alors qu'il venait d'être élu à l'Académie et à la Chambre des députés. Il fit alors un examen de conscience pour s'assurer que son *moi* profond ne serait pas étouffé sous les fascines de l'activité publique et de la gloire. Écoutons-le méditer au service funèbre d'Archdeacon (auquel il succédait dans le 1er arrondissement de Paris), sous les voûtes de Saint-Germain-l'Auxerrois.

« J'ai assisté ce mardi 20 mars, premier jour du printemps, au service mortuaire pour Archdeacon, à Saint-Germain-l'Auxerrois. Je venais de passer ma matinée aux Halles avec un qui disait : « Je vous présente mon ami Barrès. » J'avais vu un boucher qui disait : « Je suis en train de lire votre *Voyage de Sparte*. » La veille, sur une estrade, je m'étais entendu louer à faux de mes livres les plus fermés. J'aurais voulu dire : « Ce n'est pas pour vous, messieurs, que j'écris. Je ne les écris pour aucun. » Ame offensée, mais qui sait ne l'avoir pas volé ! Je n'avais pas le temps d'avoir conscience de ces froissements, mais il y avait en moi une lassitude de moi-même qui suis incorrigible, qui cours vers toutes les contrariétés. J'aurais voulu divorcer d'avec moi-même, vivre une nouvelle vie sous un nouveau nom. Dieu ! que je suis las de moi-même !

« Alors le prêtre entonna *Dies iræ, dies illa, solvet sæclum in favillâ*. Et ces strophes d'ébène, ces flammes noires me courbaient la tête et me montraient la pleine frivolité de mes agitations. (Au reste, j'analyse mal ce que je sentais, parce que je n'en ai pas une conscience nette, mais c'était une pyramide de vérité auprès de quoi je sentais mon néant, la vanité de mes quêtes.) Et le fleuve passa sur moi.

« Ils déployèrent le drap noir sur lequel il y a une croix blanche. Puis, le prêtre dit *Pater noster* et se tait. Après un silence prolongé sa prière réapparaît par ces mots auxquels je donnai un sens, mon sens : *Et ne nos inducas in tentationem*. Ce mandat de député... *Sed libera nos a malo. Amen*. C'est-à-dire : délivre-nous de tout ce qui n'est pas la contemplation.

« C'est dans les églises que mon intelligence et mon cœur trouvent les formules de la plus haute poésie. Je voyais ces formules de ma race s'échapper avec des nuances infiniment variées de chaque bouche, et celui-ci disait : « Ne me donne pas la tenta-

tion de voler... de mentir... de boire », que sais-je ? Mais je dis : « Libère-moi de vivre par vanité et laisse-moi jouir dans ma courte vie de l'inépuisable poésie. »

Nous sommes ici en face du *moi* le plus personnel de Barrès, dégagé, épuré, sublimisé. On ne peut pas avoir mieux que lui réussi dans les dernières années de sa vie l'épanouissement de l'homme intérieur, à la fois citoyen, poète, philosophe et croyant.

LA MORT

Barrès, nous l'avons vu, se proclamait comblé. Il le redisait encore, quelques mois avant de mourir, dans son *Enquête aux pays du Levant*. N'avait-il point, en effet, tout obtenu apparemment de ce qu'il désirait? Sa vie parait monter et s'épanouir en plein ciel. Un départ triomphant de jeunesse, quelques échecs politiques et un deuil qui hâtent sa maturité, en lui rappelant qu'il est soumis lui aussi à l'universelle loi d'épreuve; ramené ainsi aux réalités primordiales, jeune encore, à quarante-trois ans, la principauté reconnue de tous dans les Lettres et la politique de son pays, — double primauté qui ne fait que s'avérer avec l'âge, — la guerre qui lui permet de mettre au service de la France, de l'Alsace-Lorraine et de la Rhénanie la plénitude de son talent et achève en chef-d'œuvre et sa personnalité et sa vie littéraire et sa vie publique, les dernières années enfin où il est l'objet de la vénération de tous.

Un double drame dans sa famille l'avait cependant assombri. Il n'échappait point aux cruautés de la fortune. Sa disposition à l'angoisse, son sentiment de la précarité du bonheur auraient suffi d'ailleurs à le préserver de toute orgueilleuse sérénité. La mort enfin, deux ans avant de le frapper, l'avertissait sourdement que le temps lui serait mesuré.

Jeune, il accueillait aisément l'idée de la mort, avec sincérité certes, mais il sentait la camarde encore bien loin. Il usait de la sombre Déesse pour aggraver le pathétique de son chant. Dès qu'il la sentit venir, il fut plein de courage et ne songea qu'à livrer au plus vite aux Lettres françaises la part de richesses dont il se savait le dépositaire privilégié.

Il eût voulu pouvoir travailler vingt-quatre heures par jour. Il se hâtait de mettre en ordre les matériaux de ses *Mémoires*,

Il pressentait que le grand machiniste, comme il disait, commençait à rouler derrière lui la toile de fond. « On ferme, monsieur, on ferme! » La mort dont il discernait en lui l'aiguillon ne parvenait qu'à le stimuler pour mieux remplir sa vie. « Il y a en moi un Asiatique qui s'endort, s'enfonce dans la mélancolie, écrivait-il dès 1896, mais aussi un Hellène. Les Grecs utilisent la mort. Toute la vie est une belle tragédie dont la mort est un acte glorieux. Ainsi le Grec s'habitue à envisager la mort comme la récompense d'une vie utile à la cité. »

Épuisé par sa double vie publique et littéraire, il ne voulut rien abdiquer. « On ne prend sa retraite qu'au cimetière », avait-il dit. Mainte fois, il s'avouait fatigué. Son sourire demeurait charmant, conquérant, son allure princière, mais son regard souvent, sous les fusées de la maladie, devenait trouble; il perdait l'acuité d'autrefois. C'était émouvant et d'un tragique royal que de voir ce Maître se défaire peu à peu et lutter pour que rien n'en paraisse. Son intelligence planait au-dessus de ce drame, comme le soleil par delà les nuages, et ne cessait en poésie, en politique, de jeter les plus beaux feux.

Dans l'automne de 1923, à Charmes, il amena un jour son fils au cimetière et lui donna paisiblement ses instructions pour son tombeau. Avec sa jeune nièce, il plaisanta même. « A cinq heures du soir, j'aurai le soleil dans l'œil. » Ces pressentiments et cette grave sérénité, il les avait exprimés, en 1922, dans sa préface aux *Souvenirs* de son grand père, officier de la Grande Armée, qui, dans son esprit, étaient le prélude de ses *Mémoires*. L'épitaphe des siens, disait-il, l'avertissait qu'il lui fallait se disposer à partir.

C'est en songeant à ces deux années héroïques où Barrès lutta pour recevoir, toujours debout et droit, les coups destructeurs, qu'il faut lire, dans son cahier, les deux songeries suivantes; l'une met en scène la Douleur regardant la Beauté, l'autre est un rêve sur sa mort.

« Je venais de lire, écrivait-il le 12 décembre 1898, cette phrase de Gœthe : « J'ai reçu la visite du baron Charles de Spiegel. C'est un très beau jeune homme; il a dans sa manière d'être, dans sa tournure, un je ne sais quoi où l'on reconnaît le noble du premier coup d'œil. Il ne pourrait pas plus renier sa famille qu'une grande intelligence ne pourrait renier sa nature élevée. Car ces deux supériorités, haute intelligence ou haute

naissance, frappent celui qui les possède d'une empreinte que ne peut cacher aucun incognito. Ce sont des puissances comme la beauté; on ne peut les approcher sans les reconnaître.

« Un concert s'éleva dans mon esprit et je vécus pendant quelques instants parmi les plus belles images. Je me sentais dans mon domaine. Quand ces harmonies se dissipèrent, ma pensée se précipita vers les êtres réels pour les écarter et les honnir. Et puis je voyais au lointain, enveloppée dans une draperie antique ou suaire, la Douleur. Je ne distinguais pas ses traits, parce qu'elle détournait la tête sur son épaule droite, mais elle avait le droit de se tenir sur la terrasse, regardant les beaux jeunes hommes Noblesse, Intelligence, Beauté. »

Après ces notes dignes de Mozart et de Chopin, voici le puissant accent beethovenien, celui-là même qui retentit à Notre-Dame sur le cercueil de Barrès.

« A propos de ce rêve sur ma mort que j'ai eu dans la nuit du 30 au 31 décembre 1898. Un élément de pathétique, moins commun que dans Inès où le roi se désole de faire assassiner, c'était qu'ils eussent préféré, eux, la table des dieux, m'épargner mon Destin, qu'ils le trouvaient dur et gâcheur de choses belles, mais que, le reconnaissant inévitable, ils ne s'attardassent pas à y songer, à insister, pour reprendre leur festin, leur cour.

« Cette petite cour des dieux, sur le côté d'un jardin. Comme je fuyais en courant sous les pommiers, il était embusqué derrière un massif et m'avait fait attaquer. Il intervint quand j'étais déjà las. Je frappai sur lui et je reconnus que c'était un roc. J'aurais bien voulu la paix. Je fuyais avec des pieds lourds vers la table des dieux. « Voyons, lui disaient-ils, tu ne pourrais pas le laisser tranquille? » Ils me savaient de leur qualité, mais indépendant, non assujetti, voué aux dangers d'une vie que j'avais choisie. Je n'avais pas vécu avec eux. Pourquoi aurais-je eu leurs privilèges? Je commençais à courir. Je me lassais; lui, je le sentais, était toujours égal. « Fais, lui dis-je, en me livrant, mais tue-moi vite. » Il me répondit : « J'ai des expériences à faire sur la péritonite lente », et nous descendîmes des escaliers souterrains, loin de la lumière.

« Quelle impression cruelle de la nécessité dans ce rêve! Ils n'avaient pas intercédé pour moi. Ils m'avaient dévoué. O figure désespérée de mon père! »

Son père, agonisant, lui disait : « J'ai peur ; ne me quitte pas. »

L'assassin embusqué de son rêve opéra, le 4 décembre 1923. La séance de la Chambre avait fini tard. On avait dès lors remis au lendemain le discours de Barrès en faveur de la République rhénane. Sans ce renvoi, Barrès eût succombé à la tribune. Il était rentré chez lui. Il venait de causer en toute liberté, avec enjouement, de se divertir avec son chien. Il s'était levé pour prendre les *Mémoires* de Gœthe et se retirer dans sa chambre. Soudain il pâlit et se plaignit d'une violente douleur au côté gauche. Il alla s'étendre sur son lit, refusa qu'on dérangeât un médecin à cette heure tardive, s'excusa de ne pas mieux réprimer sa douleur pour moins inquiéter les siens. Enfin, lui, l'ami des ténèbres, parce qu'on y pensait mieux et y sondait mieux les mystères de l'âme, il pria qu'on éteignît la lampe du plafond. (Gœthe avait, au contraire, réclamé plus de lumière.) Dans l'obscurité, sa femme lui parla. Silence. On refait la clarté. Barrès était mort sans une plainte. « Si je meurs à peu près aisément... Fais, lui dis-je, en me livrant, mais tue-moi vite. »

Sa mort stupéfia, inquiéta la France. Elle se sentait touchée, découverte par cette disparition. Un grand esprit national manquerait désormais à veiller sur son sort. Le Gouvernement, la politique, les Lettres, le peuple de Paris qui avait appris à connaître et estimer son action de prince, lui firent des obsèques grandioses à Notre-Dame. Mais plus beau que tout fut le dernier acte de la tragédie par la modestie exemplaire qu'avait voulue Barrès. *Humilis ad humum*. Point de Panthéon. Point même de colline de Sion où il eût aimé jadis être porté, pour s'y confondre dans une terre riche de toute la continuité lorraine. Mais le simple petit cimetière de sa ville natale et adossé à la tombe de ses parents et grands-parents, afin de proclamer jusque dans la mort que ses aïeux furent le contrefort, l'étai fondamental de sa bienfaisante vie.

FRANÇOIS DUHOURCAU.

DANS
LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

1924-1926

A la fin de l'été de 1923, un ingénieur finlandais, ancien officier de la marine impériale russe, M. Boris Cederholm, représentant d'une Société sud-américaine qui faisait l'exportation du tan, se rendit en Russie soviétique. La nouvelle politique économique, — le Nep, — inaugurée par les dirigeants de Moscou, semblait favorable à la reprise des affaires avec la Russie, et la compagnie sud-américaine espérait trouver en U. R. S. S. un vaste marché pour ses produits. Il s'agissait de conclure un traité qui assurât à la Société le monopole de la fourniture du tan pour les industries soviétiques des cuirs. Un contrat avait été signé par M. Cederholm, à Helsingfors, avec un agent commercial soviétique, mais il devait être ratifié à Petrograd où la présence de l'ingénieur finlandais devenait indispensable.

Aussitôt arrivé à Petrograd, et logé au consulat général de Finlande, M. Cederholm se mit en rapports avec les autorités bolchéviques; mais il acquit vite la conviction qu'il était à peu près impossible de contracter des engagements commerciaux sérieux avec le gouvernement de l'U. R. S. S. L'affaire traînait en longueur; M. Cederholm, secondé par un de ses jeunes compatriotes, ingénieur lui aussi, M. Koponen, avait beau multiplier démarches, pourparlers, échanges de lettres; rien n'aboutissait. Vers le milieu de février 1924, il se rencontrait au siège du syndicat des cuirs avec des personnages sovié-

tiques d'importance : le commissaire au commerce extérieur Krassine et le chef du commerce de l'État Lejawa. A l'entretien assistaient plusieurs fonctionnaires bolchéviques parmi lesquels le chef de la section du contre-espionnage à la Tchéka, Messing.

On s'entretint de l'affaire. Tout à coup Messing qui s'était tenu jusque-là à l'écart, se bornant à jeter sur M. Cederholm des regards aigus et malveillants, intervint brusquement dans la conversation.

— Dites-moi donc, demanda-t-il à l'ingénieur, par quelle voie vous correspondez avec votre Compagnie?

Dès lors M. Cederholm eut l'impression que la Tchéka, cette terrible « Inquisition rouge » qui subsiste sous le nom de G. P. Ou., et dont la direction échappe même aux commissaires du peuple, avait l'œil sur lui. Krassine et Lejawa mirent fin à l'entrevue et se retirèrent avec une sorte de précipitation. Quand M. Cederholm quitta le siège du syndicat des cuirs, il s'aperçut qu'il était suivi par deux agents de la Tchéka.

Le 8 mars, le collaborateur de l'ingénieur, M. Koponen, était arrêté et enfermé dans la prison de la rue Shpalernaya; placé dans la « section spéciale des affaires graves », il était inculpé de contrebande militaire. Un employé des douanes soviétiques à la frontière finlandaise s'était, prétendait-il, rendu acquéreur à très bon compte d'une petite caisse de rubans américains pour machines à écrire. Redoutant une perquisition chez son frère, une dame, depuis longtemps connue de M. Koponen, avait supplié celui-ci de cacher la caisse dans le bureau de M. Cederholm. Sans doute était-ce là un piège tendu aux deux Finlandais. Mis au courant des faits, M. Cederholm avait vivement blâmé son collaborateur et lui avait enjoint de se débarrasser de la caisse. Tardive et vaine précaution. Dès lors M. Cederholm jugea que la situation devenait inquiétante : il était prudent de retourner en Finlande. Par l'intermédiaire du consulat général, il demanda une « autorisation de départ », formalité à laquelle les étrangers sont soumis en U. R. S. S. L'autorisation tardait à arriver, cependant que la surveillance policière redoublait autour de M. Cederholm. Une tentative de fuite clandestine échoua. Nouvelle intervention du consulat général finlandais, sans résultat. En même temps, l'ingénieur était invité par la Tchéka à se présenter à ses bureaux, 2, rue

Gorokhovaya, chambre 184, le 2 avril à midi, « en qualité de témoin ».

M. Cederholm, déférant à cette convocation, se rend à la chambre 184 où il se trouve en présence du « camarade » Fomine, « juge d'instruction pour les affaires graves ». Et l'interrogatoire commence. Fomine questionne l'ingénieur sur l'affaire de contrebande à laquelle est mêlé M. Koponen. M. Cederholm ayant refusé de répondre, le juge d'instruction décide de le garder à sa disposition. Il est fouillé, puis conduit par deux gardes à la prison de la rue Shpalernaya.

Nous laissons maintenant la parole à M. Boris Cederholm pour retracer les péripéties de son séjour aux prisons et hôpitaux soviétiques.

RÉCIT DE L'INGÉNIEUR CEDERHOLM

PREMIÈRE NUIT EN CELLULE

La « réception » est située au second étage de la prison. L'employé de service, vêtu de l'uniforme des prisons de la Tchéka, sabre et revolver au côté, parcourut rapidement les papiers que le garde lui avait remis et me donna une feuille à remplir. Tandis que j'y inscrivais mon nom, la date et le lieu de ma naissance, ma nationalité, etc., on amenait et emmenait sans cesse de nouveaux détenus qui, à en juger par leur mine, devaient appartenir à la classe des intellectuels. A deux des questions mentionnées sur la feuille : « De quoi êtes-vous inculpé ? » et « Vous a-t-on remis votre acte d'accusation ? » je dus laisser la réponse en blanc.

Lorsque mon tour fut arrivé, le garde m'amena devant l'employé de service. Je fus de nouveau soigneusement fouillé. On me retira mon argent, ma montre, mon rasoir de sûreté, dont un reçu me fut délivré. L'employé me demanda pourquoi je n'avais pas indiqué sur la feuille les causes de mon arrestation. Je répondis que je les ignorais. « Peu importe, vous les connaîtrez bientôt! » me dit l'homme sur un ton rassurant. Puis, appelant un garçon d'une quinzaine d'années, il lui donna l'ordre de m'emmener.

Nous longeâmes un couloir et prîmes un escalier à droite, après avoir franchi une porte grillagée auprès de laquelle se

tenait une sentinelle en faction. Descendus au rez-de-chaussée, nous suivîmes un nouveau couloir, descendîmes encore quelques marches et tournâmes à gauche. Devant moi s'ouvrit un corridor qui se perdait dans la pénombre. Il longeait une interminable rangée de portes en fer. Ces portes du sous-sol correspondaient à une rangée de portes identiques situées à l'étage supérieur, cela jusqu'au cinquième étage. Ces étages étaient séparés par d'étroites et légères galeries de fer, d'où couraient de petits escaliers, en fer également. Un silence de tombe régnait dans le corridor troublé seulement par l'écho que nos pas éveillaient dans cette sinistre boîte de métal.

— Recevez un prisonnier ! cria le gamin qui m'accompagnait.

J'aperçus alors, descendant l'escalier, un petit homme maigre, vêtu d'une capote grise de soldat, ceinte d'une courroie. Il me mena à la troisième galerie et m'introduisit dans une étroite pièce sans fenêtre, qui ressemblait à un garde-manger et où une ampoule électrique répandait une lueur terne. Le long des murs, sur des rayons, des hardes étaient empilées. Un vieil homme, portant la tenue de la prison, était assis sous la lampe, devant une table. Il leva sur moi un regard indifférent, à travers ses lunettes de corne, prit les papiers que lui tendait le surveillant, les examina sans prononcer une parole, puis s'adressant à moi, d'une voix blanche :

— Déshabillez-vous, fit-il.

Je retirai mon imperméable et mon pardessus.

— Non, non, déshabillez-vous entièrement.

— Pourquoi ?

— Parce que je suis obligé de vous fouiller à fond, très honorable monsieur.

Il faisait un froid de loup dans ce garde-manger et le vieillard semblait faire exprès de tâter avec lenteur toutes les coutures de mon linge et de mes vêtements. Il alla jusqu'à arracher la doublure de mes chaussures. L'examen terminé, il dit du même ton indifférent :

— Rhabillez-vous. Mais vous laisserez ici votre cravate et vos bretelles.

Une fois rhabillé, le surveillant me ramena au sous-sol et s'arrêta devant le numéro 27. Ouvrant alors la porte avec fracas : « Entrez ici », me dit-il. Puis il referma la porte sur

moi et j'entendis la clef tourner deux fois dans la serrure. Pour moi commençait une série de cruelles épreuves.

Tout d'abord, j'inspectai la cellule, autant du moins que le permettait le peu de lumière qui filtrait à travers la fenêtre poussiéreuse et grillagée de cette espèce de cave. Je pus voir qu'elle était d'une extrême malpropreté. L'asphalte du sol disparaissait sous une épaisse couche de boue. Les murs étaient couverts d'inscriptions et de dessins. A droite, vissé au mur, un cadre de fer, muni de traverses en fer. Cet appareil devait servir de lit. Une table et un siège de fer vissés au mur d'en face. Un peu en avant de la table, un petit lavabo encastré dans le mur; pour y faire monter l'eau, il fallait appuyer sur un long levier de bois. Dans le coin, le siège du W.-C.

Entre le lavabo et la table, j'aperçus le long et mince tuyau d'un radiateur. Hélas! il était glacé. Il faisait un froid insupportable; je claquais des dents. N'ayant aucune expérience en matière de prison, je pensais que, d'un moment à l'autre, le gardien viendrait ouvrir le chauffage et m'apporter un matelas. Mais une heure s'écoula et personne ne parut. Pour me réchauffer, je me mis à courir dans la cellule en agitant mes bras jusqu'à ce que je fusse en nage. Alors, je m'assis sur le siège de fer glacé.

Ah! le maudit froid! Je le bénis pourtant aujourd'hui, car c'est grâce à lui et aux autres tortures physiques que je dois d'avoir conservé ma raison. Les souffrances physiques étaient tellement atroces que la souffrance morale en était émoussée.

Après un quart d'heure de repos, je repris ma course. J'entendais au-dessus de ma tête un autre malheureux détenu courir dans sa cellule, en frappant le sol de ses talons. Enfin, complètement affolé par le froid, je me décidai à appeler et me mis à frapper la porte de mes poings et de mes pieds. Un petit guichet, pratiqué dans la porte et qui servait à passer la nourriture, s'ouvrit avec fracas et la tête du surveillant apparut dans l'ouverture :

— Qu'avez-vous à faire tout ce tapage? Il faut subir sa peine tranquillement, *noblement*. Que voulez-vous?

— Donnez-moi une couverture, un matelas, et ouvrez le radiateur.

L'homme écarquilla les yeux et éclata d'un franc rire.

— Alors, citoyen, vous vous croyez à l'hôtel? Vous êtes ici

au « rayon spécial ». Le chauffage est interdit. On ne donne de couverture à personne. Quant au matelas, je vous l'apporterai quand j'aurai terminé ma besogne.

Le guichet se referma.

Ainsi, j'étais seul, au fond d'un cachot, hors la loi, à la merci de la Tchéka! Qu'allait-il m'arriver? Cependant la nuit était descendue. A courir sur une surface de six pieds de long et trois pieds de large, j'avais les jambes brisées, une sueur glacée coulait dans mon cou.

Vers sept heures, le guichet s'ouvrit et le surveillant me tendit une soupière en fer-blanc rouillée et bosselée, une cuiller de bois et un morceau de pain noir. Je n'avais nulle envie de manger. Au bout de quelques minutes, le guichet s'ouvrit de nouveau et le surveillant tendit la main vers la soupière, en prononçant un seul mot : « Souper. » Le récipient était rempli jusqu'au bord d'une bouillie grise et épaisse qui répandait une odeur répugnante. Je versai immédiatement le contenu de la soupière dans le W.-C. et tirai plusieurs fois l'eau, afin de dissiper l'insupportable odeur de poisson pourri et d'huile de tournesol brulée qui s'en dégageait. Au bout de vingt minutes, on m'apporta un grand gobelet de fer en me jetant par le guichet les mots : « Eau bouillante. » Ce fut pour moi une véritable aubaine. L'eau bouillante me brûlait les lèvres, mais une délicieuse chaleur se répandit dans tout mon corps. Ayant bu quelques gorgées, je posai le gobelet sur la table, afin que l'eau se refroidit un peu. Il faisait complètement noir dans la cellule. Lorsque j'approchai à nouveau le gobelet de mes lèvres, je m'aperçus qu'il était devenu tout à fait léger. Je compris qu'il était percé et que toute l'eau avait fui.

Vers neuf heures du soir, la clef tourna dans la serrure. une lampe électrique s'alluma dans la cellule et le surveillant m'apporta un matelas ou, plus exactement, un sac bourré de paille, d'une saleté telle que je frissonnai à l'idée de dormir dessus. Puis il éteignit la lumière et de nouveau m'enferma.

Je n'essaierais pas de décrire ma première nuit en prison : tout ce que je pourrais dire pâlirait devant la réalité. Je la passai à courir dans ma cellule. Par instants, je m'affaissais sur le matelas puant, mon imperméable sur ma tête, tâchant à me réchauffer par ma propre haleine et je tombais dans un lourd sommeil. J'en étais tiré par des cris hystériques, seul

bruit qui rompît le silence du couloir, avec le claquement des portes et le sinistre : « Recevez un prisonnier ! »

Vers six heures du matin, la porte de la cellule s'ouvrit; le surveillant me tendit un maigre balai et me jeta le mot : « Ménage. » Apparemment, le fait de prononcer cette parole laconique suffisait à payer le tribut dû à l'hygiène. A peine avais-je donné quelques coups de balai que le surveillant interrompit :

— Assez, nous ne préparons pas un bal !

Un peu plus tard, on m'apporta le pain et l'eau bouillante. Afin de ne plus provoquer l'hilarité de mon surveillant, je m'abstins de réclamer du thé et du sucre; il était évident que les détenus n'avaient pas droit à ces denrées de luxe.

Un peu ranimé par l'eau chaude, j'entrepris, pour m'occuper, de lire les inscriptions murales :

« Faites savoir à la rue Ivanowskaya, nº 4, que le docteur Altouroff a été fusillé. »

« Serge, Ivan et Prokhor Khrapoff sont *passés par la gauche* (1). Faites savoir Koursk, rue Petrovsky, nº 4.

Je lus un grand nombre de ces inscriptions. Les murs en étaient littéralement couverts. Elles étaient datées de 1918 au 1er avril 1924. La dernière datait de la veille de mon arrivée à la prison. En voici le texte qui s'est gravé dans ma mémoire .

« Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. L'Archimandrite de la Laure, Alexandre Nevsky Antoine, doit être fusillé cette nuit pour avoir refusé de prendre sur sa conscience un grand péché. Pardonne-leur, Seigneur, ils ne savent ce qu'ils font. Hommes de bonne volonté, faites savoir aux frères du couvent. Je quitte en paix cette vallée de larmes. »

Des croix surmontées de dates et de noms étaient intercalées dans les inscriptions. Dans un des coins de la cellule, je trouvai un dessin représentant l'icone de saint Séraphim Sarovsky. Elle avait été exécutée au crayon chimique par une main malhabile mais touchante, et tous les détails avaient été soigneusement indiqués. Au pied du saint, on lisait :

« Cette icone a été dessinée par la servante de Dieu, Catherine; elle pense à ses petits qui prient le saint pour leur maman. Janvier 1924. »

(1) Expression signifiant : « Ont été exécutés. »

Mais bientôt toute mon attention se concentra sur une découverte que je venais de faire : c'était un dessin représentant une grille, dont les carreaux contenaient cinq rangées de lettres. Au-dessous, une main charitable avait tracé le moyen de se servir de ce chiffre, qui permettait de s'entretenir avec les voisins, grâce à de petits coups frappés à la muraille. J'examinai de près les chiffres correspondant à chacune des lettres et m'exerçai à composer des mots à l'aide de cet alphabet. Un pressentiment me dit que j'en aurais un jour besoin et je me forçai à l'apprendre le plus rapidement possible.

NOUVEL INTERROGATOIRE

Trois jours s'étaient écoulés, lorsqu'au milieu de la nuit, je fus réveillé par le bruit de la porte qu'on ouvrait. Je vis entrer le surveillant, une liste à la main. Il me demanda :

— Vous êtes le citoyen finlandais Boris Léonidovitch Cederholm ?

— Oui.

— Vous allez vous rendre à l'interrogatoire.

De nouveau, nous suivîmes d'interminables couloirs. Enfin on me poussa dans une étroite pièce tapissée de liège et meublée d'une table et de deux chaises. Le camarade Fomine était assis à la table ; ses yeux, fixés sur moi avec une interrogation muette, semblaient dire : « Avez-vous un peu moins de morgue, à présent ? »

Il me fit asseoir en face de lui et commença :

Fomine. — Eh bien ! reconnaissez-vous à présent que vous êtes coupable ?

Moi. — Coupable de quoi ?

Fomine. — Vous le savez bien ! Vous étiez au courant des menées criminelles de Koponen. Or, non seulement vous ne l'avez pas dénoncé, mais vous vous êtes fait le complice d'une bande qui se livrait à la contrebande militaire.

Moi. — Je vous ai déjà dit que j'ignore tout de la vie privée de Koponen.

Fomine. — Et si je vous montrais un témoignage écrit de Koponen, que diriez-vous ?

Moi. — Je répondrais que c'est un mensonge et je demanderais une confrontation.

FOMINE. — Vous avez tort de vous obstiner. Il est fort possible que Koponen soit relâché dès demain, avant le jugement. Quant à vous, il vous faudra rester ici quelque temps encore. Avez-vous l'intention de parler?

MOI. — Je vous ai déjà déclaré que je n'ai rien à vous dire et que je suis complètement étranger à cette affaire de contrebande.

FOMINE. — Comme vous voudrez.

MOI. — Puis-je écrire à mon consulat? Je suis Finlandais. Vous n'avez pas le droit d'attenter à ma liberté.

FOMINE. — Vous pouvez écrire une carte postale à votre consulat. Mais cela ne servira à rien. Si le consulat exige votre mise en liberté, nous répondrons que vous êtes inculpé d'une affaire de contrebande. Soyez sûr que nous ne vous relâcherons pas avant que l'instruction de cette affaire ne soit terminée.

MOI. — Confrontez-moi avec Koponen et je vous prouverai l'absurdité de votre accusation.

FOMINE. — Ce n'est pas à vous à nous dire ce que nous avons à faire... Maintenant, vous pouvez retourner dans votre cellule.

MOI. — Ce n'est pas une cellule, mais une chambre de torture! Vous m'y mettez à la question par le froid et la faim.

FOMINE. — De quoi vous plaignez-vous? Vous êtes nourri... Quant au chauffage, s'il a été supprimé, c'est que l'été approche. D'ailleurs, aussitôt que vous nous aurez aidé à élucider cette affaire, vous serez soumis à un régime plus doux et peut-être mis en liberté jusqu'au jugement.

L'interrogatoire était terminé : un surveillant de garde, appelé par un coup de sonnette, me ramena dans ma cellule.

Dès le lendemain, je demandai une carte postale et un crayon et j'écrivis au consulat, informant mes compatriotes du lieu de mon emprisonnement et demandant de la nourriture, des vêtements chauds, du linge et une couverture. J'appris plus tard que pas une seule de mes lettres ne parvint à destination, et que ma correspondance fut « jointe » à mon « dossier ».

Ce fut ce jour-là aussi que je m'aperçus, après dîner, d'une ombre projetée par ma lucarne. En m'approchant, je distinguai une planche qui venait d'être placée du côté extérieur de la lucarne. Bientôt, tout le rectangle fut masqué par des

planches posées verticalement. Ma cellule fut plongée dans l'obscurité ; seule, une mince raie de lumière filtrait au bord de la lucarne où les planches n'avaient pas été posées d'aplomb. Cette faible lueur éclairait à peine deux pouces de l'embrasure de la fenêtre.

Je vécus ainsi dans l'obscurité pendant huit jours. D'heure en heure, la lampe s'allumait pendant une ou deux minutes, et j'apercevais le regard du surveillant qui m'examinait, à travers une petite ouverture pratiquée dans la porte et qu'on appelait « l'œil ». Puis, la lampe s'éteignait, « l'œil » se refermait avec fracas et je me retrouvais dans le noir.

Les cris de folie des détenus, l'appel d'une voix, qui lançait dans la nuit : « Recevez un prisonnier », et les paroles laconiques à travers le guichet : « Pain, dîner, souper, eau chaude » : tels étaient les seuls échos de la vie ambiante qui parvenaient dans ce tombeau glacé, humide, crasseux et noir.

Il y avait pourtant d'autres sons, et ceux-ci adoucirent ma solitude, si bien que je leur dois peut-être de ne pas avoir perdu la raison.

Un jour que, complètement affolé par le froid, et éreinté par ma course dans l'étroite cellule, je m'étais assis sur mon lit, la tête appuyée à la muraille, je perçus de petits coups frappés contre celle-ci, à intervalles réguliers. C'était une conversation entre mes deux voisins au moyen du « télégraphe » de prison. Au début, je ne déchiffrai rien; puis, peu à peu, j'arrivai à comprendre des mots séparés, et cela surtout lorsqu'ils étaient transmis par des débutants, dont les communications étaient encore suffisamment lentes pour que je pusse les suivre. Mon voisin de gauche essaya d'entrer en conversation avec moi. Après maints essais, je parvins enfin à transmettre, en me trompant plusieurs fois, le message suivant :

« Parlez plus lentement, je suis dans le noir, et ne puis inscrire vos phrases. »

Cher alphabet de prison ! Bruits timides dans l'épaisseur de ces murailles de geôle, toutes saturées de souffrance humaine. Que d'heures j'ai pu écourter en m'entretenant avec mes compagnons d'infortune ! A combien de martyrs ai-je entendu conter leurs souffrances, martyrs que je n'ai jamais vus, que je ne verrai jamais. Ah ! si ces murs, ces tuyaux de radiateur pouvaient confier au monde les cris de désespoir et de douleur de

ces hommes, privés de tous les droits, de ces innocents enterrés vivants, qui n'expriment leur détresse que par ces coups à peine perceptibles !

Peu à peu, je fis la connaissance de tous mes voisins d'en haut, de droite et de gauche. J'appris ainsi que les cinq « rayons » de notre quartier formaient le « rayon spécial » : et l'étage en sous-sol, où se trouvait ma cellule, portait le nom de « section secrète du rayon spécial ».

Un de mes interlocuteurs invisibles, qui se trouvait juste au-dessus de ma tête, finit un jour par perdre la raison. Il s'appelait Redkozouboff. Avant la Révolution, il avait été avocat et millionnaire. Il était depuis un an au « rayon spécial », étant inculpé dans le célèbre complot dit « de Tagantzeff ». Plus de deux cents personnes, mêlées à cette affaire, étaient écrouées dans notre prison, et je crois qu'il y en avait un bien plus grand nombre à la prison de Moscou. L'affaire était menée « dans l'ordre administratif », c'est-à-dire qu'elle avait été confiée aux mains de la Tchéka. L'instruction était presque close et plusieurs accusés avaient été transférés dans les cellules communes et soumis à un régime moins atroce. Mais Redkozouboff et quelques autres furent maintenus au régime « spécial ».

CONFRONTATION DANS LA NUIT

Au bout de huit jours, je fus de nouveau convoqué au milieu de la nuit devant Fomine; il avait à ses côtés Messing, que j'avais vu au cours de la dernière délibération au syndicat des cuirs.

Fomine fouilla longuement dans sa serviette, puis appuya brusquement sur le bouton d'une sonnette et jeta un ordre bref au planton :

— Faites amener...

Celui qu'on amena ainsi était Koponen. J'eus peine à le reconnaître, tant son aspect était pitoyable : le teint d'une pâleur verdâtre, les yeux cerclés de noir, il avait les plus grandes difficultés à se tenir. Dès qu'il m'aperçut, il fut secoué d'un frisson et se jeta sur moi en criant :

— Boris Léonidovitch! Mon Dieu! pourquoi?

D'un bond, Fomine nous sépara et, repoussant Koponen qui sanglotait, hurla :

— Taisez-vous!... Taisez-vous, vous dis-je, et répondez à mes questions... Le citoyen Cederholm est accusé de complicité avec des malfaiteurs se livrant à la contrebande militaire.

A peine eut-il prononcé ces mots, que Koponen l'interrompit d'une voix entrecoupée de sanglots :

— Osez-vous bien, misérables bourreaux? Je vous ai dit vingt fois qu'il était innocent... Il m'a même obligé de rendre cette maudite caisse.

Immédiatement ordre fut donné d'emmener Koponen. Pour moi, je n'avais qu'une pensée: voir cet interrogatoire, cette torture morale s'achever au plus vite. Mais elle ne faisait que commencer!...

— Eh bien! interrogea Fomine, continuerez-vous à prétendre que vous ignoriez les relations de Koponen avec des malfaiteurs se livrant à la contrebande militaire?

Moi. — Vous venez d'entendre Koponen affirmer que je suis innocent et que je lui ai conseillé de ne pas garder cette caisse.

Fomine. — Vous êtes d'abord coupable de n'avoir pas dénoncé aux autorités ces faits de contrebande que vous connaissiez. Vous vous êtes, de plus, obstiné dans votre mutisme au cours de l'interrogatoire.

Ayant dit, Fomine échangea quelques mots à voix basse avec son collègue et se mit à griffonner sur un formulaire qu'il me tendit, en disant :

— Lisez et signez.

L'un de ces formulaires contenait mes nom et prénoms, celui de mon père, ainsi que les circonstances qui avaient accompagné l'interrogatoire. Il résumait ensuite les conclusions de l'instruction dans les termes suivants :

« Considérant qu'au cours de la confrontation du citoyen Cederholm et du citoyen Koponen ce dernier a avoué avec une entière franchise que M. Cederholm était au courant des faits de contrebande;

« Considérant que M. Cederholm a confirmé ces aveux;

« Le juge d'instruction pour les affaires graves, Fomine, a résolu ce qui suit :

« La détention sera appliquée au citoyen Cederholm en tant que mesure répressive. »

Le second formulaire déclarait ce qui suit :

« Considérant que le citoyen Cederholm a refusé de faire une déposition bénévole concernant l'affaire n° 12 506;

« Considérant qu'au cours de la confrontation du citoyen Cederholm et du citoyen Koponen le citoyen Cederholm a confirmé sa participation au recel de la contrebande militaire;

« Le juge d'instruction pour les affaires graves, Fomine, a résolu ce qui suit :

« Le citoyen Cederholm sera invité à répondre devant la loi, en application des articles du code criminel de l'U. R. S. S. »

Après avoir pris connaissance de ces deux déclarations, je refusai catégoriquement d'y apposer ma signature.

Fomine sourit et, se frottant les mains avec satisfaction :

— Comme vous voudrez. Notre décision vous a été soumise en présence du chef du contre-espionnage de la Tchéka de Leningrad, le camarade Messing. Nous nous porterons témoins de ces faits. En attendant le jugement, vous devrez rester en prison. Mais je vais vous soumettre à un régime plus doux. Vous allez être transféré dans une autre cellule du rayon spécial et je vous autorise à recevoir des colis. Vous pouvez le faire savoir par carte postale à vos amis.

Après ce discours, Fomine fit venir le surveillant de service qui devait m'emmener.

Ce ne fut que lorsque je me trouvai dans ma cellule que j'entrevis toute l'horreur de ce qui venait de se passer. Le nœud coulant de la Tchéka se resserrait autour de moi. Il était clair que, pour des raisons qui m'échappaient, mes geôliers voulaient me tenir dans leurs griffes. Pas un instant je ne songeai à faire aucun reproche à Koponen. Son aspect effroyable disait, mieux que toutes les paroles, les souffrances qu'il avait endurées depuis son arrestation. Et je savais par expérience les conditions cruelles de sa réclusion.

La scène de la confrontation me permettait de supposer que Koponen n'avait pas cru jusque-là à mon arrestation. Ce n'est qu'en me voyant qu'il en fut convaincu. Sans doute, le juge d'instruction lui avait-il fait entendre à maintes reprises que son mutisme était ce qui faisait peser sur moi de graves soupçons, Mais il n'avait vu dans ces allusions que des tentatives de provocation. Il ne pouvait croire que la Tchéka osât m'arrêter. Lorsqu'il me vit devant lui, — et persuadé que j'avais été arrêté à cause de lui, — il fut pris d'une crise de

nerfs et chercha à prouver de son mieux que j'étais étranger à cette affaire de contrebande et que même, au contraire... Mais c'est précisément cette phrase que l'instruction guettait, afin de motiver mon maintien en prison.

Je m'incline devant le courage et la noblesse d'âme de Koponen. S'il fut l'objet de provocations de la part de la Tchéka, ce ne fut qu'afin de rendre possible mon arrestation à moi. C'est donc moi qui ai été la cause involontaire de son arrestation et de son infortune.

INCULPÉ D'ESPIONNAGE

Le lendemain, qui était le neuvième jour de mon emprisonnement, je fus transféré dans la cellule n° 92. Cette cellule était située au second étage du « rayon spécial » et sa porte donnait sur la galerie de fer. Les dimensions et l'aménagement de mon nouvel appartement étaient identiques à ceux de la cellule n° 27. Mais il était plus propre et plus clair et la température y était un peu moins rigoureuse.

Deux jours s'écoulèrent. Surmontant mon dégoût, j'avais « appris » à absorber la popote de la prison. Ce fut précisément au moment de me mettre à table que je fus convoqué par le chef divisionnaire. Il me fit signer un reçu, où je pus lire la liste des effets et des produits alimentaires envoyés par le consulat. La très attentionnée « patronne » de notre maison de la perspective de Ekaterinenhof avait pensé à tout. Ce furent surtout un gros sweater de laine, des bottes de feutre, une couverture, des draps, un coussin et du linge de flanelle qui me jetèrent dans le ravissement!

Je transportai mes trésors dans ma cellule et commençai par changer de vêtements. Puis, je fis du thé. O félicité! A présent qu'une chaleur vivifiante se répandait dans tout mon corps, je me rendais compte du degré d'épuisement où j'étais arrivé. A mesure que je reprenais des forces, je réfléchissais à ma situation et cherchais une issue possible à mes maux. Je n'en vis qu'une seule : envoyer au procureur suprême de Petrograd une réclamation écrite adressée au président du Soviet des commissaires du peuple.

Au moment où j'écris ces lignes, je ne parviens pas à comprendre comment j'ai pu être assez aveugle pour me faire

illusion sur l'efficacité de ces plaintes et de ces protestations! Mais, à cette époque, j'étais fermement convaincu que ma réclamation parviendrait au gouvernement suprême et que je ne tarderais pas à être mis en liberté avec les excuses convenables. Mon énergie demandait à s'exercer et je couvris d'une écriture très serrée plusieurs feuilles de grand format. J'envoyai ma missive par l'entremise du chef divisionnaire à la chancellerie de la prison, ayant la naïveté de croire que celle-ci la ferait parvenir à destination.

Sur ces entrefaites j'eus la grippe, ma gorge enfla et j'eus une forte toux. Je demandai un médecin. Il m'ausculta, et haussant les épaules :

— Vous avez pris froid, me dit-il, il faut vous couvrir. Si votre température atteint 40° vous serez transféré à l'infirmerie. Tant que vous n'aurez pas 40° de fièvre, je n'ai pas le droit de vous évacuer.

La température ne daigna pas monter jusqu'à 40° : on me laissa dans ma cellule. Je n'ai de cette période qu'un vague souvenir. Je dus être malade une huitaine de jours.

D'après les bruits que j'entendais dans le couloir et les communications que je recevais « par télégraphe », je savais que la prison se remplissait rapidement. Les cellules voisines et celles qui étaient situées au-dessus de moi étaient occupées par cinq personnes, preuve que la prison était surpeuplée. Il est d'usage d'isoler rigoureusement les détenus du rayon spécial et une pareille dérogation au règlement indiquait clairement que les deux cent quarante cellules du rayon regorgeaient de prisonniers.

Un matin, je vis entrer dans ma cellule un homme blond et maigre, qui portait son uniforme de prison avec une certaine élégance. Il s'assit à la table et me demanda :

— Qui est votre juge d'instruction et en application de quel article êtes-vous inculpé ?

Je répondis :

— Mon affaire est instruite par Fomine, qui m'accuse de contrebande militaire. A qui ai-je le plaisir de parler?

L'homme blond sourit, me toisa du regard et répondit :

— Je suis le chef adjoint de la prison, Polikarpoff... Vous vous trompez pour ce qui est du juge d'instruction. Outre l'instruction confiée à Fomine, vous êtes enregistré à la section du contre-espionnage. N'êtes-vous pas accusé d'espionnage?

Les paroles de Polikarpoff m'abasourdirent. Je ne trouvai rien à répondre. Polikarpoff griffonna quelques mots, puis se retira en faisant sonner ses éperons.

Bouleversé par l'effroyable nouvelle que je venais d'apprendre, je me mis à marcher nerveusement dans ma cellule. Ah! la diabolique cuisine! et avec quelle astuce l'affaire avait été machinée! Ils avaient commencé par envoyer un agent provocateur chez l'infortuné Koponen; puis ils s'étaient acharnés sur ma personne, en fabriquant une affaire de contrebande et s'octroyant le droit d'user de moi à leur guise, sans avoir à redouter l'intervention du gouvernement finlandais : j'étais un contrebandier et tous les États sont libres d'agir vis-à-vis de cette espèce de criminels. Ce ne serait qu'après le procès que la Finlande pourrait entreprendre des démarches en ma faveur. Et ce procès, quand aurait-il lieu? Que serait-il? Puisque les autorités soviétiques avaient osé m'arrêter, elles n'hésiteraient pas davantage à informer notre représentant que mon affaire était extrêmement complexe. Ensuite, ils fabriqueraient une affaire d'espionnage, m'accusant de tous les crimes possibles J'étais entièrement à leur merci. En tant qu'espion, je pouvais être fusillé d'un moment à l'autre, sur le seul ordre de la Tchéka.

J'en étais là de mes réflexions, lorsque la porte s'ouvrit et je vis amener dans ma cellule un homme âgé, de taille immense, portant la barbe et vêtu d'une vieille capote d'officier. Ayant posé à terre un sac qui contenait ses effets, le géant, qui semblait avoir de l'asthme, s'assit sur le siège de fer. Ayant repris haleine, il me salua fort poliment et me dit :

— Ne faites pas attention à moi, je vous en prie. Je suis tout à fait brisé. Je sors de l'infirmerie. Je ne vous poserai aucune question et vous agirez comme si je n'étais pas là. Je m'appelle Maksoutoff Dmitry Petrovitch.

Il souffla un peu; puis il reprit :

— Excusez mon importunité, mais votre visage ne m'est certes pas inconnu. Quel est votre nom de famille? D'ailleurs, ne me répondez pas, si cela vous est le moins du monde désagréable.

Je me nommai. Aussitôt Maksoutoff redressa sa haute taille et, me tendant la main, me dit avec un cordial sourire :

— Mon cher, quel lieu la Providence a choisi pour notre rencontre! Vous ne me reconnaissez pas?

A ces mots, le voile tomba de mes yeux. Le prince Maksoutoff, ancien officier de la flotte impériale, incorporé ensuite au régiment de la garde Préobrajensky... je ne connaissais que lui! Élève comme moi de l'École navale, quoique d'une promotion de douze ans plus ancienne, je l'avais rencontré plusieurs fois dans le monde avant la révolution et je me souvins que nous étions en excellents termes. Mais la révolution et la prison l'avaient tellement changé qu'il était méconnaissable.

Nous étions tous les deux aussi émus; Maksoutoff répétait :

— Ah! mon Dieu, quelle rencontre!

Ainsi, une nouvelle phase de ma vie en prison allait commencer. Je n'allais plus vivre dans la solitude. Cela valait-il mieux. Était-ce le prélude de nouvelles difficultés?

COMPAGNONS DE CAPTIVITÉ

Maksoutoff était atteint de neurasthénie aiguë. Il marchait toute la nuit dans la cellule, pleurant ou parlant à lui-même... En prison depuis près de deux mois, il avait été détenu, comme moi, à la section secrète du rayon spécial environ trois semaines. Les nerfs gravement ébranlés, il avait eu des crises de fureur : on l'avait transféré à l'infirmerie. A certaines allusions, je compris qu'il avait été arrêté sous l'inculpation de contre-révolution...

Deux jours après, il fut emmené avec « ses bagages » et je ne le revis que dix-huit mois plus tard, au camp de concentration de Solovetzk.

Peu de temps après son départ, on amena dans ma cellule un nouvel hôte, une valise à chaque main.

— Excusez-moi d'entrer sans sonner, fit-il. Vous avez une bien petite chambre!

On voyait tout de suite qu'on avait affaire à un joyeux compère. Je me mis à rire à mon tour, en lui disant :

— L'appartement n'est pas mal, mais il est cher. Êtes-vous venu pour longtemps chez moi?

— Allah seul le sait! Je viens de la cellule 147. J'ai causé par télégraphe avec un copain, inculpé dans la même affaire. Cette canaille de surveillant nous a pincés : alors on m'a trans-

féré ici. Permettez-moi de me présenter : Pliatzky, le roi du pot-de-vin.

Lorsque je me nommai à mon tour, Pliatzky eut un rire satisfait et me dit en me serrant la main :

— Enchanté de vous connaître. Vous êtes un confrère, un commerçant-nepman. Jusqu'ici, j'ai été enfermé avec les criminels politiques... Des imbéciles de socialistes démocrates!... J'en ai jusque-là de leurs conversations!

Tout en déballant ses valises, Pliatzky bavardait et plaisantait sans arrêt; il ne ressemblait guère aux détenus ordinaires. Il avait été inculpé d'avoir graissé la patte à des fonctionnaires de l'industrie métallurgique. L'affaire Pliatzky avait été la cause de l'arrestation de plus de cent cinquante personnes et le héros du procès était désigné dans les chroniques judiciaires sous le nom de « roi du pot-de-vin ». Son jugement eut lieu en 1926, c'est-à-dire un an et demi après notre rencontre. Il fut condamné à la peine de mort et plus de vingt personnes furent exécutées en même temps que lui.

Dans la soirée, on amena dans ma cellule encore deux personnes, — l'ingénieur Tchernoff et le docteur P... L'ingénieur avait été arrêté à la suite de l'affaire du syndicat des cuirs et était menacé de la peine de mort. Le docteur P... était impliqué dans une des « affaires polonaises » que la Tchéka fabrique en série; lui aussi pouvait tout craindre.

Nous étions terriblement serrés dans l'étroite cellule, et la fenêtre hermétiquement close ne permettait aucune ventilation.

Vers trois ou quatre heures du matin, on vint me prendre pour un nouvel interrogatoire, cette fois dans le cabinet du chef de la prison.

Ces interrogatoires nocturnes ont sur le système nerveux un effet terrible. Je comprends parfaitement que des hommes impressionnables en arrivent à la démence et finissent par se calomnier eux-mêmes, afin de voir n'importe comment s'achever cette torture morale. Les lampes répandent leur lueur terne dans les longs corridors aux escaliers de fer, qui semblent figés dans ce silence de tombe. Soudain, un cri étouffé. A un tournant, on entend le bruit d'une porte qui s'ouvre et le surveillant s'arrête brusquement. Ce sont les prisonniers des cellules secrètes qu'on emmène ou qu'on ramène d'un interrogatoire et qui ne doivent pas être vus de nous. En bas,

non loin de mon ancienne cellule, je remarquai sur le sol une grande tache rouge qui répandait une odeur de phénol. Un étudiant s'était précipité de la galerie du cinquième étage et s'était écrasé à cet endroit. Le malheureux avait découvert que sa fiancée était une provocatrice !

Le cabinet du chef de la prison était une vaste pièce chaude et confortable, garnie de tapis et meublée de fauteuils de cuir avec de lourdes portières aux murs. Une lampe posée sur la table et voilée d'un abat-jour répandait une douce lumière. Le thé était servi sur une petite table et j'aperçus Messing, paresseusement affalé dans un fauteuil, la cigarette au coin des lèvres. Sur une chaise, à ses côtés, un maigre jeune homme avec de grosses lunettes. Quand je fus assis, le jeune homme alluma une lampe à réflecteur et la dirigea sur moi. Puis Messing commença :

— Ne perdons pas un temps précieux. Causons. Vous êtes un homme intelligent et instruit. J'espère que nous arriverons rapidement à une entente. Ceci n'est pas un interrogatoire. Je suis passé par hasard à la prison et j'en profite pour m'entretenir avec vous. Dites-moi donc ce que vous savez des menées du consulat général de Finlande à Leningrad? Vous êtes un familier de la maison : vous êtes sûrement au courant des faits et gestes du personnel.

Moi. — Je ne suis pas et n'ai jamais été au service du consulat; je n'ai rien à voir dans ses affaires. Je louais un bureau dans l'immeuble du consulat : c'est tout.

Messing. — Laissons ces bêtises. Personne ne vous croira. Vous avez organisé un réseau d'espionnage finlandais et anglais : tous les fils convergent vers vous. Comment avez-vous correspondu avec votre Compagnie?

Moi. — Par la poste, naturellement.

Messing. — C'est faux. Durant tout votre séjour en Russie, vous n'avez reçu par la poste que trois lettres sans importance. Personnellement, vous vous êtes contenté d'envoyer quelques cartes postales. Comment avez-vous expédié votre courrier d'affaires?

Moi. — Je vous l'ai dit : par la poste. Du reste, mes affaires personnelles ne vous regardent pas. Vous n'avez pas le droit de me détenir dans cette prison, pas plus que de me soumettre à cet interrogatoire!

MESSING. — Écoutez, citoyen Cederholm, laissez ce ton et cessez ce langage. Je vous le conseille dans votre intérêt... Comment correspondiez-vous avec l'étranger ?

MOI. — Quand l'occasion s'en présentait, je confiais mes lettres à des compatriotes qui partaient pour la Finlande.

MESSING. — A qui ? Précisez.

MOI. — Je n'en ai aucun souvenir et cela ne vous regarde absolument pas.

Ces mots mirent Messing en fureur : il frappa sur la table.

MESSING. — Veuillez répondre à mes questions. Je vous ai déjà dit de changer de ton.

MOI. — C'est moi qui vous prie de changer de ton. Je suis en votre pouvoir et vous ferez de moi ce qu'il vous plaira, mais tant que je suis maître de mes sens, je n'admettrai pas qu'on me parle sur ce ton !

MESSING, baissant aussitôt le ton. — Si vous vous rendez compte que vous êtes en notre pouvoir, comprenez donc aussi qu'il est dans votre intérêt de dire tout ce que vous savez.

MOI. — Je n'ai rien à vous dire.

MESSING. — Vous pouvez retourner dans votre cellule. Vous subirez prochainement un interrogatoire en règle. En attendant, réfléchissez.

La troisième semaine de ma détention tirait à sa fin. Je reçus un nouveau colis. Comme toujours, tout avait été retourné en tout sens, coupé et examiné en détail par le chef divisionnaire. Cet examen était peu appétissant. L'inspecteur fouillait de ses doigts crasseux le jambon et les côtelettes, s'interrompant de temps en temps pour essuyer son nez. Il coupait avec le même couteau le savon, dont il faisait de minces tranches, le pain, la volaille, la viande, le sucre.

A peine avais-je eu le temps de rentrer dans ma cellule et de mettre de l'ordre dans mes provisions, dont j'offris une part à mes codétenus, qu'on vint de nouveau m'appeler.

— Citoyen Cederholm, faites votre paquet.

J'obéis et sortis dans la galerie : la porte se referma derrière moi, me séparant pour toujours de mes compagnons de hasard.

Nous descendîmes un étage et je m'aperçus avec effroi que nous nous arrêtions devant la cellule n° 24.

J'étais de nouveau mis « au secret ».

L'INQUISITION ROUGE

La cellule n° 24 ne différait en rien de mon habitation précédente à la section spéciale. Elle était aussi crasseuse, et aussi obscure. Mais, Dieu merci, je possédais à présent des vêtements chauds, des couvertures et des draps, ainsi que des provisions de bouche, qui, si j'en usais avec prudence et économie, pouvaient durer de deux à trois semaines. C'était là le plus important, car l'expérience m'avait enseigné que la faim et le froid abaissent considérablement la résistance morale.

Aussitôt transféré dans la cellule n° 24, je décidai de me forcer à manger la popote de la prison et de faire un usage des plus parcimonieux du beurre, du sucre, du lard, du saucisson fumé. J'enveloppai mes provisions dans deux mouchoirs de poche et les plaçai dans la fenêtre. Je me donnai tout juste la permission de manger les provisions qui risquaient de se gâter. Ainsi je me préparais à soutenir un long siège.

Pour tuer le temps, je récitais des poésies en toutes langues, je reconstituais des formules mathématiques...

Le cinquième ou sixième jour après mon transfert dans la cellule 24, je fus convoqué à l'interrogatoire. Il pouvait être minuit. Quatre personnes étaient assises à la table du juge d'instruction : elles s'appliquaient à prendre un air sinistre, que je trouvai parfaitement ridicule. Celui qui était assis au milieu de la table et qui pouvait avoir une trentaine d'années, était en civil, les autres portant l'uniforme des gardes-frontières. Il se nomma :

— Je suis le délégué de la section du contre-espionnage de la Tchéka, Illarionoff. Répondez à mes questions. Comment avez-vous correspondu avec l'étranger? Par courrier diplomatique?

Moi. — Non. Je l'ai déjà répété cent fois!

Illarionoff. — Faites attention. Nous sommes renseignés sur vos agissements. Vos aveux pourraient adoucir votre châtiment. Vous doutez-vous de ce qui vous attend? Vous risquez d'être fusillé!

A ces mots, un jeune homme maigre, au teint blême, avec un tic nerveux de la face, tira de sa poche un revolver système Parabellum, l'examina et, le posant devant lui, essaya de le faire tourner comme une toupie.

Cette grossière comédie me causa un profond dégoût. M'adressant à Illarionoff, je lui dis :

— N'essayez donc pas de me faire peur! Malgré tout le désir que vous en avez, vous ne pouvez pas me fusiller, parce que je suis un étranger et que le consulat est au courant de mon arrestation. Alors, priez votre camarade de reprendre son revolver. Je ne parlerai pas tant qu'on jouera avec une arme à feu sous mon nez.

Illarionoff fit un signe au tchékiste qui jouait avec le revolver, et se tournant de nouveau vers moi :

— Personne ne songe à vous faire peur! Veuillez me donner les noms de toutes les personnes que vous connaissez en Russie et tout particulièrement à Leningrad.

Moi. — Je ne me les rappellerai pas sur le moment. Laissez-moi dresser cette liste dans ma cellule.

Illarionoff. — Si vous voulez... Quelle est la personne à laquelle vous avez écrit une lettre en français adressée à la rue Pessotchnaya, n° 5?

Moi. — C'est l'agent de change Boll.

Illarionoff. — Que lui disiez-vous, dans cette lettre?

Moi. — Rien de bien important. Je le priais de me verser immédiatement les deux mille sept cents roubles-or qu'il ne m'avait pas payés au terme fixé.

Illarionoff. — Vous voyez que nous savons tout.

Moi. — Cela n'a rien d'extraordinaire avec les moyens que vous employez; mais je comprends maintenant pourquoi les lettres mettent trois jours pour arriver à destination!

Illarionoff. — Cela ne vous regarde pas!... Qui est la citoyenne Artzymoff.

Moi. — Je n'en sais rien.

Illarionoff. — Qu'alliez-vous faire dans cet appartement situé au coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya? Vous y fréquentiez assidûment.

Moi. — Je n'y ai jamais mis les pieds et j'ignore totalement cette rue.

Illarionoff. — Vous y réfléchirez dans votre cellule; vous trouverez certainement quelque chose!

Puis, fouillant dans un gros dossier à chemise bleue :

— Connaissez-vous le colonel Fenou?

Moi. — Je sais qu'il habite Helsingfors et qu'il est le repré-

sentant des émigrés russes en Finlande. Mais je le connais à peine. Je ne fréquentais pas les émigrés.

Illarionoff. — C'est faux ! Vous avez pris part à des fêtes de bienfaisance organisées par les émigrés russes. Que savez-vous du major Gibson ?

Moi. — C'est la première fois que j'entends son nom.

Illarionoff. — Et naturellement vous ne savez rien de Bounakoff ?

Moi. — Je n'ai jamais entendu le nom de Bounakoff.

Illarionoff. — Vous pouvez retourner dans votre cellule. Je vous convoquerai demain. C'est très sincèrement que je vous veux du bien et je vous conseille de vous montrer plus franc.

Le lendemain, le surveillant m'apporta du papier et un crayon chimique pour me permettre d'écrire les noms et adresses de toutes mes relations à Petrograd. C'était là un problème des plus épineux. Si je nommais mes relations, j'attirais d'innombrables calamités sur leurs têtes innocentes. Si je ne les nommais pas, les conséquences pourraient être encore plus néfastes ; la Tchéka, connaissant certains de mes amis, se mettrait en mesure d'arrêter ceux précisément que j'aurais omis de désigner dans ma liste. A la fin des fins, je résolus de citer tous les fonctionnaires soviétiques, à commencer par Krassine, avec lesquels j'avais été en relations personnelles. La Tchéka en déciderait à sa guise, mais ma conscience serait tranquille, je n'aurais dénoncé personne. Ainsi dit, ainsi fait.

Plusieurs jours s'écoulèrent. Sans doute avait-on résolu de me réduire par la faim. Mon état moral et physique empira. Je souffrais de mes reins et mes nerfs me jouaient de mauvais tours...

Cependant je n'avais cessé de réfléchir à cette mystérieuse citoyenne Artzymoff et à l'appartement au coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya. Ni l'adresse ni le nom ne me disaient quoi que ce soit, mais, à en juger d'après le ton « infernal » du juge d'instruction, je pouvais supposer que là était la clef de toute mon affaire.

J'avais beau fouiller ma mémoire, je ne trouvais rien.

Or, pendant mon séjour en prison, mes ongles avaient considérablement poussé : je priai le surveillant de m'apporter

des ciseaux. Il revint avec des ciseaux rouillés, dont les bouts avaient été cassés par mesure de précaution. Tout en procédant à la toilette de mes mains, je me souvins brusquement qu'au cours du mois de janvier dernier, je m'étais blessé à la main en patinant. J'avais été pour quelque temps dans l'impossibilité de soigner les ongles de ma main droite : je m'adressai à la manucure d'un des grands coiffeurs de la perspective Nevsky. En songeant à cet incident, une autre scène me revint à l'esprit. Un jour que le magasin était bondé, ma manucure m'installa dans une petite pièce située entre le côté des hommes et celui des dames. Comme j'examinais le flot des clients qui entraient, je remarquai une très jolie femme, dont le visage ne m'était pas inconnu. En passant près de ma table, la dame me regarda fixement et son visage exprima autant de plaisir que de surprise. C'était la femme d'un de mes anciens camarades, Mme Artchakoff, que je n'avais pas vue depuis douze ans.

Elle m'apprit que son mari était mort en 1920, dans la prison de Charkoff. La même année, sa fille, une enfant, mourait d'épuisement et de faim. Elle-même habitait chez une sœur mariée. Elle m'invita à l'aller voir, et inscrivit son adresse sur un bout de papier. Je me souviens qu'elle se tenait près de la caisse. Nous nous séparâmes. Je serrai l'adresse dans mon porte-monnaie et, trop absorbé par mille soucis, je n'y pensai plus.

Tout en me coupant les ongles, je me remémorais cet incident et, soudain, une idée traversa mon esprit comme un éclair : Mme Artchakoff... Mme Artzymoff... coin de la perspective Kronversky et de la rue Poushkarskaya...

Aussitôt que je fus de nouveau convoqué en présence d'Illarionoff, songeant à la mystérieuse citoyenne Artzymoff, je lui demandai :

— Où se trouvent la perspective Kronversky et la rue Poushkarskaya ?

Illarionoff me donna le renseignement : aussitôt j'eus le mot de l'énigme. Artzymoff était le nom défiguré de Mme Artchakoff. Tout s'expliquait le plus simplement du monde. Parmi les employés du coiffeur se trouvait sans doute un agent secret qui avait surpris ma conversation et l'avait transmise à qui de droit, en défigurant le nom de mon interlocutrice. L'information fut à tout hasard jointe à ma fiche, l'agent ayant appris

mon nom grâce à la manucure. Celle-ci était peut-être également un agent secret.

Toutes les questions d'Illarionoff avaient pour but de me faire perdre pied et de me convaincre du fait que la Tchéka possédait contre moi des preuves irréfutables destinées à me compromettre à tout jamais. Après chaque question revenait toujours la même phrase :

— Vous avez tort de vous obstiner. Nous possédons contre vous des preuves certaines. C'est de tout cœur que je vous conseille de faire des aveux complets. Songez à votre malheureuse famille.

Je ne devais plus revoir Illarionoff. On me laissa tranquille dans mon caveau et je me crus oublié; ou bien voulait-on, pour je ne sais quelle fin mystérieuse, me réduire à un état d'épuisement?

EN PRÉSENCE DE DZERJINSKY

Plongé dans ma solitude, je finis par perdre la notion du temps. Sans les repas qui indiquaient les divers moments de la journée, il eût été impossible de distinguer le jour de la nuit. Sans doute, le printemps était venu, car les murs de ma cellule ne se couvraient plus de givre et il faisait assez doux pour que je puisse dormir dévêtu sous ma couverture. Lorsque je fus une fois de plus convoqué dans le cabinet du juge d'instruction, je vis avec surprise que le calendrier indiquait le 27 mai. Le grand miroir ovale me renvoya l'image d'un homme au visage hâve, aux cheveux hirsutes, à la barbe grise. Je dus faire un effort sur moi-même pour comprendre que c'était là ma propre image...

Je trouvai Messing, devant la table couverte de papiers, en compagnie d'un homme de haute taille, d'âge moyen, en tenue civile, dont il me sembla que le visage ne m'était pas inconnu. Remarquant la fixité de mon regard, il esquissa un sourire et me dit :

— Vous ne me reconnaissez pas? Je suis Dzerjinsky.

Je me souvins aussitôt d'avoir vu maintes fois ce visage dans les revues illustrées; Dzerjinsky était sans doute très pénétré de sa célébrité. Songez donc! le bourreau suprême de toutes les Russies, qui signait chaque jour des centaines de

condamnations à mort, le créateur et l'inspirateur de la Tchéka !

Une barbiche qu'il pinçait sans cesse soulignait la maigreur maladive de son visage : il avait des yeux de myope clignotant sous la lampe et le dos voûté. Ses longs doigts tambourinaient sur la table. Je me disais en regardant cette main pâle et souffreteuse que ces doigts-là avaient plus d'une fois serré la crosse d'un revolver, visant à bout portant la tête de quelque malheureuse victime.

D'une voix sourde, Dzerjinsky me dit :

— Le mensonge ne vous sauvera pas. Il n'a sauvé personne. Je suis passé par hasard et le camarade Messing m'a parlé de vous. J'ai désiré vous voir. Faites des aveux complets et nous vous liquiderons en douceur.

Je me mépris au sens de ces mots et, croyant qu'ils signifiaient une menace d'exécution sommaire, je répliquai :

— Vous ne sauriez me liquider en douceur : le consulat de Finlande est averti de mon arrestation.

Dzerjinsky. — Peu importe que le consulat soit au courant de votre arrestation, nous nous arrangerons de façon à tout liquider sans bruit.

Ne comprenant toujours pas, je répétai avec toute la fermeté dont j'étais capable :

— Vous ne sauriez me liquider sans bruit. Vous provoquerez un gros scandale. En vertu du traité de Derpt, vous n'avez pas le droit d'exécuter un citoyen finlandais, moins encore de l'exécuter sans jugement.

A ma grande surprise, je vis un sourire s'esquisser aux lèvres de Dzerjinsky et Messing se mit à rire pour faire écho à son chef.

Me regardant fixement, Dzerjinsky me dit sur un ton de reproche :

— Vous ne m'avez pas compris. Il n'est pas question d'exécution. Au contraire, on souhaite de vous donner la possibilité de sortir de prison, sous certaines conditions. Le désirez-vous ?

Mon cœur battit. Je répondis aussitôt : « Si je le désire !... »

Dzerjinsky. — A merveille ! Le camarade Messing vous parlera en détail de tout cela. Vous avez de la famille?

Moi. — Oui.

Dzerjinsky. — Où est votre famille? En Finlande?

Moi. — Oui.

Dzerjinsky. — Vous avez des parents en Russie ?

Moi. — Personne.

Dzerjinsky. — En attendant, vous pouvez vous retirer.

Moi. — Quand serai-je libéré?

Dzerjinsky. — Ce ne peut être immédiat. Je vous ai déjà dit que certaines formalités sont nécessaires. En tout cas, ce ne sera pas long.

De retour dans ma cellule, telle était mon émotion que je ne pus m'endormir et passai la nuit à marcher de long en large. La pensée m'était tout de suite venue qu'il devait y avoir quelque nouvelle ruse diabolique au fond de cette affaire. Ou bien mon arrestation avait fait du bruit en Finlande et la Tchéka voulait se débarrasser de moi au plus tôt, ou bien ils avaient l'intention de me proposer de devenir un de leurs agents secrets. Plus j'y réfléchissais plus j'acquérais la conviction que la seconde hypothèse était la vraie.

Au bout de quatre jours, nouvelle convocation. Le juge d'instruction était un certain Chotaka. Il m'informa que de nouvelles accusations pesaient sur moi.

1° Relations secrètes avec la bourgeoisie internationale;

2° Espionnage économique.

Au total, j'étais accusé de crimes prévus par six articles différents, dont cinq comportaient la peine de mort. Comme d'habitude, je refusai de signer le procès-verbal de l'interrogatoire, ainsi que l'acte d'accusation.

Messing parut à la fin de l'interrogatoire. A mon grand étonnement et à ma confusion plus grande encore, il se mit à louer ma « fermeté », mon « sang-froid » et même mon « extérieur sympathique ». Les compliments d'un tchékiste n'ont rien pour flatter un honnête homme. J'interrompis ce flot d'éloquence en demandant :

— Quand serai-je mis en liberté? Loin de me relâcher, je constate que vous avez joint deux nouveaux articles à mon dossier.

Messing. — L'un n'empêche pas l'autre! Tout dépend de vous. Une fois sorti de prison, consentiriez-vous à nous fournir certains renseignements concernant vos compatriotes et les émigrés russes? Nous vous ferons un programme. Vous serez absolument assuré matériellement et nous vous donnerons la possibilité de vous occuper d'affaires commerciales, en occupant par exemple le local que vous possédez déjà. Vous pourrez faire

venir votre famille. Au cours de vos voyages à l'étranger, nous nous montrerons aussi généreux que votre Compagnie.

Moi — Ne m'en dites pas davantage. Je ne veux pas poursuivre cette conversation. Permettez-moi de retourner dans ma cellule.

Messing. — Vous avez tort. Regardez-vous dans la glace. Songez à votre famille. Savez-vous que votre femme a demandé un visa pour la Russie? Allons! Signez ce formulaire.

Cette feuille contenait en substance ceci :

« Je soussigné... m'engage à remplir la mission dont on m'a chargé et conformément aux instructions reçues. »

J'étais si ému que je ne me souviens pas exactement des termes de ce « pacte avec le diable ». Avec toute l'énergie dont j'étais capable, je repoussai la feuille de papier en répétant :

— Faites-moi ramener dans ma cellule. Je ne veux pas continuer ce genre de conversation.

Messing. — Pourquoi? Vous croyez peut-être que nous ne sommes pas assez riches pour rétribuer généreusement vos services? Mais votre femme débarquera sous peu à Leningrad : alors, vous changerez peut-être d'idée.

L'allusion de ces misérables à ma femme et toute la vilenie de leur offre firent déborder la coupe. Je ne me souviens pas exactement de ce qui se passa ensuite, mais je me rappelle que, malgré ma faiblesse, je repoussai violemment Messing qui chavira, entraînant avec lui la table, les papiers et l'encrier. Chotaka brandissait son revolver et me poussa si fort que je retombai sur ma chaise. Perdant mon équilibre, je roulai à terre. Sans doute, il dut y avoir beaucoup de bruit et de cris, car la chambre s'emplit de monde. Un soldat me maintenait à terre, tandis qu'une de ces femmes, qui attendaient dans le couloir pour emmener les prisonniers, m'avait saisi par les pieds. Lorsqu'on me releva, Chotaka continuait à brandir son revolver, tandis que Messing, vert de rage, criait :

— Qu'on l'emmène! On vous passera la camisole de force. Vous êtes un fou et un dégénéré! Je vous ferai supprimer!

Dans ma cellule, je repris conscience de moi et m'aperçus que j'avais le pouce de la main gauche démis. L'infirmier de la prison me banda le doigt et me donna des gouttes de valériane.

C'est ainsi que finit ma révolte, qui n'eut pas de suites autrement fâcheuses.

LA CHAMBRE D'HORREUR

A présent, je comprenais l'enchaînement de mes infortune et des causes qui les avaient amenées.

Le pouvoir soviétique avait commencé par entrer sérieusement en pourparlers avec moi, dans l'intention de faire des commandes à ma Compagnie. Après l'échec des négociations diplomatiques, les pourparlers commerciaux perdirent beaucoup de leur intérêt. Le gouvernement soviétique me soupçonna d'avoir présenté la situation économique de l'U. R. S. S. sous un jour défavorable; de plus, il me considérait comme un espion, de même que tous les étrangers. Ma connaissance parfaite de la langue russe, mon ancienne qualité d'officier de marine de la flotte impériale venaient corroborer ces soupçons.

Du fait que je ne possédais pas de passeport diplomatique, je ne jouissais en U. R. S. S. ni des droits individuels, ni de celui de l'exequatur. Et comme je vivais sous le même toit que le personnel du consulat, que je fréquentais les missions étrangères, où je comptais de nombreux amis, la Tchéka s'était dit que j'avais dû voir et entendre des choses intéressantes. C'est ainsi que l'idée de mon arrestation germa lentement dans l'esprit de mes ennemis. Je fus donc écroué sous prétexte d'un crime de contrebande militaire. Mes geôliers espéraient arracher de moi par la terreur d'utiles renseignements.

A présent, qu'allait-il arriver? L'allusion de Messing au visa demandé par ma femme me causait la pire inquiétude. Si ma femme prenait le chemin de Petrograd, qui empêcherait la Tchéka de l'arrêter à son tour, sous prétexte de complicité avec moi? Ils étaient capables de tout! Si ma femme était écrouée, ma petite fille demeurée en Finlande deviendrait une orpheline et, jouant habilement de mon sentiment paternel, la Tchéka finirait par briser ma résistance. Sans doute, mes bourreaux allaient-ils faire tous leurs efforts pour pousser ma femme à entreprendre ce voyage.

Je ne me trompais guère. A mon retour en Finlande, en 1926, j'appris qu'un individu qui disait s'appeler l'ingénieur Pissarevsky, s'était présenté à notre consulat en juin 1924. Il prétendit qu'il avait été détenu dans la même cellule que moi

et que, prévoyant sa prompte libération, je l'avais chargé de se rendre au consulat de Finlande et d'y faire savoir que je demandais instamment que ma femme vint à Pétersbourg. Heureusement, le consulat accueillit l' « ingénieur » et son récit avec la plus grande méfiance. Une autre fois, un certain « capitaine » Woronine téléphona à ma femme à Helsingfors ; il prétendait également avoir été détenu en même temps que moi et assura que j'étais au désespoir du retard que ma femme apportait à son voyage. Je n'avais jamais vu ni l'un ni l'autre de ces individus et j'ai la conviction qu'ils avaient été envoyés par la Tchéka.

Au début du mois de juin, je fus de nouveau réveillé au milieu de la nuit. Je supposais qu'il s'agissait d'un nouvel interrogatoire et je fus très surpris lorsqu'au lieu de prendre le chemin habituel, nous dépassâmes le couloir qui menait au cabinet du juge d'instruction. Nous prîmes plusieurs tournants, et nous nous trouvâmes soudain devant une porte qui s'ouvrait sur la cour de la prison. C'était un préau carré, entouré de tous côtés par de hautes murailles ; j'y aperçus une automobile, près de laquelle deux tchékistes en tenue montaient la garde.

Le fait d'être emmené en pleine nuit, sans bagages et sans chapeau, de se trouver subitement dans la cour, en face d'une auto trépidante, suffit amplement à bouleverser même un homme aux nerfs solides. Bien avant d'être écroué, j'avais plus d'une fois entendu conter la scène de l'automobile qui emmène, pendant la nuit, les condamnés au lieu d'exécution. C'est un des éternels et macabres sujets de conversation en U. R. S. S.

Un spasme nerveux serra ma gorge et je dus faire un effort pour demander à mes gardes :

— Où allons-nous ?

— Vous le verrez bien.

A la descente de l'automobile, je constatai, avec surprise, que nous nous trouvions devant le n° 2 de la rue Gorokhovaya, le quartier général de la Tchéka de Petrograd, c'est-à-dire au lieu même de mon arrestation. Ayant pénétré dans le vestibule, l'un des tchékistes gravit l'escalier. Au bout de quelques instants, il reparut et cria, en se penchant à la balustrade du second étage :

— Mène-le au n° 9, on avisera.

Nous suivîmes à droite un long couloir et entrâmes dans la chambre n° 9. Un lit était préparé sur un large divan ; il y avait un lavabo avec un nécessaire de toilette, des photographies étaient disposées sur une table à écrire. Sans se gêner, mon guide ouvrit plusieurs tiroirs de la table et, trouvant une grande boîte de cigarettes, m'en offrit et en prit une. Nous attendîmes environ une demi-heure et j'entendis sonner quatre heures. Enfin, la porte s'ouvrit, je vis entrer un grand homme maigre, en tenue semi-militaire, le revolver au côté. Il dit :

— Cederholm Boris-Léonidovitch ?

Je répondis :

— C'est moi, Cederholm Boris-Léonidovitch.

L'homme me toisa du regard :

— Venez et marchez devant moi.

De corridor en corridor, nous arrivâmes devant une cellule où mon guide me jeta d'une poussée brutale. Instinctivement, je reculai : je me trouvais dans une chambre oblongue, dont le sol bétonné était légèrement en pente. Des lampes électriques, munies d'abat-jour blancs, répandaient une lumière aveuglante. Le sol était couvert de taches, l'air était saturé d'une odeur de phénol, des caisses étroites, qui ressemblaient à des cercueils, étaient posées contre le mur. A peine quelques secondes s'étaient-elles écoulées que mon guide, qui me tenait par le coude, m'entraîna dans le corridor, en murmurant, comme s'il se parlait à lui-même :

— Diable ! je me suis trompé ! nous avons pris le mauvais couloir ! (1)

Tout cela n'avait été qu'une comédie et l'exclamation du tchékiste faisait partie d'un scénario aussi naïf que grossier. Le pire ivrogne ne se serait pas trompé de chemin à ce point.

La pièce où il m'entraîna ressemblait à une salle de garde : une pyramide de fusils était dressée près du mur, auquel étaient suspendus plusieurs revolvers dans leurs étuis et des rubans de mitrailleuses. Messing était assis à une grande table à écrire, en compagnie de Chotaka et d'un gros homme en civil, au type juif. A peine étions-nous entrés que Messing, s'adressant au tchékiste, dit sur un ton mécontent et brusque :

(1) Il s'agit ici d'une chambre d'exécution, d'une chambre « d'horreur », qu'on montre à M. Cederholm, afin de le terroriser et où le gardien l'amène soi-disant « par erreur ».

— Comment se fait-il, camarade, que vous ayez mis tout ce temps à venir ?

L'homme, récitant un rôle appris d'avance, répondit :

— Je me suis trompé de corridor, camarade : nous nous sommes trouvés dans la chambre bétonnée.

Messing haussa les épaules et me fit signe de m'asseoir à la table.

MESSING. — Votre instruction sera close aujourd'hui. Il ne dépend que de vous d'améliorer votre sort, peut-être même de retrouver la liberté. Vous savez ce qui vous attend? Dix ans au moins de complet isolement, sinon même la peine capitale.

MOI. — Vous ferez ce qui vous plaira. Mais vous n'obtiendrez rien de moi par l'intimidation. Je vous conseille de garder vos méthodes d'instruction pour les vieilles filles.

Messing m'interrompit brutalement :

— Vous êtes un fou ! Un orgueilleux et un fou ! Personne ne songe à vous intimider. Votre affaire sera examinée par le collège central de la Tchéka, à Moscou. Il n'y aura pas de jugement, car l'affaire est suffisamment claire... Mais je vous avertis que votre femme a obtenu un visa l'autorisant à se rendre en U. R. S. S. Faites bien attention : elle pourrait arriver trop tard.

Ce fut désormais mon cauchemar : je connus la plus atroce souffrance morale. La pensée que ma femme pouvait arriver d'un moment à l'autre, qu'elle avait déjà peut-être été arrêtée à la frontière, ne me quittait pas. Le cœur serré, j'écoutais les pas du surveillant dans le couloir! A chaque instant, il me semblait qu'on venait me chercher, pour me conduire dans le cabinet du juge d'instruction, que j'y verrais surgir brusquement ma malheureuse femme... On ne ferait que me la « montrer », pour me convaincre qu'il n'y avait pas de salut possible pour moi en dehors d'une complète soumission aux ordres de la Tchéka.

BORIS CEDERHOLM.

Traduit par Mlle ISWOLSKY.

(A suivre.)

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

DEUXIÈME SÉRIE

IV [1]

JE SUIS RENVOYÉE !

Boigne!... Ce nom m'était presque familier. Où donc l'avais-je souvent entendu ?... Au bout d'un instant, je me souvins. Grand père et l'oncle Adolphe avaient, à plusieurs reprises, parlé du comte de Boigne devant moi... C'était un général Savoisien, une manière de héros qui avait fait, aux Indes, je crois, des choses extraordinaires comme bravoure, intelligence et habileté... Grand père l'admirait beaucoup.

— Il n'a eu qu'un tort, avait déclaré un jour l'oncle Adolphe, ça a été d'épouser cette petite poison d'Osmond...

La comtesse de Boigne demeurait rue d'Anjou, ou d'Aguesseau, je crois, enfin dans une rue voisine du faubourg Saint-Honoré, et pas loin du tout de la Madeleine, mais Mme d'Escli-gnac prit un fiacre pour y aller. La duchesse ne me plaisait pas beaucoup, mais elle ne m'intimidait pas du tout. Je trouvais qu'elle avait l'air d'un ouistiti. Et, tandis que nous roulions, laissant de côté toutes les recommandations qui m'avaient été faites de ne jamais parler la première, je lui demandai, sans aucun embarras :

— La comtesse de Boigne chez qui nous allons, c'est-y une demoiselle d'Osmond...

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août et 1er septembre.

— Parfaitement ! dit la duchesse étonnée, vous la connaissez ?

— Oh non !... Mais j'ai entendu parler d'elle souvent.

Et comme les explications me semblaient volontiers superflues, j'achevai seulement :

— Par des amis de son mari...

— Alors, observe en souriant Mme d'Esclignac, vous n'avez pas dû en entendre dire de bien ?

— Dame, non !

— Dans tous les cas, c'est une des femmes les plus intelligentes qui soient... et ce qu'elle a pu être jolie !... Regardez-la bien, vous allez voir une des célébrités du gouvernement de Juillet... Mais, au fond, ça t'est bien égal !... Tiens ! je vous ai tutoyée ! Ça m'est plus commode de te tutoyer... tu permets ?

— Oh ! madame !

— Toi, appelle-moi ma tante, ça fait mieux ! D'ailleurs, tu es la nièce de ton oncle qui a été mon gendre... Par conséquent...

Comme elle a de la peine à sortir de son explication, elle achève :

— Et puis, flûte !

Nous sommes arrivées J'entre derrière ma nouvelle tante dans un salon sombre et qui me semble assez laid. Dans un grand fauteuil il y a un petit tas amorphe. C'est la comtesse de Boigne. Dans un autre fauteuil est assis un abbé que je reconnais. C'est l'abbé de Girardin, le frère de la comtesse de Ludre, que j'ai aperçu aussi chez la baronne du Montet. Il a de l'esprit, comme elle, et, comme elle aussi, il enlève, parfois, le morceau d'un air ingénu ou absent. La duchesse me présente au petit tas, et j'entrevois, dans un fouillis de dentelles et de rubans, un visage fané et alourdi, mais bien vivant, tandis qu'une petite voix presque jeune me dit :

— Asseyez-vous, mademoiselle

Depuis que nous sommes à Paris, on m'a rhabillée en petite fille. J'ai une vilaine petite robe à carreaux et un affreux grand chapeau de paille d'Italie. Je sais que je dois faire peine à voir.

— Comment trouvez-vous le dernier des Mirabeau ? demande la duchesse d'Esclignac.

Mme de Boigne m'examine et dit avec indifférence :

— Très bien. Quel âge a-t-elle?

— Douze ans...

— Elle est grande... Elle sera très grande !

Je le voudrais bien !... C'est même la seule chose que je me souhaite physiquement. Mais je sais que Mme de Boigne se trompe. Les petits chiens qui doivent grandir ont des grosses pattes, et moi j'ai des petits pieds...

— Vous ne savez pas, dit encore la duchesse dont les yeux brillent au fond de leur cercle bistré, elle a beaucoup entendu parler de vous, cette petite !

Le petit tas se tourne plus aimablement vers moi et demande :

— Ah ! vraiment !... Par qui donc ?

Elle me déplaît décidément, la vieille dame ! Je réponds d'un ton pointu :

— Par des amis du général de Boigne...

Elle ricane :

— Le général !... Il n'était pas général en France, monsieur de Boigne !

— Je ne sais pas, madame, mais c'est comme ça que je l'ai toujours entendu appeler par ceux qui parlaient de lui...

— Quels sont ceux-là ?

— Mon grand père et mon grand oncle...

— Le colonel de Gonneville et M. de Bacourt... explique la duchesse.

Mme de Boigne semble se réveiller et questionne :

— Bacourt ?... l'ambassadeur ?

— Oui, madame...

— Ah !... mes compliments ! Vous avez un grand oncle qui est universellement connu...

Puis elle demande à la duchesse d'un air ironique qui m'agace :

— Est-ce qu'il habite toujours Berlin et Sagan ?

C'est moi qui réponds sans me soucier de couper la duchesse qui allait parler.

— Ni l'un ni l'autre, madame ; il habite Bade ou Nancy...

La comtesse de Boigne adresse un clignement d'œil à Mme d'Esclignac et conclut :

— Oui... C'est la même chose... Il n'y a rien de changé...

Puis elle se tourne vers l'abbé de Girardin.

— Vous qui allez à Nancy, monsieur l'abbé, vous devez connaître M. de Bacourt ?...

— Je le connais en effet. Il vient de temps à autre dans une maison où je l'ai rencontré...

— A propos de Nancy, questionne encore Mme de Boigne, vous ne connaîtriez pas une héritière pour mon neveu?

— Pourquoi à propos de Nancy? dit la duchesse.

— Parce qu'on nous avait parlé d'une demoiselle Sanié...

Je dis :

— Jenny!

— Oui, Jenny!... Vous la connaissez?

— Elle est au Sacré-Cœur avec moi... mais dans les grandes... Elle n'est même plus pensionnaire, elle habite seulement le couvent.

— Oui... Eh bien! nous sommes arrivés trop tard...

Je demande, consternée à la pensée de ne plus revoir Jenny :

— Oh!... elle est mariée?

— Elle va l'être... répond Mme de Boigne.

Et s'adressant à moi :

— Y a-t-il beaucoup de jeunes filles à Nancy?

— Beaucoup, je ne sais pas... mais il y en a.

— De riches?

— Je ne sais pas!

— De jolies?

— Oui.

Et, sans y être invitée, j'énumère :

— Il y a d'abord Louise de Beaufort, qui est la plus jolie de toutes... et puis Marguerite d'Hautefort, Amélie de Ludre...

— Amélie de Ludre n'est pas jolie, dit l'abbé de Girardin.

Je regimbe :

— Pas jolie régulièrement... pac' qu'elle a un nez comme le mien... mais l'est jolie quand même... Et elle a une taille!

— Elle est un peu effacée...

Je suis furieuse! Amélie est celle que je connais le plus et que j'aime le mieux. Elle est délicieuse pour moi, et comme elle a dix-huit ans et que j'en ai douze, je suis très flattée de cette gentillesse et reconnaissante aussi. Je regarde de travers l'abbé. Et je me dis que je le connais, mais qu'il ne sait pas que je sais qui il est. Il ne m'a certainement jamais distinguée parmi les autres enfants qui grouillent quelquefois dans le grand salon de Mme du Montet. Alors, je réponds :

— Effacée, oui... pac'que Mme de Ludre s'asseoit dessus...

L'abbé de Girardin fait un nez, et proteste en s'adressant à Mme de Boigne :

— Ne croyez pas ça !... Jamais ma sœur n'a...

Alors, j'interromps d'un air désolé :

— Oh! monsieur l'abbé, j'vous d'mande pardon. Je n'savais pas que Mme de Ludre était vot' sœur... D'ailleurs ça n'empêche pas qu'elle soit dure pour Amélie!

— Jamais, dit l'abbé qui, en ce moment, ressemble terriblement à Mme de Ludre, jamais ma sœur n'a été méchante pour ma nièce...

Mais je m'entête :

— L'a même pas d'feu dans sa chambre...

— Parce qu'il ne lui plaît probablement pas d'en faire...

— Non... pac'qu'y a pas de cheminée!... Et des robes! elle n'en aurait pas non plus, si son frère lui en donnait pas de temps en temps... Lui, il est très gentil pour elle... mais l'est jamais là...

Mme de Boigne s'est désintéressée totalement de l'abbé de Girardin et de moi. Ramenée au passé par la conversation précédente, elle parle maintenant rageusement, haineusement, de son mari. Elle fait à la duchesse un tableau sinistre du martyre enduré près de ce vieillard. Mais le vieux petit ouistiti ne veut pas avoir l'air de s'en laisser conter. Elle riposte, féroce et aimable :

— Avouez qu'il n'a pas été long, le martyre!... et que Boigne a bien fait les choses...

— Eh bien! me dit la duchesse en sortant de la maison, te plaît-elle, Mme de Boigne?

— Non, madame...

— Je t'ai dit de m'appeler ma tante... Qu'est-ce que tu lui reproches?

— Oh! rien! Elle est pas sympathique, voilà tout... Vous l'aimez, vous mad... ma tante?

— A la bonne heure!... mais oui... je l'aime assez!

— Vous avez pas l'air!

— Pourquoi?

— Parc'que vous lui avez placé comme ça des tas de p'tites choses...

— Quelles petites choses?

— Ben, pour son martyre et son mari...

La duchesse rit. On sent que cette vieille femme s'intéresse passionnément à la vie et qu'un rien l'amuse. Elle me dit, satisfaite :

— Ah!... tu t'en es aperçue! A propos de ça, dis donc, toi, tu l'as fait exprès pour l'abbé, hein?... Dis la vérité?

— Oui, ma tante!

— Ça aura servi à quelque chose... car j'ai bien vu à sa tête qu'il ne savait pas pour la chambre sans feu...

— Il ne devait pas le savoir... je crois qu'il va pas souvent voir Mme de Ludre. Et, bien sûr, on ne lui a pas montré la chambre d'Amélie... tout en haut, pas d'rideaux, un sale plancher tout dévoré...

Où demeurait Mme d'Esclignac, je ne pourrais pas le dire. Le trajet en fiacre me parut très court. A la femme de chambre qui nous ouvrit, ma nouvelle tante demanda :

— Est-ce que M. Archambault est là?

— Oui, madame la duchesse...

Archambault était un grand garçon qui paraissait avoir beaucoup plus de seize ans. Ce jour-là, je ne connus que son prénom. Je sus ensuite que c'était un Talleyrand et je devais le retrouver plus tard. Il appelait aussi la duchesse, « ma tante »... mais je venais de faire l'expérience que ça ne prouvait rien.

Après le dîner, Archambault alla chercher un fiacre et j'entendis la duchesse qui disait au cocher en y montant :

— Au Cirque!

C'était au Cirque que nous étions allés la veille. Mais j'y arrivai sans aucune appréhension. Je ne connaissais, des théâtres de Paris, que les Français et l'Odéon, où le spectacle change chaque jour, et à Nancy, c'était la même chose. Je ne soupçonnais donc pas que j'allais voir ce que j'avais vu la veille. Mais quand j'entendis *V'là l'bataillon d'la Moselle en sabots*, je compris que j'allais entendre aussi *la Vengeance corse*. En effet l'écriteau l'annonça et dès le commencement de la mise en scène l'envie de rire me reprit.

Car il y avait une mise en scène!... Darcier, qui avait, je pense, quarante ans et qui était un solide bonhomme, arrivait costumé, soi-disant, en vieux Corse. Il avait des chiffons tenus

autour des jambes par des ficelles et se drapait dans un grand manteau vert. Sur son chapeau tyrolien se dressait une plume d'aigle qui avait l'air d'oie, et il s'avançait à pas chancelants, appuyé sur l'épaule du petit matelot qui représentait le fils auquel il confiait sa vengeance. Je louchai sur Archambault. Il regardait avec indifférence ces préparatifs qui déjà me paraissaient très ridicules. Qand arriva le terrible refrain :

Va droit à lui, courage! audace!

Je commençai à rire assez discrètement pour n'être pas remarquée. Mais le :

Va droit à lui, pense à ta sœur!

me fit perdre toute retenue. Alors, Archambault se mit à rire aussi et je lui en sus un gré infini.

— Ah! çà, demande la duchesse étonnée, qu'est-ce que vous avez donc tous les deux?

Puis, quand elle aperçoit les regards hostiles du public, quand elle se rend compte que nous faisons franchement scandale, alors elle se lève et nous fait sortir.

— Petite sotte!... Espèce d'imbécile!... Vous mériteriez d'être giflés...

— Pardon, tante! dit Archambault gentiment, on ne le fera plus...

Puis, comme il connaît bien la duchesse, il conclut :

— Maintenant, conduisez-nous prendre des glaces...



Quand sa crise de goutte fut passée, l'oncle Gabriel m'annonça qu'il se chargeait de moi pour la soirée. Nous irions dîner à la Taverne anglaise, rue Boissy-d'Anglas, puis à un théâtre quelconque. Il me fit commander le dîner et me dit :

— Qu'est-ce que tu bois?

— Du vin, mon oncle!

— Rouge ou blanc?

— Rouge...

Il commanda un demi-carafon de vin et m'en versa à peu près la moitié d'un verre. Comme il reposait le carafon sur la table, je lui dis :

— Et vous?... vous ne buvez pas?...

— Moi, je ne bois que de l'eau...

Il prit la carafe et, avant de se servir, voulut verser de l'eau dans mon vin. Je l'arrêtai brusquement.

— Oh! non! je bois du vin pur...

— Pur? répéta mon oncle stupéfait, pur!.. toujours?... tout le temps?

— Oui... tout le temps...

En effet, comme je détestais l'eau rougie, on me donnait toujours du vin pur. Je détestais également l'eau toute seule. Je ne buvais que du vin à table et du lait entre les repas. D'ailleurs, je n'avais jamais soif. Je ne buvais que parce qu'on le voulait.

L'oncle Gabriel me regarda boire mon premier demi-verre et me dit en riant :

— Mâtin!... tu siffles bien ça!... Tu es comme ton père... Moi, je n'ai pas osé... J'avais trop peur de faire comme Tonneau. Alors, je n'ai bu que de l'eau toute ma vie...

Puis, il conclut :

— Et j'ai tout de même trouvé moyen d'avoir la goutte... C'est le seul héritage que le grand père nous ait laissé...

En sortant du restaurant, il héla un fiacre et m'y fit monter.

— Au Cirque! dit-il au cocher.

Puis, se tournant vers moi :

— Je ne savais où te conduire... Il y a quinze ans que je ne suis pas sorti le soir... Mais il paraît qu'il y a au Cirque un très joli spectacle. On y a mené le petit Castellane et il s'y est beaucoup amusé...

J'allais dire : « Oh! je vous en prie, pas au Cirque!... » mais il achève :

— Alors, tantôt au Club, j'ai fait retenir deux places...

L'oncle avait pris des places. Il n'était plus temps de protester.

En entrant au Cirque, il déclara d'abord :

— Ce que ça pue ici!

Puis, au bout d'un instant, il s'amusa beaucoup. Comme il me l'avait dit tout à l'heure, depuis plus de quinze ans, il n'était pas sorti le soir. Il s'attendait à voir tourner en rond un gros cheval, avec dessus une écuyère en robe de gaze qui traverserait des cerceaux et ne soupçonnait pas la pièce à grand spectacle. Je vis qu'il était complètement empoigné. Il regar-

dait de tous ses yeux. Darcier l'enthousiasma et, pendant l'entr'acte, il affirma convaincu :

— Il est superbe, ce bonhomme-là !

Je pensais en tremblant à ce qui allait suivre, et je crus prudent d'avertir vaguement l'oncle pour le cas probable où je rirais encore. Alors je dis :

— Vous savez, mon oncle, pendant la seconde partie du spectacle, il chante encore, Darcier, mais il chante quelque chose qui est beaucoup moins bien... une espèce de machin ridicule.

— Comment le sais-tu ?

— Pac'que j'suis déjà venue ici avec Grand père... et avec la duchesse d'Esclignac...

— Ah !... je suis désolé !... Alors, ça ne t'amuse pas ?

— Mais si, beaucoup... il n'y a que cette malheureuse *Vengeance corse*... enfin, la chose qu'on va chanter... elle me fait un drôle d'effet... alors j'aime mieux vous le dire d'avance... pour que, si je ris...

— Eh bien ! quoi, si tu ris... tu riras...

Bien qu'en entendant glisser la planchette qui annonce le numéro à venir, j'eus envie de rire déjà. L'attitude attentive et respectueuse de mon oncle, que je guettais à l'entrée de Darcier, augmenta cette envie. Il s'amusait comme un petit garçon et semblait savourer les paroles de la romance. Et quand, au refrain, il m'entendit pouffer, il se tourna vers moi stupéfait et furieux :

— Ah ! çà !... tu es donc bête ! C'est très beau !

Jusqu'au bout de la représentation, il me fit une tête. J'avais évidemment baissé dans son esprit. Mais, à la fin, j'eus ma revanche. En défilant à la sortie, un superbe monsieur, qui accompagnait une jolie femme très peinte, en toilette très voyante, tapa sur l'épaule de mon oncle, qu'il dépassait de beaucoup plus de la tête :

— Comment, Mirabeau, vous n'êtes pas couché ? Quel miracle !

— En effet, dit l'oncle en riant, c'est que j'ai amené ma petite nièce au Cirque... et, ma foi, je ne regrette pas ma soirée !... Darcier a vraiment une voix admirable...

— Oui... Quel dommage qu'on lui fasse chanter des inepties pareilles !... Ça n'a pas de nom !

J'étais ravie. Je demandai à mon oncle :

— Quel est ce monsieur?

— C'est le duc de Hamilton...

— Et la dame?

— C'est Car...

Il s'arrêta et, après une courte hésitation, il acheva :

— Je ne la connais pas !



Le soir où ce fut mon oncle Édouard qui se chargea de moi, il vint dîner avec nous à l'hôtel. Grand père et ma mère allaient passer la soirée chez des amis.

En sortant, je lui demandai tout de suite :

— Est-ce que vous avez déjà des places pour un théâtre, oncle Édouard?

— Je t'ai déjà dit plusieurs fois de m'appeler Édouard tout court... tu entends?

— Oui... vous êtes le contraire de la duchesse d'Esclignac, vous!... Elle, elle veut que j'l'appelle « ma tante » et elle est pas ma tante... Vous, vous êtes mon oncle, et vous voulez pas que j'vous appelle mon oncle...

— Fais c'que j'te dis... Je ne suis pas assez sérieux pour qu'on m'appelle mon oncle. Ça me fait l'effet d'un blasphème. Tout le monde m'appelle Édouard. Pourquoi me demandais-tu si j'ai des places?... Il y a un théâtre où tu veux aller?

— Non!... au contraire y en a un où je voudrais ne pas aller...

— Lequel?

— Le Cirque.

— Tiens!... Ben, tu fais bien de me le dire!... C'est justement là que j'allais te mener!

— J'm'en doutais, et j'y ai été trois fois.

— C'est beaucoup, mais quand un spectacle est à la mode on s'y rue... c'est toujours comme ça!... Il fait beau!... veux-tu que nous allions à un café chantant des Champs-Élysées?

Édouard me plaisait beaucoup. Je m'étais habitué tout de suite à sa laideur cocasse, qui m'avait si fort étonnée à Nantes. Et il était si gai, si bon garçon, si amusant! Il me promettait :

— Si ta Grand mère m'invite, j'irai sûrement te voir à Nancy...

J'étais déjà allée au café-concert avec Grand père l'année précédente. Je crois bien que ce fut aux *Ambassadeurs* que mon oncle me mena cette fois. A l'instant même de notre entrée, une voix partie de la terrasse du restaurant cria gaiement :

— Ah ! voilà Édouard !

Je levai le nez et je vis, sur la terrasse, des hommes en habit et des femmes très élégantes qui dînaient à des petites tables. Plusieurs se levèrent et agitèrent leurs serviettes, tandis que des voix entonnaient en chœur sur l'air de *Tiens ! voilà Mathieu !*

Tiens ! voilà Édouard ! Comment vas-tu, ma vieille?
Tiens ! voilà Édouard ! Comment vas-tu, mon vieux?

— Sont-ils bêtes, ces animaux-là !... dit Édouard à moitié riant, à moitié fâché.

Je remarquai, répondant à ce qu'il avait dit tout à l'heure :

— C'est bien vrai c'que vous disiez, qu'tout l'monde vous appelle Édouard !

Il voulait s'asseoir au bout le plus éloigné de la terrasse, mais il n'y avait pas de place, et il nous fallut revenir sur nos pas. D'où nous étions, on voyait les dîneurs, et ils attirèrent mon attention beaucoup plus que le spectacle. Avec ma lorgnette je les voyais admirablement. Et, tout de suite, je remarquai au premier rang, la dame qui était au Cirque avec le duc de Hamilton. Elle avait une robe mauve et, au corsage, des liserons d'argent. C'est tout ce que l'on voyait nettement d'elle quand elle se penchait au-dessus de la balustrade : à travers les barreaux on devinait les flots mousseux des volants. Certainement l'oncle devait la connaître. C'était une de celles qui s'étaient levées en criant : « Voilà Édouard ! » Alors, je questionnai :

— Quelle est la dame qui dîne là-haut?

— Laquelle?

— La mauve qui a des boucles blondes?

— C'est Caroline Hassé.

Comme il avait levé le nez vers la terrasse, une femme assise à la table voisine salua de la tête en souriant. Je demandai :

— C'est à vous qu'elle a dit bonjour ?

— Oui, c'est à moi...

— Qui est-ce?

— C'est Constance...

Une autre femme encore fit signe de la main. Je dis :

— Et celle-là?

— C'est Mme Ugalde...

— Mais vous les connaissez donc toutes?

Édouard se mit à rire et répondit :

— Ma foi, à peu près!

Avec chacune des belles dames, il y avait un ou plusieurs hommes, qui avaient salué l'oncle de la main, eux aussi. Alors je demandai encore :

— Et les hommes?... C'est qui?

— C'est Demidoff, Grammont-Caderousse, Karageorgevitch, d'Osmond...

Pendant ce temps, un chanteur qui figurait les gommeux d'alors, avec de larges manches d'où sortaient d'énormes manchettes et un pantalon à pieds d'éléphant, — il s'appelait, je crois, Libert, — chantait :

J'm'appelle Popaul, j'demeure à l'entresol!

ou peut-être :

J'suis l'a... j'suis l'a... j'suis l'amant d'Amanda!

(Il est possible que je confonde les scies qui avaient cours chaque année.)

Au moment où nous sortions du café, une femme passa à côté de nous avec un homme très élégant et dit à mon oncle en riant :

— Tu disais que tu étais à la recherche d'une situation sociale... Alors ça y est!... Tu t'es fait bonne d'enfants...

Et le monsieur ajouta :

— Compliments, mon vieux!

— Celui-là, me dit Édouard, c'est Romeuf, un bon ami à moi.

— Et la dame?

— C'est Augustine Brohan.

Il ajouta, avec un peu d'embarras :

— Dis donc... il est inutile de raconter à la famille que je t'ai nommé tous ces gens-là... ni que je leur ai dit bonjour... parce que... parce que... les dames surtout... ce ne sont pas des vraies dames...

— Alors, c'est quoi?

— C'est des... demi-dames... Tu me ferais gronder si tu disais que je leur ai parlé...

— Gronder?... par qui?

— Par Gabriel.

— L'a l'droit d'vous gronder, l'oncle Gabriel?

— Mais oui! dit Édouard qui, si bohême qu'il fût, avait le respect des traditions, il est l'aîné.



Est-ce pendant ce séjour d'automne ou seulement au printemps suivant que mon oncle Gabriel me conduisit aux courses, je ne m'en souviens plus exactement. Mais j'ai encore dans les yeux les moindres détails de cette éblouissante journée. Les courses, à leur début, étaient vraiment au point de vue de l'élégance ce qu'il y avait de plus joli et de plus complètement chic. A la chute de l'Empire, elles se sont embourgeoisées d'abord et encanaillées ensuite. Mais lorsque le pesage, très fermé, n'admettait dans sa petite enceinte que le dessus du panier, le coup d'œil était tout à fait charmant. Si quelque brebis galeuse ou quelque parvenu de la veille s'y faufilait, la curiosité dédaigneuse qui les poursuivait, l'isolement où on les laissait avaient vite raison de leur malencontreuse audace.

Les plus jolies femmes, les plus jolies voitures, les plus jolies toilettes, se donnaient rendez-vous à Longchamp. C'est là que Worth, — qui régnait sans partage alors, — lançait ses modèles. Je crois que Laferrière commençait à peine à exister. Plus tard il y eut lutte à peu près égale entre les deux maisons; Worth triomphait le soir et Laferrière au Bois et aux courses. Mais l'année où je découvris le charme de Longchamp, on ne parlait encore que de Worth.

Mon oncle m'emmena déjeuner chez Mme de Persan, et me conduisit bien avant l'heure à la porte du pesage pour me faire assister à l'arrivée de l'Empereur et de l'Impératrice, en daumont. Les voitures de la Cour étaient merveilleusement attelées. Le général Fleury n'avait son pareil dans aucune cour. La beauté des voitures impériales fit, dit-on, l'admiration et l'envie de la reine Victoria quand elle vint à l'exposition de 1857.

Ce jour-là, l'Impératrice, que je n'avais jamais vue encore de près, me parut magnifiquement belle. Elle avait une robe bleue et un chapeau blanc. Bien laide la robe, et bien lourd le chapeau,

duquel sortait, par derrière, une énorme cascade de boucles blondes qui tombaient jusqu'à la taille et cachaient complètement le dos. L'ombrelle, verte comme toujours, était ornée d'une frange. Ce qui frappait surtout dans l'Impératrice, c'était son teint éblouissant, d'une nuance toute particulière, vraiment rose thé. Mon oncle ne salua pas l'arrivée des souverains, et j'en fus très choquée. Il regarda l'Empereur comme s'il le voyait pour la première fois et dit :

— Il est bigrement laid!

Je répondis d'un ton pointu :

— Je ne trouve pas!

Plus tard, mon oncle me fit passer à plusieurs reprises devant la tribune impériale. A chaque tour nouveau, il me demandait :

— As-tu assez vu?

Et je répondais :

— Non!

L'aspect de la tribune était animé et brillant. Il y avait tout le corps diplomatique et beaucoup de jolies femmes. Jolies ?... Elles ne l'étaient évidemment pas toutes. La duchesse de Bassano n'était plus jeune et la princesse d'Essling était déjà vieille... Parmi les autres dames d'honneur, il y avait, si l'on peut ainsi dire, un certain flottement. La marquise de Las Marismas, merveilleusement jolie, m'emballait beaucoup plus que l'Impératrice. Elle avait conservé la coiffure Louis-Philippe; des boucles d'un blond cendré infiniment rare descendaient, soyeuses et brillantes, le long de son visage si fin et si doux. C'était un rêve! La comtesse de Montebello, que mon oncle alla saluer quand elle vint voir le vainqueur de la course, était belle et avait grand air; la comtesse de Pierres était charmante et la marquise de La Tour-Maubourg me parut majestueuse. La baronne de Malaret et la comtesse de Lezay-Marnesia me semblèrent quelconques.

J'expliquai à mon oncle que j'aimais mieux les dames d'honneur dans la tribune que quand elles circulaient, parce que, dans la tribune, on ne voyait pas les affreuses cages qui me faisaient positivement horreur. Il me répond distraitement :

— Oui... C'est sans intérêt... Ces femmes-là ne comptent pas!

Et, voyant mon air étonné, il achève :

— Du moment où elles font partie de la troupe de Badinguet, c'est fini... mondainement, elles n'existent plus !

Ça m'agace énormément d'entendre appeler l'Empereur Badinguet. J'aime sa figure triste et ses yeux voilés. Je lui trouve l'air très bon et un peu malheureux. Depuis le commencement des courses, c'est lui que j'ai lorgné dans la tribune impériale, plus que l'Impératrice et les dames. L'Impératrice est très belle, mais je l'ai vite assez vue, tandis que l'Empereur, je ne me lasse pas de le regarder, et il s'en faut pourtant qu'il soit beau !

Alors, à l'observation de l'oncle qui déclare que, mondainement, les dames d'honneur n'existent plus, je réponds aigrement :

— Mondainement, ça m'est égal. Vénus et Diane n'existent pas non plus mondainement, et ça ne les empêche pas pour ça d'être jolies...

— Tiens ! c'est vrai ! me dit ironiquement mon oncle, tu es Badinguiste !... Une Mirabeau ! Tu devrais avoir honte.

Je n'ai pas honte du tout, mais je ne proteste pas. Je déteste les discussions inutiles. Un grand brouhaha se produit. C'est un prix important qui va être couru. Les femmes grimpent sur des chaises. C'est un océan de cages qui se balancent, montrant des jambes qui me semblent courtes et lourdes pour la plupart. Que les tailles de ce temps-là fussent en général sans grâce, trop minces entre des poitrines rebondies et des hanches étoffées, cela s'explique par la déformation du corset qui les faisait telles que les voulait la mode. Mais les jambes avaient alors, d'une façon générale, un aspect uniforme de rondeur tassée qui me semble inexplicable aujourd'hui.

Quand la course eut pris fin, plusieurs femmes étaient descendues précipitamment de leurs chaises. Je ne dis pas « avaient sauté », car, avec les corsets durs, à longs buscs, les mouvements manquaient plutôt de souplesse et de rapidité.

Mais cette descente démasqua une paire de jambes que je n'avais pas vue encore : des jambes fines, musclées, spirituelles, avec des chevilles invisibles et de jolis mollets placés très haut, qui sortaient d'un petit pantalon très court garni d'un volant de dentelle, des jambes exquises, habillées de bas de soie à peine rosés. Des jambes, je remontai à la taille, délicieuse aussi. Mince sans être exagérément fine, libre et dégagée, elle conti-

nuait un dos creux et charmant. Le cou long et flexible sur lequel se tordaient de beaux cheveux d'un blond chaud, la tête, petite, coiffée d'un chapeau discret, tout cela faisait un ensemble vraiment délicieux que je signalai à l'oncle.

— Ah ! à la bonne heure ! Voilà une jolie femme, oncle Gabriel !

La dame, qui nous tournait complètement le dos, ne pouvait rien voir. Mon oncle, la désignant nettement du bout de sa canne, me demanda presque bas :

— Celle-là ? en jaune ?

— Oui, en taffetas jaune... avec des rubans de velours noir...

— Tu la trouves jolie ? Ben, attends qu'elle se retourne !... Tu vas voir comme elle est jolie !

Et, précisément à ce moment-là, la dame se retourna pour appeler d'une voix haute et nasillarde :

— Richard !

Je faillis crier d'étonnement en voyant une affreuse figure canaille, avec les lèvres énormes et violacées et le nez épaté, spéciaux aux Juifs galiciens. Mon oncle me dit :

— Eh bien ! comment la trouves-tu ? C'est la princesse de Metternich, l'ambassadrice d'Autriche. Et voilà Richard qui arrive.

— Oui, dit un monsieur qui causait depuis quelques minutes avec mon oncle, il la trompe tant qu'il peut, mais il est docile comme un toutou.

Le prince de Metternich, — Richard, comme on disait volontiers, — était un beau monsieur à favoris qui avait l'air quelconque et distingué. Quoique la princesse fût sa nièce, ils semblaient très proportionnés d'âge.

Derniers arrivés du corps diplomatique, les Metternich avaient conquis la première place aux Tuileries et dans l'esprit de l'Impératrice que Mme de Metternich menait par le bout du nez.

L'Empereur, lui, ne fut jamais dupe des Metternich. Froid, réfléchi, et naturellement clairvoyant, il découvrit tout de suite le médiocre et l'intrigante sous le vernis bon enfant du ménage autrichien.

A douze ans que j'avais alors, et dans ce seul après-midi des courses, je pus me rendre nettement compte de la différence de popularité des souverains.

Au retour, mon oncle me fit asseoir à l'entrée de l'avenue de l'Impératrice, où passaient forcément toutes les voitures et tous les piétons qui rentraient à Paris. Là, je vis des bonshommes essoufflés, qui avaient manqué le passage de la daumont impériale et qui se désolaient de n'avoir pas pu saluer l'Empereur. Le baron Adalbert de Talleyrand, — un de nos amis, officier de chasseurs, — qui était avec nous, dit en riant à un des coureurs :

— Et l'Impératrice, vous n'en parlez pas ?

Il répondit nettement :

— L'Impératrice?... J'm'en f...!

Et comme ses camarades regardaient autour d'eux d'un air inquiet, il reprit :

— Ben, quoi ? j'y ferais pas d'mal ! au contraire! mais sûr que j'aurais pas mouillé ma ch'mise pour la voir passer...

Les Talleyrand, du moins ceux de cette branche, étaient ralliés au régime impérial. Le frère d'Adalbert était alors ou fut peu après ambassadeur en Russie.

Talleyrand demanda encore :

— Alors, on l'aime bien, l'Empereur?

— Pour sûr qu'on l'aime, pac'que c'est un chic type!... et pas fier!

— Vous voyez, Mirabeau, dit Adalbert à mon oncle qui était visiblement vexé, et qui répondit en ricanant :

— Oh! vous!... il suffit que quatre pelés et deux tondus vous disent une chose en l'air pour que vous la croyiez dur comme fer.

Il faisait horriblement chaud et, depuis que la Cour était passée, l'oncle, qui ne pouvait plus être soupçonné de saluer, avait ôté son tuyau de poêle gris clair qu'il tenait à la main. Un des ouvriers regarda sa tête ronde et luisante comme une bille d'ivoire, et répliqua en souriant aimablement :

— Pour sûr que de c'qui est des pelés, mossieur s'y connaît mieux qu'nous aut's... N'empêche pas qu'on gobe l'Empereur! D'abord, c'est bien connu... v'n'avez qu'à questionner tous les ceuss qui passent, pis vous verrez bien c'que c'est qu'y vous diront...

Mon oncle rit pour le propos, qui s'adressait à sa tête chauve, et haussa les épaules en ce qui concernait la popularité de Napoléon III.

Alors Adalbert lui dit :

— Vous vous entendriez bien avec Marie...

« Marie », c'était la sœur plus âgée d'Adalbert de Talleyrand. Elle avait épousé un Anglais, M. Stanley. Mais mon oncle protesta avec véhémence :

— Jamais de la vie!... Elle est orléaniste, votre sœur!... Et les Badinguet valent tout de même plus cher que les Égalité!... Je l'aime bien, Marie! mais il faut reconnaître qu'elle a de fichues opinions politiques!... A propos, vous savez qu'on déjeune chez elle jeudi?... Le colonel de Gonneville, ma belle-sœur et ce crapaud-là...

— Et vous?

— Ah! non!... moi, je me défile!... La campagne et moi, nous ne nous harmonisons pas très bien...

Je demande craintivement à Adalbert :

— Est-ce que vous y serez?

— Je tâcherai.

J'aime beaucoup Adalbert de Talleyrand qui est pour moi d'une bonté exquise. Je ne l'ai pas vu souvent. Peut-être trois fois depuis que je suis à Paris. Il est, je crois, le neveu de la duchesse d'Esclignac et le cousin de Mme de Persan. Il a trente-huit ans, des moustaches blondes et des yeux bleus. Mais il est énorme et sa sœur, Mme Stanley, que je n'ai fait qu'entrevoir, est encore plus grosse que lui. Le déjeuner chez elle à la campagne m'inquiétait, mais si Adalbert doit être là, je vais au contraire m'en réjouir.



Mme Stanley habitait, je crois, d'ordinaire à Sainte-Assise en Seine-et-Marne. Mais, cette année-là, on réparait sa maison et elle avait loué, à Saint-Leu, une habitation appelée le « Pavillon de la Reine Hortense », en souvenir du séjour de la reine de Hollande dans le pays. Il avait fallu se lever de très bonne heure pour prendre le train et j'étais engourdie et stupide. Pendant le trajet, Adalbert avait vainement essayé de me réveiller. Ce fut Grand père qui y parvint...

— Tu sais, mon petit Minou, c'est à Saint-Leu que nous allons.

— A Saint-Leu du prince de Condé?

— Parfaitement!

— Oh !... Est-ce que je verrai le château ?

— Il n'y a plus de château, dit Adalbert : deux jours après la mort du prince, Mme de Feuchères y mit le feu pour éviter des constatations gênantes. Il ne reste que des coins du parc et de superbes potagers qui sont exploités par des gens du pays...

— Oh !... Grand père !... je voudrais voir le parc !

Pendant ma toute petite enfance, le drame de Saint-Leu m'avait intéressée passionnément.

L'assassinat du prince de Condé ; la vie intime de sa petite cour à Chantilly et à Saint-Leu ; l'accent anglais de Mme de Feuchères; ses surnoms; sa manie de jouer la comédie ou de réciter des vers en français en les écorchant, tout cela m'avait été raconté bien souvent par Grand père.

Naturellement, le personnage de Mme de Feuchères manquait un peu de corps et de précision. Il demeurait flou, mais précisément ce flou et cet inexpliqué m'emballaient par leurs airs mystérieux.

Je me souviens que je voulais faire partager mon enthousiasme à ma bonne Jeannette, qui me disait, embêtée, et gentille quand même : « Mais ne pensez donc pas toujours à la mort de ce monsieur que nous ne connaissons pas ! »

Vers 1855, époque à laquelle j'apprenais par cœur l'histoire du duc de Bourbon, personne ne croyait au suicide. La chute du gouvernement de Juillet, et aussi la prescription, avaient délié bien des langues. On accusait nettement Louis-Philippe. Néanmoins, Grand père me recommandait toujours de « ne pas froisser les orléanistes de connaissance ».

En arrivant au pavillon de la reine Hortense, Adalbert annonça tout de suite à sa sœur que j'avais envie de voir le parc de Saint-Leu.

— C'est facile ! dit Mme Stanley, tu l'y conduiras après le déjeuner.

Vers deux heures, Adalbert demanda à Grand père s'il voulait venir avec nous. Il refusa.

— Non... Ça me rappellerait des choses peu agréables... La dernière fois que je suis allé à Saint-Leu, Choulot m'avait fait part de ses craintes... La maison militaire redoutait ce qui est arrivé... Choulot, qui devait accompagner le prince en Angleterre, le pressait de partir, mais il s'était buté à cette idée d'emporter au moins un million en or, et ça ne se réalisait pas

en un jour... J'aime autant ne pas remuer tous ces vilains souvenirs...

— Tiens! dit tout à coup Mme Stanley à son frère, tu vas rester ici avec M. de Gonneville et Mme de Mirabeau, et c'est moi qui vais aller au parc avec la petite... Il faut que je commande les poires pour mes confitures. Je les avais complètement oubliées!

Désolée de ne pas aller avec Adalbert, je partis sans enthousiasme avec Mme Stanley. Elle était énorme, et marchait à tout petits pas. Il y avait à faire trois cents mètres à peu près. En route, elle me demanda :

— Pourquoi donc avez-vous si envie de voir Saint-Leu?

Surprise, n'osant pas répondre nettement, — puisque, au retour des courses, j'avais entendu mon oncle dire que Mme Stanley était orléaniste, — je bafouillai je ne sais quoi. Elle s'aperçut que ce n'était pas « ma manière », et questionna, soupçonneuse :

— Je parie qu'on vous a raconté sur la mort du duc de Bourbon des histoires à dormir debout?

Elle aussi disait « le duc de Bourbon », comme tout le monde à Saint-Leu.

Voyant que je ne répondais pas, elle reprit vivement :

— Qu'est-ce qu'on vous a dit?

— Qu'il a été assassiné...

— Mais c'est faux!... archifaux... Il s'est pendu! Ça ne fait pas question... C'est absurde, cette légende!... absurde!

Je ne répondis plus, nous arrivions et, tout de suite, Mme Stanley rencontra le jardinier qui lui fournissait ses fruits. Tandis qu'elle marchait en faisant sa commande, elle avisa un petit temple grec délicieux qui se détachait sur les arbres roux.

— Tiens!... Qu'est-ce que c'est que ça?... C'est nouveau?

— Oh! *més* non, madame la baronne, je l'ai toujours vu.

— Vous l'avez toujours vu!.. vous l'avez toujours vu!... Mais vous avez trente ans, mon garçon... Moi! je suis sûre que quand je suis venue ici pour la dernière fois, il y a au moins vingt ans, ce temple n'y était pas!

Comme l'homme souriait d'un air incrédule, Mme Stanley demanda :

— Est-ce que le père Martin est mort?

— *Més* non, madame la baronne!... même qu'il en a pas envie... L'habite toujours sa p'tite maison de l'entrée...

— Demandez-lui donc de venir ici, voulez-vous?...

Et pendant que l'homme se trotte, elle m'explique :

— Le père Martin a travaillé autrefois aux jardins du duc de Bourbon, il se rappellera bien que ce temple n'était pas là...

Le père Martin s'amène. Il a soixante-cinq ans environ et une bonne tête. Il reconnaît tout de suite Mme Stanley qui venait souvent autrefois voir des amis à Saint-Leu.

— Madame la baronne change pas!

— Merci!.. C'est pas comme le parc, alors... Il est nouveau, ce temple-là...

— Oh! *més* que non!

— Enfin, voyons!... il n'était sûrement pas là en 1840?

— Oh! *més* que si, madame la baronne... à preuve que c'est M. l'duc qui l'a fait bâtir lui-même, pas *biè* longtemps *devant* que le roi Louis-Philippe l'a fait suicider... ainsi, madame la baronne sait *biè*?

La bonne Mme Stanley ne dit rien, mais elle fait un nez! Moi, je marche à côté d'elle sans rien dire non plus. A la fin, elle me demande, gentiment, d'ailleurs :

— Vous êtes enchantée, n'est-ce pas, petite rosse?



Je retrouvai Grand mère avec joie, et le Sacré-Cœur avec plaisir. Est-ce en troisième, cette année-là, que j'eus Mme de Curel comme maîtresse de classe?... ou seulement l'année suivante, je ne me le rappelle plus exactement... J'ai le souvenir des plus petits détails, souvent les plus insignifiants du monde. Je revois un pâté sur la couverture d'un livre, une page déchirée, et je ne retrouve ni les dates, ni les noms, ni même les figures des élèves qui étaient de ma classe, mais non de mon pensionnat...

Quelles sont les jeunes filles que j'ai vues, en 1862 et en 1863, pendant trois heures chaque jour?.. Il m'est impossible de le dire aujourd'hui. Je sais que Mme de Curel demeura, sinon ma terreur, du moins ma bête noire, pendant tout le temps où le hasard nous rapprocha.

Je reconnais que jamais elle ne fut injuste avec moi. Mes notes furent toujours celles que je méritais. Mais elle avait une

façon d'être, irritante, qu'il est difficile de définir. Elle ne regardait pas, elle toisait. Elle interrogeait comme on accuse. Le jour où je cessai de la voir fut un jour heureux. Je ne sais plus si elle quitta le couvent de Nancy pour une autre Maison, ou si elle fut remplacée comme maîtresse de classe pour prendre d'autres fonctions... Il y a ici un trou dans ma mémoire. Ce qui est certain, c'est que, quand elle eut disparu de ma vie, je me reprochai de ne l'avoir peut-être pas jugée comme il aurait fallu. Je me demandai si j'avais compris cette religieuse qui n'avait peut-être que le tort d'être restée une « dame » au couvent. Pour la première fois, j'analysai quelque chose. La conscience remplaça un instant l'instinct. Je pensai avec chagrin : « Je l'ai crue méchante et c'est peut-être moi qui l'ai été. »

M[me] de Curel fut remplacée par ce qu'on pourrait appeler « la maîtresse souffre-douleur ». Que s'est-il passé au cours de ces deux années qui se mélangent aujourd'hui dans ma tête au point que je ne discerne plus ce qui appartient à celle-ci ou à celle-là? Lucie de Landreville n'était plus là. Avait-elle déjà quitté le Sacré-Cœur?... Était-elle en seconde, alors que je redoublais la troisième? Ce qui est certain, c'est que Lucie n'était pas dans la classe du « souffre-douleur ». Si elle eût été là, elle m'eût empêchée de devenir l'être insupportable que je fus alors.

Dès le premier jour, nous avions toutes constaté l'insuffisance de la petite femme hésitante et amorphe, que l'on chargeait de tenir en main et d'instruire dix-sept petites filles de douze à seize ans. Ignorante et maladroite, le « souffre-douleur » était incapable de résister. Pour moi, ayant décidé que je ne pourrais rien apprendre de cette maîtresse qui savait certainement beaucoup moins que moi, j'avais pensé que le seul parti sage, c'était de rigoler. D'autres avaient jugé comme moi, sans qu'il y eût eu la moindre entente entre nous, puisque toutes, sauf moi, étaient du grand pensionnat, et que, non seulement je ne les voyais jamais en dehors de la classe, mais je ne savais même pas leurs noms.

La classe devint en peu de jours un lieu tout plein de gaîté. On parlait presque haut, on jetait des boulettes, on collait des sacs de papier que l'on remplissait d'air et qu'on faisait éclater sur la main à grand bruit, on fredonnait *la Patrouille*, chanson alors à la mode, apprise pendant les vacances avec les frères et les cousins :

Il était un'fois quatre hommes
Conduits par un caporal,
Qu'éprouvaient tous les symptômes
D'un embêt'ment général.

Et puis, vint le jeu des questions saugrenues. Comme ces questions indiscrètes étaient posées à propos de mots entendus en l'air, ou par des élèves qui les avaient posées de bonne foi dans leur famille, et qui avaient flairé que, si on n'y répondait pas, c'est qu'elles étaient scabreuses, et que, au fond, nous étions toutes parfaitement innocentes, personne ensuite n'insistait, on laissait tomber et on riait. Et le pauvre « souffre-douleur », rouge, tremblante d'effarement plutôt que de colère, se contentait de balbutier :

— Je préviendrai Mme Garabis... Il faut que Mme Garabis vienne se rendre compte...

Mais jamais la maîtresse générale ne venait et nous étions très convaincues, que le « souffre-douleur » ne l'avait jamais avertie. Pourtant, un matin, elle s'amena et ce fut sur mon dos confiant que le pétard éclata.

La voix grave, et le ton coupant, elle expliqua que depuis une demi-heure elle écoutait à la porte : qu'elle avait entendu parler, rire, et même fredonner des refrains et que, en présence de cette scandaleuse attitude, elle se voyait forcée d'exclure toutes les élèves de troisième de la retraite qui allait avoir lieu. Pour ma part, j'avoue en toute sincérité que cette punition m'enchanta. La perspective des heures de chapelle et surtout des sermons n'était pas pour me réjouir. Mais, quand même, je grognai presque bas :

— C'est pas juste!... Y en a qui n'ont jamais pipé...

« Pipé » provoqua un froncement de sourcils, mais Mme Garabis se tourna vers moi :

— Est-ce vrai? demanda-t-elle sèchement.

— Vrai de vrai!

— Pouvez-vous me nommer celles-là?

— Madame, j'peux pas les nommer, pac'que j'sais pas leurs noms, mais j'peux vous les montrer, si vous voulez...

— Comment! dit la maîtresse générale stupéfaite, vous ne savez pas les noms de vos compagnes?

— Mais non, j'suis du p'tit pensionnat, j'connais pas les grandes...

— Venez ici!

Mme Garabis me fit entrer avec elle dans l'intérieur du cercle formé par les bancs et je lui désignai les élèves demeurées sages. Il y en avait quatre dont elle prit les noms sur son petit livre à housse noire.

La fameuse retraite interdite aux élèves de troisième en révolte allait avoir lieu. Aux notes du samedi qui la précédèrent, Mme de Chalais annonça solennellement :

— Confiante dans le repentir des élèves de la troisième classe, nous levons la punition justement infligée, et leur permettons de suivre la retraite qui sera prêchée par le Révérend Père Jaxel.

Le Père Jaxel!... Le souvenir de l'unique sermon entendu deux ans plus tôt dans la chapelle des Jésuites avec Grand mère me revint tout de suite à l'esprit, et je pensai, consternée :

« Une retraite, ça dure huit jours!... ça va faire huit sermons!... Nom d'un p'tit bonhomme!... quelle déveine! »

Deux ou trois jours plus tard, Mme Grandjean prit à part, à la récréation, chacune des élèves du petit pensionnat pour leur faire connaître le jour où elles devraient se confesser. Et je me revois nettement en face d'elle, sous le quinconce des tilleuls, et j'entends encore les moindres mots d'une conversation au cours de laquelle je manquai absolument de mesure, je le reconnais. Quand Mme Grandjean m'eut transmis les ordres, je demandai :

— Est-ce qu'on est obligé de se confesser ?

— Oui!

— Même celles qui n'ont pas fait leur première communion?

— Même celles-là! affirma Mme Grandjean.

— Ah!... c'est bien embêtant!

— Vous avez un langage vraiment déplorable!...

— C'est vrai!... ça, j'sais bien!

— Et quant à ce qui est de la piété, vous...

Je coupai sans respect Mme Grandjean :

— La piété, c'est pas de s'confesser quand on n'en a pas besoin...

— Vous avez de la chance, me dit ironiquement la maîtresse du petit pensionnat, de n'en avoir pas besoin...

— Possible! mais c'est pourtant comme ça!... D'ailleurs, m'sieu l'aumônier m'l'a bien dit : « Mon enfant, j'me d'mande c'que vous v'nez fiche ici?... » L'a pas dit fiche, mais c'est tout comme... L'aime pas qu'on lui fasse perdre son temps pour

rien... L'a raison !... Et c'est bien l'cas, vu qu'j'ai jamais rien à lui dire !

Mme Grandjean haussa légèrement les épaules. Alors, je me hérissai :

— Ben oui ! Et puis après?... Qu'est-ce que j'lui dirais?... J'suis pas pour deux sous orgueilleuse... Y a pas quéqu'chose de moins gourmand qu'moi... J'ai jamais envié rien du tout... La colère, c'est en dedans qu'ça s'passe, alors ça r'garde personne... Alors quoi ?

— Vous oubliez la paresse...

— J'suis pas paresseuse...

— Vraiment?... Pas une fois au cours de votre année de quatrième, vous n'avez appris votre géographie...

— Ça, c'est aut'chose !... c'est une répugnance... Vous avez qu'à m'faire scier du bois à la place de la géographie et puis vous verrez si j'suis paresseuse...

— Ce que je vois, c'est que vous êtes inconvenante et indisciplinée...

— J'refuse pas de m'confesser, madame, j'vous demandais seulement si c'est obligatoire.

— Ça l'est...

— Ben alors, j'm'arrangerai avec m'sieu l'aumônier, j'lui dirai qu'j'ai rien à dire, mais qu'on m'a forcée...

— Ce n'est pas à M. l'abbé Poiré que vous vous confesserez, c'est au Révérend Père Jaxel...

— Au Père Jaxel !... Jamais de jamais !... au Père Jaxel !... Oh ! là là !

— Vous refusez?

— Ah ! mais ! j'te crois !... et absolument !

Le jour où j'avais répondu « j'te crois ! » à la bonne Mme Garabis, ça avait passé presque inaperçu, mais Mme Grandjean était beaucoup moins à la coule, et ignorait aussi, je pense, que cette formule consacrée n'était pas aussi irrespectueuse qu'on pouvait le croire quand on n'était pas initié. Elle me dit d'une voix éraillée de colère :

— C'est bien !... je vais en référer à Mme Garabis...

J'étais déchaînée. Je ne savais plus ce que je faisais, et je répondis, insolente :

— Oh !... je pense bien qu'on va faire des sauces sur des cailloux...

— Vous pouvez rejoindre la récréation ! me dit froidement la maîtresse.

Après la récréation, c'était le travail à l'aiguille. J'y étais à peine assise, que Mme Victoire, — qui ne venait jamais au petit pensionnat, — entra et vint parler bas à Mme Clotilde qui m'appela :

— Gabrielle de Mirabeau ! on vous demande...

Je me levai sans empressement.

— Otez vos fils !... commanda doucement Mme Victoire, en m'indiquant les nombreux fils blancs attachés à ma robe.

Quand je me fus suffisamment secouée, elle m'emmena et me recommanda, tandis que nous trottions à travers les corridors :

— Ma petite Gabrielle... à quoi bon vous entêter ? Il faudra toujours vous soumettre à un moment donné.

— Je ne me soumettrai pas !... Je me rends bien compte que c'est vous, madame, qu'on envoie m'chercher, pour me prêcher, parc'qu'on sait que j'vous aime, mais ça ne servira à rien...

— Mais, mon enfant, on ne vous demande que d'accomplir une... une formalité...

— Ben, c'est une formalité qui est au-dessus d'mes forces... On m'tuerait qu'on m'ferait pas m'confesser au Père Jaxel...

— Mais pourquoi ?

— J'peux pas l'dire... C'est que'que chose qui ne s'explique pas !

Nous étions arrivées devant la porte de la supérieure. Mme Victoire l'ouvrit et me poussa dans la pièce.

Je n'étais jamais entrée chez Mme de Chalais. La chambre, beaucoup plus grande mais moins gaie que celle de Mme Garabis, était également d'une simplicité austère. Un lit à rideaux de coton blanc, des chaises de paille. Un seul fauteuil qui ne paraissait guère hospitalier. Cet aspect monacal me surprit. Je m'étais figuré beaucoup plus douillette la chambre de la grosse Supérieure. Mme de Chalais, qui était très rouge, m'interrogea pourtant avec douceur.

— Qu'est-ce que me dit Mme Garabis, mon enfant ? Vous refusez de vous soumettre au règlement... Mme Grandjean a dû m'en avertir...

Elle se tournait alternativement vers les deux religieuses entre lesquelles elle était assise. Et moi, au lieu d'écouter, je les regardais, et je pensais aux Parques, aux Grâces, à Cerbère, à toutes les choses qui sont trois.

— Voyons, ma petite Gabrielle, reprit encore la Supérieure, dites-moi que vous allez obéir gentiment. Ayez le bon mouvement que nous attendons de vous... que nous attendons avec confiance...

— Madame... vous avez tort de l'attendre comme ça!... C'est impossible!... je n'peux pas!

— Mais enfin, expliquez au moins pourquoi?

— Mais justement, je n'peux pas l'expliquer!... Je ne sais pas comment vous faire comprendre... Je n'veux pas, parc'que l'Père Jaxel ne m'fait pas l'effet d'un prêtre... J'aimerais autant m'confesser au père Casse, si c'est ça!

Mme de Chalais se tourne vers Mme Garabis et questionne :

— Le Père Casse? Est-ce un autre père Jésuite?

— Non! répond Mme Garabis qui a envie de rire, c'est le professeur de dessin...

Et comme la Supérieure reste ahurie, j'appuie :

— Oui! c'est vrai!... J'aimerais autant m'confesser au père Casse... ou au docteur Poincaré.

— Vous avez bien réfléchi?

— Oui, madame!

— Nous allons être obligées d'avertir votre famille.

— ...

— Cela vous est égal?

— Ça m'est pas égal, pac'que ça embêtera Grand mère... mais y a qu'elle qui gobe les Jésuites à la maison...

— C'est bien! vous pouvez sortir!

Je fis ma plus belle révérence, et je pensai en m'en allant que ça me manquerait de ne plus voir la bonne figure anguleuse de Mme Garabis. Car j'avais bien compris qu'on allait me renvoyer. Je supposais que le soir, l'horrible Mlle Marie descendrait avec moi de l'omnibus, tenant à la main une lettre qu'elle remettrait à Nicolas, comme elle le faisait à présent pour les lettres qui contenaient les terribles bulletins trimestriels. Mais les choses ne suivirent pas du tout l'ordre que j'imaginais.

Pendant la récréation du goûter, on m'appela pour le salon, — qui ne m'avait jamais semblé aussi grand. — Grand père tout seul attendait au milieu des chaises astiquées et des petits carrés de tapis bien alignés.

Comme j'allais gaiement à lui, il fit quelques pas vers moi, et me demanda un peu brusquement :

— Qu'est-ce que tu as fait ?

Mon premier mouvement fut de raconter, à grand renfort de détails, mon différend avec le couvent, mais je me ravisai et je dis :

— Rien de bien méchant, vous allez voir.

— Pourquoi ne réponds-tu pas nettement ?

— Pac'que j'aime mieux que ça soient ces dames qui vous racontent la chose... Si elles disent pas la vérité, je m'défendrai...

— Alors tu ne veux rien me dire ?

— Non, Grand père...

— Bien !... dit Grand père qui se lève et se dirige vers la porte, alors je vais demander à voir...

— Qui ça ?

— Mme Garabis... puisque c'est elle qui m'a écrit...

— Ah ! bon !... ça va bien... pac'que la Supérieure...

Grand père était sorti du salon et je pensais sans joie à ce qui allait suivre. Comment prendrait-il cette nouvelle preuve de ce qu'il appelait d'un nom que j'ai en horreur, mon insubordination ? Il revint au bout d'un instant, l'air mécontent, et s'assit sans rien dire. Heureusement, presque tout de suite, Mme Garabis entra. En quelques mots, d'une exactitude absolue, elle exposa la situation à Grand père, et conclut :

— En présence d'une désobéissance formelle et raisonnée qui s'est produite au su de toutes, nous nous sommes vues dans l'obligation de vous rendre une enfant sur laquelle nous n'avons aucune influence, et c'est pourquoi je me suis permis, pour éviter les manifestations du retour dans l'omnibus, d'écrire à Mme de Gonneville pour la prier de venir prendre Gabrielle avant ce retour...

— Ma femme était sortie, dit Grand père, c'est pourquoi je suis venu. Toi !... va chercher ton chapeau... Tu comprends, sans que j'aie besoin de te le dire, à quel point je suis chagriné de constater une fois de plus l'esprit d'indiscipline contre lequel je cherche vainement à lutter... J'avoue, pourtant, que le motif de cette nouvelle incartade la rend moins inexcusable à mes yeux... Il y a ici une question religieuse qui modifie un peu le caractère de ta résistance.

Et Grand père continua, s'adressant alors à Mme Garabis :

— A tort ou à raison, nous jugeons que les devoirs religieux doivent être accomplis avant tout, sinon avec élan, du moins

sans répugnance. C'est pourquoi, quand Gabrielle, qui avait le même confesseur que sa Grand mère, nous a expliqué qu'il ne lui inspirait aucune sympathie, donc aucune confiance, et que la confession ne lui représentait qu'une corvée sans plus, nous l'avons autorisée à choisir un autre confesseur... Celui-là avait eu sur elle une très bonne influence... Elle l'a regretté en venant ici... Et puis elle nous a dit que M. l'aumônier était simple et bon et nous avons compris qu'il avait su la mettre en confiance autant que l'abbé Humbert... Évidemment, l'injonction d'avoir à se confesser à un inconnu l'a surprise... Mais, au lieu de regimber brutalement, elle aurait dû chercher à expliquer ce qu'elle éprouvait, et que, moi, je devine, parce que je la connais très bien...

— Si elle voulait céder... il en serait encore temps, propose doucement Mme Garabis qui me regarde affectueusement.

— Réfléchis bien, appuie Grand père, mais sans conviction, tu regretteras le Sacré-Cœur... tu nous parles si souvent de Mme Garabis, de Mme Victoire... d'une Geneviève, que tu aimes, de la petite Nanine...

« Geneviève », c'était Geneviève de Messey, la nièce de Mme de Chalais, qui était au petit pensionnat avec moi. Une bonne grosse fille réjouie, vigoureuse et indisciplinée comme moi, avec laquelle je m'entendais très bien, autant que l'on peut s'entendre au Sacré-Cœur, où l'on n'admet pas ce que l'on appelle « des amitiés particulières ». Je dis :

— Nanine... je pourrai la revoir à Nancy aussi bien que Nini de Morville, ou Loulou de Landrian... Je regrette beaucoup Geneviève... et Mme Garabis... et Mme Victoire...

Mme Garabis attendait ma réponse. Grand père, fixé d'avance, n'attendait rien du tout. En effet j'achevai avec une fâcheuse sincérité :

— Mais pas assez pour me confesser au Père Jaxel...

GYP.

(*A suivre.*)

L'ÉCOLE DES COLONIES

III (1)

LE FRANÇAIS DANS SES COLONIES

Les Français ont eu de tout temps l'esprit colonial, car leurs qualités sont celles-là mêmes qui permettent le mieux à une nation de comprendre les autres peuples et de s'en faire aimer. L'histoire nous apporte maintes preuves de cette affirmation et nous en avons cité quelques-unes : mais ce n'est pas le passé qu'il faut aujourd'hui regarder, c'est avant tout le présent; sur toute la surface du monde, Européens ou représentants de civilisations à forme européenne (Américains et Japonais) sont en contact direct avec des peuples différents, primitifs ou attardés. Ce sont les rapports entre les uns et les autres que désignent, en fin de compte, ces mots de « colonisation », de « politique coloniale », d' « expansion coloniale » qui sont chaque jour plus souvent répétés. Comment se pose le problème de ces rapports, quelles solutions diverses les peuples colonisateurs lui ont-ils données, quels sont les avantages des conceptions françaises à ce sujet? C'est ce que nous voudrions examiner maintenant.

***

Quelles sont les caractéristiques de la civilisation européenne? C'est une civilisation fondée sur le progrès des sciences et sur le travail. Depuis des siècles, l'Europe a amassé un pro-

(1) Voyez la *Revue* des 1er août et 1er septembre.

digieux capital de connaissances scientifiques et, depuis une centaine d'années, ce capital s'est merveilleusement enrichi. Le progrès des sciences mécaniques, physiques, chimiques, a déterminé un essor parallèle de l'industrie qui utilise à des fins pratiques toutes les découvertes spéculatives. Au point de vue du bien-être, notre civilisation atteste d'incontestables progrès : l'Européen (et une fois pour toutes nous désignons par ce terme non seulement les hommes nés en Europe, mais leurs élèves d'autres continents, par exemple les Américains et les Japonais, qui sont quelquefois eux-mêmes devenus des maîtres dans certaines sciences) est parvenu à prendre sur la nature une incontestable puissance; il sait imposer sa volonté à toutes les forces qui frappent de terreur les peuples primitifs, désarmés contre elles; il peut discipliner entre des digues les inondations des fleuves les plus puissants, abriter un port contre les vagues de la mer; il crée la foudre dans ses usines électriques, prévoit le cours des astres et leur conjonction, il s'affranchit des distances, parcourt toujours plus vite la terre, la mer et le ciel; il sait faire jaillir l'eau dans le désert, utiliser les minéraux, les plantes, et chaque jour il réduit par ses découvertes la part de l'inconnu dans un monde qui, jadis, était à ses yeux plein de mystères et de terreurs qu'il divinisait.

Toute cette « civilisation » fondée sur le progrès des sciences a pour base le *chiffre*, la mesure exacte et précise; c'est une civilisation « quantitative », et c'est une civilisation dont la grande loi est le travail. L'homme est devenu l'esclave des commodités qu'il acquiert peu à peu : ses besoins se sont multipliés et l'histoire des derniers siècles nous montre de nombreux produits tels que le sucre, le tabac, le poivre, le chocolat, qui étaient, il n'y a pas si longtemps, des denrées de luxe, et qui sont aujourd'hui nécessaires dans le plus modeste ménage ouvrier. Pour obtenir ce « nécessaire » chaque jour plus complexe, tout homme en Europe doit travailler; entre son effort et les multiples besoins qu'il s'est donnés, une seule commune mesure : l'argent. Il est soumis à l'argent; s'il n'a pas d'autre idéal que son bien-être, il divinise cet argent qui lui permet de se procurer tout ce qu'il peut désirer; il lui arrive même, possédant plus qu'il ne faut pour jouir largement de la vie, de continuer à travailler comme un forçat pour acquérir plus de richesse encore, car il voit alors dans l'argent un *moyen*, — non

de se procurer des satisfactions égoïstes, — mais de créer des entreprises nouvelles qui seront utiles à son pays ou à l'humanité.

La civilisation européenne est donc devenue une civilisation à base scientifique, à fins utilitaires, fondée sur le travail et sur l'argent. N'est-elle et surtout ne doit-elle être que cela ? Avant le prodigieux essor des sciences et de leurs applications industrielles, il existait, et cela n'est pas si loin, une autre forme de civilisation européenne qui n'est pas, pour notre honneur, encore entièrement disparue. La lumière et, si j'ose dire, le parfum de cette civilisation fut le christianisme. Cette doctrine religieuse proposait à l'homme certaines qualités personnelles et sociales, elle enseignait que la vie est une étape vers un but qui la dépasse ; chacun devait faire de sa pensée une sorte de jardin secret où il avait le devoir de cultiver certaines fleurs spirituelles, certaines vertus. Au point de vue social, cette doctrine était particulièrement forte en ceci qu'elle interdisait l'*envie* et l'*orgueil*, ces deux plaies des démocraties modernes, qu'elle conseillait de supporter certaines inégalités fatales entre les hommes, en faisant de la souffrance un mérite sans prix pour la vie future, et s'efforçait de diminuer ces inégalités mêmes par l'exercice de la charité.

Ce n'est pas en vain qu'une telle religion a profondément imprégné l'Europe pendant des siècles et ceux-là, qui prétendent le plus volontiers en être affranchis, observent encore nombre de ses préceptes, ne serait-ce qu'en se conformant à des codes législatifs tout inspirés de ses disciplines et de la forme de justice qu'elle a voulu faire régner entre les hommes.

Il est incontestable que l'histoire de l'Europe affirme les merveilleux progrès intellectuels moraux et sociaux que cette religion a fait accomplir au monde occidental depuis la fin de l'empire romain : le XVII[e] siècle français,par exemple, attestait une civilisation qui, pour n'avoir ni avions ni sous-marins ni trains électriques, fait encore belle figure dons l'histoire et où nous trouvons maints sujets d'admiration, peut-être même de regrets.

L'utilité sociale de telles doctrines est-elle à jamais périmée ? Ne peuvent-elles encore, en certaines parties du monde, faire un peu de bien à des malheureux parmi lesquels leur diffusion

représenterait un progrès? Qu'on regarde par exemple la situation de la femme dans le monde musulman : est-elle supérieure à ce qu'elle était, avant le christianisme, dans l'empire romain? Chez les peuples primitifs de l'Afrique, de l'Océanie, de la Chine même et de l'Inde, cette situation est encore plus misérable. Quel est, dans le vaste monde, pour des centaines de millions d'êtres, le sentiment de la dignité humaine ?

On peut hardiment affirmer qu'à l'heure actuelle, la civilisation européenne n'est plus seulement juxtaposée à d'autres civilisations, mais qu'elle les pénètre et qu'en même temps elle est pénétrée par elles. Il n'y a plus immobilité, il y a mouvement : mouvement des échanges matériels multiples, des échanges intellectuels chaque jour plus nombreux, éveil des idées dans la pensée des individus eux-mêmes, développement ultra-rapide de ces idées européennes dans des cerveaux formés par d'autres disciplines séculaires. Le problème de la colonisation dans le sens large, fort, émouvant de ce mot, n'est donc plus un problème de statique (observation purement scientifique et désintéressée des races et des civilisations autres que la nôtre), mais un problème de dynamique : direction à donner à tous ces mouvements qui s'éveillent, pour les discipliner dans cette harmonie supérieure, sans quoi ils se heurteraient fatalement un jour en conflits générateurs de désastres et de ruines qui seraient pour l'humanité, si sincèrement désireuse de progrès, la plus douloureuse des régressions.

***

Nous avons, nous Français, des leçons à prendre autour de nous et dans l'histoire avant de choisir la solution que nous donnerons à ce problème : bien des peuples ont essaimé à travers le monde : que sont devenues leurs colonies, quelles ont été, à l'usage, les meilleures méthodes pour se faire accepter d'abord et se faire aimer, si possible, — ce qui est en définitive le meilleur moyen de durer ?

Si, pour ne pas allonger cet exposé, nous laissons de côté l'antiquité (les Grecs en Asie-Mineure et les Romains en Afrique), la première expérience importante fut tentée par l'Espagne dans le Nouveau-Monde. Fait à noter, la découverte de ce continent fut entraînée en partie par des circonstances politiques : pendant tout le moyen âge les relations entre l'Europe

et l'Asie avaient été fréquentes par les voies de terre : à partir du xve siècle l'Islam barre ces voies aux chrétiens d'Occident et c'est à ce titre que la prise de Constantinople par les Turcs est considérée justement comme un tournant de l'histoire du monde. C'est pour chercher un accès nouveau à l'empire de Cathay que Christophe Colomb prit la mer et ses premières découvertes lui apparurent comme des îles détachées du grand continent dont les routes anciennes étaient désormais interdites; ce ne fut qu'après son troisième voyage (1498) qu'il osa affirmer : « Je suis convaincu que cette terre (la côte nord de l'Amérique du Sud) est un continent très grand, inconnu jusqu'alors; j'ai de bonnes raisons pour penser ainsi. » Ce rôle de l'Islam dans l'orientation toute nouvelle de l'Europe est un fait qu'il importe de souligner à l'heure où les Soviets s'efforcent de barrer à l'Europe la route de l'Asie; il ne faut jamais perdre de vue que certaines circonstances politiques peuvent entraîner un prodigieux bouleversement de la vie économique mondiale. A nous de prévoir de telles éventualités et de savoir y parer, si elles nous menacent.

Pour juger avec équité l'œuvre de l'Espagne dans le Nouveau-Monde, il ne faut pas isoler cette œuvre de l'ensemble des conceptions philosophiques, politiques et économiques que présente l'Europe au début du xvie siècle. Partout ce n'est qu'intolérance religieuse, autodafés, persécutions, indiscipline; l'or paraît la seule richesse digne d'être convoitée, entassée. Au point de vue de l'hygiène et de l'assistance médicale, l'ignorance est presque totale ; les crimes que commirent les Espagnols à l'égard des Indiens coupables d'adorer le soleil, d'autres peuples les commettaient chaque jour sur leur propre territoire : ce n'est pas dans ce siècle forcené qu'il faut chercher en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Angleterre des exemples de tolérance.

Mais, pour communs que fussent alors ces crimes, ils n'en sont pas moins odieux : quelle tristesse nous inspire le récit de ces premiers contacts entre l'Europe, représentée par la lie des ports espagnols, et les indigènes de l'Amérique, si doux, si accueillants, qui considéraient ces aventuriers comme des êtres semidivins, et se prosternaient à leurs pieds en leur offrant des présents de bienvenue ! Les récits des premiers explorateurs avaient créé en Europe une sorte de mirage colonial : le rôle du colon était de récolter l'or que possédaient les indigènes ou

que roulaient les alluvions des fleuves. Cette « récolte » (si l'on ose employer pour de tels procédés ce mot si digne de respect, quand il désigne le dur et lent travail de la terre) s'opérait par des esclaves. Pour trouver de l'or les Latins, comme le dit si justement le colonel Langlois dans un ouvrage récent (1), cherchèrent l'esclave; en quelques années la population autochtone d'îles florissantes comme Haïti fut presque entièrement détruite (46 000 habitants en 1510, 1 000 en 1517).

Bientôt la plus grande partie de la population valide fut employée dans les mines, et le reste prit la fuite dans les bois. Lorsque, un peu plus tard, certains nouveaux venus comprirent que le sol fertile pouvait fournir, s'il était mis en culture, des richesses autrement durables que celles des mines, ils durent avoir recours à l'importation d'esclaves noirs; et si parmi eux plusieurs, comme Las Casas, firent preuve d'incontestables sentiments d'humanité, ils témoignèrent aussi d'une ignorance, d'une incompréhension de la mentalité indigène, qui frappèrent de stérilité les manifestations mêmes de leur bienveillance.

Confondre la colonisation avec l'exploitation des mines, et exploiter les indigènes avec ces mines, dans ces mines, telle fut la coupable erreur de cette époque, tel fut le premier et bien triste essai de colonisation européenne; il suffit de le rappeler pour le rejeter. Mais cet exemple est encore à méditer, car il posa pour la première fois un problème qui ne peut être écarté de nos jours encore : celui de l'utilisation de la main-d'œuvre indigène par les Européens. Qu'il s'agisse de cultures industrielles ou de mines, la difficulté reste la même : le blanc ne peut guère travailler de ses mains en pays tropical; dans quelle mesure peut-il, doit-il contraindre au travail des populations qui, par manque de besoins, ne conçoivent pas la nécessité de ce travail? Le XVI[e] siècle ne pouvait fournir à cette question une réponse satisfaisante; il appartenait au XX[e] siècle de la trouver et de dire : dans la mesure où ce travail contribuera non seulement au bien-être matériel, mais aussi au progrès intellectuel et moral des indigènes eux-mêmes. La loi du travail, en effet, tant que ce travail ne devient pas excessif et abrutissant, est une loi bienfaisante pour l'humanité; et si le christianisme nous le donne pour un châtiment, elle

(1) *L'Amérique précolombienne et la conquête européenne*, p. 368; in-8°, Paris, de Boccard, 1928.

apparaît aussi une nécessité pour qui vit en dehors de l'Eden.

A l'opposé de cette politique d'exploitation, nous trouvons une politique en apparence plus généreuse mais aussi décevante : la politique d'assimilation.

Donner à tous les indigènes d'une colonie le statut politique et social des Européens qui ont conquis et administrent cette colonie aboutit à une véritable abdication : et celle-ci n'est humaine et juste qu'en apparence ; elle est inhumaine et injuste dans tous les cas où les indigènes ne sont pas encore en état de s'administrer eux-mêmes et de se passer d'instructeurs, c'est-à-dire de cadres administratifs et économiques européens. Sans aller chercher des exemples parmi les peuplades du centre africain qui connaîtraient vite les pires désordres (anarchie, esclavage) si les Puissances coloniales les laissaient s'administrer elles-mêmes et reprendre la vie qu'elles menaient avant l'intervention de ces Puissances, il nous suffit de voir ce qu'est devenue sous nos yeux la Chine depuis qu'elle prétend se gouverner elle-même : massacres, famines, migrations de populations entières, ruine de tous les travaux d'art exécutés par les Européens, voilà le prix dont les Chinois payent leur prétendue liberté. Est-ce un réel avantage pour eux, même s'ils obtiennent un bulletin de vote comme rançon de toutes ces calamités? L'Europe a une mission à remplir dans le monde : sauver de la misère matérielle tous les peuples qui souffrent, qui sont mal nourris, mal vêtus, mal logés, les élever au-dessus de la vie animale qu'ils mènent par insouciance et par ignorance, et éveiller en eux la notion de la dignité humaine. Avant que pareille œuvre soit achevée, elle n'a pas le droit d'abdiquer sa mission, partout où elle l'a assumée.

Entre ces deux solutions : exploiter les indigènes (ce qui équivaut à les supprimer) et leur reconnaître toutes les libertés (ce qui revient à les abandonner à eux-mêmes, à abdiquer toute action bienfaisante auprès d'eux), les Anglo-Saxons ont choisi une formule moyenne : cohabiter avec les indigènes et les dominer avec mépris. La puissance dominante (Angleterre aux Indes ou dans ses colonies africaines, colons Anglo-Saxons en Australie, Américains aux Philippines) assure l'ordre public; en échange de ce service, elle lève l'impôt, construit et entretient l'outillage public, recrute de la main-d'œuvre pour ses entreprises privées et admet les indigènes à l'honneur d'acheter

ses marchandises. Sans doute les Anglais ne se désintéressent pas absolument du sort des indigènes et il y a chez eux aussi des œuvres admirables de protection et d'assistance ; mais lisez les enquêtes de M. Maurice Pernot, aux Indes, de M. Pierre Benoit en Australie, de Titayna aux îles Philippines et vous serez frappés de ce mépris, à peine dissimulé, qui est témoigné vis à vis des *natives* alors même qu'on se préoccupe de leur condition et de leur sort.

Il importe ici de noter que cette mésintelligence des populations indigènes est le fait des peuples dont la civilisation matérielle est la plus raffinée : alors que l'ouvrier américain ou australien est dans une condition heureuse au point de vue des commodités de la vie, alors qu'il possède automobiles Ford, dancings avec jazz, terrains de sport, plusieurs heures par jour et deux jours par semaine pour vivre en plein air, c'est en Australie, aux Hawaï et aux Philippines que les races autochtones protestent de la manière la plus tenace et la plus navrante contre une colonisation qui les comprend si peu et leur fait si mal leur part.

Aucune de ces commodités mirifiques, de ces joies prétendues précieuses ne les retient à la vie. Un peu de bonté, de vraie charité les y engagerait peut-être. Ne serait-ce pas aussi que toutes ces prétendues conquêtes de la civilisation et cette civilisation elle-même paraissent ennuyeuses, mortellement ennuyeuses à certaines races?

Il ne reste qu'une politique coloniale digne d'être retenue : la politique d'association avec l'indigène. Les Hollandais aux Indes néerlandaises ont prouvé, par la stabilité de leur occupation et par les bénéfices qu'ils en ont retirés, la valeur de cette méthode : nulle ne répond mieux à la générosité, à la curiosité, à la « gentillesse » françaises. Dans toutes nos colonies, ce principe s'impose à nous, avec des modalités d'application différentes, suivant l'état de développement historique des peuples groupés sous nos drapeaux, mais cette variété des méthodes n'est pas pour déplaire à des esprits aussi souples que des esprits français.

*
* *

D'une façon générale, et si nous laissons de côté les vieilles colonies qui jouissent d'ailleurs d'un régime d'administration

semblable à celui de la France métropolitaine, les indigènes de la France extérieure se répartissent comme suit : les populations musulmanes de l'Afrique du Nord, les Noirs, musulmans ou fétichistes, de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale, les indigènes de Madagascar et ceux des établissements français de l'Océanie, enfin les Indochinois (Annamites, Cambodgiens, Moïs, etc...).

Il n'est pas besoin d'insister sur la diversité des races qui peuplent l'Afrique française du Nord : berbères autochtones, descendants des premières invasions arabes du VIIIe siècle, de l'invasion turque du XVIe siècle. Ces différentes populations sont islamisées à des degrés très différents : d'une façon très faible chez les Chleuhs de l'Atlas ou les Touareg du Sahara, d'une façon profonde dans certaines villes marocaines, particulièrement à Fez. Entre ces deux limites, il y a place pour toutes les nuances du sentiment religieux, pour toutes les confréries musulmanes, pour toutes les sectes particulières (l'Afrique n'est-elle pas la vieille terre nourricière des hérésies?). Il n'y a donc pas, en Afrique du Nord, un Islam, une unité religieuse absolue, une doctrine à la fois mystique et politique pouvant propager des ordres hostiles aux Roumis, certaine d'opposer partout avec la même force son mépris silencieux à notre action. Dans l'hostilité, qui prend apparence religieuse, de certains milieux tunisiens à notre égard, il y a beaucoup moins peut-être de religion que d'inspiration politique venue des centres européens de propagande communiste. En revanche, la part de la propagande communiste est beaucoup plus faible dans les critiques ou les réserves qu'expriment parfois à notre sujet, toutes portes closes, quelques vieux Fasis. A nous de dépister avec soin tout ce que l'étranger peut jeter en Afrique du Nord comme ferments de haine ; il nous appartient de surveiller de très près toutes les publications rédigées en langues indigènes pour les musulmans ou les israélites et qui, imprimées à Lausanne, à Tunis ou à Paris, répètent l'éternel appel à la révolte d'un parti qui ne saurait se réclamer de la liberté, après l'avoir si cruellement opprimée. Si cette précaution est prise avec une fermeté et avec une vigilance soutenues, si les voyageurs indésirables sont régulièrement expulsés, nous n'aurons pas beaucoup à craindre en Afrique du Nord d'un Islam si dénué de cohésion, dont l'intransigeance s'est usée au cours

de tant d'années de contact avec les Roumis, et qui est au reste virtuellement décapité depuis que les Jeunes Turcs ont, par fierté laïque et républicaine, porté un coup si rude à la grande force politique qu'était le Khalifat.

Enfin, l'état économique et social de l'Afrique du Nord nous donne bien des moyens de nous assurer le loyalisme des indigènes. Il y a beaucoup de « meskines » à secourir, de pauvres hères qui assiègent nos dispensaires, nos hôpitaux, que d'admirables Françaises visitent chez eux, pour soigner leurs femmes et leurs filles. Certes, la reconnaissance est lente à germer dans ces cœurs fatalistes, mais il ne faut pas désespérer de les toucher, de les gagner un jour. C'est par l'assistance médicale que nous les atteindrons le mieux et aussi par les œuvres de mutualité agricole, car beaucoup de ces Berbères aiment la terre avec la même ferveur que nos paysans de France.

Le nord de l'Afrique est à peu près la seule partie de la France extérieure où nous puissions faire de la petite colonisation, où des cultivateurs expérimentés, venus de nos diverses provinces françaises, puissent réussir en s'établissant à leur compte, où nous puissions en un mot faire de la *paysannerie française*. Tout notre effort doit donc tendre à multiplier ces villages où l'on retrouve avec tant d'émotion le visage souriant des pays de France : là, Européens et indigènes travailleront, soit en commun sur le même domaine, soit en voisins liés chaque jour davantage par cette solidarité qu'imposent le travail de la terre, l'hostilité ou la faveur des éléments, suivant les saisons. Une très forte armature de colons venus de France ou de pays européens amis, — Pologne, Tchécoslovaquie, Serbie, — une inlassable politique de travaux publics favorisant l'agriculture (hydraulique, routes et transports), voilà ce que nous devons souhaiter au bloc africain français formé par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Si ces conditions sont réunies, nous pouvons être assurés de l'avenir de ce pays dans la paix et la concorde ; il est et restera bien français.

En Afrique occidentale et équatoriale, nous trouvons aussi des populations très différentes, des sédentaires et des nomades, des musulmans et des animistes (terme plus juste que celui de fétichistes), des agriculteurs et des pasteurs, des pêcheurs sur les fleuves et le long des côtes, des chasseurs dans la savane et

la forêt. Il y a les descendants de races guerrières qui pourraient s'enorgueillir d'une généalogie plus ancienne et aussi bien établie aujourd'hui par l'histoire que certaines de nos vieilles familles princières d'Europe; à côté d'eux, l'on trouve des « races de captifs », craintifs encore et que les premiers méprisent toujours sans qu'il leur soit désormais permis de les opprimer. C'est un musée, une mosaïque de peuples qui diffèrent entre eux de mille manières, par la couleur de la peau, les traits de la face, le langage, les coutumes religieuses et sociales, le degré d'intelligence et la valeur morale.

Pour un Européen curieux d'apprendre, la variété des types humains que nous présente l'Afrique est un sujet d'études illimitées et, de cette variété, résultent pour nous deux obligations : d'abord chercher à connaître les Noirs avec qui nous avons affaire, ensuite ne jamais prescrire ou prendre des mesures trop générales; ce qui est bon avec des Mossis ne l'est pas avec des Bambaras; ce qui convient avec les Peulhs du Fouta Djalon ne vaut rien avec les Kountas ou les Songhaïs de Bourem ou de Gao. Fixer aux chefs administratifs locaux le but à atteindre, mais leur laisser toujours le choix des moyens d'exécution, telle doit être notre méthode. Comme second principe, nous ajouterions volontiers : aller très doucement dans la façon dont nous introduirons parmi les populations noires nos idées européennes. Notre sentiment de la justice n'est pas toujours le leur, nos moyens de récompense ou de punition produisent parfois l'effet exactement opposé à celui que nous sommes en droit d'en attendre. L'administrateur, ou le colon qui arrive dans un coin de brousse, ne doit pas s'aventurer trop tôt à commander, s'il veut être obéi; il sera sage en tenant compte de l'expérience de ses prédécesseurs, mais, d'une façon générale, il réussira, s'il est juste, bienveillant et ferme. Il a une admirable besogne à accomplir; beaucoup de ces populations africaines sont, par suite d'une alimentation plutôt irrégulière qu'insuffisante, dans un état navrant de misère physiologique : par imprévoyance, par incapacité de mettre en réserve un peu de superflu, la disette succède en quelques mois à l'abondance; la mortalité infantile fait d'effroyables ravages; par ses tares héréditaires, par ses maladies endémiques, par l'insuffisance de son vêtement et de son logement, cette race est menacée de mort, si nous ne la sau-

vons pas. Il s'agit de cela d'abord, et nous devons, dans ce sens, avec fermeté et dans certains cas avec adresse, faire notre métier de *chefs*. Si nous agissons ainsi, nous obtiendrons des satisfactions certaines, car le Noir est susceptible d'attachement et de gratitude pour ceux qu'il respecte et qui lui ont prouvé de l'intérêt.

Pendant des siècles, la plupart des groupements humains qui peuplent aujourd'hui l'Afrique française n'ont pas connu la paix, mais seulement les guerres, les razzias, l'oppression. Ils ont ignoré la fixité sur le même coin de terre, la propriété individuelle, et souvent même la famille, car ils vivaient dans une sorte de communisme de clans et de tribus. Nous avons tout cela souvent à leur apprendre, comme nous devons leur enseigner à construire des véhicules pourvus de roues et à faire usage de la charrue. Isolés du monde, privés à peu près complètement de cet instrument merveilleux de perfectionnement intellectuel qu'est l'écriture, ces hommes doivent parcourir la longue route de progrès que nous avons mis des siècles à suivre pour arriver où nous sommes parvenus. Quelles précautions attentives doivent être les nôtres! Fixons pour premier but à nos efforts, — c'est une bien longue étape à franchir, — de faire d'eux des *paysans* et des *artisans* comme étaient ceux de France autrefois.

A propos de Madagascar, nous serions obligés de répéter, — bien que cette île ne soit pas africaine à tant d'égards, — ce que nous avons dit plus haut de la variété des races en Afrique française. Là aussi, nous trouvons des nobles et des serfs, des castes, des préjugés, mille différences entre les hommes. Mais dans l'ensemble, ces populations possédaient, au moment de notre conquête, des institutions plus évoluées que celles des Noirs africains. Nous citerons par exemple les « conseils de village » où l'autorité française a très justement pensé qu'elle pouvait trouver de précieux éléments de collaboration. Il nous paraît certain, d'autre part, que l'instruction publique donnée aux Malgaches obtiendra des résultats plus rapides que dans nos colonies riveraines du Niger et du Congo.

A l'égard des habitants de nos possessions d'Océanie, le premier de nos devoirs, celui qui, pour le moment, prime tous les autres, c'est l'obligation de développer l'assistance médicale sous toutes ses formes. Là aussi, les races autochtones meu-

rent, et, dans la plus belle nature qui soit au monde, s'étalent, — fleurs monstrueuses, — les pires fléaux de l'humanité. Mais dès maintenant aussi, une publicité intelligente devrait être faite en France, en faveur de la Nouvelle-Calédonie, terre fertile, climat très doux, colonie de peuplement, si nous ne laissons pas toujours partir pour l'Argentine et le Mexique nos Basques et nos Bas-Alpins, terre privilégiée à qui nous n'avons guère envoyé que des forçats.

L'Indochine nous présente, parmi toutes nos colonies, celle où, au moment de notre arrivée, la race était la plus cultivée, la plus affinée par de longs siècles de civilisation. Civilisation qui offre avec la civilisation européenne scientifique, industrielle, quantitative de nos jours d'infranchissables différences, mais n'est pas sans rapports au contraire, par le souci des choses de l'esprit, de la vie intérieure, par le culte de la famille, avec la civilisation française d'autrefois. D'ailleurs, il est à remarquer que nombre d'évêques et de missionnaires français s'entendirent fort bien avec les Annamites, depuis Mgr Pigneau de Béhaine jusqu'à Mgr Puginier, et la vénération, les superstitions populaires dont est encore entourée la tombe de l'évêque d'Adran laissent à penser que les grands mouvements périodiques de xénophobie venus de Chine, qui emportèrent en d'affreux supplices la vie de tant d'autres prêtres catholiques et français, étaient déterminés par des raisons politiques plutôt que par d'irréductibles hostilités de pensée et de sentiments.

Là encore, notre occupation se légitime par d'incontestables services rendus que l'on oublie peut-être un peu vite lorsqu'on la critique. Les razzias continuelles des pirates, les exactions des mandarins, réduisaient le peuple des rizières au plus lamentable esclavage. Si l'exemple du rôle joué en Chine par quelques anciens camarades de Faculté pousse de jeunes étudiants annamites à lever l'étendard d'un patriotisme vaniteux, nous estimerons mieux servir les intérêts réels de leurs compatriotes en ne permettant pas aux bâtisseurs de cités idéales de donner une forme à leurs chimères, de les sculpter avec de la boue et avec du sang. Avec quelle sincérité et quelle bienveillance au contraire ne les suivrons-nous pas (au reste, ne les avons-nous pas même devancés dans cette voie?) s'ils veulent étudier les monuments de leur passé qu'ils avaient complètement oubliés et laissé envahir par la jungle, s'ils s'efforcent de rénover un

art véritablement national, et de restituer en pleine lumière les parties encore obscures de leur histoire? Nous sommes prêts à leur réserver dans nos écoles l'accueil le plus affectueux, s'ils se proposent d'y venir chercher autre chose que de vaines doctrines politiques et des querelles de mots, s'ils veulent y acquérir ces sciences précises pour lesquelles ils sont si bien doués et grâce auxquelles ils pourront devenir, soit les bienfaiteurs de leur race, soit nos collaborateurs pour les grandes œuvres d'utilité publique dont le programme reste à accomplir, afin de mettre en pleine valeur les richesses sans nombre de leur sol. Dans nos entreprises privées elles-mêmes (je l'ai déclaré nettement et sans doute le premier parmi les financiers français), je suis d'avis qu'une place devrait être faite à l'élément indigène dans les organes d'administration et de direction. Il ne convient pas que mines, rizières, plantations, usines, tout ce qui représente la valeur du sol indochinois soit entièrement entre des mains européennes et que l'Annamite instruit, intelligent ou riche arrive à se sentir un étranger sur son propre sol. Sans doute a-t-il beaucoup plus profité que le Français lui-même de la plus-value matérielle immense que nos ingénieurs et nos capitaux ont déjà apportée à l'Indochine, mais le profit n'est pas tout et celui qui possède assez devient vite plus assoiffé d'égards que d'argent.

Instruction scientifique pratique et communauté d'intérêts, telle me paraît être la liaison que l'on peut établir entre la civilisation annamite et la civilisation européenne moderne : lorsque les jeunes Annamites seront ingénieurs ou administrateurs de nos sociétés, ils verront que la civilisation européenne présente quelques avantages. Mais j'aimerais aussi qu'il leur fût prouvé par un enseignement approprié que nous ne sommes pas des barbares : tout en étant très savants en chimie, en mécanique où en électricité nous possédons un art, une littérature, une philosophie qui peuvent être comparés, et certes, sans nous faire rougir, aux disciplines similaires de la Chine. Une petite investigation dans l'histoire comparée des religions leur prouverait qu'entre le christianisme et le bouddhisme il y a bien des points voisins, — étrangement voisins parfois, — et que les différences des dogmes ne doivent pas nous empêcher de discerner ce qui, dans toute religion, atteste cette aspiration de toutes les âmes humaines vers le divin qui est pour notre esprit un titre incontestable de noblesse et de grandeur.

***

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation des Français en face des indigènes de leurs diverses colonies : on voit par cet exposé que nulle part cette situation ne présente de difficultés qui ne puissent être aisément surmontées par les qualités de l'esprit français dont nous avons tenté l'analyse. Partout il faut de la curiosité, de la clairvoyance et surtout de la bonté. Ces qualités, nous en trouverons des réserves inépuisables dans le vieux fond de civilisation traditionnelle que nous portons en nous, si nous ne laissons pas étouffer cette vieille civilisation dans notre cœur par cette sorte d'orgueilleux vertige qu'inspire aux primaires la multiplicité des découvertes scientifiques.

Ce qui nous manque davantage peut-être, c'est, entre Français résidant aux colonies, le sens de la solidarité des Blancs, qu'ils soient commerçants, colons ou fonctionnaires, en face des indigènes. Ces différences paraissent énormes à nos yeux et ne voit-on pas, même entre fonctionnaires, sévir cet « esprit de bouton », ces rivalités de bureaux, contre lesquelles Gallieni et Lyautey n'eurent jamais trop de sarcasmes? Elles sont nulles aux yeux indigènes : pour eux nous sommes tous, si l'on me permet cette expression vulgaire, dans le même sac. Substituons aux excès de notre individualisme le sens de la solidarité entre Français résidant aux colonies, entraînons-nous au *team-work*, et nous aurons une force de plus en mains pour notre action coloniale.

Je voudrais aussi que le même esprit de solidarité s'affirmât entre la France métropolitaine et la France coloniale. Ce qui nous manque le plus pour être pleinement, magnifiquement une grande puissance coloniale, c'est la conscience de cette grandeur de notre pays. Nous l'avons eue au temps de Napoléon, lorsque nos armées occupaient l'Europe. Or jamais nous n'avons couvert en Europe à la fois une place comparable à celle que nous tenons aujourd'hui dans le monde. Il faut tout tenter inlassablement pour donner à la France cette conscience de sa grandeur coloniale.

Enfin cet esprit colonial ne doit pas être un esprit de chauvinisme étroit : dans toutes les parties du monde où nous affrontons, avec d'autres peuples européens, le jugement quotidien de races différentes, nous ne devons jamais nous réjouir de ce qui peut arriver de fâcheux à des concurrents; toute insulte faite

à un autre Européen nous atteint, diminue notre prestige. C'est pour cette raison que j'ai préconisé, dans des conférences faites en Belgique et en Hollande, des ententes coloniales entre grandes nations. Une liaison me paraît nécessaire par exemple entre le gouverneur général de l'Indochine et celui des Indes néerlandaises, comme entre les chefs du Congo belge et de l'Afrique équatoriale française. Ce n'est pas seulement la peste et la lèpre que peuvent se transmettre des peuples voisins; il est, dans le domaine politique, des porteurs de germes plus redoutables; il convient de s'entendre pour dépister ceux-ci comme ceux-là.

Devant ces grands courants d'échanges intellectuels et matériels que désigne le mot de colonisation, je voudrais que ne fût jamais perdue de vue la primauté des forces morales, et que fût partout entendu et toujours présent à nos esprits cet appel du poète hindou Tagore : « Je vous en supplie, ne nous envoyez pas seulement des formules administratives et des machines, *envoyez-nous des âmes.* »

OCTAVE HOMBERG.

(A suivre.)

REVUE LITTÉRAIRE

UNE VIE DE PAYSAN SOUS L'ANCIEN RÉGIME (1)

I

Quelques phrases d'un grand écrivain suffisent parfois à créer une légende qui se perpétue indéfiniment. La page de La Bruyère sur les paysans de France en est un des plus remarquables exemples. Qui ne se la rappelle, et ce mélancolique regard jeté à travers la fenêtre de sa bibliothèque, imagine-t-on, par ce lettré philosophe sur les ouvriers de la glèbe? « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et brûlés de soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et, en effet, ce sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines. Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer du pain qu'ils ont semé. » Vous venez de lire ces éloquentes lignes. Le hasard d'une promenade vous fait monter au musée du Louvre et rencontrer du regard le tableau des frères Le Nain qui représente un groupe de paysans occupés à boire. Vous demeurez étonné jusqu'à la stupéfaction, de constater à quel degré ces physionomies joyeuses et vaillantes contrastent avec la sinistre eau-forte du moraliste.

(1) Ces pages ont été écrites pour servir de preface à l'édition de *la Vie de mon père* par Rétif de la Bretonne, que prépare la librairie Tallandier.

D'autres témoignages pourtant semblent bien se raccorder au pessimisme des *Caractères*. Celui notamment des statisticiens qui vont quêtant, à travers les annales de l'Ancien régime, les preuves des misères dont souffraient des travailleurs de la campagne. Mais ne faut-il pas toujours se défier de ces énumérations qui ramassent en faisceau, pour produire un effet d'ensemble, des incidents, dispersés, quand ils eurent lieu, dans le temps et dans l'espace? Leur rapprochement risque trop de leur donner une signification tendancieuse, et, par suite, inexacte. Supposez un historien de nos jours exécutant une besogne analogue sur les faits-divers de nos gazettes. L'abondance des attentats et des accidents relevés de la sorte ne donnerait-elle pas l'impression d'une époque extrêmement dangereuse, au lieu que les Français de ce début du XXe siècle peuvent être considérés à bon droit comme des privilégiés de la sécurité? Pour nous en tenir à ce problème : le sort des paysans sous l'Ancien régime, cette simple remarque doit nous conduire à contrôler le jugement de La Bruyère par des documents plus directs.

Il se trouve que le fils d'un de ces paysans, né vers le milieu du XIVe siècle à Saci, petit village de la vallée de la Cure, dans le voisinage d'Auxerre et de Vermenton, nous en a laissé un, de la véracité duquel nous ne pouvons pas douter. Je veux parler de *la Vie de mon père*, par Nicolas Rétif de la Bretonne, le chef-d'œuvre de ce Balzac du ruisseau, bien incapable, le réalisme brutal de tant de ses romans l'atteste, d'idéaliser un sujet. Mais dans ce livre, il a eu devant lui un précieux modèle dont son cœur de fils a senti la haute valeur et qu'il a copié avec la fidélité la plus émouvante. Regardons-le, ce portrait exécuté d'après nature, en essayant d'en dégager les traits essentiels. Il nous renseignera sur les arrière-fonds de la France d'autrefois, plus que tous les inventaires des archives. Nous sommes là devant la réalité quotidienne, évoquée par un homme qui en est encore tout imprégné, et qui peut dire, des événements qu'il raconte, le mot du poète antique : *Et quorum pars magna fui.*

II

Le héros de cette *Vie de mon père*, c'est Edme Rétif, né en 1692 et mort en 1764, quand son fils Nicolas avait trente ans. Le récit rapporte donc des souvenirs précis d'homme fait et non pas des réminiscences imaginatives d'enfant ou d'adolescent. Edme était un agricul-

teur et qui conduisait ses charrues de ses propres mains, en « excellent laboureur », comme il aimait à s'appeler, et tout de suite, en feuilletant le volume, nous rencontrons le détail de la tenue de sa maison, de nature à étonner un lecteur de La Bruyère, autant, sinon plus que le tableau de Le Nain. Il s'agit du repas du soir pris en commun et qu'Edme Rétif préside. Que nous sommes loin de la tanière et des racines! Vingt-deux convives, la famille étant très nombreuse, et viennent s'y joindre les garçons de charrue, les vignerons, le bouvier, le berger, deux servantes dont l'une sert les vignerons. L'autre « gouverne », — c'est le mot de l'auteur, — les vaches et la laiterie. Tout ce monde est assis à la même table. Le père de famille se tient à côté du feu. Sa femme est auprès de lui, qui sert, à tour de rôle, les enfants suivant leur âge, puis le plus ancien des garçons de charrue, puis les vignerons, le bouvier, le berger, les servantes. Une seule espèce de pain pour tous. De l'eau pour le père, la mère et les enfants. Les autres assistants boivent du vin. Le souper une fois achevé, Edme Rétif prend sa Bible, — détail qui, à lui seul, dénonce une hérédité protestante. Du temps des guerres de religion, ses ancêtres furent des réformés. — Il fait à haute voix la lecture de deux chapitres de l'Écriture et les commente. Une oraison ensuite, et l'on va se coucher en silence, car, après cette prière du soir, les rires et les conversations à voix haute sont sévèrement interdits.

Cette domesticité... Cette discipline... mais sommes-nous chez un vrai paysan? La réponse est donnée dans la *Vie de mon père*, aussitôt après la description de ce repas du soir. Edme Rétif, nous dit son fils, se levait dès le matin et empoignait lui-même une de ses charrues. En la prenant en main, « l'excellent laboureur » se plaisait à répéter : « C'est l'art des arts. » Voyez-le qui pousse cette charrue dans un terrain récemment épierré d'après ses ordres, tantôt, si la terre végétale est profonde, creusant avec le soc, tantôt, si elle est légère, effleurant seulement le sol. Cette besogne finie, il passe à une autre. Un de ses champs a été abandonné, voici plusieurs saisons. Il le défriche à nouveau. Après un premier labour, il y sème de l'avoine dès janvier, pour le labourer de nouveau ensuite à plusieurs reprises, et il arrive l'année suivante à y semer du blé qui vient bien. Il a des vignes, mais ce travail-là, il l'aime peu, par crainte d'être détourné de son cher labourage. Toutefois, il les visite assidûment, ces vignes, et préside aux vendanges avec le même soin qu'il met à s'occuper de la surveillance du bétail, et des chevaux en particulier dont il

fait à la fois usage et commerce. Tous ceux qu'il achète changent à vue d'œil dans son écurie. Le maquignon est chez lui aussi entendu que le laboureur. Il les prend jeunes et maigres, s'en sert deux ans, et les revend. Il pourrait faire ainsi une fortune, mais il ne cherche qu'un bénéfice toujours modéré, parce qu'il est avant tout un juste, celui que ses compatriotes ont surnommé « l'honnête homme ». C'est donc bien un paysan, dans la pleine force du terme, et s'il a des occupations en dehors de ces tâches quotidiennes, ce sont des devoirs ruraux encore et que cette estime lui impose. Il exerce une espèce de magistrature locale, équivalente à celle de nos juges de paix. Nous apercevons, dans ce coin de l'ancienne France, une autonomie saine et vivante des villages, qui permet à un cultivateur comme Edme Rétif de réclamer ses droits vis-à-vis de l'État. Père de quatorze enfants, le caprice d'un collecteur de taxes fait porter sa cote à un taux exorbitant. Il proteste auprès de l'Intendant et celui-ci lui répond en des termes qui contrastent singulièrement avec la dure impersonnalité du fisc actuel : « Vous devriez ne rien payer du tout, mais comme vous avez demandé une taxe, je vous donne celle-là qui sera la même tous les ans. Je sais d'ailleurs que vous êtes un trop bon sujet du Roi pour vouloir en être entièrement exempt. »

III

Le paysan de l'Ancien régime n'était donc pas, — de tels textes le prouvent jusqu'à l'évidence, — le vilain, corvéable à merci, que la Révolution aurait émancipé. C'était le plus souvent un propriétaire. Dans une très forte étude qu'il vient de consacrer à l'auteur de la *Vie de mon père*, un de nos meilleurs historiens, M. Funck-Brentano, donne quelques chiffres qui attestent l'aisance de la majorité de la classe rurale vers le milieu du XVIII[e] siècle. En moyenne, un paysan aisé, — ils étaient innombrables, — possédait 500 livres environ de biens-fonds, soit une douzaine d'arpents de terre labourable, un arpent de vignes et quelques quartiers de prés. A sa mort, Edme Rétif laisse un héritage plus considérable, grâce à son acharné labeur, à son intelligence et à son économie. Nous saisissons ici une application spontanée de cette grande loi de l'étape sociale si méconnue par des adeptes des faux dogmes de 1789. Un cultivateur du type de celui-là est bien, je le répète, un paysan, mais sur la frontière de la bourgeoisie. Il y pénètre tout naturellement par ses enfants, dont il destine quelques-uns à l'Église, — dans quelles conditions, une anecdote,

empruntée de nouveau à *la Vie de mon père*, va nous en donner l'idée. Un fils d'Edme Rétif veut entrer au grand séminaire d'Auxerre. L'évêque, Mgr de Caylus, s'intéresse à ce jeune homme. Il offre de payer sur ses propres deniers la pension du futur ecclésiastique. Le père refuse et répond « qu'il est, grâce au Ciel, en état de payer cette pension et qu'il se croirait inexcusable de faire ce vol aux pauvres nécessiteux ». Que ces rapports entre un prélat gentilhomme et un grand paysan sont révélateurs de cet état de paix sociale, cher à notre grand Le Play! C'est qu'aussi bien, chez ces contemporains du dangereux et irréfléchi Voltaire, la ferveur religieuse est demeurée intacte dans les campagnes, et quelles pures figures de prêtres traversent, à côté du charitable Mgr de Caylus, ce récit d'autant moins suspect qu'il est rédigé par quelqu'un qui a tant abusé de sa plume !

Je citerai comme exemple ce frère, entré au Séminaire dans les conditions que je viens de dire. Il est nommé curé du petit bourg de Courgis, dans le voisinage de Chablis. Il s'obstine à ne pas quitter cette cure qui est très pauvre. Elle rapporte environ 1 500 livres Son revenu personnel est de trois cents. Cinq cents francs lui suffisent pour l'entretien de sa maison. Tout le reste va aux pauvres. Quand l'argent manque à ses charités, il se rend à la ville, afin de demander l'aumône, « pour que le laboureur n'y aille pas », écrit-il dans une lettre adressée à un de ses parents pauvres. Quelle phrase et d'une charité aussi bienfaisante que ses aumônes! L'emploi de ses journées est ainsi réglé: lever à trois heures, méditation de l'Écriture sainte pour préparer ses instructions, jusqu'à six heures. A l'église ensuite, où il dit la messe à sept heures. Il attend là jusqu'à midi ceux qui auraient besoin de son ministère, à moins qu'il n'ait des malades à visiter. A midi il dîne et se promène, une heure dans son jardin si c'est l'été, si c'est l'hiver dans sa chambre, toujours sans feu. Tout l'après-midi se passe à s'occuper des besoins temporels ou spirituels de ses paroissiens. Il a fondé à ses frais plusieurs écoles gratuites et, quand les enfants sont empêchés d'y aller à cause du travail des champs, c'est lui qui va chez eux le soir, pour leur apprendre à lire et à écrire. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il veille à leurs vêtements et qu'il les habille, s'ils sont loqueteux ?

IV

De tels pasteurs créent, autour des âmes qui leur sont confiées, une atmosphère morale dont quelques pages de *la Vie de mon père*, les plus belles de ce livre, révèlent la qualité. J'ignore si le sociologue que je mentionnais tout à l'heure, Frédéric Le Play, a jamais connu ce document-ci. Certes, il y aurait admiré une saisissante mise en action de ce Décalogue qu'il considérait, d'après le séculaire enseignement de l'histoire, comme le Code même de la santé pour les sociétés humaines. Il s'agit du mariage d'Edme Rétif. Il vient d'avoir vingt ans. Pierre Rétif, son père, l'a envoyé passer un peu de temps à Paris. Le jeune homme a rencontré une jeune fille charmante et riche, une demoiselle Rose Pombelins, dont il est devenu amoureux et qui l'aime. M. Pombelins est un marchand de soieries, qui, ayant su apprécier le caractère du loyal et courageux garçon, l'accepterait volontiers comme gendre. Edme écrit cette nouvelle à son père et lui demande son consentement. Celui-ci fait aussitôt revenir son fils au village, et à peine arrivé, lui déclare qu'il refuse ce consentement, ayant décidé pour lui une autre union.

— Je vous ai mandé, lui déclare-t-il, pour vous marier avec Marie Dondaine, la fille de Thomas. Au lieu des coquettes perfides et corrompues des villes, je vous donne une fille vertueuse qui ne chérira que son mari. Vous auriez peut-être eu plus de goût pour une jolie porteuse de fontanges. Mais je vous défends d'y songer. Je ne veux recevoir de votre part aucune objection. M'obéir doit être votre première pensée. *Sinon, ma malédiction est toute prête.*

Sur cette menace, ils partent pour le village de la jeune fille. On la fait venir, et Thomas Dondaine lui tient un discours identique. Elle hésite, non pas que le jeune homme lui déplaise. « Mais encore, » insinue-t-elle, « faudrait-il se connaître et qu'il sût du moins, lui, si je lui conviendrai. » Un « Taisez-vous » durement prononcé est la seule réplique. Les fiançailles ont lieu sur place, et il est entendu que le mariage aura lieu dans les trois jours. Edme et Marie se sont soumis sans plus discuter. Le quatrième commandement a, pour ces deux enfants, ce caractère d'impératif catégorique dans lequel Kant faisait consister le principe de la morale. La tentation de se rebeller contre l'autorité paternelle au nom de leurs sentiments personnels ne les effleure même pas, et des scènes suivent où apparaît toute la beauté d'une discipline qui nous

semble si dure, à nous les intoxiqués de l'égotisme moderne.

L'engagement pris et la date de la cérémonie fixée, Pierre et Edme Rétif sont remontés à cheval pour rentrer dans leur village, à une lieue peut-être de celui de Dondaine. Contre ses habitudes, le père fait marcher son cheval à côté de celui de son fils, et il lui dit :

— Compte, mon fils, que tu seras honoré de tes enfants comme tu honores ton père.

Il lui explique alors la raison de sa conduite, dans un discours dont Nicolas a retrouvé le texte dans des notes de son père à lui. L'inspiration en est digne du vieux Corneille. Ce que veut Pierre Rétif, c'est que son fils soit, comme lui, le fidèle héritier de cette lignée rurale dont ils sont tous deux issus et dont il est fier. Pour cela, il faut que ce fils reste dans cette campagne où il maintiendra l'honneur d'un nom que leurs aïeux ont rendu vénérable.

— Tu sais comme on appelait ton grand père : l'homme juste ! Quel nom !

Et avec l'orgueil légitime d'un terrien qui, lui aussi, connait le prix de son métier de laboureur :

— Nous sommes des roturiers, continue-t-il, et je m'en félicite sincèrement. Le roturier est l'homme par excellence. C'est lui qui paie les impôts, qui travaille, ensemence, récolte, commerce, bâtit, fabrique. Le droit d'être inutile est un pauvre droit. Ne le regrettons pas. Tu as vu les gentilhommes chasseurs de la Puisaie, en guêtres, en souliers ferrés, portant une vieille épée rouillée, mourant de faim et rougissant de travailler. Voudrais-tu être à leur place ?

Ce passage vaut d'être médité. Il est remarquable par la totale absence d'envie sociale. Le principe de l'autorité paternelle, accepté jadis par Pierre Rétif dans sa jeunesse et si fermement exercé sur son fils dans son âge mûr, fait de lui un chef qui se tient debout dans son droit par la vertu de la valeur héréditaire qu'il représente et qu'il transmet. Il n'a ni inférieurs ni supérieurs. Il est ce qu'il est et il en est fier.

Ici se place un épisode à l'occasion duquel le souvenir de notre Corneille s'impose de nouveau. Rentré chez lui avec son fils, Pierre Rétif est, dans la nuit, saisi d'une forte fièvre. Au matin, le malade mande son fils au chevet de son lit.

— Je me sens frappé, lui dit-il. Promettez-moi, si je meurs, de vous marier comme je veux et dans le même délai.

— Je vous le jure, mon père, répond Edme.

— Béni sois-tu ! Car tu portes la joie dans le cœur de ton père mourant.

Pierre Rétif passa en effet le lendemain, et le fils du mort se maria, comme il avait promis et dans le délai convenu, le troisième jour après ces rapides accordailles. Il demanda, en accord avec les curés de Saci et de Nitri, les paroisses des deux familles, que le mariage fût célébré pendant l'enterrement de son père et devant son cercueil.

— Ce sera, dit Thomas Dondaine, notre premier témoin.

Les deux cérémonies, celle du mariage et celle des funérailles, se succédèrent sans intervalle, et quand le corps, suivi par les deux nouveaux époux, fut descendu dans la fosse, le curé de Nitri, comme hors de lui-même, s'écria en français :

— Pierre, mon ami, vous êtes obéi. Que votre âme bénie jouisse de l'éternel repos ! *Amen.*

Et tout le peuple, qui savait la vérité sur cette étrange concomitance d'une noce et d'un convoi funèbre, s'associa au sentiment de l'officiant en s'écriant plusieurs fois : *Amen! Amen!* — Quel commentaire ajouter à un pareil récit?

V

On ferme le livre, et involontairement deux problèmes se posent, l'un tout particulier, le second d'ordre général. Comment un Edme Rétif, et qui a vécu de la sorte, peut-il avoir eu pour fils l'auteur du *Pornographe*, de *la Paysanne pervertie*, du *Quadragénaire*, des *Contemporaines* et de tant d'œuvres remplies de scènes impurement sensuelles, ressouvenir, non dissimulé, d'un libertinage prolongé jusqu'à l'extrême vieillesse ? Comment, d'autre part, la société, forte et sage, peinte dans *la Vie de mon père* a-t-elle pu s'abîmer d'un coup dans la sanglante et folle aventure révolutionnaire? Le malheur des temps est l'explication habituelle et commode. Mais si ces temps étaient heureux, l'énigme de ce bouleversement catastrophique paraît insoluble. Quels vices secrets travaillaient donc le pays sous ces belles apparences d'équilibre et de santé?

La Vie de mon père nous suggère la solution du premier problème, quand l'auteur nous raconte qu'Edme Rétif l'a poussé à s'expatrier : « La vérité m'oblige », écrit-il, « à reconnaître qu'il y a peut-être un reproche à faire à cet homme vertueux : c'est qu'il avait voulu avancer ses enfants dans le monde. Il n'en a élevé qu'un aux travaux

champêtres. Il a soigné notre éducation autant et plus que ses moyens ne le lui permettaient, et il nous destinait à vivre dans la capitale... Il nous répétait : Mes enfants, Paris ou notre village, mais plutôt Paris que notre village. » C'est l'indice qu'Edme Rétif avait bien obéi à son père dans les actes, mais qu'il n'en avait pas compris l'idée directrice, cette conscience du prix que donne à notre existence si brève la fixité dans le même coin de terre, cette vertu dont un grand fondateur d'ordre religieux avait fait un des vœux de son ordre : *permansitas*. Gœthe disait dans une de ces maximes cosmiques dont il avait le secret : « Le chef-d'œuvre de l'homme est de durer. » La permanence du milieu est une des conditions de cette durée. On l'a noté déjà : Edme avait passé deux années à Paris. Il y avait été amoureux, presque fiancé. Il s'accomplit en lui, quand la volonté paternelle lui interdit ce mariage suivant son cœur, un phénomène de refoulement, pour parler le langage, si exact ici, de la psychiatrie actuelle. Paris demeura pour lui, dans les profondeurs obscures de sa sensibilité, paré du charme de ce premier amour. Et puis le travail de la terre est pénible, la charrue dure à pousser, Accepter ces besognes vaillamment, c'est tout de même en sentir la rudesse. En faut-il davantage pour justifier le désir, éprouvé par lui, d'un sort plus doux pour ses fils, de circonstances plus favorables à leur développement? Il aurait dû savoir, étant un cultivateur réfléchi, qu'il existe une maladie de la transplantation. Monsieur Nicolas — donnons au romancier le nom sous lequel il s'est le plus complaisamment raconté — Monsieur Nicolas donc en fut la victime. « Oh! que ne m'a-t-on laissé au village! » gémit-il dans un de ses *memento*, « j'y eusse été si heureux... » Jeté parmi les tentations quotidiennes de la galanterie parisienne, l'animalisme de sa vigoureuse hérédité rurale, ne se dépensant plus dans le labeur journalier des champs, fit bien vite de lui un érotique. Ajoutez à ces causes, comme élément de moindre résistance, une émotivité presque ingénue, dont *la Vie de mon père* demeure le témoignage, si honorable celui-là et secrètement accompagné de remords de porter dans sa mémoire une telle lie de coupables souvenirs. Ce remords et la nostalgie d'une vie réglée qui se dissimule à toutes les pages de ce livre éclatent vers la fin dans une exclamation douloureuse. Elle ramasse en quelques mots si humbles tout le danger du déracinement subi par le fils du laboureur : « Les mœurs à Paris courent bien des dangers. Hélas! Est-ce un vice inhérent à la capitale, et celui qui s'y corrompt n'a-t-il pas apporté dans son cœur le germe de la

corruption? Edme Rétif y vécut aussi pur que dans son village. Heureux mortel! Heureuse la Patrie, si elle n'avait que des enfants comme toi! »

Le second problème est plus complexe. L'antithèse entre les mœurs de Paris et celles du reste de la France, signalée dans ces dernières pages de *la Vie de mon père*, en indique pourtant une des données. Les événements ont montré depuis qu'il y avait là un principe de divorce plus profond et plus redoutable. Paris, au XVIII[e] siècle, avait fini par différer du pays, non seulement par les habitudes et les façons de vivre, mais par la mentalité. Un travail d'idéologie s'y accomplissait, autant par les philosophes de l'Encyclopédie que par leur adversaire, Jean-Jacques Rousseau. Sa propagande s'étendait sur la province par ces *Sociétés de pensée*, étudiées avec tant de lucidité par Augustin Cochin. La Franc-maçonnerie d'alors y était mêlée également. De ce travail, l'atmosphère de santé morale que révèle *la Vie de mon père* allait être un des facteurs, par une de ces actions en retour qui déconcertent les plus sages prévisions. Le XVIII[e] siècle était si comblé matériellement, dans ses classes inférieures comme dans les hautes, que la notion de la sauvagerie, toujours latente chez les peuples les mieux policés, avait disparu de presque tous les esprits. On objectera *Candide*, mais les contemporains voyaient-ils dans ce sinistre chef-d'œuvre autre chose qu'un paradoxe de lettré, en train d'ironiser spirituellement dans le décor d'une sécurité à l'abri de toute menace? Voltaire lui-même prenait-il sa misanthropie au sérieux? Il écrivait sur Paris cette phrase terrible, à laquelle les crimes si proches de la Terreur donnent pour nous un accent prophétique : « Fuyons ce pays où des singes agacent des tigres. » S'il avait vraiment cru à la férocité de ces tigres, aurait-il eu tant de plaisir et jusqu'à sa quatre-vingtième année à jouer le rôle d'un de ces singes? C'est qu'il admettait naïvement, lui le ricaneur, la possibilité de construire cette cité rationnelle dont il n'apercevait pas que son établissement comportait des risques tragiques. L'homme de cette époque apparaissait à tous les théoriciens du progrès comme le civilisé définitif qui n'a besoin que d'un ordre logique autour de lui pour s'améliorer encore. Qu'il portât dans ses atavismes une bête féroce toute prête à se déchaîner, comment l'admettre, alors que les campagnes sont habitées par des Edme Rétif, les villes par des bourgeois paisibles, Versailles par des grands seigneurs élégamment raffinés? Que cet équilibre national, qui paraît si stable, soit une conquête sur les instincts que la coutume a

domptés sans les abolir, les déraisonnables doctrinaires de la Raison ne le soupçonnent point. Ils s'appliquent à dresser les plans de leur Salente imaginative. Que des difficultés surgissent dans le domaine des finances, provoquées par une administration déficiente, qu'une carence se produise dans l'autorité centrale, de la théorie les utopistes passent à la pratique, et aussitôt, les vieilles disciplines étant abolies, le barbare se réveille dans le civilisé, qui ne l'était que temporairement. L'avocat véreux qui aurait plaidé toute sa vie des causes fructueuses devient le Danton des massacres de Septembre. Le bel esprit prétentieux d'Arras sera le Robespierre des Jacobins, et d'un bout à l'autre de la France, des milliers de brutes sanguinaires installent la guillotine. Que les temps où vivaient les paysans de *la Vie de mon père* sont voisins! Entre 1764 où mourut Edme Rétif et 1793, il y a moins de trente ans. L'idéologie des constructeurs de la Cité sans traditions a suffi pour produire et précipiter ce cataclysme. Taine a ramassé, dans la préface d'un des volumes des *Origines*, toute son expérience de la politique par cette simple phrase, bien modeste, mais qui va si loin : « Une société moderne est une chose vaste et compliquée. Par suite il est difficile de la comprendre. C'est pourquoi il est difficile de la bien manier. » J'ajouterai, et si périlleux d'y toucher autrement qu'avec d'infinies précautions! Le beau livre de Monsieur Nicolas emporte avec lui cet enseignement pour qui compare les deux France représentées par les deux dates que j'ai rappelées. Hélas! Quelle expérience a jamais instruit les peuples et ceux qui ont choisi pour métier de les gouverner?

PAUL BOURGET.

ESSAIS ET NOTICES

UNE DATE DE L'AVIATION : L'AUTOGIRE

Un événement du plus haut intérêt vient de se produire dans l'histoire de l'aviation.

Je récapitule les faits : M. Juan de la Cierva, ingénieur espagnol, travaille depuis près de dix ans à changer la formule de sustentation des appareils volants. Il aboutit à la création d'un *autogire* sur lequel il effectue, le 18 septembre 1928, le voyage de Londres à Paris. Il traverse la Manche, et, sans aucun incident, atterrit au Bourget. Cela avec une aisance et une simplicité si parfaites, qu'il y a peu d'émotion dans le public. Pourtant, combien cette démonstration dépasse la portée de maints raids à grand orchestre! Et combien elle est plus utile!...

Entendons-nous bien : il s'agit d'un avion et non d'un hélicoptère. Fuselage, empennage, gauchissement, hélice tractive, tout cela appartient à l'avion ; et c'est pourquoi il ne s'agit pas d'une révolution dans l'aviation. La trouvaille incomparable est dans le mode de sustentation. Ici, en effet, les ailes fixes des avions ordinaires sont remplacées par un moulinet à quatre pales souples qui tournent, *libres sur leur axe*, au-dessus de la tête du pilote. C'est ce moulinet fou qui remplace les plans porteurs, sert de parachute à l'atterrissage, favorise par sa rotation passive le décollage et ne gêne pas la vitesse de translation. Chose plus merveilleuse encore, avec un moteur de 200 CV à peine, la surface portante de cette voilure tournante n'atteint pas 10 mètres carrés pour un poids total de 1 240 kilos. Par temps calme, le pilote ralentit son allure, fait du « sur-place », cale son moteur, descend verticalement et se pose comme une feuille de sycomore. Il pourrait se poser dans un jardin...

J'ai vu évoluer l'autogire ; j'ai assisté à l'accident survenu à l'appareil le 21 septembre : l'accident n'a fait que confirmer l'opinion des spécialistes sur les qualités de l'appareil. « Un avion ordinaire qui aurait, au départ, démoli un côté de son train d'atterrissage sur une balise, ne s'en serait pas tiré à si bon compte, murmurait le capitaine Wagenheim, du 34e d'aviation. Nous aurions vu un « pylône » ou un « tonneau » fatal aux occupants. » Près de son appareil couché sur le flanc, M. Juan de la Cierva, qui n'est pilote qu'à l'occasion, accueillait ses « sauveteurs » avec le sourire. Il sait qu'il a gagné la partie, qu'il s'envolera de nouveau à jour fixe, sans effort. Juste récompense des recherches passionnées et minutieuses auxquelles il a consacré dix années d'un patient labeur.

L'appareil de M. de la Cierva n'est qu'un appareil d'inventeur ; l'industrie va travailler ferme sur ses données. Dès maintenant, il est établi que l'autogire, grâce à sa voilure tournante, décolle et atterrit sans danger ni acrobatie dans un espace restreint, presque sur place ; qu'il ne redoute ni les baisses de régime, ni les pertes de vitesse, causes de la plus grande partie des accidents ; qu'en un mot, il deviendra pratiquement indifférent à la panne de moteur.

Voilà donc un grand pas en avant fait par l'aviation ; à vrai dire, c'est le premier depuis sa création. Jusqu'ici nous n'avions connu que des perfectionnements aux premières machines, perfectionnements dont nous sommes loin de faire fi, mais qui ne sauraient valoir un bond en avant. Il se peut que le moteur à explosion tourne plus vite : il est resté essentiellement le même qu'il était à l'origine.

Pour la première fois, nous nous trouvons en présence d'un progrès réel : c'est pourquoi nous avons tenu à le saluer ici. L'aile d'avion est une copie perfectionnée de la nature ; la voilure tournante de l'autogire est un produit de l'imagination humaine.

André Demaison.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Brusquement, le chancelier Hermann Muller, dans son discours à l'assemblée de la Société des nations, avait pris l'offensive. L'espèce de mise en demeure qu'il apportait aux Alliés et particulièrement à la France, c'était la manœuvre suprême qui devait faire donner tous ses résultats à l'habile stratégie de M. Stresemann. Il s'agissait, à la faveur d'un mouvement d'opinion, scandé par une campagne de presse bien dirigée, d'obtenir l'évacuation anticipée sans délai ni compensation de la deuxième et de la troisième zone occupées : c'était, à entendre ce concert, « un droit » pour l'Allemagne; le chancelier « exigeait » satisfaction comme conséquence de la politique de Locarno. Si le retrait de l'occupation ne lui était pas accordé, si toutes les puissances ne se décidaient pas à procéder à un désarmement au moins aussi complet que celui de l'Allemagne, ce serait le signe que les Alliés, et en particulier la France, jouent double jeu : l'un en paroles, tout de conciliation et de rapprochement, l'autre en actes, tout de rigueur et de domination. Si la manœuvre échouait momentanément, elle aurait du moins pour résultat de séparer la France de ses alliés et de soulever contre elle l'assemblée de Genève. Le discours, rédigé dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, sous l'inspiration de M. Stresemann, était bien adapté au rôle que pouvait tenir un chancelier social-démocrate. L'objectif final, celui que l'on retrouve dans tous les actes de la politique allemande depuis 1919, c'était, sous couleur d'égalité, de ruiner dans ses fondements le traité de Versailles.

La combinaison a échoué; l'Allemand, comme il arrive souvent, par manque de psychologie, a dépassé la mesure et s'est pris à son propre piège. Le mouvement spontané qui porte la grande masse de la démocratie allemande vers la paix et vers un rapprochement avec la France est plus desservi qu'aidé, plus faussé que dirigé par une

politique dont les habiletés sont souvent de nature à faire douter de sa sincérité. Le discours du chancelier piqua au vif M. Briand. Que l'Allemagne exigeât comme un droit une concession de très grande valeur qui équivaudrait, pour elle, à une liquidation définitive de la guerre, sans que nous obtenions aucune réciprocité; que cette concession, on prétendît la lui imposer au nom de la IIe Internationale, et qu'on insinuât contre lui l'accusation de duplicité, c'était l'atteindre à la fois dans son amour-propre d'homme politique et dans la loyauté de ses sentiments nationaux et pacifiques comme ministre des Affaires étrangères. Il réagit vivement. Sans emportement, mais avec la conscience de défendre son œuvre de paix, il laissa tomber sur l'assemblée étonnée son discours du 10 septembre, dont l'inspiration générale avait été approuvée en conseil des ministres et auquel l'accent et la voix du grand orateur donnaient une portée et une signification que les textes ne peuvent rendre.

Seul l'homme qui, en septembre 1926, accueillit M. Stresemann et l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations par la harangue généreuse et unanimement applaudie que l'on n'a pas oubliée, était en droit de parler, en septembre 1928, comme il l'a fait. Entre ces deux dates, la politique de M. Briand a porté ses premiers fruits et aussi ses premiers déboires : il était nécessaire avant d'aller plus loin, de remettre les choses au point et les gens à leur place. Les intentions de M. Briand pour l'organisation de la paix européenne sont dignes d'approbation; elles ont obtenu notamment l'adhésion de M. Poincaré; mais la réalisation a souvent péché par trop de concessions et d'indulgence; une pareille tactique réussit rarement avec les Allemands qui, la presse aidant, arrivent très vite et de bonne foi à se persuader que leurs intérêts s'identifient avec la vérité et la justice. Si le ministre des Affaires étrangères avait plus tôt, plus souvent et plus nettement rétorqué certaines affirmations, redressé certaines illusions des hommes d'État allemands, il ne se serait pas senti acculé à la nécessité de réagir vigoureusement et de replacer les questions franco-allemandes sur leur vrai terrain, celui des intérêts. Il l'a fait avec une fermeté courtoise et une netteté qui ne laissent rien à désirer, mais qui ont étonné une assemblée habituée à un langage plus enveloppé et plus bénin.

« Ce qui serait redoutable, a dit M. Briand, ce serait de créer entre nous, dans nos débats, des malentendus qui se répercuteraient ensuite sur nos peuples et dresseraient les opinions publiques les unes contre les autres par un antagonisme irréductible. » Ces malen-

tendus, M. Briand s'est appliqué à les dénoncer et à les dissiper. Le désarmement d'abord, ou plutôt « la limitation des armements », — c'est le terme dont se sert le traité, et lord Cushendun a eu soin de le rappeler; — beau thème à déclamations et à manifestations théâtrales ; mais les réalités sont plus complexes. M.Briand fait justice de l'erreur matérielle accréditée par le chancelier de Berlin, reprise par celui de Vienne, que les armements sont allés en augmentant depuis 1920 : « Ce n'est pas vrai. » Il est cependant un pays où les armements s'accroissent par le nombre des hommes et par le matériel, et qui s'en vante : c'est la Russie soviétique. Elle a donné son adhésion au pacte Kellogg, mais elle fomente ouvertement les guerres sociales, pires que les guerres nationales et qui d'ailleurs ne sauraient manquer de les engendrer.

Mais l'Allemagne, dit-on, est désarmée. L'est-elle vraiment ? « L'Allemagne a une armée de 100 000 hommes. Mais c'est une armée très particulière. Elle est composée d'officiers, de sous-officiers. C'est ce qu'on appelle une armée de cadres. Lorsqu'il existe à côté un réservoir d'hommes magnifiques, courageux, héroïques, qui pendant huit ou dix ans peuvent encore être encadrés, on ne peut pas dire que le désarmement soit complet. M. le Chancelier lui-même ne le soutiendrait certainement pas, s'il se plaçait sur un plan qui ne serait pas un plan de propagande. » Une nation industrielle aussi puissante que l'Allemagne peut très rapidement transformer son outillage. « Qui pourrait s'imaginer qu'un immense pays, si puissamment outillé pour la paix, c'est-à-dire pour l'industrie, se trouverait embarrassé s'il lui fallait fournir un armement de matériel de guerre ? » Ainsi le désarmement ne suffit pas à empêcher les guerres s'il ne s'y joint « l'esprit de paix », plante fragile et délicate, qui s'acclimate lentement, qu'un rien flétrit et, — aurait pu ajouter M. Briand, — qui n'est guère cultivée dans les écoles allemandes.

Pour la réduction et la limitation des armements, M. Briand rappelle ce que la France a déjà fait et dont, en Allemagne, on ne parle jamais. Le service d'un an, en face d'une nation à qui le traité, — par la plus insigne des aberrations, — impose une armée de cadres et qui, sous toute sorte de prétextes, entraîne sa jeunesse aux exercices militaires, constitue par lui-même une réduction de forces que l'avenir jugera peut-être excessive. Récemment, en vue de rendre possible la réunion de la commission préparatoire pour la réduction des armements, les gouvernements d'Angleterre et de France se sont

fait des concessions et ont rapproché leurs points de vue divergents au sujet des constructions navales. Aussitôt on s'est dit que, pour que la France et l'Angleterre se soient entendues sur une question si délicate, il fallait qu'elles eussent à cacher des « pensées malsaines ». Ainsi sont dénaturées les intentions les plus droites et les actes les plus désintéressés. La France désire aussi la réduction des armements, dans le sens où l'on entend l'article 8 du pacte, c'est-à-dire que les différents pays se sont engagés à réaliser le maximum de réduction des armements compatible avec leur sécurité. Chacun d'eux est, sur ce sujet, seul juge des conditions nécessaires à sa sûreté. Seules l'Allemagne et les puissances qui, avec elle, ont participé à l'agression de 1914, ont accepté par traité un régime spécial de limitations plus strictes. C'est précisément, — M. Briand ne l'a pas dit, — cet état de choses que l'Allemagne aspire à faire disparaître : ce qu'elle appelle l'égalité, c'est la destruction des traités. Il est trop évident que là-dessus toute entente est impossible.

A la fin de son discours, M. Briand a abordé la question des minorités nationales et, là encore, il a fait entendre quelques utiles vérités. La diplomatie du Reich mène grand bruit autour des petits groupes d'Allemands isolés au milieu de populations étrangères; la revendication de leurs « droits » est pour elle un instrument de politique, un moyen de jeter le trouble chez ses voisins; ces groupes, dont l'Allemagne entretient à grands frais et surchauffe l'esprit national, sont les pierres d'attente d'une hégémonie centre-européenne à laquelle elle n'a pas renoncé. M. Briand a été bien inspiré en rappelant que les Allemands, avant 1918, étaient moins soucieux du droit des nationalités. « Avant la guerre, il y avait 100 millions d'hommes appartenant à des minorités qui appelaient à l'aide et pour le salut desquels la Société des nations n'existait pas. Aujourd'hui il n'en existe que 20 millions. On ne peut pas dire que l'on se désintéresse d'eux. Mais prenez garde que le problème est délicat. Il ne faut pas que ce problème devienne un levier pour ébranler les gouvernements et qu'il serve à certains de machine de guerre et de cause de troubles et que, sous couleur de manifestations massives, tendant à certaines modifications de frontières, la paix se trouve menacée. » Et M. Briand ajoute que si, sous prétexte de justice, une voix tendait à ramener la guerre, il crierait : « Silence à cette voix ! »

Cette claire allusion à la campagne que mènent la presse allemande et les dirigeants du Reich pour l'annexion de l'Autriche, et à la cer-

titude que la guerre en sortirait, achève de donner au discours de M. Briand son caractère et sa portée. A Genève, il a été accueilli par un applaudissement général et chaleureux avec lequel faisait contraste le silence de la délégation allemande; on avait l'impression qu'une opération nécessaire était enfin accomplie, que les nuées se dissipaient et que l'on rentrait dans la vérité. En Angleterre, l'accueil de la presse a été favorable et, à l'assemblée, lord Cushendun a prononcé un discours où s'affirmait une complète entente avec son collègue français. En Italie, en Belgique, l'approbation a été générale. En Allemagne, au contraire, éclata un concert de cris furieux et désappointés et les pensées secrètes de plusieurs se révélèrent. « La politique de Locarno est en ruines et il ne reste plus qu'à la balayer du chemin le plus vite possible (*Lokal Anzeiger*). » Ainsi les partis de droite exploitent la situation : ils seraient désolés que la politique de Locarno échouât, parce que l'Allemagne en retire les meilleurs profits; par tactique de politique intérieure, ils se croient obligés de faire une apparente opposition, non sans calculer que leurs critiques servent la manœuvre extérieure des partis démocratiques.

C'est l'inconvénient majeur des accords interprétatifs tels que celui de Locarno qu'ils tendent à se substituer au traité dont ils devraient seulement régler les modalités d'application. En vain, M. Briand et sir Austen Chamberlain se sont mis d'accord, avant d'aller à Locarno, sur le maintien intégral du traité de Versailles, les Allemands se sont persuadé, parce qu'ils avaient intérêt à le croire, qu'il ne s'agissait là que d'une précaution oratoire et qu'en réalité l'esprit de Locarno se substituait au texte de Versailles. « Maintenant tout Allemand peut découvrir, écrit la *Gazette de la Croix*, ce que la France entend par réconciliation : le maintien de l'inégalité, la prolongation de Versailles à perpétuité. » Abolir le traité de Versailles, tout est là : inégalité, le désarmement; inégalité, l'obligation aux réparations; il faut abolir tout cela et refaire une Allemagne plus grande qu'avant la guerre par l'annexion de l'Autriche et la réalisation du Mittel-Europa. Pour les partis démocratiques, si les moyens diffèrent, l'objet est le même. C'est le chef du Centre, l'ancien chancelier Marx, qui déclare : « Le discours de Briand a nui beaucoup à la cause de la paix. » C'est le ministre des régions occupées, M. de Guérard, président de la fraction centriste, qui réclame l'évacuation anticipée « au nom du droit juridique, moral et contractuel de l'Allemagne ». Pour un peu, on prétendrait que l'occupation de la Rhénanie est un abus de la force. On a oublié l'agression, la défaite et les hautes raisons morales qui

nécessitent et justifient les plus exactes précautions contre une nouvelle édition des horreurs de 1914. Pour que le chancelier Muller ait osé parler de la « double face » de la politique de M. Briand, il faut que de singulières illusions se soient répandues en Allemagne sur le sens véritable et la portée des accords de Locarno. Peut-être est-ce, dans une certaine mesure, la faute de M. Briand. Il n'en était que plus nécessaire de redresser la direction et de remettre les choses au point.

Si les Allemands se laissaient conduire par leur raison plutôt que par leurs passions, ils n'auraient pas tardé à s'apercevoir que l'opération réalisée par M. Briand, à leur grand scandale, servait en réalité leurs intérêts. L'organe social-démocrate, le *Vorwaerts*, s'en est avisé dès le premier jour : « Le parti socialiste ne songe pas, pour une polémique à l'assemblée de la Société des nations, à s'écarter d'un cheveu de la ligne qu'a suivie jusqu'à présent sa politique extérieure. Aujourd'hui comme hier, il est convaincu que l'Allemagne et la France, dans leur propre intérêt et dans celui de toute l'Europe, doivent suivre une politique de rapprochement et de collaboration amicale. » En réalité, le discours de M. Briand a sauvé la mise au chancelier Muller. Il lui était impossible de demeurer au pouvoir, s'il revenait de Genève les mains vides. C'est la mercuriale de M. Briand qui, déblayant le terrain, a permis d'entamer les négociations sur l'évacuation anticipée. Les Allemands ont demandé ces négociations, tout en affirmant que l'évacuation anticipée était pour eux un droit et qu'ils n'avaient rien à offrir pour l'obtenir. Mais ils savent très bien toute la valeur morale et pratique d'une pareille concession et, si nous étions assez naïfs, comme M. Herriot en 1924, pour tout abandonner sans réciprocité ni compensations, ils nous estimeraient moins et ne nous aimeraient pas plus. Sur la place publique, on va répétant qu'on ne cédera rien; dans les chancelleries, on sait fort bien que tout se paye et que négociation signifie transaction et concessions réciproques.

Les négociations ont donc commencé à Genève entre les représentants de six puissances : Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Italie, Japon. Et si elles ont pu commencer, c'est parce que M. Briand a transposé le problème du plan humanitaire et sentimental sur le plan des intérêts. Dans le salon de lord Cushendun, dans le tête-à-tête des Six, le chancelier du Reich a compris qu'il n'avait rien à « exiger » et que c'était déjà pour lui un gros succès que la négociation fût amorcée. Lorsqu'il essaya d'invoquer l'opinion publique

allemande, l'un des ministres, raconte M. Auguste Gauvain dans le *Journal des Débats*, lui rappela que c'est le gouvernement allemand qui a dirigé la campagne de presse : « C'est vous qui avez lâché les gaz, mettez vos masques. »

La manœuvre de M. Briand apparaît donc clairement : son dessein étant d'accepter la négociation sur l'évacuation anticipée, c'est en vue de la rendre possible et en même temps afin d'en tirer les avantages qu'elle doit comporter pour la France qu'il a lancé son discours. C'est en vain que la presse allemande répète que « le droit » à l'évacuation anticipée dérive de Locarno et qu'il n'y a aucune liaison entre cette question et les réparations : en fait, l'accord qui s'est réalisé à Genève le 16 septembre constate que ces deux questions sont liées. M. Briand et ses collègues, en effet, n'ont pris aucun engagement, même pour l'évacuation de la deuxième zone qui vient à échéance le 15 janvier 1930; ils restent libres, s'ils n'obtiennent pas ce qu'ils veulent pour le règlement des réparations et pour le contrôle de la démilitarisation de la Rhénanie, de ne rien accorder et de prolonger l'occupation jusqu'au terme fixé par le traité.

Les Six sont donc tombés d'accord sur trois points qu'un communiqué a fait connaître au public. C'est d'abord le principe d'une négociation sur l'évacuation anticipée des zones occupées; c'est ensuite la nécessité d'un « règlement complet et définitif des réparations »; c'est enfin la décision de principe de créer une « commission de constatation et de conciliation » destinée à contrôler la démilitarisation de la Rhénanie prévue par les articles 42 à 44 du traité de Versailles. La négociation s'arrête là pour le moment; les commissions techniques vont travailler et lorsque les pourparlers reprendront, il est évident qu'ils porteront principalement sur le problème des réparations. Si l'on étudie l'un après l'autre les trois points fixés à Genève, on constate que chacun d'eux apporte aux Allemands un avantage important. C'est d'abord le principe même de la négociation qui est admis. Sur le second point, les Allemands demandaient depuis longtemps la revision du plan Dawes : elle leur est accordée. Le plan Dawes n'est, en effet, que provisoire, puisqu'il ne fixe pas le montant total de la dette allemande. L'évaluation de la commission des réparations à 132 milliards de marks-or est, en effet, purement théorique et chacun sait que de pareilles sommes ne peuvent être ni payées, ni transférées. Si ce chiffre était maintenu, la pleine annuité du plan Dawes, que le Reich paye pour la première fois en 1928-1929 (2 milliards et demi de marks-or) n'en repré-

senterait même pas l'intérêt annuel, si bien que les Allemands, même en payant indéfiniment l'annuité, ne diminueraient pas d'un centime le total de leur dette de réparations qui, au contraire, irait toujours en s'accroissant. La fixation de ce que les Allemands auront à payer entraînera donc un abattement considérable sur le total de leur dette.

Que demandent les Alliés et, en particulier, la France? Deux choses : d'abord d'être entièrement couverts par les versements allemands des sommes qu'ils versent aux Anglais et aux Américains pour l'extinction de leur dette de guerre; ensuite, la France entend qu'il subsiste, entre ce qu'elle verse à ses alliés et ce qu'elle reçoit de l'Allemagne, une marge annuelle d'au moins 500 millions de marks-or (environ 3 milliards de francs) suffisante pour gager un emprunt qui couvrirait environ la moitié de ses dépenses de réparations. Une partie de la presse allemande feint de craindre que son gouvernement ne soit entraîné dans une sorte de « front commun » pour amener les Américains à renoncer à leurs créances sur leurs anciens alliés. Crainte vaine. Les États-Unis ne seront pas mêlés aux négociations sur la revision du plan Dawes. L'annuité allemande doit être, en tout état de cause, réglée de manière à laisser à la France une marge de 500 millions de marks-or. Il va de soi que si la France, l'Angleterre et les autres alliés n'avaient plus rien à payer aux États-Unis, les versements de l'Allemagne se trouveraient réduits à cette marge elle-même. Mais il appartiendra au gouvernement des États-Unis, spontanément et dans la pleine liberté de sa décision, de voir s'il est de son intérêt d'alléger les charges qui pèsent sur l'Allemagne. La France, en échange de la réduction considérable de la dette du Reich, lui demandera des garanties solides permettant de placer des emprunts et de vendre une partie au moins des 16 milliards d'obligations industrielles déposées dans la caisse du *trustee* à Berlin.

Quant à la commission de constatation et de conciliation, dont le seul nom a fait jeter les hauts cris à la presse allemande, il est évident qu'elle est surtout à l'avantage du Reich et destinée à le mettre à l'abri des menaces formulées à l'article 44 du traité et des enquêtes de la Société des nations prévues à l'article 4 du traité de Locarno. L'existence d'une telle commission ne serait donc pas, quoi qu'en dise la presse allemande, une aggravation du traité de Versailles, loin de là; sa fonction serait d'étudier sans bruit et de trancher à l'amiable les contestations qui peuvent survenir au sujet

de l'application délicate des articles relatifs à la démilitarisation de la zone rhénane. Mais il est clair qu'une pareille création n'aurait d'intérêt et d'efficacité que si son existence est prolongée aussi longtemps que des contestations pourront s'élever. La question demande à être mûrement étudiée. Il semble, à première vue, que les points sur lesquels un utile contrôle puisse être organisé, sont les chemins de fer et les terrains d'aviation.

La presse allemande s'est déjà calmée, et le chancelier, de retour à Berlin, a donné des explications qui ont apaisé les esprits. La politique allemande, à l'en croire, n'a en rien modifié ses positions; aucune contre-partie n'a été et ne sera offerte en échange de l'évacuation. Mais il est visible qu'il s'agit là de déclarations destinées à couvrir une savante retraite stratégique. Il est admis que la question des réparations et celle de l'évacuation seront traitées parallèlement; mais, en politique, les parallèles ne se comportent pas comme en géométrie : elles finissent toujours par se rencontrer.

Si les Allemands prétendaient demeurer intransigeants sur leurs positions, nous en serions quittes pour rester sur le Rhin jusqu'au terme fixé par le traité. L'insistance de tous les partis afin d'obtenir l'évacuation immédiate et sans conditions, leur répugnance à tout ce qui pourrait ressembler à un contrôle, les colères mêmes soulevées par le discours de M. Briand, enfin la hâte indiscrète avec laquelle le comte Bernstorff, à Genève, voudrait constater l'échec de la conférence pour la réduction des armements, tout cela et bien d'autres signes encore doivent nous mettre en défiance. L'Allemagne est pressée de se sentir libre : ne serait-ce pas pour recommencer ses armements sur terre et sur mer derrière la solide armature de la Reichswehr? L'affiche électorale de M. Stresemann présente, au-dessus de son portrait, les deux silhouettes de Hindenburg et de Bismarck : c'est un frappant symbole. L'esprit allemand n'est pas affranchi de l'empreinte bismarckienne. Nous souhaiterions donc que nos négociateurs eussent toujours présente à la mémoire cette simple question : si, demain, l'on imagine les escadres anglaises, les bataillons français évanouis et toute espèce d'organisation militaire abolie dans les deux pays de l'entente cordiale, le bon droit et la Société des nations seraient-ils capables de maintenir la paix? Tant qu'on sera obligé de répondre non, la conclusion s'impose.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

on de
urait
long-
nandé
points
emins

etour
poli-
ions;
l'éva-
inées
estion
ment;
ne en

leurs
qu'au
btenir
out ce
levées
elle le
confé-
autres
ne est
er ses
re de
sente;
et de
st pas
donc
cette
es, les
litaire
t et la
? Tant